

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12716 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 17 DÉCEMBRE 1985

Washington et les alliés de Moscou

Les subtils distinguos sur lesquels Washington fonde sa politique à l'égard de l'Europe de l'Est peuvent surprendre. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, vient d'entreprendre dans la région une tournée limitée en fait à trois pays : Yougoslavie, Hongrie et Roumanie. Déjà, en 1983, le vice-président Bush avait fait la même sélection : ces pays sont considérés comme plus « fréquentables » que les autres.

Pour la Yougoslavie, qui depuis bien longtemps a échappé à l'étreinte soviétique, cette distinction s'explique sans mal. Quant à la Hongrie, elle jouit de la meilleure réputation au sein du « bloc », en raison de sa relative prospérité économique et de l'espèce de « bon sens réaliste » qu'aiment afficher ses dirigeants.

Mais pourquoi la Roumanie, aux mains d'un homme qui, pour avoir eu parfois le courage d'affronter la mauvaise humeur de Moscou, n'en est pas moins devenu au fil des ans un mégalomane qui considère son peuple comme sa chose (et celle de sa famille) et le traite comme tel ? Pas facile d'expliquer à un Congrès américain de plus en plus réticent que la Roumanie soit avec la Hongrie, le seul pays du pacte de Varsovie à bénéficier, dans son commerce avec les Etats-Unis, de la clause de la nation la plus favorisée.

En dépit des apparences, l'attitude de Washington procède pourtant d'une certaine logique. Elle repose d'abord sur un principe fondamental rappelé, à la veille de sa tournée, par M. Shultz, qui a d'ailleurs choisi symboliquement de le faire depuis Berlin. La situation faite à tous les peuples de l'Europe de l'Est, en violation, et non en application, des accords de Yalta, est inadmissible : ces peuples n'ont jamais eu la possibilité après la guerre de choisir leur destinée.

Cela posé, il s'agit pour Washington de pratiquer l'art du possible et d'encourager les dirigeants auxquels, pour telle ou telle raison, on reconnaît un mérite particulier. En leur disant en substance : nous savons que vous ne pouvez pas tout faire, ni même faire grand-chose, mais au moins essayez, dans un domaine ou dans un autre.

Naturellement, une telle attitude ne peut que hérisser les Soviétiques. L'agence Tass a violemment réagi aux propos de M. Shultz, « vaine tentative pour miner l'unité de la communauté socialiste ».

Le critère de réussite est évidemment l'efficacité. Sur ce plan, Washington peut se vanter de quelques succès.

C'est sans doute avec la Pologne que la situation est la plus délicate. Les Etats-Unis s'efforcent de pratiquer avec Varsovie une politique des petits pas, faisant dépendre certaines concessions de l'attitude adoptée par le général Jaruzelski envers l'opposition. Ainsi ont-ils attendu l'application complète de l'amnistie décrétée en 1984 pour lever leur veto à l'entrée de la Pologne au FMI (dont la Roumanie et la Hongrie sont membres).

Depuis, de nouvelles arrestations ont été opérées, et le régime de Varsovie a malgré tout enregistré quelques spectaculaires succès de politique étrangère qui placent Washington dans une position inconfortable. C'est sans doute pourquoi M. Shultz a déclaré que « les progrès dans les négociations avec l'Est dépendront avant tout de l'unité et de la persévérance des Occidentaux ».

(Lire nos informations page 3.)

L'ENGAGEMENT DU CHEF DE L'ÉTAT ET LA CAMPAGNE DU PS

M. Mitterrand soumet sa liberté d'action aux contours de la future majorité

M. François Mitterrand, qui a participé le dimanche 15 décembre sur TF1, pendant une heure et quart, à l'émission d'Yves Mourousi « Ça nous intéresse, monsieur le président », a assuré que « la majorité élue (en mars 1986) verra naturellement le président lui confier le soin de gouverner ». « Les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront, a ajouté le chef de l'Etat, mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des conquêtes sociales » de l'actuelle majorité. M. Mitterrand a lié sa liberté d'action aux contours de la future majorité en cas de victoire de la droite en mars 1986. D'autre part, le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi, a adopté la plate-forme du parti pour les élections législatives.

Il y a pléthore de présidentiables, mais il n'y a qu'un seul président. De droite comme de gauche, tous les candidats ont pris la parole ce week-end.

M. Barre pour annoncer la réconciliation, sous sa propre autorité, de de Gaulle et de Pétain (*« travail, famille, patrie ; mais dans une France libre »*) ; M. Chirac pour se rallier aux TUC, naguère dénoncés comme une supercherie ; M. Rocard pour prédire la défaite de son propre camp. Mais tous ont encore affaire à un homme fort de la plénitude de ses attributions, et dont nul ne conteste la capacité à les exercer.

M. Giscard d'Estaing, président, avait dû affronter toutes sortes de contestations, y compris venant du RPR, les plus vipérines, mettant en cause cette capacité. M. Mitterrand y échappe, ne serait-ce que parce que l'opposition non barriste a toujours intérêt à cohabiter avec lui. Elle doit donc le ménager.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

La montée du terrorisme en Belgique

I. – *Sur la piste des lampistes*

Depuis le 2 octobre 1984, les Cellules communistes combattantes (CCC) ont revendiqué vingt-sept attentats en Belgique et un en France. Si les enquêteurs belges n'ont pas réussi à cerner le noyau du mouvement terroriste, ils tirent un fil après l'autre. Petites pistes, maigres succès. Et si l'on s'intéressait aux lampistes ?

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles. – *« Il existe des indices sérieux et concordants montrant que l'inculpée est animée d'un état d'esprit tendant à encourager et faciliter le recours à la violence en vue de déstabiliser le régime démocratique. »* C'est en ces termes, pour le moins flous, que vient d'être notifiée une nouvelle inculpation pour « association de malfaiteurs » à Mme Chantal Paternostre. Cette jeune femme, interpellée le 15 août dernier, représente, aux yeux des autorités belges, le seul coin véritablement enfoncé dans l'opacité d'un mouvement terroriste insaisissable, les Cellules communistes combattantes, qui ont signé vingt-sept attentats depuis leur apparition, le 2 octobre 1984.

Chantal Paternostre, trente-neuf ans, mariée, mère d'un enfant, est une assistante sociale anarchiste, animatrice d'une émission féministe, « Renversons les marmites », sur les ondes de Radio-Air libre. Incarcérée depuis près de quatre mois, elle continue d'affirmer qu'elle n'a aucun lien avec un mouvement terroriste. *« Je suis contre toutes les dictatures,* dit-elle, *y compris celle du prolétariat. »* Policiers et gendarmes sont pourtant convaincus d'avoir retrouvé sa trace, *« empreintes et filatures à l'appui »*, dans deux appartements « conspiratifs » de Bruxelles.

Dans le premier, à Anderlecht, elle avait l'habitude de rencontrer un jeune homme *« en veste de tweed »* qui l'aurait, un jour, prise en stop. *« Michel s'est présenté comme un ethnologue travaillant pour la CEE et spécialiste de l'étude de la violence dans les sociétés contemporaines. »* Fréquemment en déplacement, il demandait à la jeune femme – naïve ou complice – de passer vider sa boîte aux lettres en son absence, *« pour ne pas attirer les cambrioleurs par une masse de prospectus »*. Dans cet appartement, les policiers ont retrouvé du fil électrique, des prises de courant et un petit capuchon de détonateur : du matériel semblable à celui qui avait été utilisé, le 26 juin dernier, lors d'un attentat manqué contre une entreprise de matériel électrique, ACEC, à Drogenbos, revendiqué par le FRAP (Front révolutionnaire d'action prolétarienne).

« Michel » conduisait un véhicule qui aurait été repéré lors du vol, en juin 1984, dans une carrière à Ecaussines, près de Bruxelles, de 816 kilos de gomme F 15, un explosif au fort pouvoir brisant, qui a été utilisé lors de deux attentats manqués revendiqués par Action directe et la Fraction armée rouge. Quatre bâtons de dynamite de même provenance ont été retrouvés lors de l'arrestation, au mois d'avril dernier à Paris, d'un ressortissant turc, M. Muzzaffer Cacar, alors qu'il descendait du train de Bruxelles. Enfin, plus récemment, l'explosif aurait servi à faire sauter un fourgon postal à Verviers (1 million de francs français avaient été dérobés et deux policiers tués).

Ce n'est pas tout. Les autorités belges estiment avoir décelé une empreinte de Chantal Paternostre sur un fer à repasser, dans un autre appartement « conspiratif », rue des Cottages, à Bruxelles.

AGATHE LOGEART et JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 15.)

Des missiles syriens près de la frontière libanaise

Israël dénonce ce redéploiement qui l'empêchera de poursuivre en toute sécurité ses vols de reconnaissance sur la Bekaa, base des commandos chiites et palestiniens.

PAGE 7

Six Blancs tués en Afrique du Sud

L'ANC a revendiqué l'explosion d'une mine à la frontière du Zimbabwe.

PAGE 6

Cinq mille musulmans réunis à Lyon

Ils veulent restaurer l'image de l'islam dans l'opinion publique française.

PAGE 14

M. Barre : travail, famille, patrie mais dans une France libre

L'ancien premier ministre en appelle au retour des « valeurs fondamentales » érodées par la crise.

PAGE 13

Les industriels dans la course du capital-risque

Banques et organismes spécialisés mettent en place les moyens de financer les PME performantes.

PAGE 39

Le nouveau numéro de téléphone du « Monde »

(1) 42-47-97-27

Le Monde

ÉCONOMIE

Questions sur la stabilisation du dollar

« A travers les revues françaises » par Daniel Vitry

La chronique de Paul Fabra

Pages 35 à 38

EFFERVESCENCE AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PATRONAT

Brutus au CNPF

Le CNPF devait réunir, ce lundi 16 décembre, son conseil exécutif à la veille d'une assemblée générale où le rôle du président, M. Yvon Gattaz, pourrait être contesté.

Les vicissitudes de la politique n'ont jamais laissé indifférent le monde des affaires. Mais, à l'approche des échéances de mars 1986, alors que se profile une possible alternance, le patronat entre en effervescence. C'est à qui *s'affichera, s'engagera,* prendra parti, se *démarquera* ou rentrera dans le rang. Le devant de la scène s'agite autant que la coulisse. Sans parler des nombreux chefs d'entreprise qui ont décidé de figurer, parfois en bonne place, sur les listes législatives.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'assemblée générale du CNPF, fasse l'objet de manœuvres, de mises en cause, de règlements de comptes qui visent non seulement le patron des patrons, M. Yvon Gattaz, mais le rôle que l'organisation professionnelle devrait jouer auprès du gouvernement issu des urnes du printemps.

Alors que l'ordre du jour officiel de l'assemblée générale ne devait, en principe, en faire qu'une réunion de routine (le conseil exécutif de trente-cinq membres, véritable gouvernement du CNPF, a été renouvelé l'an dernier), les divergences, les rivalités de personnes et les craquements qui agitent depuis plusieurs mois la galaxie patronale ont pris soudain une ampleur nouvelle. Longtemps contenue et minimisée, la crise a éclaté au grand jour lorsque, fin octobre, M. Jean-Louis Giral, président de la puissante fédération des travaux publics, a démissionné de son poste de vice-président du CNPF pour protester contre les méthodes mises en œuvre par M. Gattaz et ses principaux adjoints.

Depuis deux mois, les contempteurs de M. Gattaz n'ont pas désarmé. Chef de file des opposants, bien qu'il se défende de vouloir prendre le fauteuil du président lorsque M. Gattaz arrivera, en décembre 1986, à la fin de son mandat, M. Giral a eu la satisfaction de voir, à un moment ou à un autre, ses thèses comprises, voire relayées par des hommes comme MM. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, ou Francis Lepatre, président de l'Association des industries agro-alimentaires.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 40.)

débats

L'enfant dans la vie quotidienne

Du 9 au 15 décembre, s'est déroulée aux Tuileries — avec l'accompagnement des forains non prévu au départ — une exposition-forum, aboutissement de la campagne « Ouvrons la France aux enfants » lancée en mai dernier par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Denis Moreau s'interroge sur les conditions de la sécurité des jeunes dans l'espace urbain, et François Testu sur une question redevenue à la mode, celle des rythmes scolaires.

Reconquérir l'espace collectif

Il faut retrouver le sens de la communauté sur les lieux de circulation

par DENIS MOREAU (*)

NOTRE société industrielle est profondément marquée par la priorité accordée à la circulation automobile dans l'aménagement urbain, qui a fait perdre à la rue sa fonction de lieu de rencontre. Les enfants profitaient autrefois comme les adultes de cet espace public avant d'en être exclus.

Ce mouvement s'est accompagné d'une part d'un aménagement de l'espace public : « *Le fonctionnalisme a proposé tout naturellement de reléguer l'enfant dans les « réserves » institutionnelles et gardées par des professionnels : aires de jeu, maisons de jeunes, fermes d'enfants, etc.* » (1) et d'autre part avec la psychanalyse, d'une valorisation très accentuée de l'enfance au sein de l'espace privé.

Aujourd'hui, cette distorsion entre un espace public livré aux voitures et à ses dangers et un espace privé protecteur, a entraîné un déséquilibre de civilisation. Alors que la route et la rue continuent de tuer chaque année 700 enfants et d'en blesser 35 000, les ouvrages et les campagnes sur l'éducation, la santé et le confort ou l'« accueil » des enfants se multiplient. On sait les soins que l'on doit apporter au brossage de leurs dents dès le plus jeune âge, on ignore qu'avant neuf ans il est dangereux de laisser un enfant aller ou revenir seul de l'école. Si l'histoire retient la dureté des placements en nourrice au dix-huitième siècle, elle s'étonnera de l'indifférence avec laquelle au vingtième siècle l'enfant surprotégé dans l'espace privé est sacrifié à la circulation dans l'espace public.

Le lieu du danger

L'espace collectif est un domaine de découverte nécessaire au développement de l'enfant. Ecole de la vie, c'est l'espace et le temps intermédiaire entre l'école et la famille. C'est là où il peut découvrir une autonomie chère aux pédagogues. Pourtant, c'est aussi, faute d'une solidarité élémentaire, le lieu du danger : l'enfant n'a pas le droit à l'erreur. Nous ignorons ou oublions souvent que l'enfant n'est pas un adulte en miniature. S'il traverse en courant à la recherche d'un ballon sa faute sera mise en avant, il doit faire attention. L'adulte au volant reste indifférent aux formes d'expression propres à l'enfance, la rue est perçue comme un domaine réservé à la circulation. Feu rouge grillé, excès de vitesse, non-observation de la priorité des piétons dans les passages protégés seront les preuves de cette indifférence.

Après avoir constaté que plus de 80 % des accidents impliquant des enfants ont lieu à proximité du domicile, des municipalités hollandaises ont mis en pratique une conception différente de la coexistence quotidienne dans les zones résidentielles en développant des « cours urbaines » : « *Une cour urbaine est une partie continue de l'espace urbain où la fonction d'habitat prend clairement le pas sur la fonction de circulation et dans laquelle ce choix s'exprime par un aménagement particulier de l'espace* ».

Ces réalisations (plus de 1 000 en 1985) s'inspirent de principes dont l'évidence a été étouffée par l'automobile. « *L'environnement de l'habitat doit être tel que le plus grand nombre d'activités individuelles et collectives puisse s'y déployer. On doit pouvoir s'y asseoir, s'y promener, y courir, ne rien faire, regarder, s'assembler, attendre, chercher un espace de stationnement et bien d'autres choses encore.* » (2)

Depuis deux ans des opérations qui privilégient une approche globale du traitement de l'espace urbain sont expérimentées en France aussi. Le programme : « *Une ville plus sûre, des quartiers sans accidents* » affirme que « *la réduction des coûts sociaux et des coûts économiques des accidents de la circulation, notamment en milieu urbain, est un enjeu national : 50 % des blessés et 30 % des tués sont dus à des accidents en milieu urbain* ».

Une démarche innovante

Des réalisations ont déjà été mises en œuvre qui permettent en particulier aux enfants et aux jeunes de se mouvoir en sécurité dans la ville sans pour autant les isoler grâce à la transformation globale de l'environnement urbain. Il leur est de nouveau possible de faire partie d'une communauté différente de la famille et de l'école et d'inscrire leur histoire dans l'histoire des rues qu'ils parcourent. Ainsi, à Romonville-Saint-Agne, près de Toulouse, un plan de déplacement des écoliers a été mis en place, à Noisy-le-Roi ou à Chambéry, c'est la traversée de la ville et le paysage urbain qui a changé et qui donne aux enfants un espace plus libre, et plus sûr, dans la mesure où la communauté des habitants a retrouvé droit de cité, son droit à la cité.

Ces quelques expériences ne pourront cependant se développer que si elles correspondent à un besoin exprimé par les habitants. Or, il existe peu de cas de changements du cadre de vie provoqués par les habitants d'une rue ou d'une zone industrielle. Quels sont les facteurs de blocage propres à notre pays ?

La bête automobile

La valorisation de la vitesse (facteur concourant à provoquer 46 % des accidents) est l'un des éléments-clés de notre mentalité. La vitesse de pointe des véhicules a considérablement augmenté en quinze ans, et Renault envisage de sacrifier les véhicules bas de gamme. Les constructeurs automobiles font de l'agressivité et du caractère primaire, « sauvage » de la bête automobile l'axe de leur politique de communication. Comment dans ces conditions, s'étonner du règne de la ligne droite en milieu urbain ?

Un engagement des partenaires associatifs dans l'aménagement du cadre de vie suppose parallèlement un refus culturel et politique des conséquences dramatiques ou des nuisances quotidiennes de l'impérialisme de la vitesse dans nos rues et sur la route.

Les pouvoir publics ont une responsabilité importante en ce domaine : les enjeux industriels et sociaux du secteur automobile ne doivent pas, même sous le couvert d'une « modernité » à conquérir, faire reculer la civilisation.

(*) Magistrat, secrétaire général de la ligue contre la violence routière, 5, impasse Bon-Secours, 75011 Paris.

(1) L'espace collectif à reconquérir. *L'Architecture aujourd'hui*, par G. Baner, septembre 1979.

(2) Citations extraites du document publié par le Royal Touring Club des Pays-Bas, « Woonerf ».

Le « dada » des rythmes scolaires

On pense trop à l'adulte lorsqu'on remet sur le métier la question de l'aménagement du temps de travail des enfants.

par FRANÇOIS TESTU (*)

LES rythmes scolaires sont de nouveau à l'ordre du jour ! Depuis une vingtaine d'années la question est épisodiquement posée, et les aménagements du temps scolaire semblent répondre davantage aux exigences socio-économiques culturelles du moment qu'aux véritables besoins d'équilibre et de santé de l'élève. En leur temps, les vacances d'été ont été choisies suffisamment longues pour que les fils et filles d'agriculteurs, de viticulteurs, constituent une main-d'œuvre supplémentaire, et participent aux moissons, aux vendanges, aux récoltes fruitières. Le congé du jeudi (*momentanément avancé au mercredi*) résulte d'un accord entre les Eglises et l'Etat pour permettre l'instruction religieuse. « Bison futé » a partagé la France en trois zones de vacances pour remédier aux engorgements des axes routiers et, certains ajoutent : pour mieux rentabiliser l'industrie hôtelière et touristique.

Si l'on veut résoudre au mieux le problème des « rythmes scolaires », on ne peut pas continuer de la sorte, on ne peut pas oublier, négliger l'enfant, l'adolescent et ne s'intéresser qu'à leur environnement socio-économique. 1981 a été marqué par un changement de majorité, pouvons-nous dire que nous avons progressé ? Pouvons-nous dire que l'échange nécessaire entre parents, enseignants, scientifiques et autorités politiques a eu lieu ? S'est-il concrétisé par des mesures pratiques ? Il paraît difficile que nous puissions encore répondre par l'affirmative.

Certes le ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Calmat, a manifesté, en juillet 1984, son intention de se préoccuper des « rythmes scolaires », le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a reconnu, fin mars 1985, qu'une modification de la semaine scolaire méritait réflexion, et tout récemment un projet est venu sous les feux de la rampe.

On ne peut que se réjouir de voir les autorités politiques sensibilisées par le problème de la rythmicité scolaire, mais un bilan objectif, précis des recherches entreprises en France comme à l'étranger dans le domaine, fait toujours défaut ; un vaste programme d'études scientifiques où les variables socio-économiques, biologiques, psychologiques seraient prises en compte n'a toujours pas été lancé.

Il est inexact d'appeler expérimentales les écoles dont seul l'emploi du temps hebdomadaire est original (comme à Niort), si des études ne sont pas entreprises entre ces dernières et d'autres établissements soumis à l'emploi du temps habituel. En psychologie, comme en de nombreuses autres disciplines scientifiques, si l'on veut juger de l'efficacité d'une méthode par rapport à une autre, on constitue deux groupes et l'on observe leurs résultats. Il doit en être de même pour juger de la validité de tel ou tel emploi du temps.

Les expériences de terrain ne sauraient transformer les écoles en laboratoires, les enfants en cobayes ; il s'agit seulement de se donner de réels moyens pour fournir aux « décideurs » les informations les plus complètes et les plus objectives possible. Si tel n'était pas le cas, nous serions en droit de nous interroger sur l'opportunité d'une mesure ministérielle donnant *la possibilité aux conseils* d'école de choisir entre le samedi et le mercredi matin.

Certes, cette mesure, s'intégrant dans le contexte de la décentralisation, serait nouvelle et séduisante et l'on pourrait imaginer des conseillers d'école (parents, enseignants, autorités politiques locales) oublier leurs propres intérêts et décider en toute sérénité de l'aménagement du temps scolaire des enfants. Malheureusement, je doute qu'il en soit ainsi ; je crains qu'en l'absence d'informations suffisantes la « pression sociale », mentionnée par le ministre de l'éducation nationale, guide seule les choix futurs.

Une dernière remarque. Parents, enseignants, médecins, psychologues, journalistes, hommes politiques, parlent de « rythmes scolaires ». L'expression a-t-elle pour tous la même signification ? S'agit-il pour les uns des rythmes de l'environnement de l'élève, ou plus précisément de l'alternance des moments de repos et d'activités scolaires imposés par l'école à l'enfant ? Ou bien, pour les autres, des variations périodiques des fonctions physiologiques, physiques et psychologiques de l'élève à l'école ?

En optant pour la seconde définition n'effectuerions-nous pas un pas en avant vers la clarté des choix ultérieurs, vers le respect de l'enfant ?

(*) Assistant en psychologie. Laboratoire de psychologie expérimentale, Tours.

COURRIER DES LECTEURS

L'essentiel et la parade

La participation de M. Barre à « L'heure de vérité », le 4 décembre, avait été précédée d'un sondage indiquant que près de 58 % des auditeurs désiraient que l'ancien ministre soit interrogé, en priorité, sur le chômage.

L'absence de débat sur le sujet ne provoqua aucune réaction de l'interrogé, des interrogateurs et du meneur de jeu. Même les journalistes du *Monde* n'ont pas relevé cette situation absurde.

A quoi servent les sondages ? Les journalistes de l'audiovisuel, emportés par le verbe, n'ont-ils pas une fâcheuse tendance à sacrifier l'essentiel à la parade ?

RENÉ AZOULAY.
(Toulouse.)

Histoire d'une injure (suite)

Le rédacteur de l'encadré « Histoire d'une injure » (*le Monde* du 7 décembre) cite un passage du jugement intervenu dans le procès en diffamation intenté par M. Guy Baret, éditorialiste à *France-Soir*, à M. Jean-François Kahn, directeur de *l'Evénement du jeudi*. Le président du tribunal, M. Emile Cabié, pense « *qu'il sera difficile de déterminer l'époque à laquelle ce vocable (con) est apparu en tant qu'injure* ». Permettez-moi de vous signaler que Stendhal pourrait bien en être le responsable ; dans une lettre à lui adressée par Mérimée (31 mars 1831) on peut lire ceci : « *Ainsi ne me croyez pas trop con. Cette expression dont vous êtes l'auteur me plaît...* » et un peu plus loin : « *Je compris qu'il ne fallait pas faire le con...* ».

Cette lettre figurait très récemment dans une vente publique à l'hôtel Drouot.

JEAN VIARDOT.
Libraire-expert.
(Paris.)

Le plurilinguisme rend-il idiot ?

(...) A propos de l'article de M. Vassal (*le Monde* du 10 décembre) dans une page consacrée à la francophonie, je vous signale qu'à la fin de l'année 1984 une association occitaniste « italienne » du nom de Soulestrelh a fait adopter par plusieurs communes « vaudoises » et par les Comunità Montane des vallées vaudoises (Pellice, Chisone et Germanarca) un vœu demandant que soit protégé, aux côtés de l'occitan, le français (...). Voilà donc des occitanistes, défenseurs de l'occitan, qui prennent position pour le français. Existe-t-il des francophones, défenseurs du français, qui prennent position pour l'occitan et pour les autres langues de France ? Il y en a peut-être ; j'avoue n'en avoir jamais rencontré. (...) Tous francophones, soit. Mais *uniquement* francophones, quel gain peut-on y trouver quand on a la possibilité de bénéficier d'une ouverture sur d'autres cultures ? Depuis quand le plurilinguisme rend-il idiot ?

PHILIPPE MARTEL.
(Paris.)

Un appel

Je suis fidèle lecteur du *Monde*. Cela fait deux ans que je le lis grâce au centre culturel français. Je veux m'abonner depuis que je le connais, mais ce sont les moyens qui me manquent.

Je suis avec ma mère qui n'est qu'une ménagère. Mon père a été écrasé par le train. Il n'avait pas d'emploi dans sa vie. Il m'a laissé dans une profonde misère. Une fois, c'était un jeudi, ma mère a pleuré de faim (...). Nous ne menons qu'une vie de chien et la misère nous caresse à point. Monsieur le directeur pardon, je voudrais faire paraître une annonce dans *le Monde* mais je n'ai pas de moyens. Voici mon annonce :

Jeune homme, dix-sept ans, cherche personnes, usines, entreprises pour travail temporaire, ou définitif.

M. OKOUI-JUSTIN,
1204, rue Bouzala-Ouenzé,
(Brazzaville).

Légitime défense

(...) Si, pour financer une chaîne commerciale, il faut diffuser des messages publicitaires pendant une émission, si, donc, la publicité se met à détruire — tel un parasite — le support qu'elle utilise, le téléspectateur se trouve en situation de légitime défense. *Le moyen le plus approprié paraît alors être la* « contre-publicité » : boycotter toute marque qui prendrait le risque de faire diffuser un message pendant une émission. Cela devrait faire réflechir plus d'une agence.

CHRISTIAN CLASTRES.
(Ramonville.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 42-47-95-59
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0.350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DU CHANCELIER KOHL

Une « clarification » bien nécessaire entre Paris et Bonn

Le chancelier Kohl est attendu mardi soir 17 décembre à l'Élysée pour un dîner de travail avec M. Mitterrand. Cette rencontre sera la dixième de l'année entre le chef de gouvernement ouest-allemand et le président français, toutes circonstances confondues. Cette fréquence, unique dans la diplomatie française, doit-elle être prise pour un signe de bonne santé des rapports Paris-Bonn ? C'est plutôt le contraire, paradoxalement, qui est vrai. La multiplication de ces séances de clarification, si cordiale qu'en soit l'atmosphère, confirme que les relations entre la France et la République fédérale traversent depuis de longs mois déjà une passe difficile.

L'année qui s'achève aura ainsi été marquée, sur ce terrain, par une série de déconvenues. Dans le domaine économique et monétaire, Bonn n'a guère montré de complaisance, ou même simplement de compréhension, pour les positions françaises, notamment lors du sommet des pays industrialisés, à propos des relations commerciales avec les Etats-Unis.

Récemment encore, le ministre des finances de RFA, M. Stoltenberg, faisait savoir qu'un « réajustement » serait nécessaire entre les monnaies européennes — ce qui, au minimum, ne ferait pas l'affaire de la France — et ironisait sur le fait que l'inflation demeurait, dans l'Hexagone, environ deux fois et demie supérieure à ce qu'elle est en République fédérale. D'une manière générale, M. Stoltenberg et la Bundesbank sont plus que réticents à l'égard des projets français en faveur de l'extension de la coopération des Douze en matière monétaire.

Plusieurs projets techno-industriels pour lesquels la France et l'Allemagne fédérale devaient coopérer ont en outre été abandonnés par Bonn ces derniers mois, explicitement ou tacitement, de la navette spatiale Hermès au satellite d'observation. Même celui qui concerne le TGV Paris-Cologne se traîne à une vitesse qui ne correspond guère à la célérité suggérée par le sigle.

Dans le domaine communautaire, de même, la belle entente Paris-Bonn, dont il était rituel de dire qu'elle était le pilier central de la construction européenne, ne semble plus soutenir grand-chose de concret aujourd'hui. Sans doute l'accord demeure-t-il profond, intellectuellement, en faveur de nouveaux progrès institutionnels, même s'il lui est arrivé de s'exprimer sous des formes peu habiles, comme ce « projet de traité d'union européenne » ficelé à la hâte, et bien mal présenté au sommet de Milan, en juin. Mais, de toute façon, le passage au concret semble chaque fois plus difficile. Au sommet de Luxembourg, dernièrement, la RFA est restée relativement ferme dans ses demandes de dérogations aux règles du futur grand marché unique, après avoir, au printemps, fait jouer son droit de veto lors de la discussion agricole, pour ne citer que deux exemples. Et l'affaire de l'initiative de défense stratégique américaine, à laquelle la participation allemande devrait être annoncée au conseil des ministres de mercredi alors que la France s'y refuse toujours, n'est pas faite pour arranger les choses.

« Condescendance »

On aurait cependant tort de croire que seuls les Français sont amers. Dans l'entourage de M. Kohl, la déception affichée à l'égard de l'état actuel des relations avec Paris n'est pas moins vive. Le conseiller spécial du chancelier, M. Horst Teltschik, a résumé les griefs de Bonn dans une note confidentielle en dix points récemment transmise à l'Elysée, et qui devrait servir de canevas aux discussions de mardi soir. Beaucoup d'officiels allemands ont en particulier le sentiment que, tout en proclamant sans cesse sa volonté de jouer un rôle très actif dans la construction européenne, M. Mitterrand est trop souvent tenté de faire cavalier seul. Et l'accusation de « condescendance », parfois formulée *mezza voce* à Paris à l'encontre de Bonn (en matière économique et monétaire principalement), est de plus en plus souvent retournée à la France par Bonn, tout aussi officieusement, sur le terrain diplomatique et stratégique en particulier.

Pourtant, la volonté politique de travailler ensemble est, jure-t-on de part et d'autre, intacte. Et la France sait qu'elle dispose, en la personne de M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, d'un interlocuteur à la fois plus compréhensif et plus « européen » que la plupart de ses collègues, chancelier compris. Mais on peut s'attendre que plusieurs « rencontres de clarification » soient encore nécessaires.

BERNARD BRIGOULEIX.

LA TOURNÉE DU SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN EN EUROPE DE L'EST

Bucarest : une étape délicate

De notre correspondante

Vienne. — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, après une tournée en Europe de l'Ouest, a entamé dimanche 15 décembre la seconde partie de son voyage par une visite éclair à Bucarest. M. Shultz devait être lundi à Budapest et mardi à Belgrade.

Comme le vice-président américain, M. George Bush, qui, il y a deux ans, avait choisi Vienne pour analyser, à l'issue d'une tournée en Europe de l'Est, les lignes de force de la politique américaine à l'égard de ces pays, M. Shultz l'a fait cette fois-ci, avant même d'avoir commencé ses visites, en utilisant la tribune du Club de la presse de Berlin-Ouest.

Si M. Bush avait, carrément classé les pays est-européens en deux catégories — les « bons » et les « manvais », — M. Shultz a réaffirmé, de façon plus générale, que les Etats-Unis *« n'accepteront jamais que l'Europe de l'Est soit intégrée dans la sphère d'influence soviétique »*. *« La frontière politique en Europe n'est pas le résultat d'une décision démocratique des populations concernées »*, a-t-il ajouté, car les pays est-européens *« n'ont jamais pu faire usage de leur droit de choisir librement leurs gouvernements et leurs formes de vie, un droit qui leur a été garanti par les accords conclus pendant et après la guerre et aussi par les accords de Yalta »*.

En se rendant à Bucarest, Budapest et Belgrade, M. Shultz reste fidèle à la politique américaine de « différenciation », dont on retrouve aussi la trace dans les mesures de restriction de déplacement imposées récemment aux ressortissants est-allemands, polonais, bulgares et tchécoslovaques qui résident aux Etats-Unis, alors que les Roumains et les Hongrois en restent exempts.

L'étape la plus pénible du voyage de M. Shultz a été sans aucun doute celle de Bucarest, d'ailleurs réduite à six heures seulement. En dépit des « *nouvelle impulsions pour les rapports américano-roumains* » dont fait état la presse roumaine, des tensions sérieuses existent entre Washington et Bucarest. M. Shultz et le président Ceausescu n'ont pas caché à l'issue de leurs entretiens que les relations entre les deux pays *« pouvaient être meilleures »*. M. Shultz a dû avertir le président Nicolas Ceausescu du profond mécontentement du Congrès américain en raison des violations des droits de l'homme en Roumanie, qui préoccupent de plus en plus l'opinion américaine. Il lui a remis une lettre du président Reagan, dont le contenu n'a pas été rendu public. Ses entretiens avec le président Ceausescu et le ministre roumain des affaires étrangères, M. Ilie Vaduva, ont été qualifiés de *« constructifs et francs »* par M. Shultz.

Une arme à double tranchant

Le différend en matière de droits de l'homme a rebondi à la suite de la publication du rapport semi-annuel du département d'Etat sur l'application de l'Acte final d'Helsinki, soumis récemment au Congrès américain et qui critique vivement la Roumanie. L'enjeu est important pour ce pays, qui risque de se voir retirer la clause de la nation la plus favorisée dans son commerce avec les Etats-Unis, clause qui lui avait été accordée en 1975 pour signaler au président Ceausescu l'« intérêt » que Washington accordait à ses talents diplomatiques et à la relative indépendance de sa politique extérieure à l'égard de Moscou.

Washington a notamment apprécié que la Roumanie n'ait pas suivi l'exemple des autres pays du pacte de Varsovie qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël au lendemain de la guerre de six jours en 1967. Bien au contraire, le président Ceausescu, en gardant des liens avec Israël et les pays arabes, a assumé un rôle non négligeable dans la préparation du voyage historique du président Sadate à Jérusalem.

En dépit d'un rapprochement entre la Roumanie et l'URSS dicté par la crise de l'économie roumaine, Washington reconnaît toujours une certaine *« originalité » à la politique extérieure roumaine »*.

M. Schultz a lui-même évoqué, à Bucarest, la participation des sportifs roumains aux Jeux de Los Angeles — en dépit du boycottage de Moscou, suivi par tous ses alliés — pour souligner que Washington respectait toujours certaines *« positions intéressantes »* adoptées par la Roumanie.

L'administration Reagan s'inquiète cependant des restrictions à l'émigration et du traitement répressif des minorités ethniques et religieuses dont certaines sont proches de différentes communautés de foi établies aux Etats-Unis.

La Roumanie, de son côté, a pleinement tiré profit du traitement préférentiel de ses exportations aux Etats-Unis. En 1984, les échanges roumano-américains ont atteint le volume record de 1,2 milliard de dollars. La balance commerciale a été nettement excédentaire en faveur de la Roumanie, qui exporte essentiellement des produits pétroliers de raffinage. La suppression de la clause de la nation la plus favorisée — qui doit être renouvelée l'année prochaine par le Congrès américain — serait, pour Washington, une arme à double tranchant, dans la mesure où elle priverait le gouvernement américain de tout moyen de pression sur un régime qui a pris ces dernières années des traits nettement néo-staliniens et qui soumet sa population aux plus dures épreuves morales et physiques.

Sous la pression des Américains, Bucarest a laissé émigrer, en été dernier, le prêtre orthodoxe roumain Gheorghe Calciu, longtemps persécuté et emprisonné, et l'écrivain dissident Dorin Tudoran. La Roumanie, où réside, après l'URSS et la Hongrie, la plus importante communauté juive à l'Est, avec quelque trente mille membres, avait également laissé partir ces dernières années, sans trop de difficultés, plusieurs milliers de juifs. La coquette somme de quelque 500 millions de dollars, valeur évaluée des avantages tarifaires dont jouit Bucarest, vaut bien de temps en temps un geste de bonne volonté.

En Hongrie et en Yougoslavie, M. Shultz n'a pas de problèmes bilatéraux à régler. Son séjour en Hongrie doit lui permettre avant tout de se *« faire une idée de l'expérience économique hongroise »*, qu'il a qualifiée de *« hautement intéressante »*, avant de quitter Washington. La Hongrie, qui bénéficie, depuis 1978, de la clause de la nation la plus favorisée vis-à-vis des Etats-Unis, s'est engagée dans la voie d'une réelle réforme économique en réintroduisant certains éléments de l'économie de marché pour améliorer la compétitivité de ses produits sur le marché mondial.

WALTRAUD BARYLI.

LA VISITE DE PARLEMENTAIRES FRANÇAIS A TÉHÉRAN

L'Iran renouvelle sa condamnation de la politique de Paris

Deux des membres de la mission parlementaire française à Téhéran, MM. Jean-Marie Daillet et Loïc Bouvard (UDF), devaient regagner Paris ce lundi 16 décembre, les deux autres, MM. Yves Tavernier et Guy Vadepied (PS), prolongeant leur séjour jusqu'à mardi. Jusqu'à présent, aucun des membres de cette délégation — qui entendait établir une *« meilleure compréhension »* entre Paris et Téhéran — n'a, semble-t-il, été reçu par une personnalité importante du gouvernement iranien.

Les parlementaires, arrivés vendredi en Iran, ont fait valoir à la presse à Téhéran qu'ils voulaient réserver au gouvernement français le bilan de leurs entretiens avec MM. Reza Moayeri, chargé auprès du premier ministre de la direction des affaires politiques, Ahmad Azizi, président de la commission des affaires étrangères du Parlement, Fazel Ahrandi, président de la commission des affaires économiques, et Laridjani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Azizi, selon l'agence iranienne Irna, a souligné à la délégation française qu'une amélioration des relations entre les deux pays supposait préalablement *« un changement fondamental des choix économiques, politiques et militaires hostiles du gouvernement français »*.

M. Moayeri a été plus explicite, citant la question *« de la dette française vis-à-vis de l'Iran* [le prêt iranien à la société Eurodif], *l'asile politique accordé par la France aux terroristes* [les opposants iraniens] *et l'aide économique et militaire de la France au régime de Badgad »*.

Le quotidien *Arbar* (proche des milieux radicaux) écrivait dimanche que cette visite n'a pas pu être « *utile* », car, *« en suivant les ordres de la Maison Blanche, les dirigeants français se sont engagés dans un soutien au régime baasiste d'Irak (...) qui a placé la France parmi les ennemis de l'Iran et de l'Islam »*.

En principe, les parlementaires souhaitaient aborder la question des quatre otages français détenus au Liban et dont les ravisseurs seraient proches du régime iranien. Mais le gouvernement de Téhéran aurait refusé d'aborder cette affaire, dans laquelle il dit n'avoir aucune responsabilité. — *(AFP.)*

● *Dans une interview publiée lundi* par le *Los Angeles Times*, le cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, chef spirituel des Hezbollah (extrémistes chiites libanais, pro-iraniens), assure que tous les efforts *qu'il a tentés pour obtenir la libération des otages américains « se sont heurtés à un mur »*, et que la situation des otages français est *« encore plus complexe »*.

AMÉRIQUES

TRIBUNE INTERNATIONALE

Chili

Les prisonniers politiques en danger de mort

par JULIEN LAFERRIÈRE (*)

IL y a danger de mort, pour les détenus politiques, dans les prisons chiliennes. Les prisonniers politiques craignent pour leur sécurité et pour leur vie même. Ils sont convaincus que les autorités chiliennes utilisent les détenus de droit commun — parmi lesquels figurent des carabiniers et des membres de la CNI, la police secrète du régime — comme instruments d'un plan visant à les exterminer.

C'est ce qui a conduit neuf prisonniers politiques de la Penitenciaria de Santiago à entamer, le lundi 9 décembre, une grève de la faim, sans absorption de liquide. Il s'agit là d'une décision extrêmement grave, car ils risquent la mort très rapidement.

Ce mode d'action n'a pas été décidé à la légère. Lorsque nous leur avons rendu visite, au cours de notre mission au Chili, le 24 novembre, ils nous en avaient fait part en nous précisant qu'ils commenceraient leur grève s'ils n'obtenaient pas, des autorités compétentes — ministres de la justice et de l'intérieur, directeur des services pénitentiaires — l'engagement que des négociations seraient ouvertes sur les quelques revendications qu'ils formulent, selon nous, à bon droit.

Que demandent-ils ?

1) Ne plus être mélangés avec les prisonniers de droit commun.

2) Obtenir l'accélération de l'instruction de leurs procès.

3) Pouvoir bénéficier des peines de substitution, notamment du bannissement qui consiste en une interdiction de séjour pendant toute la durée de la peine, avec possibilité de retour à son expiration.

4) Se voir reconnaître la qualité et le statut de prisonniers politiques.

Il n'y a rien, dans cette liste, qui soit injustifié. Et c'est même l'opinion que nous a exprimée, du moins en ce qui concerne les premier et troisième points, le secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Alberto Cardemil, au cours de l'entretien qu'il nous a accordé.

Les autorités chiliennes vont-elles laisser mourir ces hommes et ces femmes qui se bornent à exiger que justice leur soit rendue et que leurs droits soient reconnus ? Et l'opinion internationale peut-elle rester indifférente à ce qui risque, dans les tout prochains jours, de tourner à l'hécatombe ?

(*) Avocat au barreau de Paris, mandaté par la Fédération internationale des droits de l'homme, avec le docteur Bernard Tayon, pour enquêter sur la situation des prisonniers politiques au Chili.

Etats-Unis

M. Reagan attaque violemment la « dictature » sandiniste

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains veulent obtenir du Congrès un élargissement de l'aide apportée par les Etats-Unis à la guérilla anti-sandiniste. M. Reagan lui-même a ainsi consacré, samedi 14 décembre, la plus large part de son allocution radiophonique hebdomadaire à une violente dénonciation de la *« dictature »* exercée, a-t-il dit, par les *« bandits »* au pouvoir à Managua.

Le président américain a notamment affirmé que *« quelque trois mille hommes des forces armées cubaines dirigent et conseillent maintenant l'armée nicaraguayenne jusqu'aux plus bas échelons (...) »*. Les Cubains, a-t-il ajouté, *« pilotent les hélicoptères d'assaut soviétiques qui tirent sur les combattants de la liberté »* et, en tout, *« plus de sept mille Cubains, Russes, Allemands de l'Est, Bulgares, Libyens, membres de l'OLP et d'autres groupes de la terreur sont en train de faire de Managua un terrain de développement de la subversion »*.

Le Nicaragua devient une *« nation d'agression internationale »*, a encore dit M. Reagan, qui a fait état de la présence d'une délégation sandiniste à Téhéran et du rôle qu'aurait joué Managua dans la récente attaque du siège de la Cour suprême colombienne à Bogota.

Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et son adjoint pour l'Amérique latine et centrale, M. Abrams, avaient déjà accusé Cuba, il y dix jours, de renforcer sa présence militaire au Nicaragua, et l'on ne fait pas mystère dans les milieux officiels de la volonté de la Maison Blanche de faire de cette manière pression sur les parlementaires en faveur du rétablissement d'une aide militaire aux « contras ».

Après avoir, l'année dernière, refusé, dans un premier temps, d'allouer le moindre crédit à la guérilla anti-sandiniste, le Congrès n'avait, en effet, débloqué 27 millions de dollars qu'à la condition que cette somme soit exclusivement utilisée pour une assistance *« humanitaire »*. M. Reagan n'avait à l'époque accepté ce compromis que faute de pouvoir obtenir mieux. Il veut aujourd'hui, en se donnant le temps de pousser ses arguments, éviter d'avoir à composer de nouveau.

Si les premières réactions des élus étaient trop négatives, le président américain pourrait se replier sur une simple demande d'augmentation des crédits actuels — possibilité qu'il a laissée ouverte en évoquant, samedi, le besoin de fournir *« une aide plus efficace »*. Au passage, M. Reagan a confirmé que son nouveau conseiller pour les affaires de sécurité nationale venait de se rendre dans les *« démocraties »* d'Amérique centrale. Le vice-amiral Poindexter aurait en particulier cherché à y obtenir le concours du Honduras dans l'acheminement de l'assistance américaine aux *« quelque vingt mille hommes »* qui luttent contre *« l'emprisonnement »* du Nicaragua par *« un dictateur aux lunettes dernier cri et ses camarades ivres de pouvoir »*.

A la fin du mois d'octobre dernier, la presse américaine avait écrit qu'en se rendant à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Daniel Ortega, le président nicaraguayen, avait acheté pour plusieurs milliers de dollars de montures de lunettes chez un opticien new-yorkais.

BERNARD GUETTA.

EUROPE

RFA

Contre toute attente, le congrès des Verts maintient la tendance « fondamentaliste » à la direction du parti

De notre correspondant

Offenburg. — Il est toujours dangereux pour les Verts ouest-allemands d'avoir à choisir entre le cœur et la raison. Allant à contre-courant de leur évolution de ces derniers mois, ils ont confirmé dimanche 15 décembre à Offenburg une direction fédérale dominée par les adversaires de tout compromis avec les sociaux-démocrates. Ce congrès s'était interrompu la veille pour permettre aux huit cents délégués de se rendre sur le site de Wackersdorf, à 400 kilomètres de là, pour prendre part aux manifestations contre l'implantation d'une usine de retraitement de déchets nucléaires.

Trois jours après l'intronisation officielle de M. Joschka Fischer comme ministre de l'environnement dans le gouvernement régional de Hesse, ceux qui croyaient que le parti avait définitivement tiré la leçon de ses échecs électoraux du début de l'année déchantaient amèrement. Le député Otto Schily, l'une des vedettes de l'aile réaliste, a menacé en fin de congrès de tirer des conséquences personnelles de cet échec, qu'il estime catastrophique pour la crédibilité des Verts à un an des prochaines législatives.

Devenus majoritaires dans les fédérations régionales les plus importantes, les réalistes reprochaient à leurs adversaires d'utiliser leur position à la tête du parti pour mener une politique partisane au lieu de tenter d'intégrer les différents courants. Leur refus d'abandonner la responsabilité de la campagne électorale aux représentants de la tendance « fondamentaliste » partait d'une certaine logique. Mais ils ont commis l'erreur, par excès de confiance, de se placer davantage sur le terrain des règlements de comptes personnels plutôt que sur celui d'une analyse politique rigoureuse. Cela leur a été fatal. Ils ont ainsi permis à leur cible principale, la fondamentaliste Jutta Dittfurth, pourtant discréditée dans sa propre fédération de Hesse, de remporter un succès personnel en rassemblant sur son nom 468 voix contre 214 au cours d'un vote à bulletin secret. La confirmation à leur poste des trois porte-parole de la direction n'a plus été ensuite qu'une formalité.

La décision du congrès de se transporter à Wackersdorf n'a pas contribué, il est vrai, à la clarté des débats, largement escamotés faute de temps. Le ministre-président de Bavière, M. Franz-Joseph Strauss, aux prises avec une mobilisation des organisations écologistes comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, n'aurait pu rêver meilleure occasion de semer la zizanie chez les Verts. Tombée quelques jours avant le congrès, la décision de justice autorisant le lancement des travaux à Wackersdorf avait placé les écologistes devant un dilemme. Le devoir de solidarité l'a finalement emporté sur l'importance de l'enjeu politique. Il est apparu impossible de ne pas répondre à l'appel à la manifestation sans renoncer à une partie de soi-même.

Depuis plusieurs jours déjà, des escarmouches opposaient les forces de l'ordre à des manifestants s'opposant aux bûcherons chargés de nettoyer le site. Quelques dizaines de manifestants, parmi lesquels Jutta Dittfurth elle-même, avaient été interpellés. Joschka Fischer avait préféré étrenner ses nouvelles épaulettes de ministre en se rendant vendredi soir directement à Wackersdorf plutôt qu'au congrès d'Offenburg.

Retour aux sources

L'aventure avait au moins un certain panache. Affrétés en toute hâte, quatorze autobus ont quitté Offenburg, près de Strasbourg, samedi à l'aube pour transporter les participants au congrès. Après six heures de route, les malheureux délégués n'étaient toujours pas au bout de leur peine : les forces de l'ordre, qui avaient reçu pour consigne d'éviter les affrontements, avaient en revanche celle de tout faire pour rendre l'approche du site difficile. Les manifestants, qui avaient réussi à atteindre les parkings prévus, avaient encore une heure de marche à pied à travers bois, par une brume glaciale, pour atteindre leur but. Quarante mille personnes, cependant, étaient au rendez-vous dimanche. Quelques centaines d'entre elles ont installé sur le site un camp de branchage pour pouvoir rester sur place, avec l'appui des habitants de la région.

Ce retour aux sources a-t-il convaincu momentanément les délégués du congrès, rentrés à Offenburg dans la nuit de samedi à dimanche, qu'il y avait plus important que de réclamer des têtes ? L'erreur d'appréciation des « réalos » a entraîné le parti dans un cul-de-sac. Alors que les Verts de Hesse participent à un gouvernement de coalition, que ceux de Basse-Saxe font des offres de service au SPD en prévision des élections régionales de 1986, que ceux de Rhénanie-du-Nord-Westphalie viennent de se doter, après leur échec du mois de mai dernier, d'une majorité « réaliste », le parti pourra difficilement défendre des positions intransigeantes au niveau fédéral sans risquer sa crédibilité. Une fois passé leur moment de triomphe, les fondamentalistes risquent de se retrouver rapidement en porte à faux.

HENRI DE BRESSON.

Espagne

Le corps d'un jeune Basque disparu a été retrouvé dans la Bidassoa

De notre correspondant

Madrid. — Le corps de Miguel Zabaltza, un Basque de trente-deux ans, mystérieusement disparu le 26 novembre dernier après avoir été arrêté par la garde civile (*le Monde* du 14 décembre), a été retrouvé le dimanche 15 décembre flottant dans la Bidassoa. Repêché en présence du juge, des avocats de la famille et de la garde civile, le corps a été emmené à Pampelune, où sera pratiquée une autopsie dont les résultats ne devraient être connus que dans quelques jours.

Suivant la version donnée par la garde civile, Miguel Zabaltza soupçonné d'appartenir à l'ETA, s'était enfui, menottes aux mains, alors qu'il était emmené par trois membres des forces de l'ordre pour repérer une cache d'armes près du village d'Endarlaza, en Navarre, à proximité de la frontière française. Après que le groupe eut pénétré dans un tunnel, Zabaltza se serait brusquement engouffré, sans pouvoir être rattrapé, dans une petite ouverture donnant sur un à-pic au-dessus de la Bidassoa.

Son corps a effectivement été retrouvé quelques centaines de mètres en aval, avec les menottes. Selon des informations non officielles, les premières observations indiqueraient qu'il est mort par noyade il y a plus de deux semaines, et que le cadavre ne présenterait pas de signe de mauvais traitements.

Plusieurs points d'interrogation subsistent cependant. Comment la garde civile a-t-elle pu laisser échapper de la sorte un prisonnier aux mains liées escorté par trois hommes ? En outre des plongeurs de la Croix-Rouge avaient dragué durant trois jours, sur ordre du juge, la Bidassoa à cet endroit, à la recherche du corps. Pourquoi n'avaient-ils rien trouvé ?

La version de la garde civile a été largement mise en doute dans l'opinion publique. La disparition de Zabaltza avait commencé à prendre les dimensions d'un scandale national ; le Parlement de Madrid avait débattu de l'affaire, tandis que les manifestations de protestation contre sa disparition étaient devenues quotidiennes à Saint-Sébastien et Pampelune, s'accompagnant plus d'une fois de sérieux accrochages avec les forces de l'ordre. Si les résultats définitifs de l'autopsie confortaient la thèse de la garde civile, le soulagement serait donc d'autant plus grand au ministère de l'intérieur, où l'on craignait que l'« affaire Zabaltza » ne mette à nouveau le feu aux poudres au Pays basque.

THIERRY MALINIAK.

URSS

Un ancien adjoint de M. Ryjkov est nommé ministre des finances

De nouveaux changements de personnel ont été annoncés ces derniers jours à Moscou. Le poste de ministre des finances de l'URSS, vacant depuis le récent décès de M. Garbouzov, son titulaire pendant vingt-cinq ans, a été confié le samedi 14 décembre à M. Boris Gostev, qui dirigeait depuis août dernier le département économique du comité central du parti.

Agé de cinquante-huit ans, M. Gostev a été pendant trois ans le premier adjoint de M. Ryjkov, qui dirigeait le même département depuis sa création à la mort de Brejnev, en novembre 1982, jusqu'à sa récente promotion au poste de chef du gouvernement. Il avait auparavant travaillé au ministère de l'industrie légère, puis au Gosplan, puis dirigé le département des organismes financiers et de planification au comité central du parti, ancêtre du « département économique » actuel.

Dimanche, l'agence Tass a également annoncé la mise à la retraite du ministre de l'industrie houillère, M. Boris Bratchenko (soixante-treize ans), qui détenait ce portefeuille depuis vingt ans, et son remplacement par M. Mikhaïl Chtchadov, son premier adjoint, âgé de cinquante-huit ans.

De même, le chef du parti pour la République oudmourte dans l'Oural, M. Marisov, a été mis à la retraite après un règne de vingt et un ans. Le premier secrétaire du parti pour la République du Tadjikistan, en Asie centrale, M. Rakhman Nabiev a subi lui aussi le même sort pour « *raisons de santé* », bien qu'il ne soit âgé que de cinquante-cinq ans et n'ait exercé cette fonction que depuis avril 1982 ; il a été remplacé par M. Makhkamov, jusqu'à présent chef du gouvernement de cette république.

D'autres évictions ont été plus brutales, comme au Kazakhstan, où le premier secrétaire pour la région de la capitale, Alma-Ata, M. Koïtchoumanov, a été limogé et expulsé du parti pour « *falsification de sa biographie, immodestie et abus de pouvoir* ». En Arménie également, deux secrétaires du parti ont été rétrogradés à des fonctions beaucoup moins importantes dans l'appareil d'Etat, tandis que les responsables des cadres, de la propagande et de l'industrie du bâtiment étaient remplacés. — *(AFP, Reuter, Tass.)*

● *Le meurtre d'un diplomate mexicain à Moscou.* — Le beau-fils et un fils du diplomate mexicain assassiné, le 30 octobre à Moscou, avec sa bonne (*le Monde* du 7 novembre) ont avoué être les auteurs du double meurtre, a annoncé, samedi soir 14 décembre, l'ambassade du Mexique. L'ambassade du Mexique a précisé que les deux fils du diplomate, George, vingt-deux ans, et José, quinze ans, avaient avoué avoir assassiné leur père, Manuel Portilla Ouevedo, à cause de « *problèmes familiaux* » et que leur mère, Valentina Soumine, d'origine soviétique, a été inculpée de « *trafic d'objets d'art et de marché noir* ». Valentina Soumine a perdu son immunité diplomatique en divorçant et sera jugée en URSS en même temps que son fils George, né d'un premier mariage. Le plus jeune, José, qui est mineur et bénéficie de l'immunité diplomatique, a été placé sous l'autorité d'un tuteur. — *(AFP.)*

Portugal

Les élections municipales confirment la percée du Parti social-démocrate

De notre correspondant

Lisbonne. — Baisse sensible de l'électorat du Parti rénovateur démocratique, légère reprise du Parti socialiste et poussée du Parti social-démocrate : telles sont les principales conclusions que l'on peut tirer des élections municipales qui ont eu lieu dimanche 15 décembre au Portugal. Selon les résultats provisoires fournis par le ministère de la justice, le taux d'abstention a atteint 36 %. Le PSD a recueilli 34,6 % des suffrages exprimés, le PS 27,2 %, l'Alliance peuple uni constituée par le Parti communiste et par le Mouvement démocratique populaire 18,9 %, le CDS (Centre démocratique et social) 10 % et le PRD 4,6 %.

A l'issue du scrutin, le premier ministre, M. Anibal Cavaco Silva a souligné que son parti, le PSD, avait confirmé sa victoire aux élections législatives. Pour lui, le grand vaincu est le Parti communiste, qui a cédé du terrain dans tout le pays, notamment dans le Sud. L'ancien premier ministre socialiste, M. Mario Soares, a de son côté reconnu ce qu'il a appelé la « *dynamique de la victoire du PSD* », tout en soulignant que son parti avait récupéré des forces par rapport à sa défaite aux dernières législatives. M. Mario Soares a d'autre part souligné que le Parti rénovateur démocratique, soutenu par le président de la République, M. Ramalho Eanes, « *avait coulé à pic* ».

Plusieurs facteurs expliquent la baisse du PRD, qui, lors des élections législatives d'octobre, avait obtenu un score surprenant de 18 %. En effet, ce parti ne s'est présenté que dans cent quatorze des trois cent cinq municipalités ; des irrégularités commises lors de la présentation des listes l'ont même exclu du scrutin pour la municipalité de Lisbonne. Récemment constitué, le PRD manque en outre d'implantation locale. Enfin, la décision prise il y a peu d'appuyer la candidature de M. Salgado Zenha à l'élection présidentielle de janvier prochain aura probablement démobilisé un nombre considérable d'électeurs potentiels de ce parti qui ne cachent pas leurs préférences pour M[me] Pinta Silgo.

Dans les municipalités à majorité communiste, les socialistes et les sociaux-démocrates ont conjugué leurs efforts pour tenter de battre l'adversaire commun. Dans ces cas, les votes obtenus par la liste de coalition ont été comptabilisés dans le parti auquel appartenait la personnalité placée en tête de la liste. Aussi les résultats officiellement attribués à chacune de ces deux forces politiques sont-ils d'interprétation très délicate. L'initiative du PS et du PSD a porté ses fruits à Montijo et à Setubal, deux municipalités où le PCP était largement majoritaire et qui seront désormais dirigées par des maires socialistes. En revanche, dans les villes de Amadora et Loures, véritables cités-dortoirs de la capitale, les communistes ont résisté à l'assaut et ont même consolidé leurs positions.

Personnalité très controversée, le maire de Lisbonne, M. Abecassis (chrétien de droite), a cependant réussi à se faire élire pour la troisième fois consécutive. Il a réalisé un score de 44,8 % contre 27,5 % à l'APU, 18 % pour le PS et 5 % à un monarchiste, M. Teles, bien connu pour ses prises de position écologistes.

JOSÉ REBELO.

ASIE

Philippines

MORT DE CARLOS ROMULO ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Carlos Romulo, ancien ministre philippin des affaires étrangères et diplomate, dont la carrière s'étendit sur près d'un demi-siècle, est mort, dimanche 15 décembre à Manille, des suites d'une longue maladie.

[Carlos Romulo avait été l'un des signataires de la Charte des Nations unies (1945) ; il avait présidé l'assemblée générale de l'organisation internationale, en 1949, et son Conseil de sécurité en 1957. Ce diplomate infatigable, plein d'humour et résolument pro-américain, avait également participé à la création de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il défendait, au sein de cette organisation, l'idée d'une zone régionale neutre, pacifique et dénucléarisée. En 1971, à l'âge de soixante-dix ans, Romulo avait été rappelé par le président Marcos à la tête de la diplomatie philippine. Il ne quitta ce poste qu'en 1984, pour raisons de santé — et aussi, semble-t-il, parce qu'il était de plus en plus consterné par la dérive du régime, après l'assassinat du sénateur Aquino. Enfin, cet homme exceptionnel avait été le premier non-américain à recevoir le prestigieux Prix Pulitzer, alors qu'il était encore journaliste, pour une série d'articles sur l'Asie à la veille de la seconde guerre mondiale. Pendant le conflit du Pacifique, Carlos Romulo avait servi dans l'armée des Etats-Unis, en qualité d'attaché de presse du général MacArthur.]

R.-P. P.

Bangladesh

● *Levée des restrictions aux activités politiques.* — Le président Ershad a annoncé, dimanche 15 décembre, qu'il lèverait, au début de 1986, les restrictions imposées depuis dix mois aux activités politiques. Dans une allocution radiotélévisée, il a souligné que « *sa politique consistait à avoir un gouvernement élu dans les délais les plus brefs* ». Arrivé au pouvoir à l'occasion d'un coup d'Etat en mars 1982, le général Ershad avait interdit le 1[er] mars 1985 toute activité politique. Le 1[er] octobre, il avait autorisé les principaux partis d'opposition à exercer des activités politiques « *limitées* ». Le chef de l'Etat a déjà annoncé à trois reprises l'organisation d'élections générales. A chaque fois les deux alliances de l'opposition ont refusé d'y participer en soutenant qu'il ne pouvait y avoir de scrutin « *libre et équitable* » sous le régime militaire. — *(AFP.)*

ASIE

Taiwan

Le renforcement d'un commerce discret avec Pékin

De notre envoyé spécial

Taipeh. – Discrètement, des courants commerciaux sont en train de se développer entre Taiwan et la Chine, notamment par l'entremise de Hongkong. Sans remettre en cause l'impasse politique entre les deux pays, ces échanges pourraient cependant franchir le seuil du milliard de dollars en 1985, contre 554 millions de dollars l'année précédente. Ils avaient déjà augmenté de 50 % en 1984.

Les Taiwanais, grâce à ce commerce indirect, vendent en Chine des produits allant de l'ordinateur à la motocyclette, en passant par des calculatrices, des ventilateurs ou des chaînes hi-fi. Mais le plus important de leurs ventes sont les produits textiles. Sur les marchés et dans les magasins de Taiwan, on retrouve surtout des produits alimentaires et du mao-tai, le fameux alcool chinois, mais également des violons ou des chemises de soie brodées.

A l'exception des plantes médicinales, Taipeh continue d'interdire les importations de Chine ; tout commerce direct peut encore être l'objet de sévères sanctions. Ainsi, l'été dernier, un pêcheur qui faisait de la contrebande avec le continent – une pratique courante – a été condamné à huit ans de prison, et trois hommes d'affaires qui s'étaient rendus à Pékin ont été arrêtés. Mais, depuis août 1985, le commerce indirect est ouvertement toléré, et Taipeh a fait savoir que les relations commerciales avec Hongkong seraient maintenues après 1997, date de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine populaire.

Le label « Taipeh-Chine »

« *Les contacts directs demeurent interdits, mais quand une société d'un pays tiers commande certains articles, nous ne pouvons rien faire* », nous a expliqué M. Ding, vice-ministre taiwanais des affaires étrangères. Autrement dit, Taipeh ferme les yeux sur le commerce indirect entre les deux pays, tout en observant avec pragmatisme son évolution. Il est vrai que, pour l'instant, les exportations de Taiwan vers la Chine ne représentent pas encore 2 % du total des produits vendus à l'étranger par ce pays, devenu le onzième exportateur mondial.

Pour les industriels taiwanais, l'« ouverture » de la Chine, si elle se renforçait, pourrait constituer une tentation formidable, surtout au moment où leur principal marché, l'Amérique du Nord (plus de 40 % de leurs exportations), est menacé par des mesures protectionnistes. Pékin fait déjà les yeux doux, notamment en ouvrant à d'éventuels investisseurs taiwanais au Fujien (région située en face de l'île) des crédits très favorables, des avantages fiscaux et le droit d'acheter des terres.

Pékin a adopté un comportement identique à l'égard des autorités de Taipeh, en promettant une réunification, dans des conditions encore plus généreuses que celles offertes à Hongkong et en proposant, dans un premier temps, des échanges commerciaux officiels, la liberté des communications et le droit de visite.

> *Par l'intermédiaire de Hongkong et grâce à une contrebande directe, les échanges entre les deux Chines ont doublé en un an.*

Les autorités taiwanaises accueillent ces propositions comme du « *poison enrobé de sucre* ». « *Pékin, d'un côté, prêche l'ouverture et, de l'autre, cherche par tous les moyens à nous isoler* », nous a encore déclaré M. Ding, en citant, comme exemple, la protestation chinoise après l'adoption récente d'une résolution du Parlement européen sur le commerce avec Taiwan. Dans l'immédiat, toujours méfiant, le gouvernement de Taipeh observe attentivement la situation, tout en continuant de proclamer, comme il le fait depuis trente-six ans, qu'il demeure le seul représentant légal de la Chine, replié « *provisoirement* » sur la province insulaire de Taiwan. Cette attitude s'est apparemment confirmée à la suite de l'annonce de la candidature officielle de Pékin à la Banque asiatique de développement (BAD), principal organisme régional de crédit, dont Taiwan est l'un des membres fondateurs.

Tout en acceptant que Taiwan en demeure membre, Pékin exige notamment que « *la petite Chine* » siège, sous le label « Taipeh-Chine » et non sous sa dénomination actuelle de « République de Chine ». Comme aucune décision ne semble s'annoncer avant mars 1986, les autorités de Taiwan ont simplement réagi pour l'instant en déclarant que l'« *entrée de nouveaux membres ne* [pouvait] *se faire au détriment du statut, des droits et des appellations des membres, en particulier compte tenu du fait que la République de Chine est un membre fondateur* ».

On ne peut donc exclure un retrait de Taiwan de la BAD en cas d'admission de la Chine populaire. Les Taiwanais se consolent cependant en constatant que leur retrait, il y a quatorze ans, des organisations internationales et le fait qu'ils n'entretiennent plus de relations diplomatiques qu'avec une vingtaine d'Etats, situés surtout en Amérique latine, ne les empêchent pas de commercer avec plus d'une centaine de pays.

Par exemple, depuis l'adoption de réglementations locales plus souples en 1979, vingt-deux banques étrangères, dont quatre françaises, se sont installées à Taipeh, alors qu'il n'y en avait que dix avant cette date. Tandis que certains de leurs officiels l'affirment encore, les Taiwanais ne croient guère que le développement d'un commerce, même direct, avec le « continent » puisse constituer un sérieux moyen de pression entre les mains de Pékin.

Dans les circonstances actuelles, la Chine n'a sans doute ni les moyens ni la volonté d'imposer une réunification par la force. De toute façon, la question est un peu académique à court terme : la Chine manque de devises pour couvrir des importations et y a mis un frein ; d'un autre côté, l'expansion de Taiwan marque le pas, puisque, selon M. Mo-Li, vice-ministre de l'économie, le taux de croissance économique, de 10,9 % l'an dernier, devrait se situer un peu au-dessus de 5 % cette année et de 4 % en 1986.

Dans de telles conditions, un commerce indirect entre Taipeh et Pékin ne risque pas de prendre rapidement des proportions alarmantes pour les autorités taiwanaises. Ces dernières semblent considérer que le véritable test sera la rétrocession de Hongkong, « *ce qui donne encore une bonne dizaine d'années pour voir venir* », conclut M. Ding. Un laps de temps que les Taiwanais entendent mettre à profit pour relancer leur économie, déjà l'une des plus développées de la région Asie-Pacifique, et que bon nombre de leurs hommes d'affaires consacreront sinon à commercer avec Pékin, du moins à rêver d'un marché, à leur porte, de plus d'un milliard de consommateurs potentiels.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A TRAVERS LE MONDE

URSS

Un Bulgare réfugié depuis huit mois à l'ambassade de Turquie

Un jeune journaliste bulgare d'origine turque s'est réfugié depuis huit mois à l'ambassade de Turquie à Moscou, en attendant la permission des autorités soviétiques d'émigrer en Turquie, a-t-on *appris, dimanche 15 décembre, à Ankara* de source officielle. Mustafa Suleimanov, vingt-sept ans, avait été invité en avril dernier à se rendre à Moscou avec un groupe de journalistes bulgares. Aussitôt *arrivé dans la capitale soviétique, il s'est rendu* à l'ambassade de Turquie où il a demandé l'asile politique, le 16 avril, a indiqué un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères. Les contacts *se poursuivent entre Ankara et Moscou pour que M. Suleimanov* puisse se rendre en Turquie, Ankara souhaitant régler cette affaire « sur un plan humanitaire », a ajouté le porte-parole turc. Les rapports *entre la Turquie et la Bulgarie, qui possèdent* une frontière commune et entretiennent des relations diplomatiques, se sont nettement *dégradé* depuis que Sofia a entrepris une campagne de *« bulgarisation » des noms de famille. Le gouvernement turc* accuse Sofia de vouloir assimiler, par la force, la minorité turque de Bulgarie, qui représente environ 10 % de la population. — *(AFP.)*

ÉTHIOPIE

L'étrange « disparition » de M. Dawit Wolde Giorgis

M. Dawit Wolde Giorgis, directeur de la commission gouvernementale éthiopienne *pour l'aide et la réhabilitation* (RRC), *qui* contrôle toute l'aide internationale en faveur de l'Ethiopie, a « disparu » depuis trois semaines au cours d'un voyage dans plusieurs capitales occidentales. Selon le *Sunday Times de Londres*, le directeur de la RRC *« chercherait à obtenir l'asile politique aux Etats-Unis »*. Parti d'Addis-Abeba le 25 octobre dernier pour solliciter des dons en Grande-Bretagne, en *Belgique* et aux Etats-Unis, M. Dawit Wolde aurait dû regagner la capitale éthiopienne il y a trois semaines. Possédant une résidence en Grande-Bretagne et une autre sur la côte Ouest des Etats-Unis, il se trouvait à Washington au début novembre et s'est rendu aux Nations unies. *« Deux jours après;* selon un de ses proches contacté à Nairobi, *il s'est rendu en Californie. Puis il est allé à Bruxelles et a disparu peu de temps après. »* Nommé directeur de la commission d'aide il y a deux ans, M. Dawit Wolde est commandant dans l'armée éthiopienne. C'est l'une des personnalités les plus en vue du régime et un ami personnel du chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam. Il a été au centre de plusieurs controverses, notamment au sujet du déplacement forcé d'environ un million et demi de personnes vivant dans les provinces du nord vers le sud et l'ouest du pays, régions plus fertiles. Ces déportations massives auraient fait une centaine de milliers de victimes *(le Monde* du 4 et du 11 décembre). En mai dernier, d'autre part, la RRC a été accusée de détournements et de discriminations dans la distribution de l'aide internationale. — *(AP.)*

POLOGNE

L'anniversaire des manifestations ouvrières de 1970

De très importantes forces de police, en tenue de combat et *équipées de canons à eau* ont bloqué, *dimanche 15 décembre*, les abords du monument érigé près du chantier Lénine à Gdansk à la mémoire des ouvriers tués lors des manifestations de 1970. Les *quelque cinq mille personnes qui avaient participé, en présence de* Lech Walesa, à une messe de requiem, à l'occasion du quinzième anniversaire des émeutes (voir *le Monde* daté 15-16 décembre), ont *dû renoncer à se rendre au pied du monument. Ce lundi* 16 décembre, M. Lech Walesa devait renouveler cette tentative. Depuis la mise hors la loi de Solidarité, il tente de profiter de cette occasion pour prononcer un discours, mais en est régulièrement empêché par la police. Dans la déclaration qu'il a rendue publique par avance — prévoyant qu'il ne serait pas en mesure de la prononcer lui-même — le président de Solidarité reproche au pouvoir de s'appuyer essentiellement sur la peur. *« Le pays est gouverné par-dessus la tête des Polonais et le principal instrument du pouvoir est la peur »*, affirme M. Walesa, ajoutant que *« la population rejette une telle manière de gouverner, mais, consciente de ses responsabilités, fait tout pour éviter un conflit ouvert »*. En même temps, M. Walesa appelle les Polonais à ne pas baisser les bras : *« Le temps écoulé depuis la proclamation de l'état de guerre* [en décembre 1981] *a prouvé que seuls le courage et une résistance sociale massive permettaient d'œuvrer pour le bien de la nation. Le pouvoir restreindra de plus en plus nos droits civiques s'il n'est pas confronté à une résistance obstinée »*, ajoute M. Walesa. — *(AP, AFP, UPI.)*

NOUVELLE-ZÉLANDE

Une suggestion de M. Lange...

Wellington. — Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a indiqué, lundi 16 décembre, que son pays pourrait envisager *le transfert en France des « faux époux Turenge »*, le commandant Mafart et le capitaine Prieur, condamnés à dix ans de réclusion à Auckland, s'il obtenait *« des garanties qu'ils seront emprisonnés » dans* l'Hexagone. *Le chef du gouvernement de Wellington* a toutefois ajouté qu'il ne croyait pas que la chose fût possible. Le 24 novembre dernier, M. Lange avait assuré que les deux officiers *français resteraient détenus en Nouvelle-Zélande pendant cinq* ans au moins, aucune libération anticipée sur parole ne pouvant être prononcée avant cette date. — *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

Algérie

MM. Ben Bella et Aït Ahmed lancent un appel « pour l'instauration de la démocratie »

Deux des neuf « chefs historiques » de la révolution algérienne, l'ancien président Ahmed Ben Bella et M. Hocine Aït Ahmed, animateur kabyle du Front des forces socialistes, arrêté sous le régime du même Ben Bella, puis évadé de prison sous Boumediène et réfugié en Europe, devaient rendre publique, ce lundi 16 décembre à Londres, une déclaration commune *« pour l'instauration de la démocratie en Algérie »*.

Il *ne s'agit* pas de la création d'un parti d'union ou d'un front commun. Néanmoins, ce rapprochement entre deux hommes dont les partisans soulignaient encore les divergences à une époque récente constitue un échec pour les autorités algériennes, qui ont cherché à *« faire le vide »* autour du premier président de leur République. M. Hocine Aït Ahmed avait été approché à plusieurs reprises par des émissaires d'Alger pour négocier son retour, notamment à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection algérienne en novembre 1984.

M. Hocine Aït Ahmed avait affirmé sa solidarité avec les militants de la Ligue algérienne des droits de l'homme, actuellement jugés à Médéa. Ce procès devrait être immédiatement suivi de celui de « benbellistes » incarcérés depuis plusieurs mois.

Voici l'essentiel de la déclaration commune :

« Vingt-trois ans après le scrutin d'autodétermination consacrant la souveraineté de l'Etat algérien, les Algériennes et les Algériens n'ont pas accédé à la souveraineté que confère le titre de citoyens ; ils sont privés des droits élémentaires et des libertés fondamentales reconnus par la Déclaration universelle et les deux pactes internationaux des droits de l'homme. Ils ne jouissent notamment ni du droit de sûreté — les policiers font régner l'arbitraire et donnent des ordres à la justice, — ni des libertés de la presse, d'association et de participation, sans lesquelles il ne peut y avoir de gestion démocratique.

« Les gouvernants se sont approprié le monopole de la vie politique : les administrés en sont exclus comme ils sont exclus du pouvoir de décision, de gestion et de contrôle concernant les options économiques, culturelles et internationales. Ils sont condamnés à subir les catastrophes économiques, la ruine de l'agriculture, les gaspillages financiers, la dilapidation des richesses nationales, l'abandon de l'émigration, le tout agrémenté par les manipulations épisodiques du parti unique, le matraquage quotidien de la presse et des médias officiels. (...)

» L'Algérie a perdu la maîtrise de son destin. Tout se passe comme si elle, son peuple, sa mémoire historique, les richesses de son sol et de son sous-sol et jusqu'au souvenir de ses martyrs étaient la propriété exclusive de la caste au pouvoir soutenant et soutenue par des clans d'affairistes.

» Le pouvoir absolu corrompt absolument. Il s'acharne à choisir pour les Algériennes et les Algériens, leurs dirigeants, leurs lectures, leurs journaux étrangers, les idées qu'ils doivent avoir, les intentions qu'ils ne doivent pas avoir. L'Algérie est aujourd'hui un pays où la création d'une association pour honorer ses martyrs ou celle d'une ligue des droits de l'homme constituent des atteintes à la sécurité de l'Etat. »

La déclaration se termine par un appel à des élections libres, au respect du droit d'association et de la liberté syndicale ainsi qu'à *« l'officialisation dans un cadre institutionnel du droit à l'enseignement, au développement et au libre épanouissement de la langue et de la culture nationale berbère »*.

Le procès des membres de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert en présence d'observateurs étrangers

De notre correspondant

Alger. — Le procès des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et des comités de fils de chouhada (martyr de la guerre d'indépendance) a débuté dimanche 15 décembre à Médéa où siège la Cour de sûreté de l'Etat. Il devrait durer quatre jours. Le procureur général, M. Sahraoui, nous a confirmé que le 19 décembre débuterait le procès des « benbellistes » *(le Monde* du 14 décembre).

Si les inculpés ne risquaient pas leur vie pour *« atteinte à l'autorité de l'Etat »*, l'atmosphère régnant dans la salle d'audience serait assez bon enfant pour un procès confinant parfois au surréalisme. La salle est petite, rectangulaire. Six colonnes bizarrement disposées risquent d'infliger des torticolis à ceux qui veulent voir s'exprimer le président flanqué de deux assesseurs civils et de deux militaires. Les vingt-trois inculpés sont répartis de chaque côté de la cour dans deux grands boxes séparés par un « champ de manœuvres » où les avocats se bousculent. Ceux-ci sont nombreux, entre ceux qui ont été constitués, ceux qui sont là par intérêt personnel ou professionnel et les observateurs. Car les promesses faites par le ministre de la justice, M. Boualem Baki, au mois d'août, ont été tenues. Me Jean-Gabriel Senghor, du barreau de Paris, délégué par la Fédération internationale des droits de l'homme, est là, ainsi qu'un représentant d'Amnesty International. Un avocat français, Me Charrière-Bournazel, devrait plaider si le président lui accorde le droit de le faire en français. Le public est en grande majorité composé de femmes, et les policiers en civil et les gendarmes armés de kalachnikov sont nombreux.

Les trois premiers inculpés entendus sont jeunes. Ils sont membres des comités de fils de chouhada. Ils répondent dans un français parfait aux questions du président et du procureur général, qui les interrogent dans un arabe classique. Des auditions qui devraient durer jusqu'à mardi, il ressort surtout que ces jeunes se sont constitués en comité pour *« se prendre en main »*, lassés qu'ils sont de voir les dirigeants qui se succèdent au pouvoir *« justifier toutes leurs actions au nom des martyrs de la révolution »*, qui se trouvent être, chacun d'eux l'a rappelé, leurs pères. Il était assez émouvant d'entendre M. Aït Hamouda, le fils du colonel Amirouche, raconter comment il avait découvert que le corps de son père et celui du colonel Si Haoues étaient restés depuis 1964 dans une cellule de l'état-major de la gendarmerie avant d'être réinhumés officiellement il y a deux ans. *« Rien ni personne ne m'empêchera de fleurir la tombe de mon père »*, a-t-il conclu. La majorité des inculpés ont été arrêtés le 5 juillet dernier, jour de la fête nationale, alors que ceux-ci tentaient de déposer des gerbes sur les monuments aux morts en marge des cérémonies officielles.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

République sud-africaine

SIX BLANCS TUÉS PAR L'EXPLOSION D'UNE MINE A LA FRONTIÈRE DU ZIMBABWE

Six Blancs tués et cinq autres grièvement blessés, dimanche soir 15 décembre, dans l'explosion de leur camion sur une mine, près de la frontière avec le Zimbabwe. Cette explosion, qui a été revendiquée par l'ANC (Congrès national africain), s'est produite près de Messina, dans une région où six mines explosives ont fait un mort et sept blessés au cours des trois dernières semaines.

Le 27 novembre dernier, les autorités de Pretoria avaient menacé d'engager des opérations militaires au Zimbabwe pour poursuivre les maquisards de l'ANC si Harare ne mettait pas un terme à leurs activités le long de la frontière. D'autre part, les forces antiémeutes sud-africaines sont intervenues dimanche à l'aide de fouets et de gaz lacrymogènes pour disperser une foule de plusieurs milliers de Noirs à Durban, qui manifestaient après un meeting convoqué par le Front démocratique uni (UDF) pour fêter le récent acquittement de douze de ses dirigeants et réclamer la libération de Nelson Mandela. La foule a attaqué des automobilistes blancs et des véhicules de la police avec des jets de pierres et de bouteilles. Des combats de rue se sont également produits à Johannesburg et à Pretoria au cours du week-end.

La police sud-africaine a, en outre, interdit les traditionnelles veillées aux chandelles destinées à manifester pacifiquement contre l'apartheid. Des bandes de jeunes Noirs multiplient depuis quelques semaines les contrôles dans les rues afin de vérifier que les gens qui font leurs courses n'ont rien acheté chez les commerçants blancs, détruisant toutes les marchandises « suspectes ». Enfin, six Noirs, dont une femme, ont été condamnés, vendredi 13 décembre, par la Cour suprême de Pretoria à être pendus pour avoir brûlé vif un conseiller municipal noir, en septembre 1984.

A Mamelodi, cité proche de Pretoria, huit journalistes étrangers ont été interpellés samedi par la police et ont reçu l'ordre de remettre leurs films et enregistrements réalisés lors des funérailles de deux Noirs victimes d'affrontements avec la police. — *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

LES BANQUES AMÉRICAINES REFUSENT QUE LES ÉCHÉANCES SUD-AFRICAINES SOIENT GELÉES

Les banques américaines ont rejeté la proposition de Pretoria de geler l'essentiel des échéances sud-africaines jusqu'en 1990, indique le *Wall Street Journal* de ce lundi 16 décembre, citant des sources bancaires.

Le médiateur entre les Sud-Africains et leurs créanciers, M. Fritz Leutwiller, a fait parvenir aux vingt-neuf principales banques engagées en Afrique du Sud un projet de rééchelonnement jusqu'en 1990, prévoyant quatre ans de grâce, et assorti de taux d'intérêt considérés comme nettement trop bas par les Américains, qui disposent de quelque 4,2 milliards de dollars de créances en Afrique du Sud.

A ce rejet technique s'ajoute la volonté politique de voir les dirigeants de Pretoria mettre en place des réformes crédibles contre la politique d'apartheid. Les Sud-Africains ont repoussé jusqu'au 31 mars 1986 le moratoire unilatéralement décrété sur environ 14 milliards de dollars de dettes extérieures.

OCÉAN INDIEN

Ile Maurice

Sir Seewoosagur Ramgoolam est mort

Sir Seewoosagur Ramgoolam, gouverneur et ex-premier ministre de l'île Maurice, est décédé, dimanche 15 décembre, à Port-Louis, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Un deuil national de trois jours a été décrété. Sa carrière politique s'est étendue sur près de quarante ans, dont près de quinze comme premier ministre. Membre de la communauté indienne, médecin, il a été président de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en 1976 et avait reçu le Prix des droits de l'homme des Nations unies en 1973.

Sir Seewoosagur Ramgoolam donnait à ses interlocuteurs une impression de trompeuse somnolence et de fausse torpeur. Mais dès qu'il commençait à parler, il faisait preuve d'une grande finesse, s'exprimant avec une habileté et un charme auxquels il était difficile de résister. Sa simplicité, qui contrastait avec le titre de « Sir » que lui avait décerné la reine Elizabeth II, sa bienveillance, son sourire, n'étaient pas étrangers à la popularité qui était la sienne chez le petit peuple des coupeurs de canne. Né dans une famille de pauvres journaliers indiens, il avait conservé un train de vie modeste et était ennemi des apparences.

Témoignant d'une étonnante vitalité, cet octogénaire resta jusqu'à son éviction du pouvoir en juin 1982, à la suite de la victoire électorale de la gauche, un homme politique rusé jusqu'à la rouerie, qui, tout en semblant prêt à de multiples concessions, savait rester inflexible lorsqu'il l'estimait nécessaire. Rompu aux subtilités du parlementarisme hérité de l'ancienne puissance coloniale, il possédait l'art de nouer des alliances tactiques, puis de les briser avant de renouer plus solidement.

En dépit du terrible handicap que faisaient peser sur lui ses origines ethniques et sociales, il fit de brillantes études secondaires au collège de Curepipe, cité résidentielle du centre de l'île Maurice, et s'installa ensuite en Grande-Bretagne, où il obtint son diplôme de docteur en médecine. Il y resta quatorze ans et fit notamment la rencontre du mahatma Gandhi.

Premier ministre en 1968, profondément réformiste, il fut présenté comme un conservateur par ses adversaires politiques. Les syndicalistes et les chefs du Mouvement militant mauricien (MMM) lui menèrent la vie dure avant de parvenir à l'éliminer de la scène politique en 1982. Face à des censeurs qui agissaient en ordre dispersé, il préféra entretenir et aggraver les divisions que recourir à de véritables formes d'action répressive. Chef du Parti travailliste mauricien, dont il fut pendant un quart de siècle le dirigeant incontestable, il fit admettre ce mouvement au sein de l'Internationale socialiste.

Anticommuniste notoire, il redoutait les initiatives soviétiques dans l'océan Indien. Champion de la francophonie, il était un sincère ami de la France, à la fois par fidélité à l'histoire — avant sa cession à la Grande-Bretagne, Maurice était colonie française — et parce qu'il pensait que la France pouvait être le contrepoids à une influence britannique trop prépondérante.

PROCHE-ORIENT

Israël

Jérusalem dénonce le déploiement des missiles syriens près de la frontière libanaise

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a révélé, le dimanche 15 décembre, que l'armée syrienne avait récemment modifié les positions de certaines batteries de missiles sol-air stationnées en territoire syrien près de la frontière libanaise. Selon un communiqué militaire publié à Tel-Aviv, le dispositif de missiles syriens a subi, au cours des trois dernières semaines, deux séries de changement.

D'abord, « *un certain nombre* » de batteries de SAM-2 ont été rapprochées de la frontière libanaise. Elles sont maintenant regroupées dans trois sites principaux : sur les crêtes dominant la ville de Zabadani au nord de Damas, au sud du port de Tartous et au sud de Homs. Ensuite, la Syrie a déployé des batteries de SAM-6 et SAM-8 au Liban même : sur l'autoroute Beyrouth-Damas près de Dar-El-Baida et autour de Balbek ; toutefois, ces derniers missiles ont été retirés quelques jours plus tard.

Le déménagement des missiles suscite ces dernières semaines, précise le communiqué, une activité diplomatique. Jérusalem a maintenu notamment à ce propos un contact permanent avec les Etats-Unis. L'armée israélienne, quant à elle, « *surveille de près ces développements* ». Ces sites de missiles nouvellement occupés, ajoute-t-on ici, avaient été préparés par les Syriens il y a un an et demi.

Selon Israël, ce redéploiement affaiblit « *son aptitude à rassembler des renseignements sur les cibles terroristes situées dans la Bekaa et la capacité de l'armée de l'air de frapper ces cibles* ». Autrement dit, Israël ne peut plus ni poursuivre en toute sécurité ses vols de reconnaissance plusieurs fois par semaine au-dessus de la Bekaa ni mener librement des raids préventifs contre les bases d'où partent les commandos ennemis, notamment chiites et palestiniens.

Pour Israël, l'affaire est sérieuse. Les missiles SAM-2 ont une portée de 50 kilomètres. Lancés de la région frontalière syro-libanaise, ils peuvent donc abattre tout avion israélien en mission de reconnaissance. Tels qu'ils sont disposés, ils « couvrent » tout l'est et le nord du Liban et constituent pour Israël une plus grave menace que les SAM-6 et les SAM-8, missiles mobiles, en théorie pourtant plus dangereux. La Syrie posséderait au total environ cent cinquante batteries anti aériennes et une trentaine de batteries sol-sol, dont les plus modernes sont équipées de missiles SS-21.

L'enjeu de l'actuelle épreuve de force entre Jérusalem et Damas est important. Aux yeux des dirigeants syriens, la poursuite des vols de routine israéliens au-dessus de la Bekaa représente un insupportable défi à leur hégémonie sur le Liban. Ils veulent jouir dans la Bekaa d'une liberté d'action semblable à celle qu'ils possèdent dans le nord du pays.

A l'inverse, Israël ne peut accepter de laisser plusieurs milliers de Palestiniens et chiites libanais ou iraniens préparer tranquillement des opérations militaires ou terroristes contre la « zone de sécurité » au Liban du Sud, voire contre la Galilée. C'est pourquoi les informations recueillies pendant les vols de reconnaissance lui sont du plus haut intérêt. Le général Moshe Lévy, chef d'état-major de l'armée israélienne, a justifié une nouvelle fois dimanche cette activité aérienne. « *Nous exigeons*, a-t-il dit, *la liberté de vol au-dessus du Liban, car il n'y a, là-bas, aucun gouvernement capable de garantir ce que tout Etat souverain se doit de garantir sur son territoire. Or le déplacement des missiles vers la frontière syro-libanaise entrave notre liberté de vol d'une manière significative. C'est un élément fondamental qui modifie tout le tableau régional. Politiquement, nous avons fait transmettre des messages à la Syrie, militairement, nous avons pris les mesures nécessaires.* »

Un conflit politico-militaire

Sur un plan juridique, Israël ne peut rien reprocher à la Syrie, souveraine sur son territoire, à la différence de ce qui se passe sur le plateau du Golan, où les deux pays sont tenus, sous l'œil vigilant des observateurs de l'ONU, à un respect scrupuleux des lignes fixées par l'accord de séparation de 1974. Le conflit est essentiellement d'ordre politico-militaire. Le 19 novembre, la chasse israélienne en mission au Liban a abattu au-dessus du territoire syrien deux MIG 23. Déplorant cet « *incident isolé* », Jérusalem s'est efforcé depuis d'apaiser la colère et les craintes de Damas. Le déplacement des missiles a eu lieu dans les jours ayant suivi ce duel aérien. La Syrie accepta de retirer des SAM-6 et SAM-8 du Liban, après avoir reçu, par l'entremise du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, le message d'Israël l'avertissant que cette installation de missiles constituait, à ses yeux, une nette violation du *modus vivendi* et appellerait une réaction de sa part. Dans cette partie délicate, les deux joueurs savent jusqu'où ne pas aller trop loin.

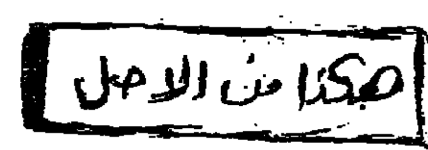
Installer des missiles est une chose ; s'en servir une autre. Israël tolérera donc leur présence, pas leur usage. Telle est la teneur du « *message* » adressé à Damas. Après tout, des SAM-5 à longue portée stationnés en Syrie menacent déjà, en théorie, la quasi totalité du territoire israélien, mais Damas sait que leur utilisation relèverait pour Jérusalem du *casus belli*. L'Etat hébreu a voulu porter l'affaire sur la place publique, d'abord en raison de l'absence de relations diplomatiques directes avec son voisin, ensuite, afin d'éviter tout malentendu. Un grand nombre de ministres craignaient, en effet, que Damas s'interprétât le silence israélien comme un signe de faiblesse. Israël continuera donc, avec certaines précautions, ses vols de reconnaissance au Liban.

Tout en maintenant fermement sa position, Jérusalem souhaite circonscrire l'affaire. « *La Syrie recherche l'affrontement*, constatait dimanche M. Shimon Pérès, premier ministre. *Nous devons être prêts à relever le défi. Mais nous ne souhaitons pas l'escalade. J'espère que la Syrie respectera le* statu quo ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *Des Palestiniens empêchés de se rendre à Amman.* — Le gouvernement israélien a annoncé samedi 14 décembre qu'il n'autorisait pas le départ de treize personnalités palestiniennes de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est qui se proposaient de se rendre lundi à Amman, pour y rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. La radio israélienne a souligné qu'aucune explication n'avait été donnée à cette interdiction. Les autorités israéliennes ne s'étaient pas opposées à une démarche similaire, entreprise en février 1984 par trente et un notables de Cisjordanie, tous « pro-jordaniens », qui avaient franchi le Jourdain pour s'entretenir avec M. Arafat et le roi Hussein de Jordanie. — *(AFP.)*

● *Le président irakien à Moscou.* — Le président Saddam Hussein a quitté Bagdad ce lundi 16 décembre pour se rendre en visite à Moscou. *(AFP.)*



politique

M. Mitterrand, M. Fabius et le P.S. s'engagent

Le dispositif de campagne des socialistes pour les élections de mars 1986 a été déployé à la fin de la semaine dernière. MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin ont pris la parole devant le comité directeur du PS le samedi 14 décembre à Paris, puis dimanche devant le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), réuni à Clichy (Hauts-de-Seine). M. François Mitterrand a répondu aux questions d'Yves Mourousi, sur TF 1, dimanche soir. *« Tout le monde est sur le pont »*, a dit M. Jospin à Clichy, en appelant les élus socialistes à se joindre dans l'offensive à ceux qui sont *« jetés au premier plan de la notoriété »*.

Le président de la République s'est affirmé comme le *« premier responsable »* de l'action menée par la gauche depuis quatre ans et demi. *« J'épouse absolument le combat de la majorité élue en 1981 »*, a déclaré M. Mitterrand, en invitant les socialistes à savoir *« donner au visage de la France les traits bienveillants qu'il doit avoir »*. Le chef de l'État a précisé que la majorité élue à l'Assemblée nationale en mars prochain *« verra naturellement le président de la République lui confier le soin de gouverner »*, et qu'il respectera *« d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français ». « Voilà pourquoi*, a ajouté M. Mitterrand, *je souhaite très vivement que (...) cette majorité qui gouvernera (...) soit celle d'aujourd'hui. »*

Ces propos de M. Mitterrand ne l'engagent pas outre mesure, puisqu'il peut y avoir, pour le président de la République, plusieurs manières de respecter la liberté d'action du gouvernement. Les socialistes continuent de s'interroger à ce sujet, même si, selon M. Jospin, la réunion de leur comité directeur a été marquée par un état d'esprit de « confiance » et d'« offensive ». M. Pierre Mauroy, au cours de cette réunion, a invité le PS à centrer sa campagne *« davantage sur le président de la République »* et il a paru sceptique sur la viabilité d'une cohabitation entre M. Mitterrand et l'opposition. *« Si la cohabitation*, a-t-il lancé, *est parfois délicate entre socialistes — et nous venons, malheureusement, d'en avoir l'illustration, — comment envisager cette situation entre forces politiques adverses ? »*

« La cohabitation n'est pas la seule réponse possible*, a dit M. Mauroy. *Seul le scrutin pourra nous éclairer, et le choix du président reste ouvert avant et après le scrutin. Si, par hypothèse, le chef de l'Etat se trouvait en situation de ne plus pouvoir faire fonctionner les institutions, il [faudrait] qu'il demeure libre de ses choix et de ses décisions. »

Pour l'ancien premier ministre, *« le vrai rendez-vous, c'est l'élection présidentielle »*. A quoi M. Jospin a répondu : *« Pour bien réussir 1988, il faut d'abord réussir 1986. »*

Le comité directeur a adopté la plate-forme du PS pour la prochaine législature. M. Dominique Strauss-Kahn — membre du secrétariat national, chargé des études et, à ce titre, l'un des principaux responsables de l'élaboration du texte — a déclaré que ce programme est *« raisonnable »* mais aussi *« ambitieux »*. Pour M. Jospin, c'est *« un programme de continuité et de construction »*, un bon *« mélange de propositions concrètes et de grands projets d'avenir »*. La version définitive de ce texte ne sera connue qu'après la réunion du bureau exécutif, qui doit, le 18 décembre, trancher sur quelques formulations encore en discussion.

LE CHEF DE L'ÉTAT A TF 1

« Les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser »

Interrogé par Yves Mourousi, dimanche 15 décembre sur TF1, M. Mitterrand a déclaré : *« Je suis très solidaire du travail qui a été accompli pendant ces quatre ans et demi, j'en suis d'ailleurs le principal responsable. Au fond, les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser. Les Français qui ont aussi quelques joies ou quelques satisfactions de ce qui a été fait, peut-être voudront-ils m'en rendre témoignage. (...) Je revendique la responsabilité de ce qui est fait. Je ne veux pas me cacher derrière un arbre. »*

M. Mitterrand revendique aussi l'appellation de socialiste : *« Moi*, dit-il *je n'éprouve aucune gêne à parler de socialisme. Je n'en parle pas tous les jours, parce que je suis président de tous les Français, mais je ne dissimule pas, je ne cache pas ma propre conviction. Je suis socialiste, je m'efforce de conduire une société où le socialisme, qui est la liberté même, devrait durablement inspirer les institutions et les mentalités.*

» Je m'efforce de le faire dans le respect de nos institutions, dans le respect de nos lois. Par exemple, je pense que c'est quand même le socialisme qui a valu aux Français et aux Françaises les très nombreux acquis sociaux pour lesquels j'ai estimé devoir me battre. Car les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront le 16 mars prochain, mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des acquis sociaux, des conquêtes sociales (...).

» C'est un bon Noël pour tous ceux qui vont prendre leur retraite à soixante ans parce qu'ils l'ont désirée. C'est un bon Noël pour ceux qui vont pouvoir partir en cinquième semaine de congés payés. C'est une bonne chose, un acquis social qui a rapporté à une famille, les allocations fortement augmentées. Pour un smicard, le plus petit, le plus pauvre, le plus modeste des travailleurs, des salariés, avoir vu son SMIC, son salaire, augmenter de 71 % depuis 1981, c'est une chance !

» Alors, on peut le mépriser, on regarde cela de loin. Ce n'est pas menacé, dit-on. Seulement voilà, l'opposition actuelle a toujours été contre. Si aujourd'hui elle dit : « Mais je suis pour, c'est fait maintenant », alors on a eu raison de le faire. Et pourquoi nous critique-t-on ? Il y a là un dilemme dont on ne peut pas sortir. Et moi, je dis aux Français : « Ecoutez, faites comme vous voudrez dans trois mois, mais au moins gardez ce que vous avez gagné. »

A propos de son attitude après les élections législatives de 1986, le chef de l'Etat a indiqué : *« La majorité des élus verra naturellement le président de la République lui confier le soin de gouverner, et le président de la République respectera d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français (...). Je souhaite très vivement que cette majorité soit celle d'aujourd'hui. »*

Interrogé sur un éventuel changement de gouvernement d'ici aux élections, M. Mitterrand répond que l'émission d'Yves Mourousi ne se prête pas à l'annonce d' *« initiatives politiques de grande envergure ». « Je n'ai pas dit que j'y renoncerai*, ajoute-il. *Cela reste dans les possibilités jusqu'au 16 mars prochain. Mais je n'annonce rien en disant cela. C'est mon droit. J'entends en user. »*

M. Mitterrand, au cours de l'émission, a remarqué qu'il se sent *« tout à fait dispos et disponible au service de la France »*. Il a réaffirmé que son objectif est d'abord de lutter contre l'inflation : *« le B.A.-ba oblige tout gouvernement responsable à combattre d'abord l'inflation, même si cela coûte cher, même si c'est dur. »* Il a indiqué que la masse fiscale continuera à diminuer, ce qui se traduira par une nouvelle baisse, de 3 % cette fois, de l'impôt sur le revenu.

A propos de la Sécurité sociale, M. Mitterrand a exprimé son hostilité à *« toute manœuvre »*, toute mesure, *« que l'on aperçoit dans les programmes de l'opposition, qui veulent organiser une sorte de débrouillardise individuelle ». « Il faut absolument préserver, sauver la Sécurité sociale sur la base de ce qui a été accompli depuis 1945 »*, a-t-il dit.

Interrogé sur l'attitude de la France envers l'offre du président Reagan de participer à l'IDS, M. Mitterrand a répondu : *« Je refuse de m'insérer dans un plan militaire spatial qui en réalité ne fera qu'aggraver la situation, la tension internationale, et qui placerait la France en situation subalterne. Je le refuse, c'est tout. »*

Après avoir noté que *« Mitterrand, fous le camp ! »*, c'est *« une rime pauvre »*, le chef de l'Etat a répété son attachement au vote des immigrés pour les élections municipales. Il se heurte, note-t-il, à une difficulté constitutionnelle et aux habitudes de pensée des Français

M. Mitterrand estime qu'il convient de *« valoriser sa politique »*, d'éviter *« certains débats où l'on chipote, ou l'on se dispute. »*. Quant à lui, il *« épouse absolument le combat de la majorité politique élue en 1981 »*, mais *« ne veut pas* [se] *mêler de polémiques subalternes ». « Je n'ai pas*, dit-il, *de raison d'attaquer les personnes ni souvent les idées d'une opposition qui représente aussi une partie de la France. »*

« Il faut parler avec fermeté, avec conviction. Il ne faut pas condamner les autres aux gémonies, à l'enfer. » A ses amis, il dit : *« Vous qui gouvernez, vous qui avez la majorité à l'Assemblée nationale* (...), *sachez donner au visage de la France les traits bienveillants qu'il doit avoir. »*

Cyrille de Vignemont : surdoué et sûr de lui

Surdoué, ou simplement un peu en avance comme il l'affirme lui-même, Cyrille de Vignemont, *quatorze ans et demi*, qui a interrogé avec assurance M. Mitterrand, suscite étonnement et admiration, mais aussi, pourquoi ne pas le dire ? un brin d'angoisse.

A dix ans, ce jeune Lyonnais pianotait sur son premier ordinateur. A douze, il montait seul à Paris négocier son premier contrat avec *la société* américaine Apple. Depuis, il se consacre à sa passion pour l'informatique, passant deux heures par jour pour le travail scolaire (il préfère suivre des cours par correspondance plutôt que d'aller à l'école), quatre à cinq pour l'élaboration de ses programmes informatiques, enfin deux heures pour la partie commerciale (contrats...).

Le reste de son temps est consacré à la lecture de magazines, la rédaction d'articles pour les revues spécialisées et le suivi des cours de Bourse, pour les obligations qu'il a achetées avec l'argent que lui ont rapporté les deux logiciels déjà vendus à des centaines d'exemplaires.

Etre surdoué à quatorze ans, c'est apparemment ne pas avoir les mêmes occupations que les enfants de son âge (Cyrille avoue d'ailleurs ne pas avoir d'amis, *« sauf en vacances »*), mais les préoccupations d'un adulte de trente ans, l'âge que Cyrille aura en l'an 2000. C'est faire d'Eurêka ou d'Hermès ses centres d'intérêt immédiats. C'est montrer l'absurdité d'une Europe qui ne consisterait qu'à faire du stockage de beurre plutôt qu'à investir dans la technologie (au demeurant l'absurdité du stockage est tout aussi réelle en 1985 qu'elle pourra l'être en 2000). C'est parfois aussi avoir des idées toutes faites de politiciens usés en faisant remarquer que Thomson et la CGE, engagés dans Eurêka, sont deux sociétés nationalisées. Comme si, déjà en 1985, ce genre de polémique n'était pas d'arrière-garde...

C. B.

LA TECHNIQUE MOUROUSI

Y a-t-il une « technique Mourousi » ? Cette fois, ce n'était pas les Jeux du cirque. C'était un show politique mi-figue — mi-raison, une émission extraordinairement habile, où Mourousi restait Mourousi, journaliste baladin, agaçant, cabotin. Mais n'est-ce pas exprès ?

Mourousi, c'est lui la star, c'est lui le maître ! C'est lui qui tient les rênes, qui tire les ficelles, sur le ton du professeur à un élève de terminale. Discours *off*, à l'adresse du public : *« On n'est pas copains. »* Son style, c'est un mélange de provocations en tous genres, d'effets de surprise destinés à désarçonner, mettre à l'épreuve, le bon sens ou les nerfs ! L'arrivée surprise de Cyrille (adolescent exigeant sur les détails et que rien n'intimide, surtout pas les hommes politiques), le spot publicitaire jeté à la face d'un président (c'est ça, votre chaîne privée ?), les images et les flashs envoyés à toute vitesse comme les questions.

Jusqu'à ces petits rideaux roses qui donnent l'impression d'assister à l'un de ces innombrables jeux qui envahissent aujourd'hui nos écrans ! Mitterrand, transformé par la grâce de Mourousi en joyeux concurrent (va-t-il gagner un voyage, une motopompe ?), doit choisir, au milieu d'un croisillon, une case : libertés, avenir, travail, France... Va-t-il s'en sortir ?

C. H.

Le président et sa liberté d'action

(Suite de la première page.)

Peu importe, à la limite, que MM. d'Ornano, Chaban-Delmas ou Noir (les derniers à s'être exprimés sur le sujet) ne lui accordent que le pouvoir d' *« inaugurer les chrysanthèmes »*, comme on le disait des présidents de la IIIe République, et comme le dit M. Barre. L'important est de cohabiter.

Cet intérêt-là explique que M. Mitterrand puisse se livrer, jusqu'à présent en toute impunité, à un jeu dangereux. Il possède il est vrai, mieux que personne, l'art de la contradiction. Mais enfin, le voilà qui — fort logiquement sous la Ve République — revendique haut et clair la responsabilité d'un bilan, celui que les Français vont juger le 16 mars prochain. Toute responsabilité appelle une sanction. S'il y a, *précisément*, sanction électorale, il serait alors logique que M. Mitterrand s'en aille. M. Barre le souhaite, M. Mauroy le suggère. Or M. Mitterrand ne va pas au bout de cette démarche. Il est privé de ce qui fut (avant de lui être fatal) l'arme absolue du général de Gaulle : soutenez-moi ou je m'en vais ! En l'état actuel de l'opinion, les Français *auraient* tôt fait de répondre : chiche !

A priori, la position de M. Mitterrand n'est donc pas tenable longtemps. Or il tient ! Il dit à la fois : je suis le chef de file de la campagne socialiste et je revendique la responsabilité première et entière de l'œuvre d'une législature ; mais je suis aussi le moins concerné de tous par l'échéance de mars prochain.

S'il peut jouer cette *partie*-là, c'est parce que l'opinion est légitimiste et que M. Chirac a besoin, au moins momentanément, de lui à l'Elysée. Dès lors, M. Mitterrand pousse le bouchon encore un peu plus loin : si vous voulez vraiment appliquer votre programme, lui dit-il en substance, il faudra me faire partir. Le résultat immédiat de ce chantage-là est que, plus on approche de l'échéance, plus M. Chirac met de l'eau dans son vin. Hier, l'opposition récusait en bloc et en détail la politique de la gauche. Aujourd'hui, elle la rejette en bloc, et l'approuve de plus en plus en *détail*. Cette évolution de l'opposition (à laquelle aide M. Barre, qui n'a jamais été acheteur d'un quelconque libéralisme absolu) place les *socialistes dans une position* intellectuellement, sinon électoralement, plus confortable qu'il y a seulement quelques mois. *« Si nous avons eu raison de le faire* [la retraite à soixante ans, les TUC, la cinquième semaine de congés payés, la décentralisation], *alors pourquoi nous critique-t-on ? »*, demande M. Mitterrand.

Ce message est à l'évidence le plus important car le président de la République doit résoudre un urgent problème de mobilisation de l'électorat de la gauche. D'où l'insistance avec laquelle il égrène la liste des « acquis sociaux ». D'où le retour en force d'un Mitterrand *« socialiste »*. De ce simple point de vue, le chef de l'Etat se heurtera peut-être au nouveau mode de scrutin : les cantonales partielles (notamment le scrutin d'Attichy, dans l'Oise) montrent que la gauche profite de l'existence d'un second tour.

Le second tour, nul doute que M. Mitterrand y pense déjà : seule une dissolution de l'Assemblée élue le 16 mars (au scrutin proportionnel à un seul tour) en serait l'occasion, M. Mitterrand prenant alors l'opinion à *témoin* des impairs de la nouvelle majorité. Telle est, en fait, la *véritable menace qui pèsera sur* celle-ci.

Le chef de l'Etat n'a toujours pas abordé de front cette hypothèse d'une majorité hostile. On ne peut, en effet, redevenir le candidat Mitterrand de 1981 — celui qui *« voit aussi clairement que possible comment se dessine l'avenir »* — et admettre par avance sa défaite. Mais il a, sur ce chapitre, prononcé une petite phrase qui explicite fort bien la notion de *« président à géométrie variable »* évoquée par M. Barre. *« Le président*, a-t-il dit, *respectera d'autant mieux la liberté d'action du gouvernement* (celui de l'après-mars) *qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français »* : en d'autres termes, l'ampleur des pouvoirs laissés au président et celle qui sera consentie au gouvernement dépendront de l'ampleur de la victoire de la future majorité.

Ainsi positionné — incarnant lui-même les valeurs de la gauche, mais aussi la continuité de l'Etat — M. Mitterrand apporte une fois de *plus la* preuve *qu'il* aime *le* risque, surtout lorsque celui-ci est électoral. Ne pas prendre ce risque, il est vrai, eût conduit à un péril plus grand.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Jospin :

M. Lionel Jospin a exhorté les élus socialistes et apparentés, que la FNESR réunit au nombre de cinquante-six mille, à *« engager »* leur *« crédit »* dans la campagne pour les élections de 1986. *« On avait pu penser que François Mitterrand serait moins engagé dans la campagne »*, a observé le premier secrétaire du PS, qui a déclaré se réjouir qu'il en soit autrement. *« 1986*, a-t-il dit, *n'est pas 1988, mais c'est très important. »* Il a ajouté : *« Pour gagner les batailles de l'avenir, il vaut mieux gagner les batailles du présent. »* Pour ce qui est, d'autre part, du parti et du gouvernement, il existe entre eux, a assuré M. Jospin, *« une excellente coordination »*. Bref, *« tout le monde est sur le pont »*, a affirmé M. Jospin.

Le premier secrétaire estime que, dans le camp d'en face, *« le paysage politique commence à changer »* et que, *« sur plusieurs points, la droite se dérobe ». « L'élection se profile, et la droite se défile »*, a-t-il lancé. Avant de préciser sa pensée sur ce point, M. Jospin s'est intéressé à ce qui se passe *« aux marges »* de l'affrontement décisif. L'extrême droite, a-t-il dit, est *« un facteur de déséquilibre dont il ne faut pas sous-estimer l'importance »*, parce que ses thèmes *« ont acquis droit de cité en rupture avec le consensus républicain »* et parce qu'elle représente un *« plus »* pour la droite, mais aussi un *« moins »* pour la gauche, sur l'électorat de laquelle elle a réussi à mordre. Le premier secrétaire estime qu'il faut *« combattre les idées de l'extrême droite et, en même temps, s'efforcer de la marginaliser au plan politique »*.

A gauche, a continué M. Jospin, le problème posé par le Parti communiste tient moins aux *« positions de principe »* qu'il défend qu'au *« comportement »* de sa direction. *« En se dérobant à l'action commune, en se mettant à l'écart, le Parti communiste a affaibli la gauche face à l'addition des deux forces conservatrices et de l'extrême droite »*, a déclaré M. Jospin. Il a ajouté : *« Un plus à droite, un moins à gauche, et vous n'avez pas à chercher plus loin l'explication du déséquilibre que nous connaissons. » « Une fois de plus, la gauche ne peut pas compter sur le Parti communiste »*, a dit M. Jospin, mais seulement sur le PS : c'est entre ce dernier et la droite traditionnelle que se livrera, selon le premier secrétaire, la *« bataille décisive »*.

Or, *« la droite est en train de systématiquement camoufler sa plate-forme »*, a affirmé M. Jospin. *« Plus l'élection approche*, a-t-il dit, *et plus les leaders de la droite se disputent pour effacer du tableau noir leurs affirmations antérieures. C'est la compétition des chiffons ! »* Le premier secrétaire a exprimé la stupéfaction qui avait été la sienne en entendant M. Jacques Chirac, la veille, proposer non seulement de conserver les TUC, mais de les étendre au secteur privé. *« La droite*, a-t-il déclaré, *n'ose pas aller aux législatives avec son propre programme. Du point de vue de la bataille des idées, pour la première fois depuis 1981-1982, la droite est sur le recul dans le débat politique. »* Elle a, en quelque sorte, un programme minimum et un programme maximum : *« Pour le 16 mars un programme doux, programme par omission »*, et *« pour après le 16 mars, si les urnes lui donnaient la victoire, un programme dur, un programme de démolition »*.

La plate-forme du PS, elle, est *« en cohérence avec l'action gouvernementale »* et elle *« s'inscrit dans le contrat de 1981 »*, a affirmé M. Jospin. Surtout, a-t-il ajouté, *« elle représente ce que nous pensons et ce que nous proposons vraiment pour la période qui vient »*, avec des *« propositions concrètes »* et de *« grands projets pour l'avenir »*, tels que *« le minimum social garanti et la protection contre les risques liés aux mutations »*. Le premier secrétaire a appelé les socialistes à refuser les *« jeux tout faits ». « Cette chanson de la fatalité*, a-t-il dit en faisant allusion à 1981, *on nous l'a déjà chantée. »*

● *M. Le Coadic quitte le PS.* — M. Jean-Pierre Le Coadic (proche du CERES) a décidé de quitter le Parti socialiste, et donc le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Député du Val-d'Oise, M. Le Coadic, qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat aux prochaines législatives, entend ainsi marquer sa désapprobation après la venue du général Jaruzelski en France. D'une part, il reproche au président de la République de n'avoir pas donné de raisons à l'entretien qu'il a accordé au chef de l'Etat polonais, et, d'autre part, il constate l'absence de résultats significatifs de cette visite.

M. FABIUS : MM. Chirac et Barre portent en eux la crise

M. Laurent Fabius a traité d'abord, devant les élus socialistes, de la décentralisation, *« véritable révolution culturelle*, a-t-il dit, *sans doute la réforme la plus importante de l'administration française depuis Napoléon ». « Il n'est pas question*, a souligné le premier ministre, *en distribuant le pouvoir, de le faire passer des mains de l'Etat dans celles de je ne sais quelles féodalités locales. »* Il a observé que *« la majorité des citoyens, dans leur vie quotidienne, ont l'impression que peu a changé »*. Il estime que les élus socialistes doivent, à l'avenir, *« développer l'information des citoyens, multiplier les comités et les commissions de quartier, renforcer la liaison entre les associations et les élus locaux »*.

Le premier ministre a indiqué que la *« grande entreprise »* d'articulation des fonctions publiques nationale et territoriale sera menée à bien avant mars 1986. Quant au statut de l'élu, *« faute de temps »*, a-t-il dit, il ne pourra être mis en place avant cette date, mais le ministre de l'intérieur et de la décentralisation préparera cette réforme, qui, a affirmé le premier ministre, sera inscrite dès le début de la prochaine législature si le PS conserve le pouvoir. *« Quand la droite*, a-t-il dit, *s'englue dans ses contradictions, en nous reprochant tantôt d'affaiblir l'Etat, tantôt de lui laisser trop de compétences, tantôt d'aller trop vite, tantôt de faire traîner les choses, je pense, moi, aux années qu'elle a perdues à tergiverser entre la tentation de faire et la peur de décider. »*

M. Fabius a parlé, ensuite, de l'action économique de la gauche, en soulignant que, *« actuellement, le chômage est stabilisé, voire en très*

dans la campagne

Le comité directeur a quasiment passé sous silence la divergence qui s'était manifestée entre MM. Mitterrand et Fabius au sujet de la visite à Paris du chef de l'Etat polonais, le général Jaruzelski, visite qui avait *« troublé »* le premier ministre. *« Le président s'est exprimé, il n'y a plus rien à dire après »*, a déclaré, en marge de la réunion du comité directeur, M. Fabius. Le malaise suscité par ce que M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a appelé *« un incident de gouvernement »* a néanmoins valu au premier ministre un accueil glacial lors de son entrée dans la salle de l'Assemblée nationale où le comité directeur était réuni.

L'impression provoquée par cet accueil, auquel les journalistes avaient été admis à assister, a embarrassé les responsables socialistes, qui se sont employés à faire savoir, après la réunion, que M. Fabius avait été dûment salué par le président du comité directeur, M. Claude Estier, et applaudi au terme de son intervention. Le premier ministre, qui n'avait pas pris la parole devant le comité directeur depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, en juillet 1984, a invité les socialistes à faire preuve de davantage de confiance en eux-mêmes dans la bataille pour les élections de 1986.

Comme pour corriger l'effet produit la veille, MM. Jospin et Fabius ont fait leur entrée ensemble, dimanche, au congrès des élus socialistes, qui les ont longuement applaudis et qui, ensuite, ont réservé le meilleur accueil au discours du premier ministre. Celui-ci a insisté, comme la veille au comité directeur, *sur la gravité de la remise en cause du code de la nationalité que propose la droite, afin de substituer le « droit du sang » au droit du sol (M. Mauroy avait, lui aussi, appelé les socialistes à dénoncer cette proposition)*. Il a opposé à la *« continuité »* que représente la gauche l'immobilisme économique et la crise sociale et politique dont l'opposition est porteuse.

M. Jospin avait observé auparavant que les responsables de la droite ont tendance, actuellement à édulcorer leur programme. La dénonciation de ce qui serait une nouvelle forme d'hommage du vice à la vertu doit, dans l'esprit du premier secrétaire, convaincre les socialistes que toute chance de voir les mérites de leur action au pouvoir reconnus par les Français n'est pas perdue.

J.-L. A. et P. J.

(Lire également page 10 le compte-rendu du comité directeur du PS.)

la droite camoufle son programme

légère diminution », que l'inflation sera cette année inférieure à 5 % – ce qui permet, a-t-il annoncé, de baisser d'un demi-point le taux des prêts pour les collectivités locales – et que, pour cette même année, l'investissement industriel *« doit progresser de 8 % en volume »*. La création d'emplois ne suffira pas, a-t-il souligné de nouveau, à faire régresser le chômage ; il faut aménager et réduire la durée du travail. Il a évoqué, enfin, les grands travaux européens qui doivent être engagés, telle la liaison fixe trans-Manche.

Le premier ministre a dénoncé ceux qui, à droite, *« font de l'immigration un enjeu électoral »* et *« lient fréquemment l'immigration à l'insécurité et à la criminalité ». « C'est une démarche irresponsable,* a-t-il. *Nous devons traiter ces questions sans démagogie, dans leur complexité. »* Soulignant, après le président de la République, que *« les immigrés qui ont travaillé ou qui travaillent régulièrement en France sont ici chez eux »*, M. Fabius a déclaré : *« Il faut apprendre à vivre ensemble, en favorisant ce qui intègre plutôt que ce qui exclut. »* Il a ajouté : *« Je veux mettre en garde, à cet égard, contre ceux qui, à droite, évoquent une remise en cause du code de la nationalité, en voulant remplacer le droit du sol, qui est la tradition française, par une tout autre conception qui lève de tristes souvenirs, celle du droit du sang. Cette remise en cause serait extrêmement grave. Nous ne l'acceptons pas. »* M. Fabius a souligné, enfin, que la *« question fondamentale »* que pose l'immigration est celle du *« développement inégal entre pays riches et pays pauvres »*.

Le premier ministre a lancé une mise en garde contre les programmes de la droite, *« tantôt un opportunisme couleur muraille, tantôt un libéralisme impraticable, un dogmatisme sorti de manuels dépassés »* et il a invité à observer l'action des municipalités d'opposition depuis 1983. *« Que personne,* a-t-il lancé, *ne vienne nous dire, ensuite : « Nous ne savions pas que la droite au pouvoir, c'était ça. »*

« Sur bien des points, a déclaré M. Fabius, *l'affrontement droite-gauche de la prochaine campagne électorale rejoindra (...) un débat entre le passé et l'avenir. »*. La droite, a-t-il ajouté, c'est, entre autres risques, celui de perdre du temps. M. Chirac, estime-t-il, *« porte en lui la crise »*, à cause de son programme de dénationalisations et de remise en cause des acquis sociaux, et M. Raymond Barre aussi, *qui propose pour 1986* un *« schéma labyrinthique »* de la démission du président de la République – *« on ne sait qui l'y forcerait »*, a observé M. Fabius – à l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale au scrutin majoritaire.

M. Fabius a invité ses auditeurs à faire passer ce message : *« Que le peuple français, en soutenant nos candidats, assure la stabilité et l'avancée de la France ! »*

POLITIQUE

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

Les deux approches de l'après-mars 86

Mao Zedong doit s'en retourner dans sa tombe. Les socialistes français ne l'ont pas vraiment dit, mais ils l'ont pensé si fort que tout le monde l'a entendu : Longue vie au Grand Timonier François Mitterrand ! Pendant plus de quatre ans, les socialistes ont obstinément cherché dans les recoins de la Ve République une place encore libre pour y caser un parti majoritaire à la fois autonome et solidaire. Aujourd'hui, ils semblent jeter l'éponge : le PS ? C'est le parti du président, un point c'est tout. L'évolution, entre mercredi et samedi, de la plate-forme socialiste pour la prochaine législature donne le vertige.

Le 11 décembre au soir, le texte soumis aux membres du bureau exécutif du PS chute sur : *« Les deux premières phases du septennat de François Mitterrand sont maintenant achevées ; après la réforme et après la rigueur, nous invitons les Français à poursuivre sur la voie de la réussite. »* Samedi matin 14 décembre, le texte conclut simplement : *« Au cours de la prochaine législature, notre soutien à François Mitterrand, président de la République, permettra à la France de progresser sur la voie du socialisme »...*

C'est, paradoxalement, M. Pierre Mauroy qui a brandi le plus haut le flambeau du mitterrandisme, invitant ses camarades à se rallier au panache du chef de l'Etat, afin de courir sus à l'ennemi dans le *« sillage »* d'un Mitterrand qu'on imagine, dès lors, caracolant en tête d'une piétaille socialiste qui trottine sagement derrière lui en attendant les ordres.

Une telle conception de la bataille est évidemment plus flatteuse pour le président que pour le parti. Les rocardiens, qui ont un présidentiable dans leur manche, ne sont pas contre. *« La présidentialisation de 1986, intellectuellement, ça nous intéresse »,* avoue l'un d'eux. Le CERES, qui réclame sur l'air des lampions, depuis le congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983, une meilleure affirmation du parti, est évidemment moins intéressé. *« Lui, c'est lui, nous, c'est nous »,* a lancé M. Didier Motchane, qui juge que le parti ne doit pas s'exprimer *mezza voce.*

C'est sans doute l'avis de M. Lionel Jospin. D'après le tableau des effectifs de l'état-major, lui aussi doit mener ses fantassins à la bataille. Il avait défini un schéma à trois personnages pour la campagne, même s'il sait bien, comme tous les socialistes, que le président de la République, auquel l'attache — il l'a redit à Château-Chinon — une fidélité sans faille, est l'atout maître de la majorité. Car il peut difficilement mobiliser le parti qu'il dirige pour la campagne législative et banaliser, comme l'y invite M. Mauroy, cette échéance.

Ce débat implicite reflète peut-être deux approches différentes de *l'après-86, même si les deux* hommes sont d'accord pour tenter d'évacuer le terme « cohabitation » de vocabulaire politique. M. Mauroy est sorti d'un récent entretien avec le président convaincu que celui-ci ne se situait pas dans une stratégie de cohabitation. Or les dirigeants socialistes se sont placés jusqu'à maintenant dans une optique qui peut se résumer ainsi : assurer au président un nombre de députés socialistes qui lui permette, si possible, de nommer un premier ministre socialiste, en tout cas de rester à son poste.

Une crédibilité très faible

Le débat sur l'évaluation des intentions de vote en faveur du PS prend donc une acuité particulière. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, avait estimé, vendredi, au congrès des élus socialistes, que le PS devrait rassembler en mars 1986 *« un Français sur trois »,* soit, en bonne logique, un peu plus de 33 % des suffrages. Samedi, devant le comité directeur, M. Jean Poperen, numéro deux du PS, chargé des élections, chiffrait les intentions de vote à 22-23 %, mais estime que le PS peut remonter à 30 %. M. Gérard Le Gall, l'un des experts électoraux du PS, jugeait que le PS, qui doit *« accompagner et devancer légèrement »* le mouvement réel de l'opinion, pouvait obtenir entre 25 et 28 % des suffrages. Enfin M. Mauroy estime que le PS ne peut plus, d'ici à mars, remonter à 30 %, ou plus, des suffrages.

Manque l'estimation de M. Laurent Fabius. Le premier ministre n'a pas livré son sentiment au comité directeur. Il a seulement souligné *« la crédibilité très faible »,* dans l'opinion, des chances de succès de la majorité pour appeler les socialistes à se convaincre d'abord de leurs propres chances.

Le premier ministre n'est pas revenu sur son différend avec le président de la République sur la visite du général Jaruzelski. Les membres du comité directeur non plus. M. Poperen, qui avait semblé vouloir parler sur le problème de fond que soulevait cette affaire, y a renoncé. Seul, finalement, M. Luc Soubré a critiqué explicitement l'attitude de M. Fabius et celle de M. Lang (à propos de la cinquième chaîne de télévision). A l'évidence, M. Fabius n'a pas encore redoré son blason dans le parti : *« Je suis là pour ne pas être critiqué, mais je ne la ramène pas »,* résumait un *rocardien. Il est vrai que, dès son* entrée dans la salle, M. Fabius a été fixé sur les sentiments du comité directeur à son égard. Devant des cameramen et des photographes exceptionnellement admis à filmer son entrée, M. Fabius a, dans un silence glacial, remonté les travées occupées par des socialistes apparemment captivés par l'exposé de M. André Laignel sur la logistique — le courrier, le téléphone... — de la campagne. Peu charitable, et pas très bon camarade, M. Laignel en rajoutait et lançait suavement à ses auditeurs, en désignant la bousculade devant la tribune : *« Vous n'êtes pas gênés, je peux continuer ? »* tandis que M. Claude Estier, président du comité directeur, attendait la fin de l'intervention de M. Laignel pour faire applaudir le premier ministre. Il ne restait plus aux responsables socialistes qu'à tenter — contre toute évidence — de convaincre les journalistes que tout était normal...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

IMMIGRATION

« Intégration » ou « insertion » ?

Plusieurs membres du comité directeur ont évoqué la question de l'immigration, après les déclarations de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qui s'était prononcé au « Club de la presse » d'Europe 1, pour *« l'assimilation »* (1) des immigrés (*le Monde* des 3 et 4 décembre). M. Jacques Salvator, transfuge du PSU et nouveau membre titulaire du comité directeur, a souligné que *« l'assimilation »* des régions par la nation française — prise comme exemple par M. Poperen — n'est précisément pas un modèle et a suscité des *« traumatismes »* dans les populations concernées. M. Poperen lui-même a précisé sa position en affirmant : *« La seule réponse réaliste aux provocations racistes, c'est la voie de l'unification en un même peuple. Naturellement* (...) *ceux qui sont venus* (...) *et qui respectent* [les] *lois peuvent continuer* [de] *vivre comme étrangers s'ils le préfèrent* (...) *avec les garanties auxquelles ont droit tous les hommes et femmes en pays de liberté. Mais, au-delà de la génération des arrivants* (...), *les familles immigrant doivent être celles de citoyens à part entière, ce qui implique la reconnaissance de tous les droits et devoirs qui s'attachent à cette qualité. La France doit continuer à s'enrichir d'apports nouveaux : et tout apport est enrichissant, à condition qu'il ne choisisse pas de vivre à part. Une France diverse* (...) *avec de nouvelles diversités* (...) *mais une même France. Appliquons à la réalité nouvelle les valeurs mêmes de la gauche. »*

L'Etat vichyste

M. Gérard Fuchs, rocardien et président de l'Office national d'immigration (ONI) a affirmé de son côté : *« L'assimilation conçue comme la disparition des différences avec les Français de souche plus ancienne ne saurait être un objectif réaliste pour le court terme. Elle ne définit une politique que pour la droite, qui n'accepte finalement que deux types d'immigrés : ceux qui sont chez eux, et ceux qui nous ressemblent. L'assimilation ne se décrète pas et, forcée, négatrice d'un respect minimum de l'identité de l'autre, elle ne peut engendrer que destruction et marginalisation, également dangereuses. »*

Pour M. Pierre Mauroy, le débat de clarification, au sein du PS, sur la question de l'immigration, peut attendre les élections. *« Dans l'immédiat,* souligne-t-il, *ce qui importe, c'est d'interdire que les immigrés soient pris en otage lors de la campagne électorale. »* A propos des prises de position de l'opposition, il note : *« Remettre en cause la procédure d'acquisition de la nationalité française, c'est remettre en cause le code de la nationalité signé de la main même du général de Gaulle. La tradition française, c'est la loi de la terre et non la loi du sang. Tous ces enfants d'immigrés qui constituent aujourd'hui une part importante du prolétariat français, ils sont des fils et des filles de travailleurs, ils sont donc en droit d'attendre que nous nous mobilisions à leurs côtés. Ils sont des travailleurs de France* (...), *ils sont ici chez eux. Vouloir revenir à des notions comme la loi du sang, c'est rompre avec notre tradition républicaine pour revenir aux règles de l'Etat vichyste. »*

Une référence explicite au droit de vote des immigrés réapparait dans la plate-forme. Cette référence avait disparu à cause des problèmes constitutionnels que soulève une telle perspective. Mais, après vérification, les socialistes jugent que ces problèmes constitutionnels peuvent être surmontés.

Il a été question, dans les diverses versions du projet de plate-forme socialiste, d'*« intégration »* des immigrés, mais aussi, sous l'impulsion de M. Fuchs, d'*« insertion »*. Le bureau exécutif du 18 décembre tranchera entre ces deux termes.

(1) M. Poperen s'était dit « réservé sur la perspective d'une France dite pluriethnique, pluriculturelle, si l'on veut entendre par là que s'affirmerait à l'intérieure la communauté nationale une diversité qui pendrait le dessus ».

BAISSE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

De nombreuses réticences

Les débats du comité directeur ont confirmé, sur la question de l'évolution des prélèvements obligatoires, la persistance de nuances d'appréciation entre l'exécutif d'une part, le PS d'autre part. Alors que le document de travail présenté à la convention nationale des 9 et 10 novembre prévoyait une *« stabilisation »* de ces prélèvements, le projet de plate-forme soumis aux membres du bureau exécutif du PS, mercredi 11 décembre, fixait comme ambition aux socialistes, pour la législature, *« une stabilisation des prélèvements obligatoires et, si possible, une diminution compatible avec la maîtrise des déficits publics et le respect des priorités de la modernisation, de l'emploi et de la solidarité ».*

Dans le projet soumis au comité directeur, la formulation devenait : *« Pour la législature qui vient, les socialistes proposent de tendre vers une stabilisation des prélèvements obligatoires. Le financement des charges liées à l'extension de la solidarité doit être envisagé en tenant compte des ressources nouvelles générées par une croissance plus forte qui pourrait permettre une diminution compatible avec la maîtrise des déficits publics et le respect des priorités de la modernisation et de l'emploi. »*

Devant le comité directeur, M. Laurent Fabius a repris cette formulation, tout en ajoutant qu'il y aurait, dans le fait d'aller vers une baisse, *« un aspect psychologique et politique important ».* *« Il serait très difficile d'amener, de conserver à nous une majorité de Français avec des charges qui augmenteraient »,* a dit le premier ministre. De son côté, M. Lionel Jospin a souhaité que soit trouvée une formule qui évite une contradiction entre les engagements de l'exécutif, acceptés, a-t-il rappelé, par le parti, et la position des dirigeants du PS, qui, selon lui, ont l'intuition que la croissance ne sera probablement pas assez forte pour permettre la poursuite de la baisse.

Pour sa part, M. Pierre Mauroy a affirmé : *« Il nous faut faire des choix : ou bien l'institutionnalisation de réponses sociales* [au processus de marginalisation de certaines couches sociales] *et le maintien au niveau actuel des prélèvements sociaux, ou bien la baisse des prélèvements obligatoires, mais l'abandon de ces catégories de citoyens. Pour moi, le choix est clair ».*

Le rocardien Gérard Fuchs a déclaré : *« la baisse des prélèvements obligatoires ne saurait, pour des socialistes, représenter un objectif en soi* (...)*, un équilibre doit être trouvé entre la sécurité et le risque, entre la solidarité et la compétition : le niveau des prélèvements obligatoires doit être une caractéristique de cet équilibre. »*

Enfin, M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études, a affirmé devant les journalistes : *« Que les dépenses publiques* (...) *soient amenées à croître dans les années qui viennent, cela me paraît indéniable. Cela ne signifie pas que le taux de prélèvement obligatoires doive augmenter. Tout dépend de ce qui se passe en matière de croissance. Et si — comme c'est concevable si une bonne politique est menée* (...) *— la croissance en France, dès 1987 et encore plus en 1988, est sensiblement supérieure à la croissance moyenne européenne, alors, il y a des marges de manœuvre pour stabiliser les prélèvements obligatoires, voire, éventuellement obtenir une certaine baisse* (...) *ceci ne peut pas être discuté dans l'abstrait. »*

Lors de la discussion des amendements apportés à la plate-forme par les membres du comité directeur, M. Didier Motchane (CERES) a souhaité que la notion de *« maîtrise* des prélèvements obligatoires se substitue à la notion de « stabilisation ou diminution ». C'est le bureau exécutif du 18 décembre qui décidera, en dernier ressort, de la formulation définitive.

M. Strauss-Kahn a également rappelé que la mutualisation des coûts de la mutation ne peut être mise en place que progressivement, tandis que l'institution d'un revenu minimum garanti peut être rapide. M. Strauss-Kahn, qui a réaffirmé que ces deux mesures peuvent être financées par le redéploiement des aides sociales existantes, a estimé que leur mise en œuvre immédiate (hypothèse d'école) coûterait environ vingt milliards de francs par an.

Les « transcourants » : d'abord changer la politique

Les « transcourants » du PS (1) ont réuni, mercredi 11 décembre, leur première assemblée générale à l'issue de laquelle ils ont diffusé un texte intitulé *« La gauche pour ».* Les « transcourants » estiment que la gauche ne peut utiliser contre la droite l'arme de la peur. *« Force de propositions,* écrivent-ils, *elle doit rester une gauche du « pour » mais* (...)*, si être moderne ne signifie pas être sans âme, l'affirmation socialiste ne doit nullement conduire à reprendre les vieilles lunes idéologiques. »*

Les « transcourants » jugent que, *« plus que changer la vie, les socialistes doivent d'abord changer la politique ».* Pour eux, l'affirmation des valeurs socialistes *« n'a nul besoin de verrouillage idéologique ou de programme universel ».* Dans leur esprit, la gauche doit définir *« de nouvelles pratiques autour de formes différentes de mobilisation et de revendication ».* Les « transcourants » du PS réfutent les *« lignes de partage actuelles »* entre la droite et la gauche, et que notent : *« déjà, sur certains thèmes, de nouvelles frontières peuvent être dessinées »,* même s'ils pensent que *« l'affrontement droite-gauche est inéluctable ». « L'ouverture,* ajoutent-ils, *c'est surtout en direction du mouvement social, des militants du quotidien qu'il faut l'assurer. »*

Les « transcourants », qui estiment que *« la crédibilité des socialistes passe par la rénovation de leur organisation »,* affirment encore : *« Malgré la qualité de ses prétendants à l'élection présidentielle, c'est le PS lui-même qui, à la fin des fins, reste le meilleur candidat. A une condition toutefois : qu'ils accepte de se « présenter ». Pour cela, il doit convaincre les Français non pas de ce qu'ils risquent de perdre, mais de ce qu'ils peuvent, avec lui, espérer. »*

Ce texte est notamment signé par plusieurs députés socialistes, ainsi que par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale.

(1) Les « transcourants » plaident pour une modernisation du PS et le dépassement des actuels courants qui structurent le parti.

QUATRE ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition l'emporte dans l'Oise malgré une forte mobilisation de la gauche

Quatre élections cantonales partielles ont eu lieu le dimanche 15 décembre. Il s'agissait d'un premier tour de scrutin dans l'Ariège, et de seconds tours dans le Jura, l'Oise et le Rhône.

Le PC a gardé le canton de Vénissieux-Nord et M. André Gérin, qui avait déjà succédé à Marcel Houël à la mairie de Vénissieux, lui succède maintenant au conseil général du Rhône.

L'opposition, qui détenait un des quatre sièges à pourvoir a conservé celui de Nozeroy dans le Jura où M. Muyard, UDF, était seul candidat, et a conquis celui d'Atticby dans l'Oise, sur le PS. Le candidat du RPR, M. Deganchy, n'a toutefois remporté dans ce canton qu'une courte victoire puisque 31 voix seulement l'ont séparé de son adversaire socialiste. Et si M. Deganchy a fait au second tour le plein des voix de la droite et de l'extrême droite du premier tour, le candidat du PS, M. Poujaud, a amélioré de près de 4 points le score réalisé par la gauche le 8 décembre.

Le canton de Foix-ville (Ariège) devrait rester au PS, le 22 décembre, puisque son candidat, M. Surre, se trouve, à l'issue du premier tour, en ballottage favorable, le candidat de la droite et celui du Front national n'ayant recueilli ensemble que 34,14 % des suffrages exprimés.

N. A.

ARIEGE : canton de Foix-ville (1er tour).

Inscr., 5 950 ; vot., 3 700 ; suff. expr., 3 588. MM. Surre, PS, 1 297 ; Lestrade, UDF-PR, 1 087 ; Thiers, PS diss. ; 783 ; Mme Fritsch, PC, 282 ; MM. Cadet de Grouchy, FN, 138 ; Boineau, écol., 1. *Il y a ballottage.*

[Le candidat socialiste, M. Surre, est arrivé en tête au premier tour de ce scrutin partiel destiné à pourvoir au remplacement d'Olivier Carol, conseiller général (PS) du canton de Foix depuis 1966 et ancien maire de Foix, récemment décédé. Olivier Carol avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982 dans le canton de Foix, scindé en deux avant le dernier renouvellement cantonal de mars 1985.

Le scrutin du 15 décembre a confirmé la position dominante du PS dans ce canton. Son candidat, M. Surre, a recueilli 36,14 % des suffrages exprimés malgré la présence d'un candidat dissident M. Thiers, qui a obtenu 21,82 % des suffrages. Aux élections municipales de mars 1983 déjà, M. Thiers avait pris la tête d'une liste socialiste dissidente concurrente de celle d'Olivier Carol, et qui avait obtenu 34,23 % des suffrages.]

JURA : canton de Nozeroy (2e tour).

Ins., 2 481 ; vot., 1 364 ; suff. expr., 1 054. M. Muyard, UDF, 1 054, *ÉLU.*

[M. Muyard, succède à Henri Jeunet, conseiller général RPR, récemment décédé qui avait été réélu dans ce canton au second tour des élections de mars dernier avec 978 voix contre 763 à M. Funey pour 1 741 suffrages exprimés, 1 828 votants et 2 506 électeurs inscrits.

La victoire de M. Muyard, seul candidat en lice, ne constitue pas une surprise. Il était arrivé en tête au premier tour de ce scrutin partiel avec 42,77 % des suffrages, devant un autre candidat de l'opposition, M. Funey (barriste). Ce dernier qui aurait pu se maintenir au second tour s'est désisté en faveur de M. Muyard, qui avait reçu le 15 décembre le soutien de tous les partis d'opposition.

Au premier tour le 8 décembre six candidats d'opposition et deux candidats de gauche se disputaient la succession d'Henri Jeunet — seuls MM. Muyard et Funey avaient franchi la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second tour — les résultats avaient été les suivants : ins., 2 482 ; vot., 1 714 ; suff. expr., 1 695. MM. Muyard, 725 ; Funey, 312 ; Lançon, PS, 223 ; Ferreux, RPR, 213 ; Dole, CDS, 144 ; Arnaud, RPR, 41 ; Vuitton, PC, 27 ; Vuillet-à-Cîle, RPR, 10.

OISE : canton d'Attichy (2e tour)

Ins., 8963 ; vot., 6158 ; suff. ex., 5943. — MM. Deganchy, RPR, 2987, *ÉLU* ; Poujaud, PS, 2956.

[M. Deganchy, RPR, succède à Henri Maucein, PS, décédé le mois dernier, qui avait été réélu conseiller général de ce canton au second tour des cantonales de mars 1982 avec 3642 voix contre 3271 à M. Deganchy pour 6913 suffrages exprimés, 7058 votants et 8873 inscrits.

La victoire du candidat du RPR sur celui du PS est courte puisque 31 voix seulement ont fait la différence. A gauche comme à droite les reports de voix se sont bien effectués, et le candidat socialiste, M. Poujaud, qui a, semble-t-il, bénéficié d'une plus forte participation des électeurs, a sensiblement amélioré le score de la gauche du premier tour. Il a en effet recueilli 2956 voix (49,73 %) alors qu'il en avait obtenu le 8 décembre avec le candidat du PC 2551 (45,97 %).

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : ins., 8967 ; vot., 5688 ; suff. ex., 5549. — MM. Poujaud, 1928 ; Deganchy, 1677 ; Cance, UDF, 963 ; Massieux, PC, 623 ; Marroneaud, FN, 358.

La composition du conseil général de l'Oise est désormais la suivante : 11 RPR, 7 UDF, 8 div. opp., 11 PS ; 3 PC ; 1 siège vacant, celui de M. Ville, PS, décédé le mois dernier.]

RHONE : canton de Vénissieux-Nord (2e tour).

Insc., 17 392 ; vot., 7 164 ; suff. expr., 6 893. — MM. André Gérin, PC, maire de Vénissieux, 4 105, *ÉLU* ; Ferrari, RPR, 2 788.

[M. André Gérin, qui a succédé à Marcel Houël (PC), décédé le 18 octobre, à la mairie de Vénissieux, lui succède également au conseil général du Rhône. Marcel Houël avait été réélu conseiller général de ce canton au second tour des cantonales de mars 1982 avec 6 662 voix contre 3 143 à M. Ferrari, pour 9 805 suffrages exprimés, 10 237 votants et 18 506 électeurs inscrits.

Le score de M. Gérin (59,55 % des suffragés) est bien inférieur à celui réalisé par Marcel Houël au second tour de mars 1982 (67,94 %). La participation des électeurs s'est très légèrement améliorée par rapport au premier tour de ce scrutin partiel, mais elle est restées bien faible (41,19 %).

Le 8 décembre, M. Gérin était le seul des neuf candidats en présence à avoir franchi la barre des 10 % des inscrits. Les résultats avaient été les suivants : insc., 17 392 ; vot., 6 922 ; suff. expr., 6 786. MM. Gérin, 2 956 ; Ferrari, 1 128 ; Magneret, PS, 1 055 ; Dandrieu, FN, 958 ; Giraud, UDF-PR, 364 ; Vasquez, div. g., 153 ; Simian, MRG, 104 ; Mme Chappaz-Rabet, ext. g., 42 ; M. Martinez, div. opp., 26.]

A L'EXTRÊME DROITE

M. Le Pen mènera campagne au nom d'un « Rassemblement national »

La convention nationale réunie, le samedi 14 décembre, à Paris par le Front national a consacré l'alliance électorale du parti de M. Jean-Marie Le Pen avec les *Comités d'action républicaine*, créés après l'arrivée de la gauche au pouvoir et présidés par M. Bruno Mégret. Celui-ci, après avoir été, aux élections législatives de 1981, le candidat du RPR dans la troisième circonscription des Yvelines, face à M. Michel Rocard, conduira la liste de l'extrême droite dans le département de l'Isère. Un autre membre du bureau national des CAR, M. Jean-Claude Bardet-Apremont, dirigera la liste du Front national en Meurthe-et-Moselle. Ancien membre du cabinet de M. Robert Galley au ministère de la coopération, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, M. Mégret estime que le RPR et l'UDF *« incarnent une époque révolue »* et que le *« renouveau »* ne *« pourra venir que de l'émergence d'un nouveau courant politique ancré dans des convictions vigoureuses, organisé pour servir le pays et non pour s'en servir. Nous ne voulons pas troquer un caïman contre un crocodile,* a-t-il déclaré. *Nous voulons sortir du marigot et nous ne pouvons pas faire confiance à ceux qui pataugent dedans depuis plus de dix ans. »*

Pour bien marquer leur volonté d'ouverture en direction de certains notables se situant généralement parmi les élus « divers droite » et des socio-professionnels indépendants qui partagent leurs préoccupations, le Front national et ses nouveaux alliés ont décidé que leurs listes communes feront campagne sous une nouvelle appellation : le « Rassemblement national ».

Après avoir précisé que ses deuxième et troisième de liste, à Paris, seront respectivement M. Edouard Frédéric-Dupont, député apparenté RPR de la cinquième circonscription de la capitale, et M. Jean-Baptiste Biaggi, avocat, ancien député UNR de la Seine, maire de Cagnano (Corse), M. Le Pen a indiqué que sa formation créera en janvier, pour soutenir sa campagne une *« puissante radio »* dans la région parisienne.

Complicités stratégiques

L'alliance électorale de M. Le Pen avec les Comités d'action républicaine, qui affirmaient, à leur création, n'avoir *« aucune ambition électorale »*, marque une nouvelle étape dans l'évolution du Front national, tout en renouant avec un processus classique au sein de l'extrême droite française.

A l'automne 1972, c'est l'approche des élections législatives de mars 1973 qui provoque la constitution du Front national. L'initiative de ce premier rassemblement revient aux jeunes dirigeants du mouvement Ordre nouveau qui tient alors le haut du pavé, milite contre le pouvoir gaulliste en se référant au Parti populaire français de Jacques Doriot (1936) et appelle à la destruction du *« régime décadent »* en prêchant *« la révolution »* pour l'avènement d'un *« monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice »*. La fédération nationaliste unitaire créée le 5 octobre 1972 est baptisée Front national. Elle regroupe autour d'Ordre nouveau, pêle-mêle, des nostalgiques du pétainisme, des néo-fascistes déclarés, des anciens de l'OAS, et du poujadisme, parmi lesquels M. Le Pen, qui, auréolé de son titre d'ancien député, assume la présidence de la nouvelle formation.

A partir de la dissolution d'Ordre nouveau, prononcée le 28 juin 1973, en même temps que celle de la Ligue communiste, à la suite d'incidents survenus, sept jours auparavant dans les rues de Paris, à l'issue d'un meeting consacré par l'extrême droite à la dénonciation de l'*« immigration sauvage »*, le rapport des forces, à l'intérieur de l'état-major hétéroclite du Front National, commence à basculer en faveur de M. Le Pen. Il en résulte une crise interne qui se traduit par une scission, en novembre 1973, et la création, un an plus tard, d'une formation rivale, le Parti des forces nouvelles (PFN). La première expérience unitaire n'a duré que treize mois.

La fin de l'année 1973 se caractérise, en outre, par l'émergence d'un groupuscule de marginaux qui vont jouer quelques années plus tard un rôle décisif dans la vie du Front national : les « solidaristes » qui sont en quelque sorte à l'extrême droite ce que les autogestionnaires sont à l'extrême gauche, et parmi lesquels milite alors M. Jean-Pierre Stirbois, animateur du Groupe action-jeunesse (GAJ). A la veille de l'élection présidentielle de 1981, ces « solidaristes » devenus membres du Front national ravissent aux nationalistes révolutionnaires soixante-huitards le contrôle de la direction du parti et M. Le Pen, lâchant les anciens d'Ordre nouveau, va désormais s'appuyer sur eux pour gouverner le Front national. M. Stirbois devient son second. Le mouvement de M. Le Pen s'efforce dès lors d'effacer ses origines activistes.

L'entreprise concurrente du PFN se soldant par un fiasco et la plupart de ses instigateurs ayant rallié le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), le parti de M. Le Pen bénéficie seul de la poussée de l'extrême droite enregistrée à partir des élections municipales de 1983. A la veille des élections européennes de juin 1984, il s'ancre au mouvement intégriste, tout en ouvrant sa liste à des notables ruraux et à quelques transfuges du RPR et de l'UDF. Son succès accélère cette dynamique mais provoque aussi de nouvelles frictions internes et la formation d'un mouvement dissident, le Front d'opposition national, qui conteste les méthodes de M. Stirbois.

Le renfort des CAR ne fait qu'élargir l'éventail du Front national vers les « divers droite » tout en montrant à nouveau combien le dogmatisme doctrinal de M. Le Pen se double d'un pragmatisme s'accommodant de toutes les complicités de nature stratégique.

A. R.

DEVANT LES JEUNES DU RPR

M. Chirac souhaite le maintien du SMIC et l'extension des TUC

C'est au cri répété de *« Chirac président »* que quelque douze à quinze mille jeunes du RPR ont accueilli samedi 14 décembre le chef de leur parti sous la nef de béton du palais du CNIT à la Défense. Ils ont alors interrompu le festival rock qui battait son plein — au sens littéral du mot. Ils avaient auparavant animé des « Forums du renouveau » avec MM. Jacques Toubon et Alain Juppé et entendu Thierry Le Luron dans son numéro de politique-spectacle.

Accompagné de M. Eric Raoult, délégué national à la jeunesse du RPR et *« qui sera en mars député de Seine-Saint-Denis »* où il se présente, M. Chirac a alors participé à un dialogue de type nouveau. Les questions de ses jeunes auditeurs avaient en effet été conçues sous forme de vidéo-clips projetés sur d'immenses écrans. Il y eu aussi quelques duplex par radio-téléphone avec un jeune Canaque et avec un autre jeune, résidant à New-York.

Le président du RPR a été vivement applaudi lorsqu'il a proclamé : *« C'est en travaillant plus qu'on réglera le problème de l'emploi »*, après avoir souligné que *« le gouvernement s'était trompé lorsqu'il a voulu réduire le temps de travail en espérant le répartir »*. M. Chirac a aussi affirmé dans l'énumération de ses projets : *« Il faudra conserver le SMIC. Il y a un filet de protection sociale indispensable à maintenir dont le SMIC fait partie. »*

Il a également évoqué les TUC (travaux d'utilité collective) créés par le gouvernement en disant : *« Il faudra les maintenir et même les étendre au secteur privé jusqu'à ce que la situation de l'emploi s'améliore. Car il vaut toujours mieux travailler et se rendre utile que ne rien faire du tout »*. Au total, selon le maire de Paris, *« si on travaille davantage et plus librement, la situation de l'emploi sera inversée en quelques années »*.

M. Chirac a été interrompu par les applaudissements lorsqu'il a évoqué *« la nécessaire restauration des valeurs et de la cellule familiale. »*

Les Français musulmans

Il l'a été aussi lorsqu'à propos le problème de l'immigration, il a évoqué *« les marginaux et les clandestins, formant des noyaux de délinquance, qui doivent être expulsés »*. A son tour, il a interrompu son public en lui lançant : *« N'applaudissez pas seulement quand on parle d'expulsion. »*

Et il a longuement insisté sur le sort des immigrés, disant tout d'abord : *« Tout le problème est de faire en sorte que la petite graine qui a nom racisme, et que chaque homme porte en son cœur, ne se développe jamais. »* Il a énuméré deux principes : *« Rien ne doit être fait qui ne respecte la dignité de l'homme ; rien ne doit se faire sans accord avec les chefs d'Etat des pays d'origine. »* Mais la France doit d'abord *« fermer ses frontières à l'arrivée de nouveaux étrangers et lutter contre les filières clandestines »*. Il faut ensuite *« donner à tous ceux qui le souhaitent et à ceux qui n'ont plus de travail ici une aide pour qu'ils retournent dans leur pays »*.

M. Chirac a aussi demandé que l'on ne confonde pas les Français ressortissants des départements et territoires d'outre-mer avec des étrangers du fait de la couleur de leur peau. Enfin il a évoqué le cas des *« Français d'origine algérienne et de confession musulmane qui sont des citoyens français comme vous et moi et qui doivent être considérés et respectés comme tels »*. A cette occasion, le président du RPR a accusé *« le gouvernement d'avoir laissé se développer à la fois l'extrême droite et le racisme pour essayer de sauvegarder ses intérêts partisans. M. Mitterrand et M. Fabius ont à cet égard une lourde responsabilité »*.

Les propos de M. Chirac ont été émaillés de reproches adressés aux responsables du gouvernement et à ceux du Parti socialiste, notamment à propos de la cinquième chaîne de télévision, donnant ainsi à cette « fête » une tonalité de meeting électoral malgré son look inhabituel.

A. P.

CHER PAPY

Pour leur fête, les jeunes RPR ont aussi sacrifié à l'humour. Une édition pirate de *la Lettre de la nation* distribuée sous le titre *le Fruit de la passion* contenait un éditorial de Cher Papy, pseudonyme d'un jour de Pierre Charpy, commentant le discours prononcé le 22 à Asnières par Jacques Chirac pour condamner le téléphone à huit chiffres instauré par *« le pouvoir socialo-marxiste »* car *« le temps passé à composer le huitième chiffre ne pourra plus être employé à produire, à investir, à créer des emplois »*.

Face à ce *« nouveau coup de force »*, Cher Papy propose le retour progressif au téléphone à trois lettres et quatre chiffres qui *« a correspondu au rajeunissement politique et culturel de la France dans le monde »*.

Propos et débats

M. Stirbois : prisonniers de personne

M. Jean-Pierre Stirbois, qui était, dimanche 15 décembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment déclaré : *« Notre objectif, c'est de passer la barre des 15 % au plan national en 1986. Cela ferait* [de] *soixante à quatre-vingts députés et correspondrait à un tremblement de terre politique. Nous empêcherions par notre présence toute dérive à gauche du RPR et de l'UDF. »*

Le secrétaire général du Front national a ajouté : *« Si l'UDF et le RPR ne font que gérer le socialisme entre 1986 et 1988, nous ne participerons pas à un gouvernement d'union et nous préparerons les présidentielles de 1988. Nous ne serons prisonniers de personne. Nous serons seulement respectueux des électrices et des électeurs qui auront voté pour nos listes.*

» Nous ne pourrions participer à un gouvernement UDF-RPR qu'à la condition expresse où nous aurions l'assurance qu'un certain nombre de propositions de loi que nous pourrions formuler seraient votées par l'UDF et le RPR, propositions liées à nos positions sur les problèmes de l'immigration, la sécurité et la fiscalité. Si Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing, nous disent non — comme nous le pensons, — nous serons dans l'opposition. »

M. Rocard : espoirs

M. Michel Rocard, interrogé par l'hebdomadaire *Newsweek* du 16-23 décembre sur l'éventualité d'une victoire de la gauche aux élections de mars 1986, affirme : *« Je l'espérerais, mais, en France, hélas, je ne crois pas. De toute façon, l'histoire ne s'arrêtera pas en mars 1986. »* Quant au fait de savoir si la cohabitation est praticable, M. Rocard répond : *« Je l'espère. Ça n'a pas encore été démontré. Mais aujourd'hui sur les principaux problèmes — sécurité, relations extérieures, rigueur budgétaire, l'absolue nécessité d'un équilibre de la balance des paiements, — nous pourrions être en désaccord sur les moyens, mais il n'y a pas de différence sur le but. C'est pourquoi il y a une base pour une cohabitation. »*

A propos de sa situation dans le PS, M. Rocard affirme : *« La plupart* [des socialistes] *comprennent maintenant que j'avais raison* [en 1979] *et la plupart d'entre eux savent que, si j'avais été écouté à cette époque, nous serions probablement dans une bien meilleure position. »* Enfin, à propos des candidats à l'élection présidentielle de 1988, M. Rocard affirme : *« A gauche, il y aura un candidat communiste, et plus vraisemblablement, un trotskiste. Et il y aura moi, au moins, sans qu'il y ait encore de certitude sur ce qui se passera à l'intérieur du PS français. Mais nous verrons bien ! «*

M. Peyrefitte : un contrat

Pour Alain Peyrefitte, M. Mitterrand *« se comporte en prince de l'équivoque »*. Commentant l'intervention du président de la République, l'ancien ministre écrit dans *le Figaro* du 16 décembre, que si le chef de l'Etat *« pressent, après le 16 mars, un membre de l'actuelle opposition pour le nommer premier ministre, celui-ci sera bien inspiré de poser des conditions et de faire en sorte qu'elles fassent l'objet d'un contrat public »*.

M. Marchais : si on te trompe deux fois...

M. Georges Marchais a cité un proverbe arabe, le samedi 14 décembre, devant environ deux mille personnes réunies à Agen (Lot-et-Garonne), pour mettre en garde ses auditeurs contre le Parti socialiste : *« Si on te trompe une fois, c'est la faute de celui qui t'a trompé. Mais si tu es trompé deux fois, c'est de ta faute. »* Pour le secrétaire général du PCF, le PS *« essaie de faire renaître les réflexes du vote à deux tours, quand son candidat s'affirmait le mieux placé pour éliminer le représentant de la droite au second tour et s'emparait, ainsi, de nombre de voix communistes au premier »*.

M. Piquet : le PCF est mieux « assis »

M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, le dimanche 15 décembre, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo, que le PCF *« est en train de reconquérir et de regagner, pour une part, son électorat perdu »*. Selon M. Piquet, *« les communistes sont beaucoup mieux assis dans le combat politique actuel qu'au lendemain des européennes, ils sont plus déterminés et plus combatifs »*.

Interrogé sur les déclarations du premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, le matin même, devant le congrès de la FNESR, selon lesquelles le PCF serait *« un moins pour la gauche »*, M. Piquet a rétorqué : *« Non, c'est un plus. Ce qu'a fait le PCF (...) au gouvernement (...) est une garantie et une espérance pour ceux qui se réclament d'un véritable changement de politique. »*

Au « Grand jury RTL-*le Monde* »

NOUS ENTRONS DANS UN RÉGIME PARLEMENTAIRE déclare M. d'Ornano (UDF)

Invité dimanche 15 décembre du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Michel d'Ornano, député du Calvados, chargé des élections au parti républicain, a estimé que à partir du moment où l'opposition aura gagné les élections législatives, *« nous entrons dans un régime parlementaire qui aura été accentué par la proportionnelle qu'a voulue M. Mitterrand »*. Ce changement aura, selon lui, des conséquences pour la désignation du premier ministre, qui *« dépendra naturellement des élections »*.

« Le résultat des élections, a-t-il expliqué, *aura donné une indication (...). Il doit y avoir une règle du jeu, qui est celle des institutions, et je trouverai tout à fait normal que l'opposition devenue majorité indique, et qu'elle le fasse savoir d'ailleurs très vite, celui qu'elle estime le plus capable d'appliquer le programme que les Français auront voté. Ce sera peut-être un premier test. (...) Le premier ministre sera responsable devant l'Assemblée nationale. Par conséquent, s'il y a une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, c'est de cette nouvelle majorité qu'il procède et c'est devant elle qu'il est responsable. »*

M. Michel d'Ornano a précisé que si le président de la République n'a plus de majorité parlementaire, *« il se retrouve dans un rôle qui est défini par l'article 5 de la Constitution »* et que *« ce sera à lui de décider si, dans ces conditions, il estime utile de rester. S'il décide de rester, il doit respecter les institutions et la Constitution, et surtout le verdict des Français et des Françaises qui ont voté non seulement pour des hommes, mais aussi pour un programme. S'il ne laissait pas appliquer le programme* [de la nouvelle majorité], *cela voudrait dire que le président de la République, qui est le gardien des institutions, se met en tête d'empêcher leur fonctionnement et, naturellement, il ne pourrait pas rester »*.

A LYON

M. Barre : « Travail, famille, patrie »... mais dans une « France libre »

De notre correspondant régional

Lyon. — Pour sa deuxième prestation « conviviale » au parc « Eurexpo » de Lyon-Chassieu, M. Raymond Barre a sensiblement durci le ton. L'ancien premier ministre a exécuté une partition-programme à l'usage de ses nombreux supporters locaux (près de quatre mille). En appelant au retour de *« valeurs »* ; en traçant, en cinq points, les lignes d'un programme pour *« rendre son dynamisme à la France »* ; en souhaitant *« sauvegarder les institutions »*, M. Barre a joué sur tous les registres la différence avec les autres composantes de l'opposition. En préambule, M. Charles Millon, député UDF-PR de l'Ain, avait fustigé le *« socialisme honteux »* qui a succédé au *« socialisme triomphant »* tandis que M. Charles Béraudier, président barriste de la non moins barriste assemblée régionale Rhône-Alpes, souhaitait voir les futurs élus de droite censurer, une fois, deux fois ou trois fois le gouvernement désigné par le président de la République afin que ce dernier remette en cause son mandat. Au cours de son intervention, M. Barre n'a pas repris à son compte cette stratégie, mais il a ostensiblement applaudi...

Le *« retour aux valeurs »* réclamé par M. Barre a surpris par sa fermeté. La crise ayant engendré à ses yeux une *« érosion »* des valeurs *« fondamentales »* (*« On a abouti à un individualisme exacerbé, à un égoïsme forcené détruisant les solidarités »*) il s'agit, sans retour à *« l'ordre moral des pharisiens »*, de *« favoriser un retour aux valeurs qui donnent un sens à la vie et à l'action »*. M. Barre a poursuivi : *« Oui au travail, oui à la famille, oui à la patrie mais dans une France libre parce que des hommes libres l'auront voulu »*. Association inédite de la devise du maréchal Pétain et du symbole gaulliste de la France combattante...

Pour *« rendre son dynamisme à la France »*, M. Barre a évoqué en priorité la sécurité sans laquelle *« il n'y a pas d'action continue possible »*. Une sécurité qui passe par le rétablissement de la peine de mort : en se référant au meurtre, la veille, d'un commerçant lyonnais, M. Barre s'est interrogé : *« Comment voulez-vous que la vie humaine soit respectée quand les auteurs sont assurés que leur propre vie ne sera pas mise en question ? »*

« Occuper les palais officiels »

Le *« renouveau »* démographique est indispensable pour éviter de voir une population qui *« vieillit »* se montrer craintive par rapport à l'immigration. Dans ce domaine, l'ancien premier ministre a une nouvelle fois condamné les *« attitudes excessives »* qui pourraient être *« dangereuses demain pour la France »*, mais il est resté très ferme : *« L'immigration ne donne pas lieu à une situation d'exception, les lois de la France doivent être acceptées par tous, d'abord par ceux qui viennent chez nous. »* Le dynamisme passe aussi par l'amélioration de l'emploi, elle-même provoquée, non par la relance mais par des entreprises *« libres, prospères, compétitives »*. Enfin, M. Barre a souhaité une *« réduction »* des déficits publics et un *« maintien de la solidarité nationale »* face aux *« grands risques de l'existence »*.

A propos de la *« nouvelle lecture de la Constitution »*, M. Barre a été particulièrement acerbe pour ceux qui *« désirent à tout prix le pouvoir, qui n'ont pas d'autre but que d'occuper les palais officiels »* : *« Ils lisent la Constitution d'une manière qui n'a jamais été appliquée (...) »*. Un président de la République *« mis au placard »* ou qui *« inaugure les chrysanthèmes »* ? : Ce sont là des *« choses étranges de la part de certains prétendants au gouvernement de la France »*. Parmi les *« élucubrations constitutionnelles »*, M. Barre a relevé les formules du type *« le président nomme mais ne choisit pas »* — il s'agit là d'une *« subtile distinction »* à ses yeux. La formule selon laquelle le *« chef du gouvernement gouverne »* tandis que le président *« préside »* — M. Chaban Delmas — est à ranger aussi dans les *« élucubrations »* : le terme de chef de gouvernement *« n'existe pas dans la Constitution »*... Même sévérité à propos d'une présence bicéphale aux sommets ou aux rencontres internationales : *« Le président sera là et le premier ministre parlera... Comment voulez-vous que notre pays soit respecté ? »*. Conclusion : *« Le suffrage universel est notre maître à tous, et aussi celui du président de la République. Celui-ci ne pourra pas tenir pour nul et non avenu le vote des Français. »*

CLAUDE REGENT.

Les six mois du « scénario Barre »

Si l'on se réfère au programme de réformes institutionnelles exposé par M. Raymond Barre en diverses occasions et brocardé dimanche 15 décembre par M. Laurent Fabius décrivant un « schéma labyrinthique », on *peut, par application des règles* fixées par la Constitution, en établir le calendrier. Toutefois, les délais prévus par la loi suprême étant contenus dans une « fourchette » — en général de quinze jours, — le tableau des échéances *futures ne peut être* qu'approximatif. En tout état de cause, il porte sur plusieurs mois.

M. Barre souhaite qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives du 16 mars, M. Mitterrand quitte l'Elysée. La nouvelle Assemblée nationale ne pouvant s'installer qu'à l'expiration des pouvoirs de la précédente, *c'est-à-dire le mercredi* 2 avril, le président de la République pourra *alors* aussitôt donner sa démission. Mais rien ne l'empêchera non plus de demeurer en place, de nommer un premier ministre et un gouvernement *et d'attendre* que celui-ci soit « censuré » par l'Assemblée nationale.

Or le gouvernement, sous la Ve République, n'est pas tenu formellement de présenter son programme à l'investiture des députés — comme *c'était* le cas sous la IVe République. Le président peut donc gagner du temps *et, au besoin, nommer après la* chute du premier désigné un autre premier ministre pour montrer *aux* yeux du pays, l'impossibilité de la coopération des pouvoirs. Les délais deviennent alors plus élastiques, mais ils ne devraient logiquement pas excéder un mois (soit le début de mai 1986).

*Si l'on demeure dans l'hypo*thèse qui a les préférences de M. Barre, le chef de l'Etat démissionnant début avril, s'ouvre alors une campagne présidentielle. L'élection du nouveau président de la République doit impérative*ment avoir lieu « vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance »* (article 7 de la Constitution). Cela situerait donc le premier tour de l'élection présidentielle soit le dimanche 27 avril, soit le dimanche 4 mai. Le deuxième tour devant avoir lieu le deuxième *dimanche suivant le premier tour*, le président de la République ne sera donc élu que le 11 mai ou, hypothèse longue, le dimanche 18 mai. Les résultats doivent alors être proclamés par le Conseil constitutionnel dans les *dix jours qui suivent le scrutin* définitif. Cela nous mène donc au *maximum au 21 ou au 28 mai*.

M. Barre peut alors s'installer à l'Élysée. Il nomme un gouvernement. *On peut imaginer que celui*-ci ne tardera pas à proposer (article 11) au président de la République un référendum portant sur l'organisation des pouvoirs publics et tendant à rétablir le scrutin uninominal majoritaire à *deux tours pour l'élection des* députés. La campagne *électorale* ne pouvant décemment être inférieure à trois semaines, c'est donc le 29 juin ou le 6 juillet que la consultation se déroulera.

Il est vrai que le président de la République pourrait faire l'économie d'un tel référendum s'il décidait de soumettre la réforme électorale au Parlement, mais cela ne raccourcirait pas sensiblement les *délais*.

Toujours pour respecter la cohérence de son programme, M. Barre, *devenu président de* la République et ayant gagné — par hypothèse — son référendum, pourra alors prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale élue le 16 mars. L'élection des nouveaux députés devra être précé*dée d'un redécoupage des cir*conscriptions pour tenir compte des évolutions démographiques, ainsi que l'a promis le député du Rhône.

Pour ne pas être faite dans la précipitation, l'opération ne sera pas menée à bien avant le début août. Si le chef de l'Etat prononce à ce moment-là la dissolution de l'Assemblée *nationale*, les nouvelles élections (premier tour) devront se dérouler vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution (art. 12 de la Constitution). Soit, si la dissolution est par exemple prononcée le *lundi 4 août* (le symbolisme pourrait ne pas répugner), ou bien le dimanche 31 août au plus tôt ou bien le dimanche 14 septembre au plus tard. Dans ce dernier cas, la nouvelle Assemblée nationale sera convoquée le deuxième jeudi *qui suit sa proclamation, soit* le jeudi 25 septembre, pour une session extraordinaire qui se poursuivra à partir du 2 octobre par la session normale du Parlement.

C'est donc à partir de l'installation des nouveaux députés que le président de la République qui *aura dans ce schéma été élu qua*tre mois auparavant pourra nom*mer le gouvernement destiné à* mettre en œuvre un programme. La mise en fonctionnement des institutions aura donc exigé un délai d'environ six mois après les élections législatives du 16 mars 1986.

ANDRÉ PASSERON.

société

ÉDUCATION

Le SNES et la « syndicratie »

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) porte plainte contre M. François de Closets, à propos de son dernier livre *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicratie.* Selon le SNES, l'auteur *« n'hésite pas à énoncer des contre-vérités et à diffamer pour étayer l'hypothèse d'un complot communiste qui se serait emparé du SNES en 1967 et qui continuerait à se maintenir au pouvoir par la magouille ».* Dans son ouvrage, M. de Closets évoque l'*« OPA réussie »* des communistes sur le SNES en 1967, date à laquelle la tendance « Unité et action » de la FEN est devenue majoritaire dans le syndicat. Il accuse les nouveaux dirigeants d'avoir mis en place alors une *« organisation très favorable au noyautage puisqu'elle calque les structures du syndicat sur celles du parti ».*

ENVIRONNEMENT

Des nitrates dans nos eaux

Deux millions et demi de Français reçoivent au robinet une eau « potable » dont la teneur en nitrates dépasse celle admise par la Communauté européenne, soit 50 milligrammes par litre. Tel est le dernier bilan publié par le ministère de l'environnement. Il révèle une sensible aggravation par rapport à 1981. Les nitrates, présents dans les nappes d'eau profondes en Bretagne, Poitou-Charentes, Centre, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Ile-de-France, résultent en partie de l'utilisation massive d'engrais azotés. Leur présence excessive dans l'eau de boisson peut avoir de fâcheuses conséquences pour la santé des consommateurs, notamment des *nourrissons. Pour combattre ce phénomène, une centaine de millions de francs ont été dépensés depuis 1982. Selon les experts, 600 millions au moins auraient été nécessaires.*

TOURISME

Vacances à la française

Les Français sont de plus en plus nombreux à partir en vacances : un peu moins de 58 %, soit, en 1984, plus de 31 millions. *Selon une étude de l'INSEE, plus de 50 % des séjours débutent* en juillet et août (64 % de mai à septembre), mais la durée moyenne des vacances d'été tend à baisser, et ce sont les vacances d'hiver qui ont connu le plus fort développement. Pour les vacances, la résidence principale ou secondaire de parents ou amis demeure l'hébergement priviligié (43 %), tandis que le camping-caravaning (19,5 %) se stabilise, de même que la part des séjours à l'étranger : environ 15 %.

RELIGION

CINQ MILLE MUSULMANS RASSEMBLÉS A LYON

L'islam à cœur ouvert

Après un premier essai à *Lille le 27 avril*, un deuxième rassemblement islamique plus nombreux (5 000 musulmans) a eu lieu à Lyon *le samedi 14 décembre, à l'initiative de* la Mosquée de Paris. Un troisième est prévu en mars dans la capitale. Quatre cents associations étaient présentes, ainsi que des personnalités musulmanes venues d'Algérie, du Sénégal, de Mauritanie, de Turquie, de Tunisie, etc.

La résolution finale *« condamne toute forme de racisme et de xénophobie »* et s'inquiète des *« difficultés rencontrées pour la satisfaction des aspirations culturelles et culturelles »* des 2,5 millions de musulmans en France. L'unité de cette communauté est à l'ordre du jour, mais se heurte à des divergences politiques. *C'est pourquoi la suggestion faite à Lyon de créer un Conseil supérieur islamique, jugé prématuré, n'a pas été retenue*

De notre envoyé spécial

Lyon. — Dans les locaux sans âme d'une foire-exposition, des imams à la tribune récitent imperturbablement le Coran. Reprises par une sono assourdissante, leurs mélopées rythment le désordre de la foule qui débarque des cars en gandoura ou costume de ville, hommes d'un côté, femmes de l'autre.

Jamais l'islam en France n'avait connu un tel rassemblement. Les organisateurs seront même débordés l'*après-midi* quand l'heure venue, des appels à la prière sont montés des rangs, troublant les interventions. On a alors *vu les fidèles courir* vers les salles de prières spécialement aménagées, se déchausser et *s'agenouiller*.

Ceux qui attendaient de ce rassemblement de 5 000 musulmans un meeting politique de riposte aux agressions racistes auront été sûrement déçus. La résolution finale condamne fermement ces dernières, mais insiste surtout sur *« le message pacifique, fraternel et tolérant de l'islam »*. C'est en affirmant leur identité religieuse que les musulmans espèrent aujourd'hui préserver leurs intérêts communautaires.

D'où d'étonnantes scènes d'autocritique. Comme celle de Cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris depuis 1982, Algérien de soixante-douze ans natif du Constantinois, mystérieux derrière ses lunettes noires, tirant nerveusement sur un chapelet dont il ne se sépare jamais. Il s'est lancé au micro dans une improvisation d'une heure, coupée par les cris de *« Allah Akou Akbar »* (Dieu est grand) et terminée par des scènes d'effusion : *« L'Occident ne connaît de l'islam,* s'écrie-t-il en arabe, *que ce que nous lui disons. C'est nous qui sommes responsables de l'image caricaturale, injuste, agressive, méchante qui est donnée en France de l'islam. »*

> *Une même volonté*
> *de restaurer l'image de la religion,*
> *mais aussi des divisions politiques.*

Et selon une traduction dont il garantira plus tard la fidélité, le leader spirituel des musulmans de France ajoute : *« Oui, nous péchons de donner une mauvaise image de l'islam, car nous sommes des menteurs, nous crions, nous sommes sales, nous jetons n'importe quoi dans les escaliers d'immeubles, nous faisons hurler nos radios... »*

Tous les orateurs de la journée sont intervenus dans le même sens : les musulmans doivent redevenir de bons musulmans, c'est-à-dire retrouver une identité religieuse chahutée par leurs conditions de vie en France, contestée par les jeunes « beurs » eux-mêmes, et se rappeler la vocation naturelle de l'islam à la bonne entente avec ses voisins.

« Un islam de caves »

Présenté comme *« le plus grand penseur de France »*, le converti Roger Garaudy va jusqu'à tendre la main *« aux hommes de toutes les religions, de toutes les sagesses, pour qu'ils travaillent ensemble à montrer ce que signifie la présence de Dieu dans la société. » « L'islam est une théologie de la libération,* ajoute-t-il devant un public d'hommes aux poings dressés serrant un Coran. *« C'est le même combat pour la justice et la paix que mènent les chrétiens des communautés de base d'Amérique latine, les résistants afghans, les Palestiniens, les Noirs d'Afrique du Sud. »*

L'islam en France est un *« islam de caves »*, affirme pour sa part Rachid Benaïssa. Mais par-delà les dénonciations ponctuelles — celles de l'insécurité, du mépris au quotidien, des difficultés de construction d'une mosquée, d'ouverture d'une école musulmane, — le processus recherché par les autorités islamiques semble vouloir être celui d'un *« désamorçage de la violence »*. La proximité des élections ? Le Pen ? Un seul mot du recteur Cheikh Abbas, arraché au cours d'une conférence de presse : *« Le peuple français est assez sage et trop bon pour laisser passer des courants politiques dans lesquels il ne se reconnaîtrait pas. »*

Le retour aux sources de l'islam, dont a voulu témoigner ce rassemblement lyonnais, prend une autre signification liée à la course de vitesse engagée depuis quelques semaines par les associations musulmanes pour prendre la tête d'un regroupement au plan national de la communauté. *« L'heure est venue,* a dit Cheikh Abbas, *de mettre fin à l'émiettement. Que les centaines d'associations représentées ici soient les premiers maillons d'une union beaucoup plus large. »*

Si le besoin est unanimement ressenti de constituer une force unique et reconnue, il existe actuellement deux modes de regroupement : le plus important, autour de la Mosquée de Paris, prétend représenter au moins quatre cents associations et l'essentiel de la communauté algérienne, de loin la plus nombreuse (800 000 sans compter les Français d'origine algérienne) ; le deuxième regroupement est déjà officiellement constitué, depuis le 30 novembre dernier, sous le nom de Fédération nationale des musulmans de France. Il se déclare soutenu par cent soixante-dix associations composées surtout de Français de souche et de Marocains.

Cette Fédération pourrait se définir par un sentiment antialgérien assez fort. *« La communauté musulmane,* explique l'un de ses responsables, Kharil Merroun, *a trop souffert de gens qui ont voulu la diriger de force. Nous en avons assez du patriotisme et du chauvinisme. »* Elle accuse l'Algérie d'*« hégémonie »* et d'*« ingérence »*, par l'intermédiaire de la Mosquée de Paris dont elle nomme le recteur et assure le financement. De son côté, la Mosquée de Paris reproche à la Fédération d'être soutenue par l'Arabie saoudite à travers la Ligue islamique de La Mecque.

Les ponts ne sont pas rompus. Chacun de ces deux regroupements exprime le même souci de tolérance, d'unité, de restauration de l'image de marque de l'islam pour améliorer son statut dans la société, mais les divisions politiques de la communauté musulmane compromettent un processus d'unification que le facteur religieux à lui seul, même en plein réveil, semble incapable de mener à bien.

HENRI TINCQ.

● *Les protestants et le synode.* — Observateur du Conseil œcuménique des Eglises, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, s'est félicité, le 13 décembre au cours d'une conférence de presse, des résultats du synode extraordinaire de l'Eglise catholique. Il a relevé la volonté unanime des évêques de poursuivre l'application de Vatican II, tout en regrettant l'*« hypertrophie »* des questions internes à l'Eglise, au détriment de celles posées par la société. Le pasteur Maury a été frappé, d'autre part, par l'affirmation du *« caractère essentiel et indélébile de la démarche œcuménique. »*

MÉDECINE

Contre le cancer, la France propose un plan de lutte européen

Le conseil des ministres des affaires étrangères, réuni lundi 16 décembre à Luxembourg, devrait *examiner le plan de lutte européen* contre le cancer élaboré, à la demande du président Mitterrand, par un groupe de cancérologues français présidé par le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy (Villejuif). L'initiative de ce plan avait été lancée lors du conseil européen de Milan, le 29 juin, et reprise sous le nom d'Eurespoir, le 12 septembre dernier (*le Monde* du 13 septembre). Ce « plan de bataille » dont l'élaboration a fait l'objet d'une concertation franco-italienne, comporte dix propositions :

1) *organisation d'une semaine* européenne d'information centrée sur la prévention, le dépistage et le diagnostic précoce ;

2) création d'un bulletin périodique *et d'un réseau informatisé* destiné en Europe à tous les praticiens leur donnant des informations récentes sur la recherche (...) ;

3) harmonisation à l'échelle européenne des campagnes de dépistage et de diagnostic précoce pour certains cancers (sein, col utérin, cancers digestifs, cancers de la prostate) ;

4) lutte contre le tabagisme (...) (baisse de la teneur en goudrons, mise au point des méthodes de désintoxication) ;

5) lutte contre les cancers professionnels : coordination des recherches, harmonisation des réglementations ;

6) soutien pour la recherche de nouvelles méthodes de traitement (...) ;

7) aide à la coopération entre centres de recherche européens (...) ;

8) soutien financier à quelques projets spécifiques (...) ;

9) harmonisation des législations sur les registres du cancer (...). Harmonisation également sur les essais de médicaments, sur la surveillance du caractère non cancérigène des produits alimentaires ;

10) soutien à la formation et au recyclage des cancérologues européens (...).

Il *revient* donc aujourd'hui au conseil des ministres européen d'approuver, et, éventuellement, d'amender, ces dix *propositions* et de définir un budget et un calendrier précis. De source bien informée, on *se déclarait optimiste* quant à l'adoption rapide de ce plan européen contre le cancer. Reste à savoir *si le budget alloué à ce plan sera à la* hauteur de ses ambitions.

Les brevets sur le SIDA

LES AMÉRICAINS RÉAGISSENT A LA PLAINTE DE L'INSTITUT PASTEUR

Interrogé sur la plainte déposée, jeudi 12 décembre, par l'Institut Pasteur auprès de la Court of Claims de Washington, à propos de la découverte du virus responsable du SIDA, le professeur américain Robert Gallo a estimé que l'équipe de l'Institut Pasteur *« exagérait sa contribution ». « Nous les avons aidés beaucoup plus qu'ils ne nous ont aidés »*, a-t-il brièvement déclaré au *New York Times*, *« et si leur brevet n'a pas été accordé, c'est parce qu'ils n'avaient pas de test de dépistage opérationnel »*.

Le docteur Lowell Harmison, conseiller scientifique du département américain de la santé, se dit, pour sa part, *« surpris de cette plainte ». « J'estime,* précise-t-il, *qu'il y a eu un dialogue sensé et constructif entre les deux parties, qui devait conduire à un communiqué commun établissant le rôle de tous les intéressés dans la découverte du virus responsable du SIDA. »*

En outre, a ajouté le docteur Harmison, *« le gouvernement américain a fait connaître sa volonté d'accorder à l'Institut Pasteur le droit de commercialiser son test aux Etats-Unis sans qu'un autre brevet lui soit opposé »*.

L'Institut Pasteur insiste pour sa part sur *« le regret qu'il éprouve à en arriver à un dépôt de plainte, ayant un grand respect pour les institutions et la communauté scientifique américaine ». « Il ne peut cependant renoncer à faire valoir ses droits,* conclut-il, *car un tel renoncement créerait un précédent dangereux menaçant l'éthique scientifique. »*

DÉMOGRAPHIE

L'Ile-de-France en voie de dépeuplement ?

Dans dix ans, la population de l'Ile-de-France devrait se situer entre 10,6 et 9,9 millions d'habitants. Telles sont les prévisions que vient de publier l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF) à l'occasion d'une étude sur l'évolution des effectifs scolaires. Dans la première hypothèse, la région continuerait à se développer mais sur un rythme très ralenti et sa population augmenterait encore de 5,7 % par rapport à 1982. En revanche dans le second *cas on assisterait pour la première* fois à une légère décroissance : le nombre des habitants chuterait de 80 000 unités. Or les deux scénarios sont considérés aujourd'hui comme aussi vraisemblables.

Ce phénomène, qui avait commencé dès les années 60 dans le centre de Paris, a gagné par vagues la petite puis la grande couronne. A l'horizon *1995*, il n'épargnera que les villes nouvelles qui connaîtront encore une croissance démographique soutenue et, dans une moindre mesure, les communes situées dans les vallées de la Seine, de l'Oise et de la Marne. Ainsi que quelques villes périphériques comme Meaux, Fontainebleau, Trappes, Etampes, Provins.

Ce tassement démographique tient à la baisse de fécondité des habitants, aux retours en province qui excèdent désormais largement les arrivées et au ralentissement de l'émigration étrangère, qui a représenté, entre 1945 et 1975, le tiers de la croissance régionale.

Quelle que soit l'évolution de la population, les effectifs scolaires seront en baisse : les adolescents de onze à dix-huit ans ne seront guère plus d'un million contre un million cent cinquante-cinq mille aujourd'hui, soit une chute de 10 %.

Même si leur taux de scolarisation s'améliore — alors qu'il est déjà le plus élevé de France, — leur nombre n'augmenterait pas *dans* les établissements scolaires. En revanche, leur répartition sera très inégale : Paris restera très favorisé, alors que certains départements comme le Val-d'Oise, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis manqueront de collèges et surtout de lycées.

M. A.-R.

FAITS DIVERS

Près de Mont-de-Marsan

TROIS CADAVRES DANS UN PAVILLON

Les corps de trois personnes, le gérant d'un club privé de chasse, sa concubine et un jeune homme, ont été découverts calcinés, dimanche 15 décembre, dans un pavillon entièrement détruit par un incendie du club de chasse de Belhade (Landes).

Un témoin, alerté vers 2 heures du matin par plusieurs coups de feu, aurait vu s'enfuir deux hommes alors que le pavillon était la proie des flammes.

Dans les décombres, les pompiers ont découvert les corps de Jean-Claude Bonnefond, quarante-quatre ans, gérant du club de chasse de la Leyre ; de Lucienne Cousse, soixante ans, compagne du gérant, et d'un jeune homme dont l'identité n'était pas encore connue dimanche soir.

● *Suicide d'un détenu à Avignon.* — Un détenu de la prison Sainte-Anne à Avignon, Jean-Jacques Clabaud, vingt-sept ans, s'est pendu samedi 14 décembre dans sa cellule. Il avait été condamné, jeudi dernier, par le tribunal correctionnel d'Avignon à deux ans de prison, au mois de février dernier, pour avoir roué de coups une prostituée après l'avoir violée et dévalisée. En 1982, il avait également été condamné par le même tribunal à six ans de réclusion pour vol. Jean-Jacques Clabaud avait été remis en liberté conditionnelle en 1984.

● *Un commerçant lyonnais tué au cours d'un hold-up.* — Trois malfaiteurs ont tué, à coups de revolver, dans la soirée du samedi 14 décembre à Lyon, le gérant du supermarché Cordial, cours Lafayette, dans le centre de la ville. Peu avant l'heure de fermeture du magasin, trois hommes, armes au poing, ont fait irruption dans l'établissement pour s'emparer de la recette de la journée, qui est, le samedi, la plus importante de la semaine. Le gérant de l'établissement, M. Haïk Degirmenciocun, âgé d'une quarantaine d'années, qui allait à la rencontre des bandits, a été immédiatement tué de plusieurs coups de feu.

JUSTICE

ESCROQUERIES A LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS

Deux des plus importants commissaires agréés sont écroués

L'un des plus importants commissaires agréés à la Bourse de commerce de Paris, M. Jacques Maurer, soixante-cinq ans, président-directeur général de la société Georges Maurer, et son fils Patrick, trente-huit ans, administrateur et directeur général, ont été écroués, samedi 14 décembre, sous les inculpations d'escroquerie, tentative d'escroquerie et abus de confiance par M. Bernard Peyrat, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

La même inculpation a été signifiée à deux administrateurs de la société, M. Jacques Delemazure, trente-huit ans, gendre de M. Maurer, et Edouard de la Grandière, quarante-trois ans, que le magistrat a laissés en liberté, sous contrôle judiciaire, à condition qu'ils versent chacun, dans un délai de six semaines, une caution de 500 000 francs.

La spéculation sur le sucre ou le cacao répond à des règles différentes de celles qui s'appliquent à la Bourse des valeurs, et de nombreux clients s'étaient plaints d'avoir été mal informés des risques encourus dans ce marché particulier où ils avaient perdu des sommes parfois considérables, dans des conditions relevant de l'escroquerie. Cet argument avait été repris, le 19 novembre dernier, par M. Guy Joly, président de la trente et unième chambre correctionnelle de Paris, lors d'un jugement condamnant M. Jacques Maurer à cinq ans de prison, dont un avec sursis, et à 1 million de francs d'amende pour son activité au cours des années 1969 à 1975 (*le Monde* des 21 et 28 novembre).

Les inculpations signifiées samedi à M. Maurer et aux administrateurs de la société visant des faits s'étendant sur les années 1978 à 1985 et ces nouvelles poursuites s'ajoutant à l'effondrement du cours du cacao risquent de porter un coup fatal à la société anonyme de commissions Georges Maurer, fondée par le père du président-directeur général écroué.

Au début du mois de décembre, les membres du conseil d'administration de la société avaient démissionné et, la semaine dernière, le tribunal de commerce de Paris a nommé un administrateur provisoire, M. Desmottes, qui sera confronté à une situation difficile. Une société de commissionnaires civilement responsable de son président a été condamnée à verser de très lourds dommages et intérêts aux clients lésés, dont 4 millions de francs avec *« exécution provisoire »*, c'est-à-dire sans attendre que la cour d'appel se prononce sur le jugement correctionnel, et, lundi, devant la première chambre de la cour, Me Edouard Brissac demandera à la justice d'accorder un sursis.

MARC PORTEY.

DESTINATION INCONNUE POUR LE DORMEUR SOVIÉTIQUE

M. Vladimir Leontev, quarante-trois ans, le réfugié d'origine soviétique arrivé « endormi » de Londres, dans la soirée du jeudi 12 *décembre*, à Calais (*le Monde* du 14 décembre), devait quitter, ce lundi 16 décembre, l'hôpital de cette ville, à la fin de la garde à vue dont il avait été l'objet dès son arrivée en France. *Il devait être présenté* le même jour au parquet de Boulogne-sur-Mer.

Trouvé en possession d'une somme d'environ 300 000 francs, lors d'un accident de la *route* en Grande-Bretagne, M. Leontev avait été soupçonné d'être l'auteur d'un hold-up dans un *cinéma du Havre*. Pendant trois semaines, il avait fait semblant de dormir dans une clinique des environs de Londres. Les policiers du Havre l'avaient ensuite mis hors de cause.

LA MONTÉE DU TERRORISME EN BELGIQUE

Sur la piste des lampistes

(Suite de la première page.)

Dans cette planque, outre des armes, des explosifs, des faux papiers, de fausses plaques minéralogiques et un scanner, les enquêteurs trouvent aussi les empreintes de Nathalie Ménigon et de Jean-Marc Rouillan, les « chefs » d'Action directe. Cet appartement, Chantal Paternostre affirme ne pas le connaître.

Une mitraillette et des textes

Autre piste bien fragile : l'arrestation, au mois de juin dernier, d'un homme lié au milieu des réfugiés espagnols anti-franquistes. De ce groupe ne reste aujourd'hui détenu qu'un ancien soldat, M. Louis-Jean Carpentier, surpris alors qu'il déterrait une mitraillette dans les environs de Bruxelles. Dans sa voiture ont été retrouvés des fac-similés des textes des Cellules communistes combattantes édités par une librairie d'extrême gauche, la Ligne rouge. Reste la « légendaire » figure de l'imprimeur Pierre Carette, trente-trois ans, un proche d'Action directe qui est, depuis un an, l'objet d'un mandat d'arrêt international. Pour la deuxième fois, la justice belge vient de faire diffuser sa photo, toujours la même. On croit voir un peu partout ce personnage insaisissable, aussi bien en train de tirer sur un vigile, lors d'un attentat contre la banque Bruxelles-Lambert, qu'à Charleroi, dans la foule, juste après une action contre la Société générale de Belgique en novembre dernier.

Carette, fasciné par la Fraction armée rouge, rompt très vite avec l'extrême classique. « *Quand je l'ai rencontré*, commente un journaliste flamand, *il me recevait avec son pistolet sur le bureau.* » Dès 1977, il annonçait la couleur : seule l'action terroriste était payante, le reste n'étant que bavardages petits-bourgeois. « *Si Carette est vraiment l'âme des CCC, les policiers prévenus par l'intéressé lui-même auraient pu constituer autour de lui une toile d'araignée suffisamment dense et ne pas, aujourd'hui, apparaître si démunis* », constate un homme politique.

Trois noms seulement : est-ce tout ? Sans doute pas. Les enquêteurs belges ont, bien entendu, rafraîchi leurs listes d'activistes potentiels : c'est le seul résultat tangible d'opérations coup de poing comme l'opération Mammouth, déclenchée au mois d'octobre 1984.

« *Ce n'est guère difficile*, assure un observateur. *A l'époque, tout le monde se connaissait et se réunissait dans les mêmes bureaux de Bruxelles.* » Certains, parmi ceux-là, se sont rangés.

D'autres continuent de militer à leur manière, comme Chantal Paternostre, mais ne peuvent, dans « le meilleur des cas », que constituer une frange sympathisante, un deuxième cercle, voire un troisième, autour des CCC. Jamais, apparemment, les enquêteurs belges n'ont pu cerner le noyau des CCC. La proximité idéologique d'Action directe a pu, un temps, servir de leurre, et la tentation était grande de ne voir dans les CCC qu'un terrorisme importé. « *La Belgique*, nous rappelait M. Jean Gol, vice-premier ministre et ministre de la justice, *a toujours, par tradition, et parce que c'est un espace de liberté, servi de repli aux extrémistes.* »

Les « mots poussiéreux »

Aujourd'hui, on est bien obligé d'admettre que le terrorisme des CCC a aussi ses racines nationales et peut désormais s'exporter à son tour, comme le laisse supposer la simultanéité des attentats commis le 6 décembre contre les oléoducs de l'OTAN à Wartegem, en Belgique, et à Versailles.

Qui sont les CCC ? Comment les neutraliser ? Depuis un an, la question est devenue une scie. Alors, faute de mieux, il faut se contenter de ce dont on dispose : outre les éléments matériels provenant des attentats, les textes des CCC frappés de l'étoile rouge à cinq branches. Ainsi, fin novembre, au cours de l'émission « Au nom de la loi » de la RTBF, la radio-télévision francophone, un jeune linguiste, M. Théo Hachez, tentait-il de dresser un portrait-robot des CCC à travers leur littérature.

Selon lui, il ne s'agit pas de « *petits jeunes* ». Ils utilisent des « *mots poussiéreux* », sont sensibles aux références historiques (dans les derniers communiqués, les CCC se réfèrent à un militant belge, Pierre Akkerman, engagé auprès des républicains pendant la guerre d'Espagne). Ils utilisent fréquemment le passé simple. Les textes, émaillés de fautes d'orthographe, seraient rédigés par trois auteurs différents : le premier, très enthousiaste et moralisateur, aurait un caractère quasi religieux, que l'on retrouve dans ses fréquentes références au cathéchisme, le deuxième, au vocabulaire plus scientifique, se caractériserait par une réflexion plus articulée et serait le moteur idéologique du mouvement, dont il rédigerait les textes-clés. Quant au troisième, il pourrait s'agir d'une femme.

Autre inquiétude : les CCC ne seraient-elles pas en train de faire des « émules » ? Déjà, on parle d'une deuxième cellule issue du noyau central. Quant à l'attentat contre le palais de justice de Liège, qui a fait un mort et n'a pas été revendiqué par les CCC, il ne correspond pas à leur « style ».

A moins que les enquêteurs ne gardent pour eux d'essentielles découvertes, le bilan, au bout de plus d'une année d'enquête, semble bien mince. D'autant plus insuffisant que, dans le même temps, la Belgique est confrontée à un autre danger, aussi imprévisible mais plus sanglant, que l'on nomme pour aller vite, « les tueurs fous du Brabant wallon ».

AGATHE LOGEART
et JOSÉ-ALAIN FRALON.

Prochain article :

II. — TUEURS FOUS TUEURS FROIDS ?

La fin des jours tranquilles

De notre correspondant

Bruxelles. — La Belgique, protégée par chance de la violence depuis les spasmes de la décolonisation du Congo, vivait des jours tranquilles. Certes, les Fourons — qui pourrait exactement situer cette région sur une carte ? — étaient épisodiquement le théâtre de bagarres entre militants flamingants et francophonissismes. Des coups étaient échangés ; les vitres d'un café — toujours le même — brisées ; des slogans hurlés, et... chacun rentrait chez soi.

Certes, la crise économique, qui avait touché ce pays plus tard mais plus durement peut-être que ses voisins, était en train de porter de sérieux coups à un système de protection sociale unique sans doute dans la CEE. Certes, des régions entières, Charleroi comme le Limbourg, étaient, jour après jour, vidées de leur substance par la fermeture de charbonnages ou de hauts fourneaux, mais il faisait tout de même toujours bon vivre de Bruges à Arlon et d'Anvers à Mons. Depuis la guerre, ce peuple heureux n'avait apparemment pas d'histoire.

Aujourd'hui l'histoire rattrape la Belgique. Une histoire qui s'écrit en termes de tueries, d'attentats, de hold-up. En un an — pourquoi ici ? pourquoi maintenant ? — la vague de violence a atteint une telle ampleur qu'un attentat des terroristes des CCC fait partie du lot quotidien d'informations, comme s'intègrent maintenant au paysage les chevaux de frise devant certaines grandes surfaces, la présence des paras commandos au béret rouge dans les endroits stratégiques des grandes villes ou les avis de recherche diffusés sur les ondes ou à la télévision.

Psychose

Pour la seule journée du vendredi 6 décembre : une explosion au palais de justice de Liège (un mort), un attentat contre l'oléoduc de l'OTAN à Wartegem, un attentat « remis » à Mons, une alerte à la bombe à Bruxelles — le centre de la ville a été entièrement paralysé pendant trois heures à cause d'une valise suspecte, — deux alertes du même style à Anvers et à Gand.

Comment, dans ces conditions, éviter la psychose ? Le vendredi soir — c'est ce jour-là que les tueurs du Brabant wallon ont l'habitude d'opérer, — les supermarchés sont devenus quasiment déserts. Lors des matches de football — la tragédie du Heysel n'est pas loin, — policiers et secouristes quadrillent les stades ; la vente des Golf GTI, la voiture des tueurs, est en baisse. Malheur à celui qui possède une voiture de ce type, conduit un peu vite et dont la taille dépasse 1,90 m (un des tueurs est un « géant »). Il sera contrôlé à tout instant par les forces de police.

Voilà même que le milieu est « choqué » : plus question de « travailler » tranquillement avec ces contrôles perpétuels ! « *Si je retrouve un des tueurs, je vous amène son cadavre devant votre bureau avec son pistolet et sa carte d'identité* », confiait un proxénète à un responsable des forces de sécurité. Celles-ci aussi commencent à perdre leur sang-froid. Jeudi soir 5 décembre, un peintre en bâtiment qui avait refusé de s'arrêter à un barrage près de Gand a été tué par un gendarme dans des circonstances encore bien peu claires. « *Nous sommes sur les nerfs vingt-quatre heures sur vingt-quatre, nous sommes stressés en permanence* », déclarait un policier à la RTBF. « *Surtout*, concluait-il, *obtempérez aux forces de l'ordre, il y va peut-être de votre vie...* »

Autre conséquence : alors que la Belgique — sa survie politique était peut-être à ce prix — s'acheminait vers un fédéralisme de plus en plus poussé, les nécessités de la lutte contre le banditisme et le terrorisme impliquent maintenant une nouvelle centralisation des pouvoirs. Comment un pays qui a toujours vécu sans un État fort pourra-t-il s'adapter à cette nouvelle donne ? La confusion est grande. Voici ainsi que l'avocat Michel Graindorge, une des figures les plus marquantes de l'extrême gauche belge — il avait été accusé et blanchi, au cours d'un procès retentissant, d'avoir aidé un des complices de Mesrine à s'évader, — demande, comme défenseur de certaines des familles des victimes des tueurs du Brabant wallon, une plus grande efficacité des forces de police et va même jusqu'à accepter — sous certaines conditions — la pratique, illégale jusqu'à présent en Belgique, des écoutes téléphoniques...

J.-A. F.

AÉRONAUTIQUE

M. Quilès rappelle à Dassault que le Rafale est un avion de démonstration

Le ministre de la défense, M. Paul Quilès, a adressé une lettre au président-directeur général du groupe Dassault-Breguet, M. Benno-Claude Vallières, pour lui rappeler que le biréacteur Rafale, sorti d'usine samedi 14 décembre, n'était pas l'avion de combat souhaité par l'armée de l'air française mais un appareil expérimental servant à la *démonstration des technologies retenues.*

Devant une assistance de personnalités invitées du monde de l'aéronautique, la société Dassault-Breguet a présenté, pour la première fois en public, le biréacteur Rafale, qui sortait des usines de Saint-Cloud (*Hauts-de-Seine*) et qui, une fois démonté, doit rejoindre le centre d'essais en vol d'Istres (Bouches-du-Rhône) avant son premier vol au printemps de l'année prochaine.

Le Rafale est un « démonstrateur » dont l'aile delta à double flèche – l'empennage canard de grande surface est surélevé par rapport à la voilure principale – et dont les entrées d'air, de conception nouvelle, sont en position semi-ventrale. Pour des raisons de réduction de poids (il représente au décollage, avec ses armements de défense aérienne, une masse supérieure à *14 tonnes*), le *Rafale* utilise des matériaux nouveaux, dit composites, à base de fibres de carbone, de bore ou de kevlar, ainsi qu'un autre matériau (alliage d'aluminium et de lithium).

Dans sa version présente, le Rafale dispose de deux réacteurs américains, en attendant d'être propulsé par deux réacteurs M88 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), en cours de développement.

Le ministre de la défense, en adressant à la société Dassault-Breguet une lettre pour lui rappeler que le *Rafale* est un avion de démonstration, donne l'impression de vouloir indiquer au constructeur qu'il ne doit conserver aucune illusion, en *l'état* actuel des négociations, sur l'attitude du client national, à savoir l'armée de l'air et l'aéronavale françaises, qui ne seront pas autorisées à commander le Rafale. Pour les services de M. Quilès, en effet, le Rafale, tel qu'il se présente aujourd'hui, est un avion dont les caractéristiques ne correspondent pas aux besoins de l'armée de l'air et de l'aéronavale, qui envisagent un avion biréacteur moins lourd (d'une tonne et demie, *environ, pour l'appareil à vide*) et ayant une surface de voilure moins importante.

D'autre part, le ministère de la défense insiste sur la nécessité d'utiliser davantage encore de matériaux *nouveaux dans la conception du* futur avion de combat français.

Avion expérimental, le Rafale est le « démonstrateur » que la France a opposé à l'EFA (European Fighter Aircraft), conçu par la Grande-Bretagne pour tenter d'enlever l'adhésion de trois autres partenaires européens : l'Allemagne fédérale, l'*Italie et l'Espagne. A ce jour,* l'EFA a retenu l'attention des Européens, à l'exception de la France. Dans le souci d'une meilleure « interopérabilité » des armées de l'air de l'OTAN, les Etats-Unis ont proposé à la France, d'un côté, et aux quatre autres pays européens, de l'autre, une collaboration transatlantique visant à fabriquer des pièces communes aux avions européens et américains.

LES DIFFICULTÉS DU CONSTRUCTEUR BRITANNIQUE D'HÉLICOPTÈRES

Westland entre l'Europe et l'Amérique

De notre correspondant

Londres. – Une rude bataille s'est engagée au sein du gouvernement de Mme Thatcher pour déterminer le sort de Westland, *le* constructeur britannique d'hélicoptères. Un choix délicat entre une solution américaine ou une coopération européenne.

En difficulté depuis des mois, avec un carnet de commandes presque vide, la société Westland, qui emploie onze mille personnes et vient d'en licencier sept cent quarante-cinq, doit publier cette semaine son bilan annuel. On sait déjà que celui-ci fera apparaître des pertes considérables. Dans l'obligation de trouver rapidement des capitaux, des partenaires et des clients, la directon est prête à s'associer avec la firme américaine Sikorsky, qui, avec la participation limitée du groupe italien Fiat, propose d'acquérir 30 % des parts de la société (*peut-être* 40 % plus tard). Sikorsky offre en outre à Westland la construction en commun de son nouvel hélicoptère de transport de troupes Black Hawk, commandé à des centaines d'exemplaires par l'armée américaine. Westland est lié depuis toujours à Sikorsky, dont il a fabriqué sous licence plusieurs modèles.

Très favorable à cette solution *américaine qu'il juge pleine de* promesses pour l'avenir, le ministre de l'industrie et du commerce, M. Leon Brittan, déclare qu'il faut respecter *le choix de Westland et, fidèle* aux principes d'un gouvernement conservateur, il affirme que celui-ci ne doit pas « *intervenir* ». Mais le ministre de la défense, M. Michael Heseltine, ne l'entend pas ainsi. Il souligne que des « *intérêts nationaux importants* » sont en jeu, et il dénonce le projet d'association avec Sikorsky en disant que Westland ne tardera pas à être « *ravalé au rang de simple filiale* » de la *firme américaine.* Il continue de se faire l'avocat d'une proposition « européenne » présentée par un consortium composé de British Aerospace (Grande-Bretagne), L'Aérospatiale (France), Messerschmitt-Bolkow-Blohm (RFA) et Agusta (Italie). Ce groupement est disposé à apporter à Westland 30 millions de livres (environ 340 millions de francs), et *surtout différents projets de coopération*, comme la conception d'un hélicoptère antichar

L'avenir d'une industrie européenne des hélicoptères dépend d'une décision de Mme Thatcher

M. Heseltine, avec l'appui de plusieurs autres membres du cabinet et de nombreux députés conservateurs, a indiqué durant le week-end qu'il était résolu à faire appel directement aux actionnaires qui doivent se réunir *le* jeudi *19* décembre. *Il* ne manque pas de moyens de pression ; son ministère est le premier client de *Westland, et il peut menacer de suspendre* toute commande d'hélicoptères. Il ajoute que le Black Hawk américain n'intéresse pas plus les forces armées britanniques que celles des principaux pays européens. Enfin, M. Heseltine fait valoir que, sans renier ses liens avec *les Etats-Unis, la Grande-Bretagne* doit concourir au développement de la collaboration européenne dans *tous les domaines, particulièrement* celui de l'industrie militaire.

Mme Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément *pro-américain.* Mais, alors que son gouvernement *vient d'être le premier* à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), Mme Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

FRANCIS CORNU.

ÉCHECS

Aux Pays-Bas

RENTRÉE VICTORIEUSE DE KASPAROV CONTRE TIMMAN

Un mois après avoir été sacré *champion du monde*, Garry Kasparov n'a rien perdu de sa forme. Dimanche, à Hilversum (Pays-Bas), il a gagné la première des six parties du match qui l'oppose à Jan Timman, troisième *joueur mondial.*

Ce match sans enjeu (à part une bourse de 10 000 dollars, dont 6 000 pour le vainqueur) a démarré sans concession : c'est avec les Noirs et après six heures et vingt *minutes* de jeu que Kasparov a contraint Timman à l'abandon au *51e* coup. Dans le passé, les deux joueurs se sont rencontrés huit fois et le score était de deux victoires en faveur du champion du monde, contre une pour le grand maître *néerlandais* et cinq nulles.

CARNET DU Monde

Naissances

– M. Bernard TRÈVES et Mme, née Odile OTTENHEIMER DE GAIL, Laetitia et Alice,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxime.

Paris, le 11 décembre 1985.

Décès

– Paris. Annonay.

Mme Françoise Fuchs,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Guy Boegner,
leurs enfants et petits-enfants,
Leurs parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Colette BOEGNER,

leur sœur et tante,
survenu le 5 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

34, rue Desaix,
75015 Paris.
16, rue de Vogué,
07100 Annonay.

– La Fédération nationale des médecins omnipraticiens français

a le regret de faire part du décès, à l'âge de cinquante-neuf ans, de son président, le

docteur Jean BOUYER,

survenu à Montpellier, le dimanche 8 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier, dans l'intimité familiale.

30, rue de Londres,
75009 Paris.
12, rue de la Salle-l'Evêque,
34000 Montpellier.

– Mme François Joly,
Le docteur Henri Joly,
M. et Mme Michel Perrin
et leur fils,
M. et Mme Jean-Marc Guene
et leurs enfants,
Mme Paul Catala,
M. et Mme Jean Clément,
Me Guy Dayras et Mme
et leur fils,
M. et Mme François Blairon
et leur fille,
M. et Mme Hubert Lehucher
et leurs enfants,
M. et Mme Della Maestra,

ont la douleur de faire part du décès, le 10 décembre 1985, du

docteur François JOLY,
ancien chef de clinique
à la Faculté,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le 13 décembre, en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

– Mlle Nathalie Piel

fait part du décès de

Léo de LORINGHOVEN,
ing (grad),
docteur de l'université de Paris,

survenu le 7 décembre 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de la Croix-Faubin,
75011 Paris.

– M. et Mme Souheil Merhej,
M. et Mme Michel Merhej,
Mme Géraldine Merhej,
M. et Mme Samir Merhej,
Les familles Merhej,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Nazem MERHEJ,
ancien député de Hama (Syrie),

survenu à Paris, le 11 décembre 1985, à l'âge de *soixante-dix-huit ans.*

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 décembre, à 13 h 45, en la cathédrale grecque orthodoxe Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris-16e.

Les condoléances seront reçues à l'issue de la cérémonie.

Des dons pourront être faits à l'Eglise grecque orthodoxe d'Antioche.

24, avenue Princesse-Grâce,
Principauté de Monaco.

Remerciements

– Les familles Gozlan-Abou,
Parents et alliés,

remercient bien sincèrement pour les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Georges GOZLAN.

35, avenue Sainte-Foy,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

– Deux ans n'ont pas effacé le souvenir de

Nicole BERNARD,
née Dana,

décédée trop prématurément le 16 décembre 1983, dans sa trente-neuvième année.
Sa famille,
Ses enfants,
Ses amis,
avec désormais son absence.

Messes anniversaires

– Sous la présidence de Mgr Kude Nakashian, archevêque en l'Eglise apostolique arménienne, une messe anniversaire sera célébrée, le dimanche 22 décembre 1985, à 11 h 30, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8e, à la mémoire de

M. Archak DJAMALIAN,
ministre de la République arménienne
et leader du Parti socialiste,
fondateur de la Croix bleue en France,
Europe, Etats-Unis et Moyen-Orient,
ainsi que de la première Maison
de la culture arménienne en France
à Décines en 1930,

et à la mémoire de son épouse,

Guertroude CARLOVNA,
compositeur et cantatrice de bel canto,
et de son fils,

M. Arsaik DJAMALIAN,
juriste international.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Institut d'études politiques de Paris, lundi 16 décembre, à 16 h 45, salle A.-Siegfried, Mme Marie-Françoise Souchon-Zahn : « Contribution à l'étude du milieu local en France : acteurs et politiques. »

– Université Paris-I, mercredi 18 décembre, à 15 h 30, salle 319, M. Hugues Plisson : « Etude fonctionnelle d'outillages lithiques préhistoriques par l'analyse des micro-usures : recherche méthodologique et archéologique. »

– Université Paris-I, vendredi *20 décembre*, à 17 heures, salle des Commissions, M. Angelos Stergiou : « L'organisation interne des syndicats en droit grec : autonomie et démocratie syndicale. »

– Université Paris-I, vendredi 20 décembre, à 10 h 30, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Abderrahmane Bougassas : « Le régime juridique de la décision administrative implicite en droit français (éléments de comparaison avec le droit algérien.) »

– Université Paris-VII, mercredi 18 décembre, à 9 h 30, salle des Thèses, Mme Virginie Chosy : « Le camping ou la vie en harmonie, pratico-symbolique de l'espace de vacances. »

– Université Rennes-II, samedi *14 décembre, à 14 heures, salle B 251*, M. Benoist Garnot : « Classes populaires urbaines au dix-huitième siècle : l'exemple de Chartres. »

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de taxte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

culture

THÉATRE

Gide et le pénitencier de « l'Ecole des femmes »

Le grand écrivain français André Gide (lisez, par exemple, *les Faux-Monnayeurs* en « Folio », c'est tout un monde), lorsqu'il atteignit l'âge *de la carte vermeille*, eut envie de dire son mot sur les vices et les injustices de son pays. Il cessa de se pencher tendrement sur son nombril et sur celui des jeunes baigneurs qui somnolaient dans les piscines des hôtels de luxe du Sud-Maghreb.

Il vendit son hôtel particulier de Passy, sa belle bibliothèque, et partit pour les colonies françaises, en Afrique. Il en rapporta un réquisitoire froid mais effrayant sur les actes des grandes compagnies coloniales et de certains administrateurs.

A la suite de quoi, à Paris et dans les provinces, il écouta, observa, dans les tribunaux, et dénonça les hasards de la justice, notamment sur *les abus*, les *incertitudes*, des enquêtes et des témoignages.

Après quoi, bon pied bon œil, il monta dans le train de l'Union soviétique, prit la parole, place Rouge, aux côtés de Staline, de Molotov, se rendit dans les usines et les kolkhozes des Républiques. Il en revint avec un livre, remarquable, de méditations politiques, auquel il ajouta, plus tard des retouches.

Tout cela se situe juste avant et après les années 1929-1930. Mais, dans le courant de cette même période, André Gide publia son « intervention civique » la *plus* affirmée de toutes, la plus belle et la plus forte : son manifeste pour le désenchaînement des femmes. *L'Ecole des femmes* se présente sous la forme du journal intime d'Eveline, pianiste d'avenir, qui cessera de tou*cher un piano à partir du moment* où elle tombe sous l'autorité de son seigneur et maître de mari, Robert.

Après quelques années d'illusions d'abord candides, puis presque délibérées, Eveline se voit obligée d'admettre que Robert est plutôt *creux, plutôt bluffeur, dur, dictato*rial, d'un égoïsme à toute épreuve, et horriblement ennuyeux.

C'est alors qu'elle envisage de reprendre sa liberté, mais elle va buter contre des habitudes familiales et sociales, contre ses propres inquiétudes, et surtout contre les ruses étonnantes de son mari, qui va user de tout pour sauvegarder son confort dont sa femme est l'un des piliers.

Eveline n'arrivera pas à divorcer, et toute cette histoire peut vous paraître rebattue, et même aujourd'hui quelque peu périmée, *mais* vous vous trompez : il existe encore, en 1985, des destins d'Eveline, et d'ailleurs l'intelligence brûlante et le génie de récit et d'écriture d'André Gide font de cette *Ecole des femmes* un chef-d'œuvre qui durera longtemps.

Quelques mois plus tard, Gide publiait une seconde pièce du dossier, — le journal intime cette fois de Robert, qui a pris connaissance du *texte de sa femme, morte en soi*gnant des contagieux. Robert, avec pas *mal* de présence d'esprit, nous raconte, sincèrement, quelles furent ses espérances, ses attentions, et aussi ses inattentions. Mais Gide, écrivant le plaidoyer supposé de Robert, reste le défenseur d'Eveline. Robert est un esprit très raide, très entier, très corseté par ses convictions religieuses : plus il se défend, *plus il s'enfonce. Enfin, cinq ans* plus tard, Gide publiait la troisième pièce du dossier : le journal intime de la fille d'Eveline et de Robert, Geneviève. C'est assez court. C'est l'un des plus grands livres de Gide, qui pourtant n'en était pas satisfait. C'est l'un des plus beaux et des plus vivants portraits de femmes qui aient été écrits. A deux pas de la place de la République, dans un théâtre fort étrange, le Palais des glaces, où plane un climat de « *boulevard du crime* » *et* de roman noir, une jeune comédienne de talent (peut-être une Geneviève), Christiane Marchewska, propose une adaptation de la trilogie de Gide, *l'École des femmes, Robert, Geneviève.*

C'est un spectacle exceptionnellement attachant, d'une intelligence extrême, innervé de révolte, de gaieté aussi, d'émotion.

*Dans un décor discret mais fasci*nant, dont les dominantes ocrées font sourdre mystérieusement la vie intérieure, « la pensée et le mouvant », d'une famille, les deux personnages, Eveline et Robert, joués par Christiane Marchewska et Phi*lippe Lemaire, revivent* l'aventure du couple qui peu à peu se désunit. *La mise en scène de Jacques Baillon* abonde en touches délicates.

Voici l'une des soirées de loin les plus captivantes qu'offre à présent le théâtre, à Paris. Le public, depuis trois semaines, ignore cette pièce magnifique, parce qu'il n'a jamais *pris encore le chemin de ce théâtre,* qui était, il y a peu, un cinéma de *quartier. Il y a comme cela des* injustices, des malentendus, qui ne sont pas le fait des méchants maris.

MICHEL COURNOT.

★ Palais des glaces, 37, rue du *Faubourg-du-Temple*, métro *République*, 20 h 30.

CIRQUE

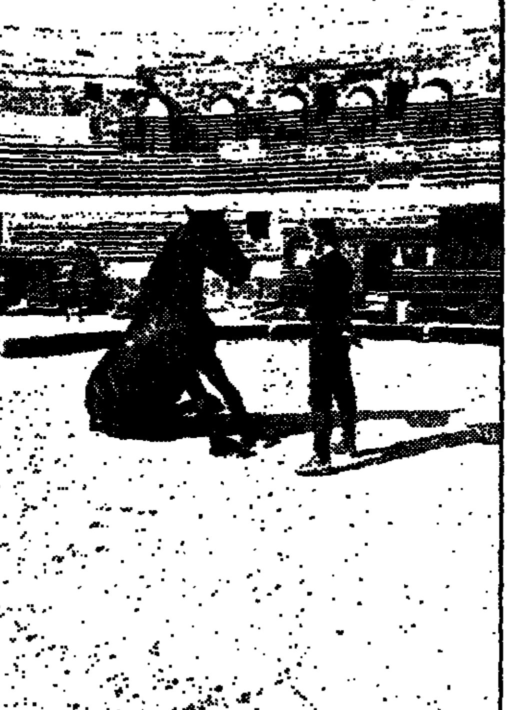
Les Zingaro fastueux sans un sou

Le charme est la qualité première du cirque Zingaro, un charme indéfinissable qui vous enveloppe dès que l'on entre sous le petit chapiteau à travers un labyrinthe dont le sol est couvert de paille, aménagé tout exprès pour qu'on ait le temps de se dégager du monde extérieur.

Dedans, il y a des disques de musique tzigane, des oies et des din*dons très à l'aise sur la piste,* des bouquets miteux de fleurs séchées piqués sur le rebord *des tables* rondes. Un orchestre remplace les disques. Des valets impavides, *face* blême, gilet rayé, pantalon noir trop *court découvrant les galoches, chas*sent les volailles. Puis ils reviennent traînant une carriole magnifique et déglinguée pleine de vieux samovars. Ils offrent du vin chaud.

Dans ce décor théâtral, dans cette fausse grange d'une Europe centrale *mythique, intemporelle,* la *tribu* Zingaro donne sa fête : un peu de danse, une femme au fouet, une petite écuyère qui saute à la corde et des chevaux, beaucoup de chevaux pommelés, gris, et un magnifique étalon noir aux reflets violets, *immense, qui fonce vers le public...* Tout est cotonnade à fleurs et satinette avec trois paillettes et rangs de strass.

Tout est orgueilleusement pauvre. *On a l'impression d'être invité à la* cérémonie clandestine des rois devenus mendiants, de participer aux vestiges d'un rite païen truqué pour tromper quelques interdictions. Tout est théâtre — les grommelots sauvages qui excitent les chevaux, *les interventions des valets kafkaïens* qui prêtent leur concours à la femme au fouet, ramassent les rubans sur *la* piste, versent le vin chaud, comme s'ils étaient à Schönbrunn.



Les Zingaro : ni l'exploit, ni la nostalgie

Le cirque Zingaro ne cherche pas la nostalgie ni l'exploit. Les numéros sont modestes, accomplis intensément et en même temps avec une *sorte de distance désinvolte.* Certains sont exaltants, d'autres attendrissants. *Ce qui compte, c'est* l'ensemble, quatre-vingt-dix minutes de charme pervers à l'intérieur d'un conte poétique.

COLETTE GODARD.

★ **18, avenue Jean-Jaurès à 21 h.**

MUSIQUE

LA « HUGO-SYMPHONIE », de Pierre Henry

Variations sur une goutte d'eau

Pierre Henry a terminé sa *Hugo-Symphonie*, gagné le pari presque insensé de cette « tétralogie » de cinq heures qu'il avait certes mûrie *de longue date, mais dont* la réalisation n'a pas duré plus de six mois (1). Samedi, à Radio France, les trois parties connues étaient données en première parisienne, et l'on saluera bien bas la performance de Martine Viard, qui a tenu la scène et délivré un océan de vers et de mots hugoliens pendant près de quatre heures sans faiblir. Et dimanche, c'était la création mondiale du dernier volet, *l'Eau.*

Les trois autres formaient un crescendo impressionnant : *la Terre, entrée assez lente, aux scènes* familières, s'élevant peu à peu jusqu'au *fantastique ; l'Air,* vastes visions symphoniques et lyriques ; *le Feu,* chaos grandiose, d'une extraordinaire intensité dramatique.

Avec *l'Eau,* tout change. Martine *Viard n'apparaît plus.* Le *décor* inanimé (une fontaine, un bateau à voile, une malle de voyage, un rocher, une baignoire d'enfant, un aigle royal, etc.) s'éveille par moments sous une douce lumière. La superbe profératrice-actrice se *mue en une admirable* diseuse, dont la voix, transmise par haut-parleur, demeure *immobile. Elle dit la* source et la mer, la pluie et l'ouragan, le Niagara et le Rhin, la grêle, la neige. Mais, d'être enregistrée, la parole devient conte, récit, poésie *pure et non dramatique* ; et son pouvoir reste intact : le son des mots *l'emporte sur* leur *principe dynamique.*

Pierre Henry a opté délibérément pour cette conclusion contemplative, que reflète la structure simple et le développement très *linéaire* de la musique. Dans la thématique hugolienne, il a privilégié la goutte d'eau, événement infinitésimal, obstiné, image du temps à la taille des millénaires, qui ronge le granit, rabote les montagnes, grossit les océans.

Elle est là au début, au milieu et à la fin du texte ; elle est musicalement ce tambourinage, ce tam-tam africain qui, en trois séquences, occupe plus de la moitié de l'œuvre de sa présence obsédante, magistralement conduite pour être à la fois *permanence* et changement, par des variations très lentes de rythme, de tempo, de hauteur, du concret à l'abstrait, qui touchent à l'analyse spectrale du son.

Elle est aussi au centre de l'œuvre, dans cette immense « *invention* » sans paroles (vingt-deux minutes) sur le son d'une goutte qui tombe dans un baquet, avec ses clapotements, ses bulles, ses bruits les plus divers, où l'on retrouve le prodigieux musicien « naturaliste » des *Variations pour une porte et un soupir,* amorçant, quand l'auditeur risque de craquer, *une dérive progressive vers des sons* déréalisés, un contre-chant de « gouttes » graves, puis un fond indistinct de sonorités quasi orchestrales.

En « intermèdes » entre ces séquences, d'autres images sonores qui accompagnent le discours poétique sans chercher à l'illustrer : un très bel arrière-plan instrumental aux couleurs diaprées, avec des sonnailleries lointaines, qui deviendra une sorte d'usine de titans d'une musicalité métallique étincelante, à la fin de la première partie ; et une brève conversation d'oiseaux exotiques, accompagnée de gammes aériennes, peu avant la conclusion.

JACQUES LONCHAMPT.

★ France-Musique diffusera intégralement la *Hugo-Symphonie* le 24 décembre (de 1 heure à 7 heures). *Par ailleurs, France-Culture présentera la Terre* le 22 décembre (de 1 heure à *2 h 30)* et une émission sur « Pierre Henry et les éléments », le même jour à 22 h 30.

(1) Cf. *le Monde* des 27 septembre, *6 octobre, 2 et 23 novembre.*

LES MARDIS CURIEUX DE FRANCE-MUSIQUE

Explorations en répertoire inconnu

Retransmis en direct, présentés dans la bonne humeur par Philippe Caloni, les « Mardis de France-Musique » qui proposent deux fois par mois, de 18 h 30 à 23 h 30, trois concerts gratuits de musique de *chambre, connaissent un succès* croissant auprès des connaisseurs et des curieux. Ces derniers sont comblés par la série « Des fondateurs aux novateurs », confiée au Trio à cordes de Paris... Plus (c'est-à-dire augmenté du violoniste Eduard Popa).

Le propos est en effet d'explorer le répertoire méconnu du dix-huitième siècle à nos jours, qu'il s'agisse de Pierre Vachon (1731-1803), pionnier de l'écriture pour quatuor à cordes en France, d'Alexandre Boëly (1785-1858), dont on célèbre le bicentenaire de la *naissance, ou de Ferdinand Hiller* (1811-1885), ami de Berlioz, de Mendelssohn et de Chopin. Le choix d'une formation qui s'est illustrée, sinon spécialisée, dans la création contemporaine est d'autant plus pertinent qu'il s'agit aussi de créations : *en six concerts,* une quinzaine de d'œuvres doivent revenir à la vie sous peine de mourir une *nouvelle* fois.

Si d'aventure on retrouvait un quatuor oublié de Mozart, la tâche des interprètes serait grandement facilitée par l'existence d'un style Mozart, notion assez vague puisqu'on peut jouer un auteur de cent façons, mais qui fournit une ligne directrice aux exécutants et au *public avec la liberté de se situer en*deçà ou au-delà, de « beethoveniser » Mozart ou de « wagneriser » Beethoven... Mais que faire, par exemple, avec le *Quatuor en si mineur* de Hiller donné mardi soir, composé vers 1835, où l'on ne sent *plus l'influence des classiques, ni* même de Beethoven, où l'on pressent Schumann et Dvorak sans évoquer pour autant Mendelssohn ?

Depuis quelques années pourtant, à travers l'exploration de la musique de chambre de Spohr ou d'Onslow, sensiblement contemporaine de celle-là, une évidence se fait jour : nous ignorons presque tout de l'ambiance et du style musical de ce dix-neuvième siècle que nous croyons trop connaître, car les compositeurs qui incarnent à nos yeux le romantisme ne représentent qu'eux-mêmes et très incomplètement leur époque ; ce sont de géniales exceptions, et c'est sans doute à cela qu'ils doivent leur survie, mais il serait *trop commode de croire qu'ils* étaient les seuls à avoir des idées personnelles, à échapper à l'académisme.

En l'occurrence, le problème posé *n'était pas tant* l'exécution, parfois fort périlleuse, des notes, que la découverte du climat, du style : quel degré de modération exige le *tempo moderato* du premier mouvement, et de fantaisie le *capricioso* qui suit ? Ni l'auteur ni aucun témoignage *ne* sont là pour accélérer un enseignement que les interprètes ne peuvent retirer que de l'expérience répétée. S'agissant d'une première audition, que l'œuvre ait été écrite en 1830 ou en 1985, les musiciens la découvrent seulement le soir du *concert, en même temps que le* public.

Lors du premier concert, en octobre, les mânes du Boëly et de Vachon n'avaient pas compris, semble-t-il, tout le bien que leur voulaient les membres du Trio à cordes de Paris... *Plus ; elles l'ont manifesté* par quelques petits dérapages. Le résultat ne s'est pas fait attendre ; ces musiciens, et Hiller avec eux, ont été servis cette fois avec le soin qu'exigent les difficultés de leur musique.

GÉRARD CONDÉ.

★ Les *six quatuors* opus 11 de Vachon, deux de Boëly et son premier *trio* feront prochainement l'objet d'un enregistrement par les mêmes interprètes.

ROCK

PROPAGANDA A L'ELDORADO

Le son teuton

Lorsqu'on a découvert Propaganda avant l'été avec son premier album (« A Secret Whish »), le choc fut avant tout sonore. C'était, identifiable entre toutes, la marque *de Trevor Horn, leur* producteur. Alors eux, qui sont-ils ? Quatre Allemands originaires de Düsseldorf, un groupe masculin-féminin (deux et deux) qui chante en anglais. Le ton est pop, la texture électronique, le tempo dansant, les mélodies piquantes ; les paroles ont de la tenue et l'image est bien portée, *mais on a presque envie de dire que* ça n'a pas d'importance, tant Propaganda affirme la tendance de plus en plus marquée au vedettariat des producteurs.

De même que le metteur en scène de cinéma s'est affirmé peu à peu au *public, le producteur de disque est* un personnage qui sort de l'ombre et dont on comprend mieux la fonction derrière sa console d'enregistrement : entre la direction artistique et la direction technique, c'est lui qui organise, précise la mise en forme des compositions, lui qui donne la couleur. Ce faisant, on reconnaît plus généralement son style. Chez Trevor Horn, ancien musicien des Buggles et fondateur du label ZTT, c'est l'évidence : de Frankie Goes to Hollywood à Propaganda en passant par le dernier album de Grace Jones, c'est la même manie des espaces, l'obsession des déclinaisons instrumentales sur tempos hypnotiques et tenaces avec thèmes répétitifs, bruitages néo-industriels, arrangements volumineux de cuivres et de cordes et le volume sur le rouge d'un véritable mur du son. Une riche matière mélodique, un grain teuton dans l'énergie, des synthétiseurs gironds et des voix féminines pleines de cachet, Trevor Horn a trouvé en Propaganda une réponse à sa mesure. Sur scène, le groupe est augmenté de trois musiciens. Il faut bien ça pour atteindre la puissance du disque.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 16 décembre à 20 heures à l'Eldorado. Discographie chez Phonogram.

DANSE

Angers met la danse dans le train

Le Centre national de danse contemporaine d'Angers est une école pilote. C'est aussi un lieu d'accueil, une résidence pour les chorégraphes qui peuvent travailler dans le calme. En 1984, le CNDC a *été entièrement restructuré suivant* les propositions de Michel Reilhac, « un jeune tigre », murmurent certains, qui en assure désormais la direction artistique.

Brun, sportif, cheveux gominés et sourire ravageur, il a décidé d'appli*quer à la danse des méthodes de ges*tion et de lancement acquises à l'ESSEC et rodées aux Etats-Unis auprès de compagnies américaines.

Michel Reilhac se défend de raisonner en termes de produits de consommation. Il préfère parler du *bonheur de concevoir, défendre* et vivre un projet. Dès son arrivée, il invite des « locomotives » en résidence à Angers : Merce Cunningham, Régine Chopinot. Et pourquoi pas des Chinois un jour prochain ? Il organise à l'intention *des stagiaires un enseignement* diversifié où fusionnent les différentes techniques modernes.

Filages répétitions publiques, cours de danse ouverts aux Angevins, quartiers d'été pour jeunes chorégraphes, animation dans la ville et la région... Toute l'année, il se passe quelque chose au CNDC et son *directeur entend qu'on le sache.* A chaque création, il affrète un wagon spécial qui amène de Paris journalistes et professionnels du spectacle. Pour la présentation de *Rossignol*, de Régine Chopinot, il avait même envisagé un transport en hélicoptère et pour la première du ballet nautique de Daniel Larrieu, en mars prochain, il projette un hommage à Esther Williams et une arrivée en bateau.

Publicité rentable. D'ores et déjà, tous les ballets créés à Angers ont été achetés par les programmateurs avant même d'être créés. Derrière ce battage destiné à combler la dis*tance entre Paris et la province, il y* a le désir d'organiser peu à peu une petite société où élèves, professeurs chorégraphes, musiciens cohabitent en harmonie. A ce point de son exposé, le diplômé de l'ESSEC devient lyrique : « *Je vois notre centre comme la chambre magique où se cristallisent des inspirations complexes, où sont catalysés les ingrédients de la création artistique.* »

Une fois encore, le train de la danse a amené son contingent de Parisiens à Angers où le chorégraphe américain Lar Lubovitch présentait au Théâtre municipal un bal*let élaboré au cours d'un séjour d'un* mois. Avec « *Six twenty two* » composé sur le « Concerto en la pour clarinette » de Mozart, il renouvelle sa gestuelle et propose une visualisation de la musique à base de cercles et de lignes. Les pas sont énergiques et *gais. La danse — chaloupée —* évoque le sport et les jeux. On remarque une séquence interprétée par deux garçons avec, retenue et sensibilité. Gros succès auprès du public.

MARCELLE MICHEL.

(1) Prochains spectacles : Angoulême le 19 ; Marseille le 20 décembre.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE REVOIR : Montreuil, Studio Théâtre (48-58-65-33), 20 h 30.

Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : l'Heure espagnole, de M. Ravel ; Gianni Schicchi, de G. Puccini.

☞ TEP (43-64-80-80) Variété : 20 h 30 : Angélique Ionatos.

BEAUBOURG (42-77-12-33), 19 h : Pour Paul Arma ; Cinéma-Vidéo (17 h 30) : Alexandre Soljenitsyne, de J. Cazenave ; 16 h, Greenham Common, de J.-L. Le Tacon ; Camiso : punks pacifistes en Italie, de J.-L. Le Tacon : 19 h, la Sagesse de la terre, de A. Sibra ; Vidéo-disques Opéra : 16 h, 19 h : La Chauve-Souris/J. Strauss ; Le Messie/Haendel ; le cinéma indien à travers ses stars : Se reporter à la rubrique « Festivals de cinéma ».

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Concert : 18 h 30 : J. Rhodes/V. Chevallier/Ph. Tambourini (Haendel, Mozart, Bellini...) ; 20 h 30 : O. Stapp ; T. Noble (Puccini, airs d'Opéra).

Les autres salles

☞ A DÉJAZET (48-87-97-34), 21 h : la Repasseuse.

☞ ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53), 20 h 30 : l'Amour en visite.

☞ CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22), 20 h 30 : le Monologue d'Adramelech.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : le Confort intellectuel ; 22 h : Jeanne d'Arc et ses copines.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes.

☞ ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : M. Jolivet.

☞ ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : Il était une fois... un cheval magique.

HUCHETTE (43-26-33-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ JARDIN D'HIVER (42-55-74-40), 21 h : Surtout quand la nuit tombe.

☞ LUCERNAIRE (45-44-57-34) : I. 20 h : les Marraines de Dieu. — II. 18 h : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Shame ; Petite Salle, 21 h 30 : Piano Solo.

☞ MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : l'Ecole des femmes.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), Rencontres : 20 h 30 : la Montansier.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20) 20 h 30 : Noces de sang.

☞ TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II. 20 h 30 : Huis clos.

☞ THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ? ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU FORUM DES HALLES (42-97-53-47), 21 h : Eider Stellaire.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : le Cid.

☞ THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 21 h : Lysistrata.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : le Bel Indifférent — le Menteur ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (45-49-27-78), 20 h : l'Esprit qui mord ; 22 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

CLUB G. D'ESTRÉES (42-78-09-78), 22 h : D. Lance.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h : Cornbread.

LE CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : S. Guérault.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h : R. Urtreger.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : G. Leroux.

MUTUALITÉ (43-29-12-99), 20 h : M. Makeba/Djurdjura.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : Big Band Blues.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 heures : X. Cobo, B. Badault, Y. Torchinsky, Y. Teslar, Tiboum.

LA PINTE (43-26-26-15), J.-Ph. Bordier.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, A. Allemandi (dir.) (Fauré, Debussy, Bizet).

Gaveau, 20 h 30 : D. de Williencourt, M. Bensoussan (Fauré, Debussy, Kodaly, Dutilleux, Brahms).

Eglise St-Etienne du Mont, 21 h : Ensemble vocal Herr, Ensemble instrumental Les Musiciens du Louvre (Purcell).

Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 21 h : Quatuor de Jean (Mozart, Haydn, Rossini, Roussel).

Mairie du VIIIe, 20 h 30 : G. Barrial (Lulli, Rameau, Gounod, Mozart).

Athénée, 20 h 30 : H. Hagegard, G. Parsons.

Comédie des Champs-Elysées, 19 h 30 : Mazel Tov ! avec A. Flammer, D. Simpson, D. Abramovitz... (Bloch, Offenbach, Schoenberg, Zemilnski, Bruch, Copland).

Salle Rossini, 20 h 30 : Ensemble des Solistes de l'Orchestre d'Ile-de-France (Stravinski).

Théâtre de l'Epicerie-Beaubourg, 21 h : The Tempest, opéra de Purcell.

Théâtre 13, 20 h 45 : Récital de M. Gonet (Les mains de Mozart, enfant, dans le film de M. Bluwal) (Bach, Schubert, Beethoven...)

Théâtre de Paris, 20 h 30 : Ph. Bride ; D. Gelenbe (Brahms, les trois sonates pour violon et piano).

Festival d'automne

(42-96-12-27)

Café de la danse, 20 h 30 : le Monologue d'Adramelech.

En région parisienne

ASNIÈRES, Grand Théâtre (47-33-69-36), 20 h 45 : Solistes du Bolchoï et du Kirov.

SARTROUVILLE, théâtre (43-63-20-96), 20 h 30 : A. Ionatos.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, rétrospective du Festival des 3 continents : Soixante-dix fois sept, de L. Torre Nilsson (v.o.s.-t.f.) ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Touche pas à mon copain, de B. Bouthier.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORITURI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

AMADEUS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; George-V, 8e (45-62-41-46). Tep (h. sp), 20e (43-64-80-80).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGV Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (54-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA CAGE AUX FOLLES No 3 (Fr.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (35-22-46-01).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COCOON (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-97).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Gaumont Opéra (Ex Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CUORE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 16 décembre

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ELSA, ELSA (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

EXTERMINATOR II (A., v.f.) (**) : Gaîté Boulevard, 2e (42-33-67-06).

FLETCH AUX TROUSSES (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). — V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Paramount Opéra, 9e (47-70-72-86).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES GOONIES (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83). — V. f. : Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.o., v.o. : Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). — V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-52-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

HAREM (Fr., v. angl.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

HOLD UP (Fr.) : Ambassade, 8e (34-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

L'HOMME AUX YEUX D'ARGENT (Fr.) : Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise 11e (47-00-89-16).

LUNE DE MIEL (Fr.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; St-Michel, 5e (43-26-78-17) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (45-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94). — V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

MÉMOIRES DE PRISON (Brésilien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Republic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (45-35-30-40)

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : St-André des Arts, 6e (43-26-80-25) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08). — V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA PARENTÈLE, (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

PASSAGE SECRET (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

PORTÉS DISPARUS No 2 (A., v.f.) (*) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Bergère, 9e (47-70-77-58) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

PROFS (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LE QUATRIÈME POUVOIR (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

RAMBO II (A., v.o.) : Paramount City, 8e (45-62-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

RAN (Jap., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04). — V.f. : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UCG Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Gaumont Opéra (ex Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). — V.f. : Gaumont Opéra (ex Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

RIO ZONE NORD (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

ROUGE BAISER (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UG Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

SCOUT TOUJOURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra (ex Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LE TEMPS DÉTRUIT (Fr.) : Reflet Logos, 15e (43-54-42-34).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

VERTIGES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Monte-Carlo, 8e (42-25-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

WITNESS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR, film français de Paul et Gaetan Brizzi : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BATON ROUGE, film français de Rachid Bouchareb : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Gobelins, 13e (47-07-12-28) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'EFFRONTÉE, film français de Claude Miller : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-70-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MOI VOULOIR TOI, film français de Patrick Dewolf : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PARTIE DE CHASSE, film britannique d'Alan Bridges (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

SILVERADO, film américain de Lawrence Kasdan (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Murat, 16e (46-51-99-75). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

THE WAY IT IS, film américain d'Eric Mitchell (v.o.) : les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

TONNERRES LOINTAINS, film indien de Satyajit Ray (v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

Les grandes reprises

L'AIGLE A DEUX TETES (F.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA BELLE ET LA BETE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) Utopia, 5e (43-26-84-65).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

COMME UN TORRENT (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

DE L'OR EN BARRE (Angl., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DETECTIVE STORY (A.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ETAT DES CHOSES (A., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

INDISCRET (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

JOHNNY GUITARE (A., v.o.) : Logos, 5e (43-54-42-34) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Action Lafayette, 9e (48-74-97-27) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-33-99-41).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

MADAME PORTE LA CULOTTE (A.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LES OISEAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA PEAU DOUCE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à fims, 17e (46-22-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

STORMY WEATHER (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LE SYNDROME CHINOIS (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

STALKER (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

TAXI DRIVER (A.) (**) : Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21). V.f. Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE THING (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

THE ROSE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA TOUR DE LONDRES (Ang., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (46-33-63-20).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

UNDERFIRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

COMMUNICATION

Le lancement du satellite de télévision directe de plus en plus compromis

Le satellite de télévision directe TDF-1 a-t-il encore un avenir ? C'est la question que se posent aujourd'hui industriels et programmateurs, malgré les effets d'annonce du président de la République et du gouvernement sur la septième chaîne de télévision. La fin de la mission confiée à M. Jacques Pomonti, l'inexistence de la société d'exploitation, les retards techniques, les hypothèses qui pèsent sur la rentabilité économique et les programmes diffusés par le satellite laissent peu de chances de survie au projet.

Qui s'occupe du satellite de télévision directe ? Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, le premier ministre ou M. François Mitterrand lui-même ? Avec qui négocier la candidature de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) sur les canaux restant à attribuer pour qu'elle soit, cette fois, sérieusement prise en considération ? Telles sont quelques-unes des questions que M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, a posées par écrit le 2 décembre à M. Jacques Pomonti, chargé par le premier ministre, il y a tout juste un an, de la mise en œuvre du projet.

Dans sa réponse, datée du 13 décembre, M. Jacques Pomonti révèle que sa mission a pris fin et que c'est le gouvernement qui est maintenant directement responsable de la mise en œuvre du dossier. Qu'est devenue la société d'exploitation, en voie de constitution, qui devait assurer l'équilibre économique de l'opération ? Mystère ! A l'évidence, MM. Seydoux et Berlusconi, M. Robert Maxwell, comme la chaîne culturelle, ont négocié leur utilisation du satellite sans intermédiaire et au meilleur prix : entre 55 et 60 millions de francs par an pour disposer d'un canal au lieu des 130 millions de francs prévus initialement.

On voit mal comment des investisseurs privés pourraient s'intéresser à la société d'exploitation dans de telles conditions de rabais, incapables d'amortir les investissements. On ne voit pas non plus qui remboursera les emprunts contractés par Télédiffusion de France (TDF) pour réaliser le satellite TDF 1 et qui paiera les 645 millions de francs pour TDF 2. A moins d'en déduire que l'argent public va se substituer à la société d'exploitation et que le contribuable sera appelé à financer les télévisions européennes publiques et privées...

Encore faut-il que le satellite de télévision directe trouve son marché. Sur ce point les industriels spécialisés dans les équipements de réception demeurent sceptiques, et les chaînes de fabrication de Thomson et Philips sont toujours au point mort. Nul ne sait en effet si les programmes diffusés par TDF 1 seront suffisamment attractifs pour que les foyers consacrent 5000 F ou 7000 F à l'achat d'une parabole de réception. La « 5 », qui doit occuper un des canaux, couvrira, dit-on, la quasi-totalité du territoire français en diffusion hertzienne classique. La chaîne de M. Maxwell intéressera surtout les Britanniques, et la télévision culturelle « haut de gamme » risque d'avoir un marché réduit.

Reste l'hypothèse d'une candidature de la CLT, mais les négociations avec l'Etat français n'ont pas avancé. Le conseil d'administration de la compagnie, qui doit se réunir ce lundi 16 décembre à Luxembourg, prendra-t-il le risque de lancer une chaîne francophone ou préférera-t-il se rabattre sur un projet en langue allemande avec son partenaire Bertelsmann ? La CLT choisira-t-elle TDF 1, le satellite GDL luxembourgeois ou encore TV Sat, l'homologue allemand de TDF 1, qui devrait être lancé en juillet 1986, avant le satellite français ?

En effet, le dernier élément — et non le moindre — de cet imbroglio concerne les retards techniques de TDF I. Thomson a de graves problèmes pour mettre au point les tubes d'émission à forte puissance du satellite. Si une solution ne se dégage pas rapidement, la France sera obligé de recourir aux tubes fabriqués par le groupe allemand AEG Telefunken. De plus, les composants électroniques nécessaires pour décoder la nouvelle norme D 2 MAC doivent être livrés par ITT, qui semble avoir pris quelque retard.

Le lancement du satellite français par Ariane, prévu initialement pour juillet 1986, a été une première fois reporté en novembre de la même année. On parle maintenant du début 1987, voire même d'avril ou mai. TDF 1 serait alors directement concurrencé par le satellite luxembourgeois GDL, dont le prix de location est sensiblement inférieur. Le gouvernement français ne semble pas pressé de trancher ou, à tout le moins, de clarifier les enjeux et les données de l'opération. De là à penser qu'il espère se débarrasser du dossier aux dépens d'une nouvelle majorité issue des élections de mars 1986.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une double crise au « Courrier picard »

La rédaction du quotidien *le Courrier picard* se réunit ce lundi 16 décembre afin de constituer une société des rédacteurs qui jouerait « *un rôle d'autorité morale* », aux côtés du syndic nommé par le tribunal de commerce d'Amiens après le dépôt de bilan du journal le 12 décembre (*le Monde* daté 14 et 15-16 décembre) et éviterait que des désabonnements interviennent dans un lectorat « *troublé par la publicité faite autour de ce dépôt de bilan* ». En outre, la Fondation pour la liberté de la presse a appelé les 783 maires de la Somme à venir en aide au *Courrier picard* en indiquant qu'« *une contribution de 20 francs par habitant* » protégerait le quotidien « *contre les agissements de ceux qui érigent la propriété privée des médias en politique de désinformation* ».

Est-ce la fin ou le début du tunnel ? Le dépôt de bilan voté à l'unanimité le 11 décembre par le conseil d'administration du *Courrier picard*, et effectif le 12, débouche sur l'inconnu. Depuis avril 1985, le quotidien d'Amiens subit une crise financière et une crise de confiance.

La révélation, à cette date, d'un déficit de 2,7 millions de francs dû à l'exercice 1984 n'était qu'un signe avant-coureur. A la fin du mois de novembre 1985, le trou s'est en effet agrandi et se situe à hauteur de 6 millions de francs, sans compter 7,5 millions de francs de dettes à court terme.

Il est dû à des raisons multiples. Le lancement en 1984 de deux magazines dans l'Oise, *la Semaine de Méru* et *la Semaine de l'Oise*, se révèle une mauvaise affaire. Les ventes ne décollent pas, la masse salariale s'alourdit. « *Nous avons fait des erreurs d'analyse* », reconnaît d'ailleurs M. Ivan Joly, président-directeur général, dans son bureau où fasèyent de nombreux drapeaux de clubs de football.

En outre, malgré une nouvelle formule lancée en novembre 1984, les quatre éditions de la Somme du *Courrier picard* et son édition de l'Oise, *le Courrier de l'Oise*, enregistrent en 1985 une baisse de leur diffusion (– 1,8 % au premier semestre par rapport aux 75 959 exemplaires vendus en 1984).

Mais la crise financière n'est pas l'essentiel. Seul quotidien français, avec *l'Yonne républicaine*, à avoir un statut coopératif, *le Courrier picard* est en proie à une crise de confiance. En 1977 déjà, le quotidien avait traversé une période difficile (*le Monde* du 22 avril et du 14 juin 1977). Les corporatismes s'étaient alors réveillés. La nomination en 1978 de M. Bernard Roux au poste de directeur général remet le journal sur les rails. Cet énarque féru de communication lance des expériences de diversification : télématique, collaboration avec des radios locales privées, édition.

Mais à la révélation des difficultés, des heurts ont lieu. « *Quant il n'est plus possible de se partager un gâteau qui permettait dans les années 70 de verser jusqu'à dix-huit mois de salaire, tout le monde se rejette la responsabilité des erreurs* », remarque un journaliste. Le conseil d'administration — dont la majorité des onze sièges est détenue par le Livre CGT — s'oppose rapidement à M. Bernard Roux.

Jalousies

Le conflit se cristallise autour du plan de redressement que présente le directeur général le 4 septembre. La pression des banques, qui souhaitent que la situation du *Courrier picard* s'assainisse rapidement, devient en effet très forte. D'abord discuté puis finalement accepté, ce plan n'empêche pas M. Bernard Roux de démissionner. « *Je suis en désaccord éthique et technique avec les contradictions et le niveau de vision de la majorité du conseil d'administration* », explique-t-il. La demande faite aux salariés du journal d'abandonner notamment un demi-treizième mois et de renoncer aux augmentations de leur salaire — aligné sur la grille de la presse parisienne — jusqu'à fin 1985 fait en effet grincer des dents. « *Certains sociétaires*, note un journaliste, *préféreraient que l'on procède à des licenciements. Mais personne ne l'ose, même si tout le monde estime qu'il y a entre vingt-cinq et trente personnes de trop à la technique.* »

La guerre était ouverte depuis des mois. Et la dilution du pouvoir patente : conseil d'administration, directeur général, mais aussi comité d'entreprise prenaient chacun des décisions que les autres annulaient ensuite. Journalistes et ouvriers du livre se jalousaient. « *L'esprit coopératif est tombé en quenouille : ce journal pèche tous les jours contre lui* », déclare M. Bernard Roux. Le dépôt de bilan soulage sans doute certains des deux cent soixante-deux sociétaires, mais en inquiète d'autres. Une assemblée générale a décidé, le 2 novembre, d'ouvrir le capital à hauteur de 40 %, mais seulement à des candidats du secteur de l'économie sociale : Mutuelles, Garantie mutuelle des fonctionnaires, Crédit agricole, Union de l'économie sociale... Les premiers contacts n'ont pas abouti.

En revanche, M. André Audinot, député de la Somme, vice-président du conseil régional et bras droit de M. Robert Hersant, candidat dans l'Oise toute proche, se déclare intéressé. « *En tant que Picard, homme de presse et homme politique local* », précise-t-il. Après *l'Union de Reims*, où M. Philippe Hersant demeure repreneur potentiel, *le Courrier picard* tombera-t-il dans l'escarcelle de la famille Hersant ? Certains le craignent.

YVES-MARIE LABÉ.

M. Chirac se déclare déterminé à « casser la concession » de la cinquième chaîne

M. Jacques Chirac, président du RPR, a violemment attaqué, samedi 14 décembre, devant des jeunes réunis à la Défense, l'accord sur la cinquième chaîne de télévison conclu entre le gouvernement et MM. Seydoux, Riboud et Berlusconi. « *On brade l'industrie française à des colporteurs (...) pour des raisons partisanes. C'est scandaleux* », a déclaré le maire de Paris. Le RPR, a-t-il affirmé, « *fera tout pour casser cette concession. Et nous y arriverons* ».

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a cependant affirmé, samedi 14 décembre, que la décision du Conseil constitutionnel concernant l'« amendement tour Eiffel » (*le Monde* daté 15-16 décembre) ne provoquerait « *pas de retard* » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « *pas d'obstruction* » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourousi, le président de la République a de son côté manifesté sa « *volonté de sauvegarder le service public* » qui est « *peut-être le meilleur du monde* ». Puisque seules les chaînes commerciales seront autorisées à couper leurs émissions par des spots publicitaires, ce sera « *une chance pour le service public* », les téléspectateurs agacés ayant la possibilité de choisir.

La Fininvest, la société de M. Silvio Berlusconi, n'a fait aucun commentaire après la décision du Conseil constitutionnel. Le groupe avait rappelé toutefois, après le souhait exprimé par le ministre de la culture d'une renégociation des clauses du cahier des charges de la « 5 », qu'il « *avait conclu un contrat avec un Etat de droit et s'attendait que cet Etat respecte ses engagements* ».

Malaise

La décision prise par M. Mitterrand de créer une chaîne de télévision privée, confiée à MM. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, continue de faire des vagues dans plusieurs cabinets ministériels. La « rupture de politique » (*le Monde* du 19 novembre), les avantages exorbitants accordés à la « 5 », les risques qui pèsent sur la création audiovisuelle, ont désarçonné plus d'un responsable et... plus d'un ministre.

Les nécessités de la campagne électorale obligent les socialistes à faire dans ce domaine contre mauvaise fortune bon cœur. Il n'empêche. Dans les milieux artistiques et socioculturels, on fait volontiers passer la tactique politique après les idéaux et les ambitions. Les violentes réactions des milieux du cinéma traduisent le désarroi, à la base, d'une foule d'acteurs locaux de la vie culturelle.

Que dire du sommet ? M. Jack Lang, une fois passé le choc (il n'a pas été associé à la négociation du contrat ; pire, on lui a fait croire que les obligations de la « 5 » seraient proches de celles du service public, d'où ses déclarations optimistes à la sortie du conseil des ministres du 20 novembre), a manifesté son trouble. Son cabinet, les fonctionnaires du ministère de la culture, ne s'en sont pas remis. Quoi ! Quatre ans de travail acharné, en parfaite symbiose avec les acteurs culturels, ruinés en un jour par une décision quasi-monarchique ? C'est peu de dire qu'il y a, rue de Valois, du désenchantement.

Au secrétariat d'État chargé des techniques de la communication, c'est le même malaise. Un tel désaveu de la cohérence recherchée rue Saint-Dominique et des multiples déclarations d'intention de M. Georges Fillioud ne pouvait être accepté de gaieté de cœur. Si le secrétaire d'État, en bon fantassin du président, a fait immédiatement siens les choix élyséens, certains, dans son entourage, ont tiré les conséquences du changement de cap : une autre politique doit être mise en œuvre avec d'autres hommes. C'est le cas de M. Hubert Lafond, conseiller technique chargé du dossier « télévisions privées », qui s'est « recasé » au service de prospective de Télédiffusion de France depuis le 2 décembre. C'est surtout celui de M. Patrick Imhaus, directeur du cabinet de M. Fillioud — il avait négocié avec les Luxembourgeois, — qui a donné sa démission et doit quitter le secrétariat d'État dans les jours qui viennent.

YVES AGNÈS.

● *La « mauvaise santé » d'Antenne 2.* — Dans une interview à l'hebdomadaire *le Point*, le nouveau PDG d'Antenne 2, M. Jean Drucker, établit un diagnostic pessimiste sur l'état de santé de sa chaîne. « *Tous les indicateurs sont à la baisse (...) : Antenne 2 est mal en point, voire malade (...). C'est Marcel Jullian qui, en 1975, à la suite de l'éclatement de l'ORTF, a donné un coup de pied dans la fourmilière et transformé l'ex-deuxième chaîne en A2 (...). L'expérience a tellement réussi que la chaîne a vécu pendant dix ans sur ce capital. Mes prédécesseurs l'ont certes gérée avec sagesse, mais aujourd'hui Antenne 2 a fini d'en toucher les dividendes.* » Evoquant de nombreux changements de la grille de programmes, M. Jean Drucker annonce aussi le retour, fin janvier, de son frère Michel, dans une émission de variétés le samedi soir et celui de Christine Ockrent dans un grand magazine mensuel d'informations, en septembre 1986.

● *Inauguration du réseau câblé de Cergy-Pontoise.* — M. Bernard Schreiner, président de la mission « TV-câble », inaugurera, mercredi 18 décembre à 15 h 30, à Cergy-Pontoise, le réseau de télévision par câble (onze chaînes) dont deux chaînes locales (*le Monde* du 25 octobre). M. François Mitterrand a laissé entendre sur TF 1, dimanche 15 décembre, qu'il pourrait assister personnellement au coup d'envoi de Cergy-Télé.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Citizen Kane.
Film américain d'O. Welles (1940), avec O. Welles, J. Cotten, D. Comingnore (v.o. sous-titrée. N. Rediff.).
Un journaliste cherche à trouver le sens de « rosebud », le dernier mot prononcé par un vieillard très riche et très puissant, qui vient de mourir. Le premier film, génial, de Welles. Une enquête sur l'identité, la personnalité secrète d'un homme public, un style cinématographique créant une « écriture » moderne. Une interprétation prodigieuse.

22 h 40 Etoiles et toiles.
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
De Welles à Comencini : comment Orson Welles mettait en scène un plan, la leçon de cinéma du maître ; le cinéma fait par les enfants (une expérience dans la Drôme) ; portrait de Comencini. Le magazine d'un passionné du grand écran.

23 h 40 Journal.
23 h 55 C'est à lire.
0 h 10 RFE.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Série : Les derniers jours de Pompéi.
D'après E. Bulwer-Lytton, réal. P. Hunt.
Troisième et dernier épisode. Le prêtre Arbacès a pris soin de mettre en scène l'assassinat d'Antonius (dont il est responsable) de façon à faire accuser Glaucus. Le jeune Grec a été jeté au cachot en attendant le procès. Intrigues, rivalités, amours, haines dans la petite cité pompéienne, au premier siècle après Jésus-Christ. Un péplum vulgaire.

22 h 20 Série documentaire : le cerveau.
De M. Tosello, R. Thomas, J. Lallier.
Dernière partie : le Moi éclaté, ou comment on soigne les maladies du cerveau. L'histoire, l'évolution de la psychiatrie. Avec les docteurs Bigelow, Kirch, H. Laborit, H. Loo, Scheibel, Weinberger et le professeur P. Deniker.

23 h 10 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : la Vieille Fille.
Film de J.-P. Blanc (1971), avec A. Girardot, P. Poiret, M. Keller, J.-P. Darras, M. Lonsdale, E. Scob (rediff.).
La rencontre pendant les vacances sur une plage de la Méditerranée, d'une femme célibataire, timide et complexée, et d'un quadragénaire solitaire. Un couple aux maladresses touchantes, dans un milieu peint avec un humour noir cruel.

22 h Journal.

22 h 25 Boîte aux lettres.
Emission de Jérôme Garcin : Sempé sans fard.
L'illustre dessinateur Sempé, né à Pessac (Gironde) le 17 août 1932, est interrogé par Jérôme Garcin, dans son appartement parisien. Tout en commentant des séquences d'archives et différents reportages, Sempé s'entretient de ses passions : le jazz, la littérature...

23 h 25 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Cinéma (cycle chantons français) : le Chanteur de Mexico, de R. Poitier ; 17 h 45, La mémoire aux images ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Voulez-vous un bébé Nobel ?, film de R. Pouret ; 22 h 10, Etoiles et buts ; 22 h 25, Boxe ; 23 h 25, Football américain ; 1 h 25, les Après-midi de Paméla Mann, film de H. Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « L'hypothèse du pôle Nord », de Nicolas Peskine, avec A. de Moncuit, D. Marty, C. Bihel et, au saxophone, D. Lazro.
21 h 30 Latitudes, musiques judéo-arabes.
22 h 30 La nuit sur un plateau, avec Valerio Adami.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Shylock, op. 57, Pavane, op. 50, Madrigal, op. 35*, de Fauré ; *Fantaisie pour piano et orchestre*, de Debussy ; *Concerto pour flûte et orchestre*, d'Ibert ; *Symphonie n° 1 en ut majeur*, de Bizet, par le Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, dir. A. Allemandi, chef des chœurs J. Jouineau.
23 h Les soirées de France-Musique : Serge Rachmaninov, les racines russes ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Mardi 17 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Au plaisir de Dieu.
D'après le roman de J. d'Ormesson, réal. R. Mazoyer, avec J. Dumesnil, F. Lambiotte, L. Barjon... (Rediff.)
Le duc Sosthène de Plessis-Vaudreuil, vieux patriarche d'une famille aristocratique, a quelques difficultés à suivre l'évolution du temps.

22 h 5 Série : Le plus grand musée du monde.
Le quattrocento et Léonard. Réal. J.-M. Leuwen. Récitante : Marie Dubois.
Aboutissement logique et magistral de la longue période (trecento, quattrocento) durant laquelle la peinture des temps modernes est née en Italie, telle est l'œuvre de Léonard de Vinci ! Sa mort en France — où François Ier l'avait appelé — symbolise aussi les liens qui vont unir la Renaissance française à l'italienne et à celle de l'Europe du Sud.

23 h 10 Journal.
23 h 25 C'est à lire.
23 h 40 Tify.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : les Grandes Manœuvres.
Film français de R. Clair (1955), avec G. Philipe, M. Morgan, J. Desailly, Y. Robert, S. Valère, J. Maillan, M. Noël, B. Bardot.
Comédie de mœurs teintée de gravité et d'amertume. La perfection de l'univers et du style de René Clair.

22 h 25 Magazine : Cinéma-cinémas.
D'A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Au sommaire : une rencontre avec deux producteurs israélo-américains : Menahem Golan et Yoran Globus ; un document des frères Maysles sur Orson Welles assistant à une corrida en Espagne dans les années 50 ; un entretien avec Catherine Deneuve ; les photos d'enfance de S. Bonnaire. Le magazine « glamour » du cinéma.

23 h 20 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : l'Attaque de la rivière rouge.
Film américain de R. Maté (1954), avec Van Johnson, J. Dru, R. Boone, M. Stone, J. Morrow, G. Hill.
Western inédit en France. Action et couleurs.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Emissions régionales.
Chaque station régionale compose son propre programme.

23 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 35, Conan le barbare, film de J. Milius ; 22 h 50, les Cavaliers de l'orage, film de G. Vergez ; 0 h 30, Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, film de M. Coluche ; 1 h 55, Mike Hammer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : débat (média-santé : qui va mal ; Bon ou mauvais exemple de leurs relations, le SIDA). Avec Mme Georgina Dufoix, les professeurs P. Even, G. Mathé, le docteur W. Rozenbaum et des journalistes.
21 h 30 *Dialogues : rencontres avec Lewis Furey et avec le groupe belge Mamemo.*
22 h 30 *Nuits magnétiques.*
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 17 juillet sur la scène des jardins de Cimiez à Nice) : Miles Davis, avec B. Berg, saxophone, B. Irwing, claviers, J. Scofield, guitare, D. Jones, guitare basse, V. Wilburn, batterie, et S. Thornton, percussions.
22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : rencontre avec Francis Poulenc.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 13 décembre).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 DÉCEMBRE

— *M. Alain Peyrefitte*, ancien ministre, député RPR de Seine-et-Marne, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 17 DÉCEMBRE

— *Mme Michèle Cotta*, présidente de la Haute Autorité, participe à l'émission « Parlons vrai », d'Europe 1, à 8 h 15.

sports

FOOTBALL

Le tirage au sort de la Coupe du monde

Quinze ans après sa mère qui avait déjà tiré au sort les groupes de la Coupe du monde 1970, déjà organisée au Mexique, c'est le petit Luis Javier Canedo (cinq ans) qui a procédé, dimanche 15 décembre à Mexico, au tirage du « Mundial 86 » sous les yeux de son grand-père, président du comité d'organisation et vice-président de la Fédération internationale de football. Contrairement à l'édition précédente en Espagne, la désignation des têtes de série suivant les critères sportifs du « Mundial 82 » et la pré-sélection des équipes pour le tirage n'ont pas suscité de polémiques. Le seul « aménagement » a consisté à éviter au Brésil de rencontrer un autre qualifié Sud-Américain au premier tour.

Six groupes de quatre équipes ont pu ainsi être constitués pour ce premier tour :

– Groupe A (Puebla-Mexico) : *Italie, Bulgarie, Argentine et Corée du Sud;*

– Groupe B (Mexico-Toluca) : *Mexique, Belgique, Paraguay et Irak;*

– Groupe C (Leon-Irapuato) : *France, Canada, URSS et Hongrie;*

– Groupe D (Guadalajara) : *Brésil, Espagne, Algérie et Irlande du Nord;*

– Groupe E (Queretaro-Nezahualcoyotl) : *RFA, Uruguay, Ecosse et Danemark;*

– Groupe F (Monterrey) : *Pologne, Maroc, Portugal et Angleterre.*

Compte tenu de la qualification pour les *huitièmes de finale des deux premiers de* chaque groupe ainsi que des quatre meilleurs troisièmes, la plupart des équipes favorites devraient passer le premier tout sans trop de difficultés. C'est le cas notamment de la France qui viserait la première place pour rester à Leon, où elle rencontrerait, en huitième de finale, l'équipe classée troisième des groupes A, B ou F. Le groupe le plus relevé sera incontestablement celui de la RFA, avec l'Uruguay, champion d'Amérique du Sud, le Danemark, *révélation du championnat* d'Europe, et l'Ecosse.

Le tirage au sort a donné lieu à deux manifestations de mécontentement. Des victimes du récent tremblement de terre, toujours sans abri, s'étaient réunies à l'extérieur des bâtiments pour une manifestation pacifique. De nombreuses télévisions, notamment européennes, ont d'autre part refusé de céder aux *exigences des organisateurs qui réclamaient* 40 000 francs pour un poste de commentateur *lors du tirage au sort et 4 600 dollars* pour chacune des cinquante-deux rencontres prévues.

ETATS-UNIS
MEXIQUE
Monterrey (538m)
León (1873m)
Guadalajara (1552m)
Irapuato
Queretaro (1853m)
Nezahualcoyotl
MEXICO (2240m)
Toluca (2664m)
Puebla (2162m)
PACIFIQUE
BELIZE
GUATEMALA

Les adversaires de la France

LE CANADA

Le Canada disputera sa première Coupe du monde au moment où le football est gravement menacé dans ce pays. Créée en 1968, la Ligue nord-américaine de football (NASL) a été dissoute au mois de mars dernier. Elle ne comptait plus que deux clubs – dont un seul canadien – contre vingt-quatre en 1978. L'intérêt du public et des commanditaires pour ce sport très minoritaire (250 000 licenciés) par rapport au hockey sur glace, au base-ball et au football américain n'a fait que baisser après le rejet en 1983 de la candidature canadienne pour l'organisation de la Coupe du monde 1986.

Qualifiée grâce à ses succès sur le Guatemala, Haïti, puis le Costa-Rica et le Honduras, l'équipe canadienne a bien failli ne pas aller au Mexique pour des raisons financières. Le gouvernement a dû faire une entorse à son principe de ne subventionner que les sports amateurs pour compléter le financement de la campagne mexicaine de la sélection nationale, dont le coût est estimée à 3,5 millions de francs.

La France n'a jamais rencontré cet adversaire, qui pratique un football rugueux et dont le point fort est la défense. *(Rencontre le 1er juin).*

L'URSS

L'éclipse soviétique n'aura pas duré bien longtemps. Absente du Championnat d'Europe en 1984 après avoir été éliminée dès le tour *préliminaire de la Coupe du monde* 1982 en Espagne, l'URSS fait à nouveau figure d'outsider sérieux en 1986 pour sa sixième participation à une *phase finale* de la Coupe du monde (demi-finaliste en 1966).

Deuxième de son groupe qualificatif derrière le Danemark, mais devant la Suisse, l'Irlande et la Norvège, l'équipe soviétique pratique désormais un football moins académique, plus vif et inspiré.

Bien que le bilan des rencontres entre les deux pays apparaisse assez équilibré (deux victoires françaises pour trois défaites et trois nuls), l'équipe nationale française a toujours éprouvé plus de mal que les clubs face aux Soviétiques. Pour son dernier *match contre* l'URSS, la France avait dû concéder le nul (1 à 1) au Parc des Princes, le 23 mars 1983. *(Rencontre le 5 juin.)*

LA HONGRIE

Finaliste du tournoi mondial en 1938 et 1954, la Hongrie est une habituée de ce genre de rendez-vous. Ce sera sa neuvième participation, la troisième consécutive.

Les hommes de Gyorgy Mezey ont été les premiers européens à gagner leur billet pour le Mexique après avoir largement dominé en groupe de qualification les Pays-Bas, l'Autriche et Chypre (cinq victoires pour une défaite).

Michel Platini et ses coéquipiers *ne devront pas se fier à la facile victoire* (3 à 1) obtenue lors d'un match sans enjeu du Mundial argentin de 1978, mais se souvenir plutôt des difficultés éprouvées pour battre cette équipe (1 à 0) le 6 octobre 1982 au Parc des Princes.

Premier pays de l'Est à avoir instauré un certain professionnalisme, la Hongrie n'a pas seulement modernisé les structures de son football : sa sélection nationale a été considérablement rajeunie. La nouvelle vague est cependant restée fidèle au jeu hongrois traditionnel, fait de technique et de vitesse d'exécution. Un style qui n'a guère réussi aux footballeurs français dans le passé, puisque, sur dix-neuf rencontres, ils *n'ont gagné que cinq fois, subissant* douze défaites et concédant deux nuls. *(Rencontre le 9 juin.)*

● *Deux stages de préparation* en altitude ont été programmés à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) du 22 décembre au 2 janvier, puis du 1er au 16 mai. L'équipe de France s'envolera ensuite pour le Mexique où elle résidera, du 20 au 30 mai, à Santa-Cruz-de-Tlaxcala, un bourg de trois mille habitants perché à 2 600 mètres d'altitude et situé à 40 kilomètres de Puebla et à 150 kilomètres de Mexico. Pour le *premier tour, et éventuellement* pour leur huitième de finale s'ils terminent premiers de leur groupe, les Français séjourneront près de Guanajuato, à 40 kilomètres de Leon.

L'ordre des rencontres

Premier tour

SAMEDI 31 MAI

Italie-Bulgarie à Mexico (*midi*).

1er JUIN

France-Canada à Leon (*midi*).
Brésil-Espagne à Guadalajara (*16 h*).

2 JUIN

Argentine-Corée du Sud à Mexico (*midi*).
URSS-Hongrie à Irapuato (*midi*).
Pologne-Maroc à Monterrey (*16 h*).

3 JUIN

Mexique-Belgique à Mexico (*midi*).
Algérie-Irlande du Nord à Guadalajara (*midi*).
Portugal-Angleterre à Monterrey (*16 h*).

4 JUIN

Paraguay-Irak à Toluca (*midi*).
Ecosse-Danemark à Nezahualcoyotl (*16 h*).
RFA-Uruguay à Queretaro (*midi*).

5 JUIN

Bulgarie-Corée du Sud à Mexico (*16 h*).
Italie-Argentine à Puebla (*midi*).
France-URSS à Leon (*midi*).

6 JUIN

Canada-Hongrie à Irapuato (*midi*).
Brésil-Algérie à Guadalajara (*midi*).
Maroc-Angleterre à Monterrey (*16 h*).

7 JUIN

Mexique-Paraguay à Mexico (*midi*).
Espagne-Irlande du Nord à Guadalaraja (*midi*).
Pologne-Portugal à Monterrey (*16 h*).

8 JUIN

Belgique-Irak à Toluca (*midi*).
Uruguay-Danemark à Nezahualcoyotl (*midi*).
RFA-Ecosse à Queretaro (*midi*).

9 JUIN

France-Hongrie à Leon (*midi*).
Canada-URSS à Irapuato (*midi*).

10 JUIN

Bulgarie-Argentine à Mexico (*midi*).
Italie-Corée du Sud à Puebla (*midi*).

11 JUIN

Mexique-Irak à Mexico (*midi*).
Belgique-Paraguay à Toluca (*midi*).
Espagne-Algérie à Guadalajara (*16 h*).
Maroc-Portugal à Monterrey (*16 h*).

12 JUIN

Brésil-Irlande du Nord à Guadalajara (*midi*).
Pologne-Angleterre à Monterrey (*16 h*).

13 JUIN

Uruguay-Ecosse à Nezahualcoyotl (*midi*).
RFA-Danemark à Queretaro (*midi*).

Les deux premières équipes des six groupes sont qualifiées pour les huitièmes de finale avec les quatre meilleures troisièmes.

Huitièmes de finale

15 JUIN

1. 1er groupe B-3e groupe A, C ou D à Mexico (*midi*).
2. 1er C-3e A, B ou F à Leon (*16 h*).

16 JUIN

3. 1er A-3e C, D ou E à Puebla (*16 h*).
4. 1er D-3e B, E ou F à Guadalaraja (*midi*).

17 JUIN

5. 2e A-2e C à Mexico (*midi*).
6. 1er F-2e E à Monterrey (*16 h*).

18 JUIN

7. 2e F-2e B à Mexico (*midi*).
8. 1er E-2e D à Queretaro (*16 h*).

Quarts de finale

21 JUIN

Vainqueur match 5-vainqueur match 6 à Guadalaraja (*midi*).
Vainqueur 7-vainqueur 8 à Monterrey (*16 h*).

22 JUIN

Vainqueur 3-vainqueur 4 à Puebla (*16 h*).
Vainqueur 1-vainqueur 2 à Mexico (*midi*).

Demi-finales

25 JUIN

Les vainqueurs des deux premiers quarts de finale seront opposés à Mexico (16 h). L'autre demi-finale aura lieu à Guadalaraja (midi).

Match pour la 3e place

28 JUIN

A Puebla (*midi*).

Finale

29 JUIN

A Mexico (*midi*).

TENNIS

Leconte : le nouveau maître

En battant à Sydney le Néo-Zélandais Kelly Evernden (6-7, 6-2, 6-3), modestement classé quatre-vingt-seizième joueur mondial, Henri Leconte a fait plus que gagner un billet d'entrée au Madison Square Garden de New-York. Sa performance contre un garçon qui a perdu un poumon dans un accident de voiture ne lui permet pas seulement d'accompagner Yannick Noah dans l'épreuve finale du Grand Prix, du 14 au 19 janvier prochain, qui regroupe les seize meilleurs joueurs de l'année, elle confirme aussi que le gaucher fantasque, qui était surtout capable du pire, est bien désormais capable du meilleur.

Dans le cœur de beaucoup d'amateurs, Leconte occupe à vingt-deux ans la première place nationale, alors que la commission de classement a confirmé la prééminence de Noah. Paradoxe : depuis sa victoire à Roland-Garros en 1982, ce dernier vient pourtant de réaliser sa meilleure saison en remportant trois *tournois* (Rome, Washington et Toulouse) et en se hissant à la cinquième place mondiale. Or Leconte n'est même pas dans les dix meilleurs, et il n'a gagné que deux tournois (Nice et Sydney).

Pourquoi, dans ces conditions, l'image de ce champion qui n'avait même plus de commanditaire pour ses vêtements au début de l'année s'est-elle tellement améliorée ? Parce que, après s'être marié et s'être astreint à un entraînement rigoureux aux côtés de l'ancien numéro un français Patrice Dominguez, il a brillé dans les épreuves du grand chelem en épinglant chaque fois un des meilleurs mondiaux.

A Roland-Garros, il a battu Noah pour la première fois de sa carrière avant de résister quatre sets à Wilander, futur vainqueur en quartsde finale. A Wimbledon, il a éliminé Lendl avant de succomber en quarts de finale face à Boris Becker, lui aussi futur vainqueur. A Flushing-Meadow, il a sorti au premier tour Kevin Curren, finaliste à Wimbledon, et est allé jusqu'en huitièmes de finale. A Melbourne, il a été à deux points de la victoire contre John McEnroe, lui-même, en huitièmes de finale.

Noah n'a pas fait mieux, et de loin, au seul moment où le projecteur est véritablement braqué sur le tennis. Pis, il a porté aux yeux du public la responsabilité de la relégation française en zone continentale de la Coupe Davis, alors que Leconte est passé au travers des gouttes sous l'orage yougoslave.

La première place nationale étant en jeu, la saison 1986 s'annonce donc particulièrement passionnante : Leconte continuera-t-il sur sa lancée ? Noah réagira-t-il à cette concurrence ? La confrontation de deux talents et de deux personnalités, fort différents, devrait faire monter d'un ton le niveau de leur jeu pour le plaisir de tous.

ALAIN GIRAUDO.

OM : l'effet Tapie

Alors que les Nantais, sans doute fatigués par leur qualification pour les quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, concédaient une lourde défaite contre les Toulousains (4-2), le Paris-SG, toujours invaincu (0-0), a préservé, à Marseille, sa place de leader du championnat, tout en étant nettement dominé en seconde période. Très « engagé » physiquement (33 coups francs et 5 avertissements en une mi-temps), ce match disputé devant quarante mille spectateurs a eu lieu au moment où l'éventualité de la reprise de l'OM par Bernard Tapie met les supporters du Vieux Port en effervescence.

De notre correspondant

Marseille. – Alors que pour l'instant, rien ne permet d'avoir la moindre certitude, tout Marseille ne se passionne plus que pour la nouvelle qui a éclaté cette semaine, dans la quiétude du temps de l'avent.

Bernard Tapie, *« l'homme-qui-sauve-les-entreprises-en-déconfiture »*, s'intéresserait à l'Olympique de Marseille, et accepterait de prendre en charge les destinées du club, si Michel Hidalgo voulait bien en être le directeur technique.

En dépit des déclarations prudentes des intéressés, Marseille a pris feu pour le projet, et rien ne pourrait entamer la conviction des troupes dans une ville où tout ce qui concerne le football, et particulièrement l'OM, prend des allures de psychodrame collectif.

Pour les supporters marseillais, c'est chose faite. L'essentiel est de pouvoir désormais renouer avec les rêves dorés des années 70, quand l'OM de Leclerc-Zatelli et Skoblar se mesurait à l'Ajax d'Amsterdam et de Johann Cruijff, dans un Stade-Vélodrome en éruption. Tout plutôt que la mélancolie actuelle, ce triste clapotis dans les eaux glauques du bas du tableau du classement où patauge l'équipe fétiche.

Chacun s'accroche à l'espoir de voir, comme par un coup de baguette magique, l'OM retrouver sa splendeur d'antan, et la personnalité de Bernard Tapie n'est pas faite pour calmer sa fièvre.

Le moral de cette ville dépend des résultats de son équipe. Que l'OM gagne, les commerçants retrouvent le sourire, le tirage des journaux remonte, et la cote des hommes politiques également.

A peine la nouvelle, prématurée, avait-elle filtré que le quotidien *le Provençal* lançait une opération auprès de ses lecteurs : envoyez une carte postale avec ces simples mots : *« Hidalgo à l'OM. Plus vous serez nombreux, plus elles pèseront sur sa décision. »* Depuis, c'est au rythme de mille par jour qu'elles arrivent au siège du journal.

A trois mois des élections, les politiques eux-mêmes se sont mis à l'unisson. M. Gaston Defferre, dont la municipalité subventionne largement l'équipe, n'a pas laissé passer pareille aubaine. Il se déclare *« attentif et favorable à la démarche de Bernard Tapie »*, conscient que le blason de l'OM redoré, il pourrait compter sur la reconnaissance des supporters-électeurs.

D'abord surpris et vexé (*« L'OM n'est pas à vendre. Il ne s'agit pas d'une voiture d'occasion »*), le président du club, M. Jean Carrieu, a rencontré le maire de Marseille et eu deux conversations téléphoniques avec Bernard Tapie : il semble à son tour envisager comme possible la venue de l'homme d'affaires à Marseille. Il ne fera rien pous s'y opposer, puisqu'il se déclarait, le 15 décembre, *« prêt à étudier les montages juridiques possibles »*, et qu'il doit rencontrer Bernard Tapie dans le courant de la semaine.

Ce dernier a fait dépendre sa participation de la présence, à la tête du club, de Michel Hidalgo. Fidèle à son tempérament, celui-ci a tenté de calmer les esprits en déclarant : *« Pour l'instant, je suis directeur technique national. »* Et après s'être entretenu, jeudi 12 décembre, avec Bernard Tapie, il a demandé un mois de réflexion.

Il est cependant des supporters pour affirmer comme une affaire classée que non seulement Michel Hidalgo vient à Marseille, mais qu'il arrive en compagnie de Michel Platini. Pas moins !

JEAN CONTRUCCI.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
NATIONALE I
(Onzième journée)

Le Mans b. *RCF 94-86
*Limoges b. Orthez 90-85
*Monaco b. Villeurbanne 93-81
*Caen b. Stade Français 96-95
Antibes b. *Vichy 101-76
*Challans b. Avignon 91-77

Classement. – 1. Villeurbanne, 28 pts ; 2. Monaco, 26 ; 3. Antibes, 25.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
1re division (24e journée)

*Marseille et Paris S.G. 0-0
*Toulouse b. Nantes 4-2
*Bordeaux b. Toulon 2-1
*Laval b. Lens 2-1
*Metz b. Monaco 3-2
*Auxerre b. Nancy 3-0
*Nice et Brest 2-2
*Lille b. Rennes 2-0
*Le Havre b. Strasbourg 4-10
*Bastia et Sochaux 0-0

Classement. – 1. Paris S.G., 39 pts ; 2. Bordeaux, Nantes, 33 ; 4. Lens, 28 ; 5. Auxerre, 27 ; 6. Monaco, 26 ; 7. Metz, Laval, Nice, 25 ; 10. Nancy, 24 ; 11. Toulouse, 23 ; 12. Le Havre, 22 ; 13. Rennes, 21 ; 14. Toulon, 20 ; 15. Marseille, Lille, Brest, 19 ; 18. Sochaux, 18 ; 19. Bastia, 17 ; 20. Strasbourg, 15.

Paris S.G. et Lille comptent un match en moins.

Judo

COUPE D'EUROPE DES CLUBS

En concédant un match nul à Vienne (deux victoires à deux et trois nuls) après son succès de la rencontre aller (4-1), l'US Orléans s'est adjugé, le 15 décembre, la Coupe d'Europe des clubs champions pour les adieux à la compétition de Guy Delvingt. L'an prochain, l'US Orléans participera à cette épreuve avec le RCF, nouveau champion de France.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A
(Douzième journée)

Poule 1

*Brive b. Romans 21- 6
Narbonne b. *Béziers 16- 6
*Boucau b. Mont-de-Marsan ... 25-21
Bagnères b. *Lombez-Samatan 21-19
*Stade Toulousain b. Graulhet . 10- 6

Classement. – 1. Stade Toulousain et Narbonne, 30 pts ; 3. Béziers, 29.

Poule 2

*Hyères b. Toulon 16- 9
*Biarritz et Oloron 15-15
*Castres b. Lavelanet 14- 6
*Valence b. La Voulte 16-10
*Pau b. Bayonne 16- 3

Classement. – 1. Toulon, 28 pts ; 2. Biarritz et Valence, 27.

Poule 3

*Lourdes b. Montauban 16- 9
*Dax b. Tyrosse 20- 4
*Nîmes b. Tulle 19- 9
*Aurillac b. Le Creusot 22-15
Agen b. *Hagetmau 15- 7

Classement. – 1. Agen, 36 pts ; 2. Nîmes, 28 ; 3. Lourdes, 25.

Poule 4

*Perpignan b. Bègles 19-13
*Carcassonne b. Nice 16- 3
*Montferrand b. Grenoble 19- 6
*Marmande b. Tarbes 20- 6
*Bourgoin b. RCF 9- 0

Classement. – 1. Perpignan, 31 pts ; 2. Montferrand, 28 ; 3. Tarbes, RCF et Nice, 26.

Sports équestres

CSI DE LONDRES

Pierre Durand, sur Jappeloup, *a gagné, le 15 décembre, le grand prix du CSI de Londres, comptant pour la Coupe du monde. Désormais en tête du classement provisoire – exæquo – avec l'Anglais John Whitaker, qui l'avait précédé la semaine dernière à Bordeaux, – le cavalier girondin est assuré de participer à la finale mondiale de Goeteborg, en avril prochain.*

Volley-ball

COUPES D'EUROPE
(Premier tour retour)

HOMMES

Coupe des champions. – *Grenoble bat Panathinaïkos Athènes (Grè.), 3-0 (aller 0-3) ; Grenoble qualifié aux points.

Coupe des coupes. – *TSC Berlin (RDA) bat Cannes 3-0 (aller 0-3) ; Cannes qualifié aux points.

Coupe de la fédération. – *Montpellier-UC bat Deltalloyd (P.-B), 3-1 (aller 2-3) ; *Asnières bat Kruikenburg (Bel.), 3-2 (aller 1-3).

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PARIS•MARSEILLE•LYON•TOULOUSE•BORDEAUX•TOURS•RENNES•LILLE•DIJON•NANCY•LA REUNION•PARIS•

Une direction marketing/ vente pour un pharmacien

Nous avons acquis la réputation de spécialistes dans le secteur des produits de grande consommation destinés au marché des officines et hôpitaux.
En liaison avec la Direction Générale, vos principales missions consisteront à :
• *animer nos équipes régionales,*
• participer à l'élaboration de la stratégie commerciale et marketing et d'en assurer la mise en oeuvre;
• *conforter et développer les ventes de nos gammes de produits;*
• prendre part à la réorganisation du Service Administration des Ventes.
De formation supérieure pharmaceutique, vous avez une expérience de l'encadrement d'équipes de vente.
Vos qualités personnelles vous permettront d'associer le sens de la communication et de l'animation des hommes à ce poste évolutif, basé à Paris.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 512 P
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS



CONSEILS EN MARKETING

Jonction

Son directeur administratif et financier

Organisme public industriel et commercial de recherche scientifique et technologique d'envergure nationale (environ 1 200 agents et un budget de 900 M.F.) recherche **SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** relevant de la direction générale. Il sera chargé :
• d'organiser et de coordonner l'élaboration et le suivi d'exécution du budget,
• de rénover la comptabilité analytique et de développer le contrôle de gestion,
• d'être l'interlocuteur du département informatique pour les applications de gestion,
• d'assurer la responsabilité de la liquidation des dépenses du siège social.

Pour réussir dans ce poste, le candidat devra posséder une formation initiale supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent...), plusieurs années d'expérience comme Chef de Service, une pratique des techniques actuelles de l'informatique de gestion.
Compte tenu de son niveau, les qualités principales souhaitées sont le sens des responsabilités, la capacité pour encadrer et animer des collaborateurs expérimentés, le sens de la méthode.



Adresser lettre manuscrite, C.V.+ photo s/réf. 1357 à **PIERRE LICHAU S.A.**
10, rue de Louvois - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Association Intercommunale Gestionnaire de Logements pour Jeunes
Recherche

SON DIRECTEUR

Expérienté dans la gestion, l'animation, définition de politiques et suivi de celles-ci.

Adressez C.V. et prétentions.
Ecrire sous le n° 314.469 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Cette société de services et d'ingénierie en informatique exerce depuis 1982 son activité au sein d'établissements financiers. Entreprise à taille humaine avec 50 salariés, elle conseille, conçoit et réalise la mise en place de systèmes informatiques.
Pour accroître son développement au sein des établissements bancaires, son Président recherche un

Directeur de département 350 000 F +

Rattaché au Président Directeur Général, il participe au sein du comité de direction à l'élaboration des différentes politiques en matière de développement économique et humain. Véritable patron de son unité qu'il gère comme une direction par objectifs, sa dynamique l'amène à faire croître ses effectifs de façon sensible au cours de l'exercice 1986.
Ses responsabilités sont de 3 niveaux :
– commercial, où il fructifie le portefeuille existant et génère une nouvelle clientèle,
– technique, car la société prend la responsabilité des projets qui lui sont confiés, il veille à leur bon déroulement méthodologique et technique par l'intermédiaire de ses responsables de projets,
– humain, car il gère l'affectation de ses collaborateurs, leur formation technique et relationnelle ainsi que leur rémunération.
Le candidat recherché, de formation supérieure, justifie d'une dizaine d'années d'expérience en informatique. Elle s'est déroulée au moins pour partie, au sein de SSII sur des opérations des domaines bancaire ou financier. Il a ainsi maîtrisé une méthodologie de type Merise ou Axial. La connaissance des matériels IBM et DEC est particulièrement appréciée.
La rémunération proposée associe aux 350 KF de base un intéressement aux résultats du département.

MDA.

***Michel DHEUR** examinera avec soin les dossiers (lettre manuscrite, CV et photo) que vous lui ferez parvenir sous réf. 8512.01 au Cabinet M.D. - 26, rue de Condé, 75006 Paris.*

Conseil en ressources humaines.

Directeur Qualité.

Au sein de notre Groupe alimentaire mondial, la Direction Qualité, intimement liée à la R. et D. est une fonction clé fortement structurée (4 laboratoires en France, 20 en Europe, 40 dans le Monde).

Nous recherchons aujourd'hui notre Directeur Qualité qui, à moyen terme, devrait être notre Directeur Qualité/Recherche/Développement. Il nous faut un ingénieur chimiste (Grande Ecole ou équivalent), français ou francophone, d'excellent niveau scientifique, et possédant :
- une bonne expérience du Contrôle Qualité et/ou de la R. et D. (5 ans minimum),
- un intérêt personnel pour les produits alimentaires, même si son expérience est extérieure à cette branche (Chimie, Chimie fine, Parachimie, Cosmétologie...),
- une personnalité apte à la coordination, à l'animation, et à la communication de haut niveau, notamment au plan scientifique national et international (Anglais indispensable).

Adresser un dossier complet avec photo et souhait de rémunération aux consultants de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 468 352 M, qui vous garantissent la plus totale discrétion dans l'examen de votre candidature.



Membre de Syntec

POMPES GUINARD

Avec 4 unités de production en France où sont développées les technologies de pointe, 1700 personnes, un Réseau commercial international, un CA de 1 Milliard de Francs dont plus de la moitié à l'exportation.

Notre Groupe déjà premier **Constructeur français de pompes**, vise une des premières places mondiales et recherche :

son directeur commercial et du développement

Directement rattaché au Directoire, vous serez chargé de :

- Définir avec les chefs de Départements la politique commerciale de la Société,
- Superviser l'ensemble du Réseau Commercial,
- Animer la fonction du Marketing et Développement de l'ensemble du Groupe.

De formation supérieure commerciale, votre expérience réussie de plusieurs années dans le Marketing et la Commercialisation de biens d'équipement vous permettra de prendre en main la responsabilité de notre développement.

Homme de stratégie internationale, vous êtes également un opérationnel, brillant, « bien équipé intellectuellement », capable de communiquer votre dynamisme fondamental à vos équipes.

Une maîtrise parfaite de l'anglais vous est demandée et la pratique de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Pour nous apporter votre compétence, voulez-vous adresser un dossier complet (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence C/DCP/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

POMPES GUINARD

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

DIRECTEUR,
REGION PARIS

Agé de 30-35 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou Gestion), vous avez déjà prouvé, sur le terrain, vos qualités de gestionnaire, de développeur et d'animateur d'hommes, de préférence au sein d'une société de services.

Votre objectif, aujourd'hui, devenir un patron à part entière.

C'est le challenge que nous vous proposons : prendre en charge la direction et le développement de notre activité au sein d'une division importante et en pleine expansion.

Notre Groupe, de dimension internationale, leader sur son marché, vous permettra de donner toute la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM/350/DRE à



MEDIA PA

Aide et Action

Association humanitaire d'aide à la scolarisation d'enfants dans le tiers-monde en forte croissance (30 MF, 21 000 enfants aidés en 5 ans).
Recherche son

DIRECTEUR DE PROGRAMME AU TOGO

POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT D'UN VASTE PROJET DE SCOLARISATION ET D'ÉDUCATION.

Pour ce poste en création, vous disposerez d'une très grande autonomie et vous prendrez en charge :
• La conception, la programmation, la mise en place et le suivi des actions ;
• La gestion administrative et humaine du projet ;
• Les relations avec les autorités locales.

En plus de qualités d'organisateur, de gestionnaire rigoureux et de négociateur, vous avez une personnalité de leader et d'animateur d'hommes.

Pour vivre une exceptionnelle aventure humaine, envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions à :
AIDE et ACTION,
Réf. MOI, 78/80, rue de la Réunion, 75020 PARIS.

Aide et Action

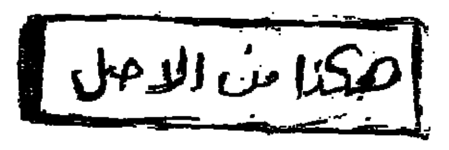
Association humanitaire d'aide à la scolarisation d'enfants dans le tiers-monde en forte croissance (30 MF, 21 000 enfants aidés en 5 ans).

Recherche pour LA FRANCE

UN JEUNE RETRAITÉ DIRECTEUR DE SON RÉSEAU

• Vous animerez et structurerez nos 45 antennes locales en province, toutes animées par des bénévoles ;
• Vous développerez ce réseau de promotion de notre association, base de notre stratégie de croissance à long terme, en créant de nouvelles antennes ;
• Vous souhaitez mettre les dernières années de votre vie active au service d'une grande cause. Votre expérience a fait de vous un bâtisseur de réseau méthodique. Vous aimez les déplacements. Vous avez le sens du contact et souhaitez devenir notre ambassadeur *auprès du grand public.*
• Rémunération appropriée.

Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions à :
AIDE et ACTION.
Réf. MOI, 78/80, rue de La Réunion, 75020 PARIS.





emplois internationaux (et departements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et departements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et departements d'Outre Mer)



Nous sommes une importante société industrielle implantée localement et nous vous proposons une opportunité motivante au sein de notre Direction Financière : le poste de **TRESORIER**.

Vous êtes un professionnel de la finance et de la comptabilité. Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion et/ou du DECS.



Vous êtes âgé d'environ 30 ans et vous avez une expérience réussie dans un poste similaire.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions, s/réf. 3896/LM, à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Cherche personne à demeure avec expérience, minimum 25 ans, non fumeuse, pour s'occuper d'une enfant et travaux ménagers à Toronto (Canada), pendant période de 2 ans. Références, tél., photo requises. Ecrire à Mme Marvin, 5 Saddletree Drive, Willowdale, Ont. M2H3L1 (Canada).

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS D'AGRO-INDUSTRIE TROPICAL recherche pour AFRIQUE NOIRE

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Niveau DECS. Expérience et connaissance : organisation de comptabilité (générale et analytique) ; rattrapage de comptabilité ; informatique : Plan OCAM ; séjour antérieur en Afrique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à CONTESSE Pub., s. nº 21.112, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris qui transmettra.

MILAN

FLOW LABORATORIES recherche un

Chef de produit international

basé à Milan, pour sa gamme de Diagnostic en Microbiologie
- Bon niveau en microbiologie (3 ème cycle)
- Anglais courant
- Italien souhaité
- Fonction nécessitant une grande mobilité et de nombreux contacts.
- Disponible rapidement.

Envoyer CV + Photo + Prétentions à Sylvie JACQUELIN FLOW LABORATORIES SA BP 50 - 92802 Puteaux Cédex

Publinal



emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important groupe industriel français - 4500 personnes, 1,5 Milliard de C.A. recherche pour une de ses Divisions située dans la **NIEVRE** (2300 personnes)

UN INGENIEUR INDUSTRIALISATION

débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

Il sera chargé de l'étude et de la mise au point du produit et des procédés de fabrication dans les meilleures conditions de productivité et de fiabilité.

Ce poste requiert :
- une formation ingénieur mécanique grandes écoles (A.M. - I.N.S.A. Mécanique ICAM et ECAM...)
- une connaissance de l'outil informatique serait appréciée.
- *des qualités d'animateur et de réalisateur.*

Possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 1730 à **Lévi-Tournay/Asscom** 31, Bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. Discrétion assurée.

PORON absorba 3 pommes MONITEUR VALISÈRE

Contrôleur de gestion international

Absorba Poron, leader européen du marché de l'habillement pour l'enfant (effectif de 2.400 personnes, chiffre d'affaires de 700 millions de francs) recherche le contrôleur de gestion de ses filiales européennes (chiffre d'affaires 270 millions de francs). *Rattaché au Directeur Général Adjoint en charge de l'administration et de la finance, ce cadre aura pour mission d'établir les budgets* et de contrôler la gestion des filiales européennes. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'une trentaine d'années, de formation économique supérieure (ESCP, ESSEC, ESC...) et justifiant d'une expérience réussie du contrôle de gestion, acquise dans une entreprise commerciale à vocation internationale. La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (italien ou allemand) serait un plus. Ce poste basé à Troyes, comporte de fréquents et courts déplacements en Europe. De réelles possibilités d'évolution existent pour des candidats de fort potentiel.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 543.85 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes un laboratoire de dimension internationale.
Nous recherchons

Chef du service immunologie parasitaire



RHONE-ALPES

à qui nous confierons des responsabilités de fabrication, de recherche *et de développement.*
Il participe à l'amélioration des produits et procédés existants, à la mise au point des produits futurs.
Il anime et coordonne une équipe d'une vingtaine de techniciens et se positionne à terme comme l'expert de la Société.

Vous êtes docteur vétérinaire, spécialisé en parasitologie et immunologie (certificats ou doctorat). Vous avez travaillé 2 à 3 ans en recherche dans ces domaines et êtes aujourd'hui intéressé par l'approche industrielle. Un projet passionnant vous attend.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous *référence 853/M, à notre conseil Joëlle KHUAT DUY, qui la traitera* en toute confidentialité.

HAY Managers 94, rue Servient 69003 LYON

MEDIA PA

LE CENTRE LÉON BÉRARD
Centre régional de lutte contre le cancer
28, rue Laennec, 69373 Lyon Cedex 08 — recherche

UN INTERNE

ou faisant fonction d'interne pour son service *de radiodiagnostic.*
Poste qualifiant. Écr. ou tél. au 78-00-28-28 poste 3702.

STÉ MATÉRIEL ÉLECTRIQUE recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

3/4 ans d'expérience.
Etudes.
Développement produits.
Région Lyonnaise.

Ecrire sous le nº 314.498 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

FÉDÉRATION ÉDUCATION POPULAIRE — cherche ANIMATEUR
Pour développement actives.
Contrat emploi formation.
Ecrire à U.F.C.M.
23, avenue du Docteur-Picaud
06400 CANNES.

---

elf aquitaine

recherche pour sa filiale **ELF ANTARGAZ**

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

DIRECTIONS REGIONALES DE NANCY ET DE BORDEAUX

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des Ingénieurs diplômés E.N.S.I., A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

INSPECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

DIRECTION REGIONALE DE LILLE

Il aura en charge la conception et la réalisation des études techniques d'installations, le suivi et le *développement* de la clientèle, la *négociation* des contrats.
Secteur principal d'activité : l'Aisne (résidence indispensable dans ce secteur).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des D.U.T. ou B.T.S. thermique ou électromécanique.
Une expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ELF ANTARGAZ *Recrutement* 4, rue Léon Jost - 75828 Paris Cedex 7.

Direction

STÉ FINANCIÈRE D'AMÉNAGEMENT

EN PLEINE EXPANSION RECHERCHE SON

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

MISSIONS :
- Montages financiers des opérations de construction ;
- Relations bancaires, avocats, notaires ;
- Gestion des ventes et du patrimoine locatif de la Société ;
- *Contrôle comptabilité.*

Ce poste correspond à un professionnel de 30 ans environ.
PROFIL SOUHAITÉ :
FORMATION H.E.C., SCES PO, ou équivalent. Connaissance indispensable de la fiscalité immobilière, 5 ans minimum d'expérience dans un poste comparable (Cabinet audit, Direction financière de société de construction...).
Personnalité capable d'assister la Direction générale.
Goût pour équipe P.M.E.
Mobilité - Sens des responsabilités.
Au salaire sera attaché un intéressement aux résultats.
ENVOYER C.V. + PHOTO A NORELL A. CONSEIL
9, AVENUE MATIGNON
75008 PARIS.

MAISON DE LA CULTURE FIRMINY recrute

DIRECTEUR

Écrire présidente M.C., route de St-Just-Malmont, 42702 FIRMINY avant le 31 décembre 1985.

SOCOPA 12 milliards de F de CA, 6 000 salariés, leader des transformateurs de viande recherche dans le cadre de son développement *pour son unité de production de CHERRE (Sarthe) un*

JEUNE ESC

Le candidat retenu pourrait évoluer après un stage de formation d'un an vers un poste d'

ANALYSTE COMMERCIAL

Envoyer CV, photo et prétentions à *Direction des Affaires Sociales* - SOCOPA CHERRE - B.P. 20 - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.

CONTESSE

Consultants

→ niveau élevé ←

Si notre Société de Conseil se développe de 25 % par an, en intervenant dans des entreprises de pointe, qui investissent et se renouvellent (*Gervais-Danone, PUK, Peugeot, Superba, Vittel...*), c'est que ces entreprises nous font confiance pour CONCEVOIR, CONDUIRE ET METTRE EN ŒUVRE DES CHANGEMENTS IMPORTANTS D'ORGANISATION.

Pour maintenir la qualité de nos prestations et satisfaire l'exigence de notre clientèle, notre équipe (13) recrute 2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU : Grandes Ecoles ou 3e Cycle, responsabilité élevée, culture étendue, personnalité reconnue, 35/50 ans environ.

Ecrivez-nous + C.V. + photo + prétentions.

Documentation de présentation sur demande.

ieci développement
Conseil en Organisation
30 rue Herder
F-67000 Strasbourg

GROUPE ieci

LA COUPE DE FRANCE DE L'ENTREPRISE

vient d'être attribuée par l'Expansion au Groupe MOET-HENNESSY.
Responsables et personnel des Sociétés MOET & CHANDON, MERCIER, RUINART (secteur Champagne et Vins) s'en réjouissent.

Nous proposons à des candidats de valeur de nous rejoindre, au sein de la Direction Planification-Information pour des nouveaux challenges.

POUR LA MIGRATION A MVS

Ingénieur Système ou DESS Informatique maîtrisant parfaitement le système d'exploitation MVS, ayant, si possible, assuré une conversion.

POUR LES PREVISIONS DE VENTES

E.S.C. ou *Maîtrise de Gestion*, fort de 4 à 5 ans dans la gestion et la prévision des ventes, utilisant les moyens informatiques modernes.
Etude et mise en place d'une nouvelle approche en ce domaine, en tant qu'interface entre la production, les services commerciaux France et Export, la logistique.

POUR LE PLAN A 5 ANS

D.U.T. Techniques quantitatives de gestion, débutant ou 2 ans d'expérience, pour participer aux travaux d'élaboration du Plan, à des analyses quantitatives de données, des études *prévisionnelles.*

POUR LES METHODES D'EXPLOITATION

Analyste d'exploitation *chargé de la mise en place* de normes et de supports, utilisation des ressources et de la réception d'applications.
Diplômé d'enseignement supérieur ayant développé une expérience au moins 5 ans dans un environnement MVS, en tant qu'adjoint du Chef d'exploitation.

Lieu de travail : EPERNAY (1h10 PARIS train). Rémunération motivante. Logement facilité au départ.



CHAMPAGNE MOËT & CHANDON

Bernard MEREUR vous remercie de lui écrire avec CV détaillé, prétentions et photo à :
Direction de la Gestion Sociale
20, avenue de Champagne
51200 EPERNAY



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'une des grandes entreprises régionales de l'AQUITAINE – plusieurs filiales – aux *activités diversifiées, recherche pour son siège social à BORDEAUX, le*

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Il aura essentiellement pour mission de conseiller les directions opérationnelles pour tout problème nécessitant une approche juridique, qu'il s'agisse aussi bien de sujets ponctuels que d'actions planifiées. Animateur d'une structure légère, il sera l'interlocuteur des conseils extérieurs spécialisés et avocats.

Ce poste, rattaché à la Direction Administrative et Financière, est destiné à un Juriste d'entreprise expérimenté, 35 ans minimum, de formation juridique supérieure. Ses *fonctions antérieures lui ont permis de consolider ses compétences dans les domaines du* droit des sociétés, des baux commerciaux, des assurances et du recouvrement. Son *aptitude à communiquer et à développer la notion de service, son souci de la rentabilité* des actions menées lui permettront de donner à sa fonction un rôle déterminant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous la Réf. M 34/554 F, à:

EGOR AQUITAINE
29 cours Georges Clemenceau – 33000 BORDEAUX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor



MERLIN GERIN

Recherche pour sa direction organisation informatique et bureautique:

UN JEUNE CHEF DE PROJET

Il sera chargé de concevoir, de réaliser et de gérer des **applications industrielles**, pour MERLIN GERIN et ses filiales, ceci dans un environnement IBM / MVS / CICS.

L'aspect **relationnel** de la fonction est important: Animation de l'équipe, contacts utilisateurs, relations fonctionnelles au sein de la direction informatique.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur informaticien, ayant une expérience d'au moins trois ans en informatique de gestion de production et de gestion industrielle.

Le poste est situé à Grenoble et débouchera sur des opportunités de carrière à *moyen terme.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 23/652 R à:

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri – 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor



INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU 1re EXPÉRIENCE

POUR "JOUER" LA RÉGION AVEC LES OUTILS D'UN GROUPE INTERNATIONAL...

...ENTREPRENEZ CHEZ NOUS

QUILLE, c'est une entreprise régionale qui possède son identité. Avec 1350 personnes, elle couvre la Normandie et la Picardie. Elle y réalise un CA de 700 Millions de francs dans le B.T.P. Elle travaille sur des projets de diversification, notamment en créant de nouveaux produits.

QUILLE se développe et recherche ceux qui par leur formation, leur expérience et leur *implication vivront, de manière active, ce développement.* Ingénieurs débutants ou dotés d'une première expérience, de sensibilité commerciale ou "travaux", votre goût d'entreprendre nous intéresse autant que votre diplôme. Vous serez responsables sans être des hommes seuls car l'entreprise veillera à votre intégration et à la transmission de son *savoir-faire.* Vos premiers résultats et la dimension du groupe sont les garants de votre *evolution.*

Pour en parler, merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite, un C.V. et une photo sous référence M 10/1621 A à Daniel LENGELE.

EGOR SA
8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO
egor



Etudes Electroniques Informatiques

SA au capital de 3.000.000 F
AIX-EN-PROVENCE

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMES

pour

Prendre en charge la réalisation de projets à base de microprocesseurs, tant du point de vue matériel que logiciel.
Gérer le budget alloué à ces projets.
Assurer la liaison entre le commercial, les clients et la production.

NOUS DEMANDONS :

Expérience de deux ans minimum dans un poste similaire.
Connaissance des microprocesseurs 16 bits et des logiciels temps réel.
Personne *dynamique, autonome,* motivée.
Aptitude à coordonner une équipe.

NOUS PROPOSONS :

PME (35 personnes) à fort potentiel, en plein expansion.
Situation stimulante par son activité pluridisciplinaire (Armement et Industrie).
Possibilité d'évoluer vers des *responsabilités élargies.*

Adresser C.V. photo et prétentions, à :
12E (Etudes Electroniques Informatiques)
Avenue du Club Hippique 13090 AIX-EN-PROVENCE

emplois internationaux

INGÉNIEUR VENTES/SERVICE
Pour nos opérations en
AFRIQUE OCCIDENTALE
parlant parfaitement *anglais* et français, avec expérience *pratique et théorique* en extrusion, soufflage, injection et thermoformage ; résidence partiellement en Europe, puis probablement au Togo.
Les candidats sont priés de s'adresser à chiffre 44-63 171.
PUBLICITAS
Case Postale
CH-8021 ZURICH/Suisse.

SI VOUS ÊTES UN

JEUNE INGÉNIEUR SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

Nous vous offrons une fonction intéressante
dans la région lyonnaise
au sein d'une entreprise solide et dynamique, permettant des évolutions rapides et variées.

Contactez-nous en nous faisant parvenir votre c.v. avec photo s/réf. 5736, MPA, BP 2355, 69216 Lyon Cedex 02.

Avez-vous le tonus électronique ?

Réaliser 30 % de chiffre d'affaires en plus. Figurer parmi les 4 premiers mondiaux en réseaux prédiffusés. Produire les mémoires les plus rapides dans leur catégorie et le microprocesseur 80C51, standard mondial en CMOS. Voilà le bilan de santé MHS 1985 ! Allongez votre foulée avec une équipe jeune.

Managers Produits

Responsables d'un centre de profit, ils doivent bien connaître les circuits intégrés, le marketing produit et les applications.
Chargés des études et de l'engineering du produit, ils participeront directement à la définition et à la mise en place du support aux clients.

MHS
Source de performances

Pierre-Yves SIRAUDIN – Matra Harris Semi-conducteurs – BP 942 – 44075 NANTES Cedex.

Le recrutement, métier de conseil - Lyon

ECOUTER l'entreprise, ses valeurs, ses hommes.

COMPRENDRE ses projets, ses objectifs et ses moyens.

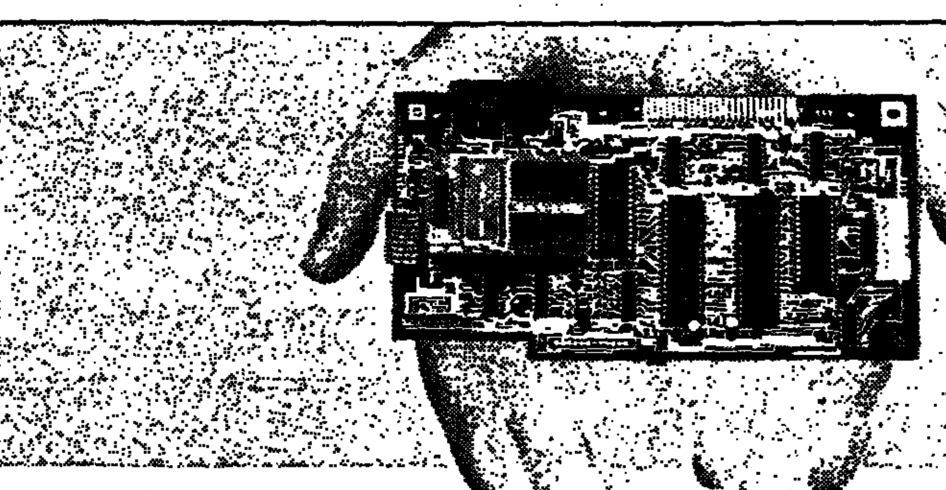
CONSTRUIRE avec l'entreprise pour investir sur des êtres de qualité, reconnus pour leur compétence, leur adaptabilité et leur potentiel d'évolution.

Cette approche, nous la pratiquons avec qualité, créativité, et rigueur dans le recrutement de Cadres expérimentés, vocation de COFROR au *sein du Département Ressources Humaines de PEAT MARWICK, l'un* des premiers groupes mondiaux de conseil. Elle s'appuie sur la maîtrise *des techniques de recrutement, et sur l'apport des compétences diversifiées de notre Firme.*

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez maintenant valoriser votre première expérience de recrutement de cadres, acquise dans une entreprise performante. Vous pourrez élargir au *sein de notre équipe votre champ d'action en exerçant un métier difficile* et nécessitant une grande disponibilité mais ouvert sur l'ensemble des secteurs économiques.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature que nous étudierons en toute confidentialité (en indiquant votre rémunération actuelle), sous référence CC 85 M.

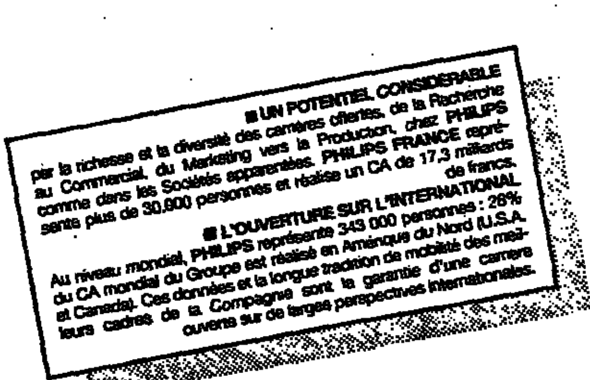
COFROR
13 rue Grolée - 69289 Lyon Cedex 02



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS ECLAIRAGE

Leader dans le domaine de la fabrication de sources lumineuses.



■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE
par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL
Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : 26% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Jeune Ingénieur développement produits

Pour son centre industriel de CHARTRES, hautement mécanisé et à vocation internationale. Quelques mois de formation spécifique aux nouveaux produits sont prévus dans nos unités de production européennes (Pays-Bas, Allemagne Fédérale). Ce poste représente une réelle opportunité pour un jeune ingé*nieur de valeur, possédant une bonne maîtrise de l'anglais* (si possible quelques notions d'allemand) et souhaitent évoluer dans une grande entreprise à vocation internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) à PHILIPS ECLAIRAGE - Direction des Affaires Sociales - 120, *avenue Charles-de-Gaulle*, 92522 Neuilly-s/Seine cedex.

PHILIPS



CONTESSE

SKF — TOURS

SKF, 1er fabricant mondial de roulements (effectif France : 2500 pers., CA : 1,8 milliard) recherche pour son unité tourangelle (1400 pers.) un

INGENIEUR A & M ou EQUIVALENT

AXE SUR L'INFORMATIQUE DE GESTION DE PRODUCTION

Pour être «organe de transmission» entre la Production et la Direction Informatique, pour savoir établir un cahier des charges précis, il faut, en effet, avoir une solide formation mécanique et de bonnes connaissances en informatique. Il faut allier l'esprit concret de l'homme d'atelier à la créativité de l'homme d'études. Une forte personnalité, confirmée par 3 ou 4 ans d'expérience devrait-vous permettre de vous imposer dans cette fonction charnière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 85/37/380 à notre Conseil, Pascale GALAMPOIX

Dominique Leligois conseils,
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT
1 rue Grécourt, BP 1522, 37015 Tours cédex — TOURS-NIORT
dL conseils

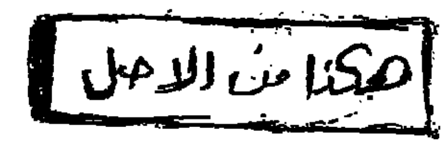
GROUPE SOCIÉTÉS SIÈGE SOCIAL ET RÉSIDENCE 71

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL QUALIFIÉ

chargé de :
- Services administratifs ;
- Conseils d'administration, assemblées générales ;
- Droit des sociétés ;
- Droit social, sachant rédiger, compétences *juridiques* et financières ;
- Références professionnelles et morales.

Envoyer c.v. sous le nº 314 476 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA FONCTION PERSONNEL

EMPLOI : problèmes juridiques, liaisons avec les délégués syndicaux, grilles de salaires.

COMMUNICATION : Groupes de Réflexion, House-Organ, recueil et analyse de l'information.

FORMATION : détection des besoins, élaboration des programmes de tous niveaux.

DANS LE VAL DE LOIRE : une unité industrielle de plus de 1000 personnes.

POUR : un diplômé I.E.P., E.S.C. ou Maîtrise en Droit, ayant impérativement une première expérience de la Fonction (Siège ou usine) et capable aujourd'hui de prendre la tête de ce Service.

Adressez votre dossier sous N° LM 880.

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

Etablissement financier, échelon régional d'un important Groupe national recherche

Chef de département comptabilité banque
200 000 +

Le titulaire du poste, assisté de 3 collaborateurs, prend en charge la comptabilité de la société et de 3 GIE (bilans, comptes de résultats, fiscalité...). Il devra mettre en place la comptabilité analytique et le contrôle de gestion, et assurera la production des états comptables destinés à la commission bancaire, à l'administration fiscale et aux organismes centraux.

Il a un rôle important à jouer pour moderniser l'organisation comptable avec les autres départements : crédit, titres et informatique.

Le candidat souhaitë a 30 ans minimum, une formation supérieure de gestion + DECS. Il devra justifier d'une expérience d'au moins 3 ans comme responsable ou adjoint d'un service de comptabilité de banque ou dans un cabinet d'expertise comptable. Ce poste est basé à RENNES.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7993 LM à HAVAS EMPLOI - 16, avenue de Crimée - 35200 RENNES qui transmettra.

RHONE-ALPES

INGÉNIEUR DE RECHERCHE DÉBUTANT

Vous êtes un jeune ingénieur diplômé d'une grande école (CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ENTSA...).

Au sein d'un important Centre de recherche international intégré à l'une des filiales d'un des premiers groupes industriels français, votre formation de physicien de bon niveau vous permettra de mener à bien des recherches à la fois expérimentales et théoriques (thermique, mesure physique, calcul numérique), avant de vous ouvrir d'intéressantes perspectives de carrière dans les domaines de la recherche, de la production...

Le contexte international dans lequel vous évoluerez rend impérative la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. avec photo et prétentions sous référence 100 M à : VETROTEX SAINT-GOBAIN, service Emploi-Formation, 767, quai des Allobroges, 73000 CHAMBÉRY.

Banque privée

Rhône-Alpes - Appartenant à un important groupe national, cette banque privée de taille humaine offre à ses collaborateurs une large autonomie d'action et une prise réelle de responsabilités. Dans le cadre de son développement elle recherche :

Responsables d'agences - Agés d'au moins 28 ans, ils possèdent une formation supérieure et une expérience bancaire d'au moins cinq ans acquise en exploitation. Réf. A/3912M

Gérant de portefeuille - Doté d'une formation supérieure, il possède une première expérience des transactions financières acquise en banque ou chez un agent de change. En effet, il sera amené à prendre des décisions de gestion et l'autonomie dans le poste sera fonction de ses compétences. Réf. A/3913M

Ecrire à Marie-Odile VAGNON en précisant la référence du poste choisi.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Constructeur de machines pour industrie agro-alimentaire dans région Sud-Ouest

recherche

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN

POUR SON BUREAU D'ÉTUDES

Débutant accepté si fortes motivations.

Adresser c.v. + lettre manuscrite à :
Sté MAF, B.P. 112, 82001 MONTAUBAN Cedex.
A l'attention de M. DUESO.

Consultant en recrutement

Toulouse

PA Conseil en Recrutementt, membre de PA International (1.300 consultants dans le monde), comprend aujourd'hui 35 consultants basés à Paris et dans cinq directions régionales (Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg, Toulouse). Créée depuis trois ans, la direction sud-ouest, déjà forte de cinq membres, poursuit une croissance rapide et recherche, pour renforcer son équipe, un nouveau consultant. Sa mission consistera à mener, en totale autonomie, des actions de recrutement en utilisant les techniques d'approche les plus diverses (annonces, contacts directs...). Intervenant auprès d'entreprises très diversifiées, il sera directement responsable du développement de sa clientèle. Au delà de la formation, nécessairement supérieure et de la bonne connaissance du monde industriel, nous recherchons un candidat ayant une première expérience du recrutement en entreprise ou en cabinet. La rémunération pourra être très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/062M



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Groupe bancaire

RECHERCHE

UN JEUNE AGENT COMMERCIAL

pour diffuser ses crédits immobiliers et ses produits financiers auprès d'une clientèle des 2 SAVOIES et du DAUPHINÉ.

Il sera basé à : GRENOBLE.

- Une première expérience dans un établissement financier ou dans une banque est nécessaire pour s'imposer par ses résultats.
- BAC + 1.

Adresser c.v., photo, lettre manuscrite à :
LE MONDE PUBLICITÉ,
sous nº 314 467 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Importante Société d'Ingénierie **LYON**
leader mondial sur ses marchés et en très forte progression

INGÉNIEURS MÉCANICIENS CONFIRMÉS

grandes écoles, ECL, AM, ENSM, ENSMA

HAY RHONE-ALPES

Nous vous confierons des missions :

— d'ingénierie appliquée : traitement des anomalies, études de justification et proposition de modification de conceptions de fabrication,

— de suivi des fabrications : qualification des procédés et des méthodes, gestion des modifications, assistance aux fabricants.

Pour ces postes d'interface clients-fabricants-études, nous recherchons des connaissances en :
- mécanique des structures, RDM et métallurgie,
- une expérience de 8 à 10 ans acquise dans les études de *fabrication, les méthodes, l'industrialisation, le suivi de fabrication,*
- une capacité relationnelle et une autonomie.

L'anglais est impératif, l'allemand souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + rémunération + photo) sous référence 852 M à Joëlle NHUAT DUY.

HAY Managers 94, rue Servient, 69003 Lyon.

HAVAS CONTACT



Assurances — Produits Financiers — Loisirs — Formation
Conseils aux Collectivités et Entreprises

recherche pour consolider son implantation dans la région
PROVENCE — ALPES — COTE D'AZUR

RESPONSABLE HF
de son antenne à NICE

Rompu aux relations publiques à tous niveaux, il devra participer à la promotion des produits d'épargne reliés au développement économique et social de la région Alpes Maritimes. Il doit être un professionnel de la vente des produits financiers. C'est un homme de la région et la connaît parfaitement. Il a une expérience et des performances réussies.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous référence 298/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel
5 avenue du Général de Gaulle — 92800 PUTEAUX

PARFRANCE ANNONCES

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS
en conseil et organisation informatique

Vous avez :
- une expérience de 3 à 7 ans en informatique et organisation,
- le goût du challenge et la passion du management,
- le goût des opérations sur le terrain,
- une formation ingénieur grande école ou assimilé,

le CESIA
centre d'études des systèmes d'information des administrations
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

vous offre au sein de son équipe une possibilité unique de travailler sur les *projets nationaux mettant en œuvre des* techniques de pointe. Lieu de résidence *MARSEILLE.*

Monique COPPE attend votre lettre manuscrite, votre curriculum vitae avec photo au CESIA : B.P. 139 - 13267 Marseille cedex 08.

---

ingénieur d'études
CENTRALE, AM, INSA, ENSI

Une importante Société fabriquant des matériels de laboratoire (150 km au Sud de Paris), filiale d'un Groupe Français de dimension internationale souhaite intégrer dans l'équipe jeune et dynamique du Bureau d'Etudes un Cadre de valeur.

Il sera chargé du développement d'appareillages scientifiques et de laboratoires, de la conception à l'industrialisation.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, sachant travailler en équipe et ayant par une première expérience fait la preuve de son esprit créatif ainsi que de sa rigueur d'organisation dans la réalisation des projets.

La rémunération est ouverte en fonction de l'expérience.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous référence 4025-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Laboratoire de matériaux diélectriques du CNRS de Grenoble

recherche

INGÉNIEUR DE FORMATION PHYSIQUE ou PHYSICO-CHIMIE

pour effectuer un travail de recherche qui donnera lieu à l'obtention d'une thèse.

Rémunération : 9 000 F/mois net, pendant 30 mois.

Envoyer c.v. à : M. TOBAZEON
LEMD CNRS 166X — 38042 GRENOBLE Cedex.

Société d'ingénierie de renommée mondiale
recherche pour son établissement implanté
au **HAVRE**
spécialisé dans le domaine **VERRIER**

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

De formation supérieure (Arts et Métiers, Ecole de Sèvres ou équivalent), âgé de 30 ans minimum, le candidat aura une expérience de quelques années dans le domaine de la verrerie.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 20810 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL

Au-delà des méthodes,

il y a votre avenir... et le nôtre.

Notre position de leader et notre fort développement dans la production pharmaceutique, parapharmaceutique et chimique nous conduit à accentuer nos efforts dans l'organisation industrielle de nos différents sites.

Notre équipe de Direction a besoin aujourd'hui d'un Ingénieur Méthodes pour construire sa politique industrielle de demain : véritable **INTERFACE** entre *le siège et les 18 sites industriels, vous prendrez en main la validation des idées proposées par la Direction* Générale et les vôtres (standardisation, choix d'implantation, études des postes de travail, etc.) et leur développement avec les *différents Responsables Methodes des sites.*

Ingénieur ou autodidacte de talent, votre expérience réussie des Méthodes (3 ans minimum) sur un site industriel a développé votre sens de la rigueur et de l'innovation, votre capacité d'écoute et votre sens aigu des relations humaines.

La taille de notre Groupe et l'intérêt *que nous portons à cette fonction vous ouvrent des possibilités d'évolution à la hauteur de votre* potentiel.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence C/IMP/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Futur directeur financier

Nous sommes une importante société française de mécanique (1,2 milliard de CA - 2.000 personnes) filiale d'un groupe international *avec lequel nous intervenons dans le monde entier.*

Le Directeur Financier de notre groupe français, *qui occupe également des* fonctions de Direction Générale, est appelé à participer à certaines activités de la société mère internationale et recherche son successeur qui devrait être opéra*tionnel dans trois ans environ.*

La fonction recouvre la comptabilité analytique, le contrôle budgétaire et de gestion, *ainsi que les finances, la trésorerie et la comptabilité générale. Les effectifs* de cette direction sont de l'ordre de 30.

Le candidat, d'une trentaine d'années, devra impérativement posséder une formation supérieure, grande école plus DECS ou *expertise comptable et une expé*rience de 5 à 7 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet, avec, si possible, une pratique des méthodes financières des groupes anglo-saxons.

Il *aura* à assumer, dans un premier temps, la responsabilité de la comptabilité générale, puis *progressivement* de l'ensemble des autres activités.

Anglais courant indispensable.

Poste : région parisienne ouest.

La rémunération sera à la hauteur de son potentiel et de ses qualités de manager.

Ecrire sous réf. FP 189 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

VOUS êtes un PROFESSIONNEL de la BANQUE

Vous êtes **DIPLOME** de l'*enseignement supérieur ou de la* **FORMATION** bancaire (I.T.B.)

Vous avez une **EXPERIENCE** de plusieurs années dans l'approche des P.M.I. - P.M.E., donc le sens du risque et la connaissance des crédits.

Vous aimez la **NEGOCIATION**, le conseil, la formation.

NOTRE **BANQUE REGIONALE** implantée à **L'OUEST DE PARIS** (78, 92, . . .)

structurée en Directions de Groupes de 6 à 10 agences chacun

vous propose de devenir le

RESPONSABLE ENGAGEMENTS

auprès d'un Directeur de Groupe auquel vous serez directement rattaché.

Votre **POTENTIEL D'EVOLUTION** devra vous permettre, après quelques années de réussite dans le poste, de prendre des **RESPONSABILITES EN AGENCE.**

Adresser : lettre manuscrite, C.V., photo, classification et rémunération **ACTUELLES** à :

B.P.R.O.P. Direction des Relations Humaines
9, avenue Newton
78183 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

Expert-comptable ou équivalent

Chef de service comptabilité centrale

UNE GRANDE ENTREPRISE DU SECTEUR PUBLIC recherche un ***Expert-Comptable*** (diplômé ou *mémorialiste*) ou un diplômé d'une grande école commerciale avec une expérience comptable de haut niveau.

Il dirigera le service Comptabilité Centrale (15 personnes) et coordonnera les *services comptables de plusieurs unités décentralisées.*

Ce poste *conviendrait* à un candidat de valeur, ayant 5 à 10 ans d'expérience, capable d'animer une équipe et de développer les procédures d'organisation comptable en liaison avec l'informatique.

Poste à Saint-Etienne.

Ecrire sous réf. FP 243 CM

Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

Un challenge pour un excellent professionnel

CONTRÔLEUR DE GESTION

"FINANCIÈRE STRAFOR" est la holding d'un groupe de 8 500 personnes aux activités diversifiées (C.A. 3,5 milliards de F). Elle crée pour ses unités d'industrie lourde une fonction de contrôleur de gestion "groupe".

Rattaché au responsable *contrôle* de gestion de la holding, le *candidat* a pour mission de fournir aux décideurs les analyses nécessaires pour apprécier et corriger les performances des unités; il peut aussi être investi de missions d'AUDIT OPÉRATIONNEL.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 30 ans, expérimenté dans le contrôle de gestion industriel, diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou ingénieur + ISA ou INSEAD. La pratique courante de l'anglais est *indispensable, celle de l'allemand serait appréciée. La fonction requiert une grande* autonomie.

Le poste est basé à Paris ou à Strasbourg. Le groupe est performant, coté en bourse, et ses *activités internationales se développent. Il peut offrir de bonnes perspectives de carrière ainsi* qu'une rémunération supérieure à 250 000 F si l'expérience du candidat le justifie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. *M 30/1329 E* à:

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront *confier* des responsabilités importantes d'encadrement en *production* en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des *machines* d'essais ou de fabrication dans des *domaines de mécanique*, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de *haut niveau technologique* et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche *opérationnelle ou en informatique* scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

• Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 597 - 9 bis, rue Lobie - 75017 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.

13-85489 01

Analyste Financier

Vous possédez une formation de type Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion. Vous avez acquis une solide expérience de la fonction, d'au moins 3 ou 4 ans dans un organisme financier.

Intégré dans une équipe jeune et performante, vous effectuerez des analyses financières et des études de risque sur une gamme étendue de clients.

Nous sommes la première société française de location d'ordinateurs IBM et connaissons un rythme de *croissance supérieur* à 50%.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JB 555 à ECS
Responsable des Relations Humaines
16, rue Washington 75008 Paris.

Curriculum

PUBLICITAIRE :

devenez notre directeur commercial

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Vous êtes un(e) publicitaire confirmé(e). Vous avez des *responsabilités* en agence depuis plusieurs années.

Nous vous proposons de mettre vos connaissances et *votre expérience au service de notre agence.*

Filiale d'un groupe de communication leader, nous sommes *spécialisés en publicité de recrutement et* communication d'entreprise. Une forme de publicité variée, passionnante et d'avenir, faisant appel de plus en plus à tous les médias et techniques modernes de communication : presse, affichage, télématique, audiovisuel, édition...

Sur ce marché, notre agence a trois points forts essentiels : une bonne image, des produits uniques... et beaucoup d'idées pour l'avenir.

Votre rôle ? Coordonner et animer une équipe performante. Sous l'autorité du Président, vous aidez les chefs de publicité dans la conception et la présentation des campagnes, le suivi des clients et les relations avec les supports.

Ce poste que nous créons est déterminant pour *l'agence. Nous serons donc très exigeants.* Outre votre expérience, nous vous demandons une excellente for*mation supérieure, le sens du management* et de la relation commerciale, de la rigueur et de la précision, mais aussi beaucoup d'idées.

En contrepartie, si vous ne connaissez pas notre domaine spécifique, nous avons prévu une période d'adaptation.

Votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sera étudiée avec la plus grande discrétion et aucun contact ne sera pris avec votre employeur actuel.

Nous vous remercions d'adresser ce dossier sous référence MD à M. Perival - 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris, qui transmettra.



emplois régionaux

Clinique chirurgicale mutualiste. LORIENT recherche

2 INFIRMIER(E)S PANSEUR(SE)S INSTRUMENTISTES

diplômé(e)s, avec expérience.
Ecrire M. le Directeur de la clinique
21, rue Etienne-Dolet
56100 LORIENT.
Téléphone : 97-84-24-83.

RÉCHARD – F.G.A.
Expertise comptable et commissariat aux comptes recrute :
COLLABORATEURS CONFIRMÉS
NIORT 79028, 25, rue Baugier.

Cabinet d'Expertise Comptable et d'Analyse Financière dans le cadre *de son développement,* recrute pour son antenne de LILLE

UN (E) DIPLOMÉ (E)

Ecoles de Commerce,
Sc. Eco + DECS
– *ayant une exp. de 3 ans* dans le contrôle de gestion ou l'analyse financière ;
– pour poste d'analyste financier : conseil auprès de *Comités d'Entreprises.*

Envoyer C.V. et prétentions :
LE MONDE PUBLICITÉ
sous n° 314.518 M
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Clinique importante banlieue nord-est recherche

ATTACHÉ ÉCONOMIQUE

30-35 ans
Pour achats petits matériels et produits consommables en milieu médical. Poste évolutif.
Salaire brut : 10 000 F/mois.
Tél. pour R.V. 48-30-12-82.

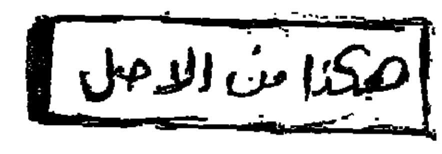
S.S.I.I. développant logiciels de pointe en logistique recherche

ANALYSTE

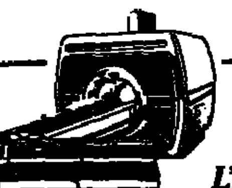
dipl. ing. ou maîtrise inform., *exp. 2 à 5 ans. Connaiss.* Fortran, HP3000, si poss. IBM PC, apt. contacts, angl. courant. Adr. CV + lettre à Syspac, 22, r. d'arras, 92000 Nanterre.

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H-F)

Si vous souhaitez intégrer une *entreprise dynamique (progression* C.A. 1er semestre + 45 % C.A. 84 : 512 000 000 F, 13 000 clients), rejoignez-nous. Tél. pour 78-92-93-95. Paris *au* 45-00-24-03, poste 42 et pour 91 et 94 au 46-60-62-62, poste 225.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON CGR

L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie.*

Nous recherchons notre

RESPONSABLE COMPTABILITÉ

Au sein de la Direction Après-Vente, vous prenez en charge le service comptabilité composé de 10 personnes.

Vous mettez en place les circuits et les comptes comptables correspondant aux nécessités de la gestion. Vous réalisez les travaux comptables jusqu'au bilan et suivez l'application des procédures.

Outre votre formation type École de Commerce, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans et êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel – THOMSON CGR – 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

GRANDE BANQUE REGIONALE OUEST DE PARIS

(78, 92, . . .)

renforce sa structure commerciale et recherche des **PROFESSIONNELS de la BANQUE** (classe IV) disposant d'une solide FORMATION (enseignement supérieur, diplômes bancaires)

pour leur confier le poste

d'ANIMATEUR COMMERCIAL

placé sous l'autorité du Directeur de Groupe (6 à 10 agences) :

- l'animateur commercial a pour **MISSION** d'animer, de conseiller, de former les équipes de vente des agences
- il participe à la définition et à la **REALISATION** des objectifs
- il propose et met en œuvre les **ACTIONS COMMERCIALES** appropriées

Les candidats devront :

- avoir **REUSSI** dans l'exploitation bancaire
- bien **CONNAITRE** les produits et services bancaires
- être à l'aise face à toutes les **CLIENTELES** : P.M.E., P.M.I., artisans, commerçants, professions libérales, particuliers haut de gamme.

Après quelques années de **REUSSITE DANS LE POSTE**, ils devront être capables de prendre des **RESPONSABILITES EN AGENCE.**

Adresser : lettre manuscrite, C.V., photo, classification et rémunération **ACTUELLES** à :

B.P.R.O.P. Direction des Relations Humaines
9, avenue Newton
78183 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

P.R.

LES SOCIETES D'ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Notre domaine : l'ASSURANCE toutes branches avec un C.A. de plus de 5 milliards de Francs.

Dans le cadre du renforcement de nos équipes d'Organisation, nous recherchons :

2 ORGANISATEURS CONFIRMES HF

leur rôle : Concevoir et mener des missions d'organisation tout en assurant *l'animation d'une équipe de travail.*

leur profil : Formation supérieure (école d'ingénieurs, école de gestion) complétée *d'une expérience de quelques années dans une grande entreprise et si* possible dans une société d'assurances.

La notoriété de notre groupe privé, reconnue pour la qualité de sa gestion, attirera des hommes de valeur. De plus, la dimension des postes où les compétences techniques s'associent à l'animation d'hommes, est de nature à intéresser des candidats ayant le goût du dialogue et la capacité de réaliser.

Notre siège se situe à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 8855 M, à : Service Recrutement Cadres - Assurances du Groupe de Paris - 21, rue de Châteaudun - 75447 PARIS Cédex 09.

GROUPE DE PARIS ASSURANCES

TAT EXPRESS
VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H.

VOUS ETES INTERESSE PAR UNE SOCIETE DE SERVICES A TRES FORTE EXPANSION FILIALE DE LA COMPAGNIE AERIENNE T.A.T.

Nous recherchons :

ADJOINT DIRECTEUR D'EXPLOITATION h/f

Le candidat, 30/35 ans, de formation supérieure apportera la preuve de sa réussite dans sa ou ses précédente(s) expérience(s) professionnelle(s).
Il prendra en charge la direction et l'organisation de notre centre de tri en Région Parisienne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un «homme de terrain» capable de s'imposer par son autorité, ses compétences et sa forte personnalité.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référence A.D.E. à T.A.T. EXPRESS - Service du Personnel - B.P. 0237 - 37002 TOURS Cedex.

INDUSTRIE

Dans le cadre du développement de ses activités industrielles, **SESA** recherche

CHEFS DE PROJET SENIORS

De formation Grande Ecole (Arts & Métiers...), vous avez acquis une expérience d'étude et de réalisation de systèmes informatiques de 4 à 8 ans dans le domaine industriel.

Pour nos clients, vous serez chargé(e) de promouvoir, de développer et de mettre en place leurs nouvelles structures industrielles, utilisant les concepts les plus récents de la production automatique intégrée, *dans les secteurs suivants* :

- contrôle d'ateliers flexibles, de systèmes de stockage et de manutention,
- réseaux locaux industriels et de communications,
- mise en œuvre de systèmes experts,
- organisation et gestion de production.

Ces secteurs en pleine expansion offrent de nombreuses opportunités de progression et de prise de responsabilités à des candidats de valeur.

Si vous vous sentez motivé(e) par l'un de ces challenges, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 45 LM à

SESA
Direction des Ressources Humaines
30, quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX Cedex



Directeur de Comptabilité

300 000 F +

Une société industrielle filiale d'un groupe français de dimension internationale cherche un Directeur des services comptables. Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté ayant eu des responsabilités similaires en secteur industriel.
Formation supérieure comptable exigée. Poste basé dans l'Est. Evolution possible au sein du groupe en France. (référence 49312)

Chef Etudes Informatiques

320 000 F

Entreprise industrielle anglo-saxonne en forte croissance.
Responsabilité de la définition et du développement de projets complexes, environnement IBM.
Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs et expérience de conduites de projets. Anglais. (référence 49412)

Contrôleur de Gestion Europe

350 000 F +

Important constructeur informatique américain.
Assistera le Directeur Financier Europe dans le développement d'outils de gestion prévisionnelle, business planning, forecasting. Bonnes qualités relationnelles. Formation MBA, CPA, ICA. Expérience Direction Financière. Position évolutive. (référence 49512)

Directeur Commercial

250 000 F

Equipement automobiles, filiale industrielle d'un groupe international cherche un Directeur Commercial constructeur. Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure connaissant bien le marché des constructeurs automobiles.
Anglais nécessaire. Ville Universitaire du Centre Ouest. (référence 43009)

Jeunes Auditeurs

250 000 F +

Plusieurs banques internationales de forte notoriété recherchent des Auditeurs Internes. Formation *supérieure – 3 à 5 ans d'expérience de l'audit chez un «Big Eight».*
Ces postes sont dans tous les cas très évolutifs vers des responsabilités opérationnelles en France ou à l'international. Anglais impératif. (référence 48612)

Jeune Cadre Financier et Comptable

200 000 F

Société de négoce international filiale d'un groupe puissant cherche un jeune cadre de formation supérieure comptable pour seconder le Directeur Financier.
Comptabilité anglo-saxonne et expérience acquise en PME, dans un environnement international.
La langue de travail est l'Anglais. Arabe souhaité. (référence 46010).

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo en précisant la référence du poste choisi à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



The Executive Group (France) Management

DESSEIN

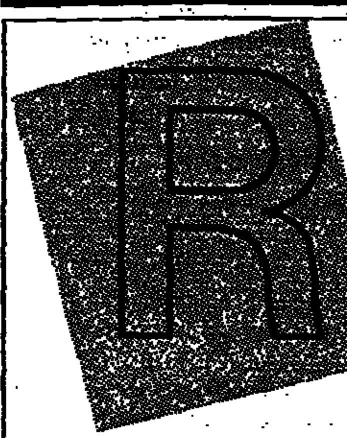
Jeune juriste Droit immobilier HF

La Groupe de la Compagnie Bancaire, recherche pour l'une de ses filiales, un **jeune juriste** (environ 30 ans) doté d'une Maîtrise de Droit Privé et d'un D.E.S.S. de Droit de la Construction et de l'Urbanisme, ayant une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans une société de promotion immobilière ou un cabinet d'avocats.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de 7 personnes, du montage juridique d'opérations immobilières et de la conduite d'affaires contentieuses.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 564 M à
Jean Morel - Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire



Un lieu privilégié où les technologies de pointe du monde entier sont représentées. Un établissement public qui développe ses activités en associant les moyens de secteurs publics et privés.

Responsable du Service Financier

Votre première mission : mettre en place et organiser le service. Parallèlement, vous répondez du circuit des engagements et liquidations, contrôlez les dépenses et disponibilités, instaurez un suivi analytique, préparez et suivez les budgets, informatisez la comptabilité ordonnateur,... le tout, en liaison avec l'agent comptable du ministère de tutelle dont vous connaissez les exigences. HEC, ESSEC, ESCP, IEP... quelle que soit votre formation, vous devez posséder d'excellentes connaissances en comptabilité analytique. Une première expérience est indispensable : dans l'administration, c'est un plus. La rémunération peut aller de 180 à 220 000 F.

Christine MARTIN étudiera les dossiers de candidature que vous voudrez bien lui confier : **1 Parvis de la Défense, 92000 PARIS LA DEFENSE.**

le Carrefour international de la communication

DESSEIN

Jeune ingénieur, futur chef de projet

Paris. Cette société en croissance régulière (1.200 personnes, 1 milliard de CA en 85) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de consommation industrielle. Pour contribuer principalement au développement de l'informatisation de ses 3 usines (IBM 4361, base de données relationnelle, infocentre...), elle crée un poste de chef de projet.

Placé sous la responsabilité du chef du service informatique (équipe de 10 personnes), il a pour mission d'une part la conception, *le suivi de la réalisation et la mise en place d'applications* nouvelles basées sur des progiciels (gestion de production, nomenclature, stocks...), *d'autre part l'étude de l'évolution des applications* existantes. Il a de nombreux contacts avec les utilisateurs et *les assiste en matière d'organisation. Il se déplace fréquemment* dans les usines (20 à 30% du temps).

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un jeune ingénieur (grandes écoles, ENSI) ayant 1 à 3 ans d'expérience en industrie, désireux d'acquérir une expérience en informatique avant d'évoluer vers d'autres fonctions.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. s/réf. C 040 M à Christine BERNET, *SEMA SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE* Cedex.

Membre de Syntec

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

BANQUE en fort développement

à vocation générale, innovatrice et performante, de taille humaine, disposant d'un réseau d'agences couvrant le territoire national, recherche

Futurs Directeurs d'agences bancaires

qui, après une période de formation et d'adaptation prendront la responsabilité d'une agence à Paris ou dans une grande métropole de province. Ces postes seront confiés à de jeunes diplômés (grandes écoles de gestion ou d'ingénieurs), d'environ 30 ans, ayant déjà une expérience réussie de 3 à 5 ans dans l'exploitation. Les candidats retenus auront une forte personnalité, l'esprit d'entreprise et le désir de faire évoluer leur carrière vers des fonctions autonomes et d'initiatives.

Adresser curriculum vitae à Bernard Mangou, sous réf. 2161/M. 17 rue la Rochefoucauld 75009 Paris.



média-system

---

chef produit vêtements masculins

HF

« Notre Société (600 MF C.A.) première sur le plan européen, recherche son Chef de Produit pièces à manches, vestons, pantalons, chemises.

Le candidat participera à l'élaboration des collections, la sélection des modèles, la réalisation des fiches techniques, l'étude des prix de revient, les prévisions de vente par ligne de produit.

CE POSTE NE PEUT CONVENIR QU'A UN PROFESSIONNEL JUSTIFIANT D'UNE SOLIDE EXPERIENCE DE CHEF DE PRODUIT ACQUISE CHEZ UN CONFECTIONNEUR REPUTE.

Ce poste est basé à PARIS et est susceptible d'évoluer vers une fonction de Direction de Collections (discrétion assurée).

Ecrire sous référence 4020-M à *Mamrégies qui transmettra.* »

Mamrégies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



SOLEX, Branche Electronique Automobile du GROUPE **MATRA**, recherche pour le Contrôle Central de Gestion : *HF*

Responsable Comptabilité Analytique

A la tête d'une petite équipe, il devra mettre en place un nouvel outil informatique permettant d'assurer l'analyse des résultats de la Société. Il sera également chargé de la consolidation des budgets et du suivi des investissements.

Diplômé de l'enseignement supérieur long (HEC, ESC ou équivalent), il possèdera une expérience d'environ 2 ans en milieu industriel.

Pour ce poste basé au siège de la Société, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à la Direction du Personnel – 19 rue Lavoisier – 92000 NANTERRE.



PARFRANCE ANNONCES

Quand les aciers s'habillent de chiffres, les gestionnaires sont des ingénieurs qui comptent.

L'une des filiales du groupe USINOR, C3F conçoit, fabrique et distribue des aciers très spéciaux. Avec 3 500 personnes réparties dans 8 établissements nous réalisons plus de 1,5 Milliard de Francs de CA et sommes l'une des entreprises qui COMPTENT dans le groupe USINOR.

Pour seconder efficacement le Directeur Financier de notre société nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

INGENIEUR DE FORMATION (ECP, MINES, ECL...) votre spécialisation s'est affûtée dans le Contrôle de Gestion industriel et la Finance.

Agé de 35 ans environ, vous serez plus particulièrement chargé de :
- *animer et contrôler les procédures budgétaires pour l'ensemble des établissements (plans, budgets, consolidation, suivi des réalisations),*
- *contrôler les réalisations, mettre en évidence et analyser les résultats, les performances et les écarts,*
- *mener les études et les analyses financières nécessaires aux prises de décision de la Société.*

Basé au siège social à Paris, vous interviendrez également dans tous nos établissements de province. Prévoir donc de fréquents déplacements de courte durée.

Aujourd'hui si vous êtes cet Ingénieur comptez sur un grand groupe pour mettre à profit toutes vos compétences. La réussite dans ce poste important vous conduira dans quelques années au Management Finances Gestion au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre manuscrite, C.V., photo s/référence 609 M



Service Recrutement, N. LE BAGOUSSE Immeuble Ile-de-France 92070 Paris-La-Défense cedex 33

Reliez-vous à la CONNECTIQUE...

dans une multinationale, très diversifiée, qui fabrique des produits pour la plupart des secteurs de l'activité industrielle et qui intensifie ses activités dans le domaine de l'électronique et de la connectique. Pour affronter ce marché en pleine évolution, nous recherchons des

INGÉNIEURS – NÉGOCIATEURS

Votre mission :

- Vous améliorez la pénétration de nos produits existants auprès d'une clientèle industrielle. Vos interlocuteurs sont de tout niveau.
- En étroite collaboration avec nos clients, vous déterminez leurs besoins à long et moyen terme. Vous coopérez avec nos bureaux d'études afin de définir les nouveaux produits.

Votre profil :

De formation ingénieur électronique ou électromécanique, vous avez une expérience professionnelle en électronique ou en connectique.

Homme de contact, votre personnalité, votre motivation pour la négociation commerciale et votre volonté de réussir avec nous sont les fils conducteurs qui vous relieront à la connectique.

Maîtrise de l'Anglais indispensable.

Postes basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), sous ref. 79341/LM à HAVAS-CONTACT – 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Coûts industriels : au-delà de la technicité... ... insuffler un état d'esprit

Parce que nos Laboratoires Pharmaceutiques - CA 500 MF, 680 personnes, filiale d'un des premiers Groupes Internationaux de la Santé - sont en pleine expansion et ambitieux pour l'avenir,
Parce que notre équipe jeune et compétente recherche continuellement la performance, notre Contrôleur de Gestion recherche, comme collaborateur direct un

Contrôleur de la gestion industrielle

- Vous superviserez la comptabilité analytique de notre usine ;
- Vous devrez développer les outils de gestion industrielle (les systèmes informatiques correspondants) ;
- Vos analyses et commentaires alimenteront votre dialogue avec les opérationnels et leur permettront, peu à peu, d'intégrer les paramètres économiques que vous aurez mis en évidence pour mieux gérer leur entité.

De formation supérieure (Sup de Co, ESSEC) plus DECS, vous avez entre 30 et 35 ans et une expérience minimum de 3 à 5 ans au sein d'une Unité de Production industrielle. Anglais courant.
Toute l'équipe est basée à 100 km à l'Ouest de PARIS.
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous référence S/CGI/LM à notre Conseil - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74 rue de la Fédération - 75015 Paris - qui vous garantit toute discrétion.

LABORATOIRES **Glaxo**

SOURY 1

Création de poste **ROISSY**

Chef du personnel

Jeune PME en plein développement, une de nos activités est de gérer des magasins de luxe (alcools, parfums, tabacs) situés essentiellement sur l'aéroport de Roissy. Pour cette Division regroupant 120 personnes, nous cherchons un Chef du Personnel. Sur le terrain, il mettra en place les procédures définies par la Direction des Relations Sociales au siège, supervisera la gestion administrative du personnel, mettra en œuvre le plan de formation, veillera à la bonne application des règles de sécurité et des conditions de travail. Ce poste intéresse un candidat ayant une bonne connaissance du Droit du Travail et justifiant d'une expérience de plusieurs années dans la fonction.

Adresser lettre man., CV dét. et rémunération actuelle s/référence 1144/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Publivat

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE IMPLANTÉE EN PROCHE BANLIEUE EST

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOMÉ (E) E.T.P., INSA...

Fonctions :
- Conception générale des structures dans le domaine du bâtiment.
- Développement des domaines d'application d'un *logiciel* de CAO/DAO au sein d'une entité représentant l'ensemble des corps d'Etat du bâtiment.

Ce poste s'adresse à des jeunes ingénieurs passionnés par le développement des nouvelles techniques informatisées de production des études, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la conception et ayant la pratique des relations avec les architectes.

Envoyer candidature avec C.V., prétentions et photo sous le nº 314.571 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e, qui transmettra.

[illegible]

Notre expansion régulière et le développement important de nos activités financières nous conduisent à nous renforcer dans le domaine du contrôle et de l'organisation.

A cet effet, nous recherchons un

Organisateur-auditeur

Il aura une formation supérieure de niveau :
- Maîtrise de gestion + DECS.
- Ecole de commerce + DECS.

Une expérience souhaitée de 3/4 ans en organisation et audit dans un Etablissement bancaire.

Une connaissance de l'informatique serait appréciée.

Lieu de travail : centre de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3889, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

Afin d'assurer l'expansion de notre activité informatique

nous recherchons

UN ORGANISATEUR

Chargé lors de l'implantation de progiciels de gestion auprès de PME-PMI :
- De former et conseiller les utilisateurs du système ;
- De mettre en place les procédures d'utilisation.

Formation souhaitée :
- DECS + formation supérieure de gestion ;
- Connaissance de l'entreprise ;
- Grande mobilité nécessaire pour missions nationales et internationales.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à : R.O. CARRIERES, 21, rue des Favorites, 75015 Paris. Réf. ORG. 885.

Communication interne à l'entreprise

Concevoir et mettre en place des structures de communication performantes, informer clairement et rapidement notre personnel, le faire participer activement à la vie de l'entreprise... au sein d'une société de 1.000 personnes, figurant parmi les leaders de la profession et rattachée à l'un des plus importants groupes français, c'est ce que nous proposons à un jeune spécialiste de la communication interne. Les domaines concernés sont larges : stratégie de l'entreprise, action commerciale, gestion sociale... et les outils nombreux (journal d'entreprise, expression des salariés, réunions de communications...). Intégré à notre direction des affaires sociales, ce responsable aura complété sa formation supérieure (ESC de préférence) par une première expérience *dans le domaine* de la *communication au sens large* (publicité, relations humaines...) et sera bien sur très motivé par le développement de notre politique sociale. Le groupe auquel nous appartenons, très sensible aux problèmes concernés par ce poste, pourra lui garantir de réelles perspectives d'évolution. Les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5858M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER
- équipements industriels

recherche

INGENIEUR

Si vous êtes intéressé par l'informatique assurant le pilotage de machines outils, robots et le dialogue homme-machine, rejoignez notre département d'études et développement des équipements industriels.

Profil :
- formation en automatisme ou informatique,
- connaissances en système d'exploitation, informatique graphique, génie logiciel appréciées,
- connaissances langage assembleur,
- connaissances langage Pascal appréciées,
- anglais ou allemand nécessaire.

Lieu de travail : région Rhône-Alpes.



Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département du Personnel, 32, avenue Michelet, 93404 St-Ouen.

CONTESSE

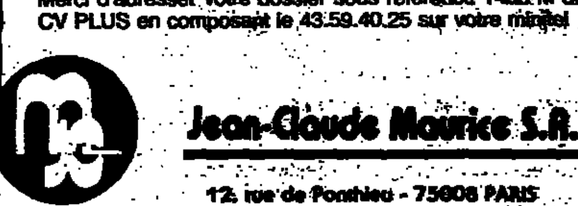
Responsable gestion des carrières

Important Organisme Financier (300 personnes) recherche dans le cadre de son développement le RESPONSABLE DE LA GESTION DES CARRIERES ET SUIVI DE LA FORMATION.

Il sera chargé de mettre en œuvre des systèmes de promotion et d'évolution des carrières dans le cadre des classifications existantes (Evaluation des fonctions, appréciation des performances, formation, promotion des Cadres...) ainsi que de déterminer et de gérer les besoins de formation sur les plans qualitatifs, administratifs et financiers...

Ce poste pourra être affecté à un Cadre de 30 ans minimum, de formation supérieure (ESC option Personnel ou DEA, DESS d'économie ou de gestion...) et possédant une expérience réussie de la fonction acquise en Entreprise.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 1453 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel



12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

AFCOREM

Juriste opérationnel à dimension financière

200 000 +

Société holding française, nous possédons d'importants actifs immobiliers et des participations dans plusieurs entreprises industrielles. Nous recherchons un bras droit pour notre secrétaire général.

De la gestion de notre patrimoine immobilier à des missions juridiques touchant au droit des sociétés et des affaires, votre responsabilité est large et motivante. Nous souhaitons progressivement vous confier aussi les aspects financiers de l'administration de nos filiales. Vous serez ainsi, pour l'ensemble de nos affaires, l'interlocuteur de nos cabinets juridiques.

La trentaine, vous êtes juriste en droit des affaires bien sûr, mais aussi financier et avez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction administrative et juridique. Autonome et rigoureux, vous avez le sens de la communication et vous savez vous imposer naturellement.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons *confidentialité et réponse. Référence 1297 M.*
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Membre de Syntec

INDUSTRIE DE LA SANTE
recherche pour son unité située dans la région Centre le

RESPONSABLE ACHATS

De préférence chimiste ou pharmacien, il sera chargé :
- de la négociation de prix, en liaison avec l'achat central,
- de l'approvisionnement, en liaison avec les services de planification,
- de la définition des spécifications d'usage des produits achetés, en liaison avec les services production et qualité,
- de la recherche des innovations, en liaison avec les fournisseurs,
- de l'évolution des techniques de gestion, en liaison avec le service informatique.

Une expérience industrielle dans les domaines de la fabrication, du packaging ou du contrôle est requise.

Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 1289 à l'attention de PARAPHE 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour son service

EUROÉMISSIONS

COLLABORATEUR(TRICE)

300 000 Frs

ayant
- une bonne expérience de trading et de contacts personnels sur le marché des Eurobonds
- une expérience, même marginale, de gestion collective ou individuelle de portefeuille (actions/obligations) sur le marché international
- maîtrise de la technique de la gestion des options souhaitée
- âge minimum 30 ans.
- très bonne connaissance de l'anglais (autres langues appréciées).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 1399 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

Un très Important Etablissement Financier National

recherche :

un(e) Juriste en Valeurs Mobilières

Il(elle) aura pour mission de :
- participer à la création de produits en valeurs mobilières ainsi qu'a des études fiscales et juridiques concernant des opérations financières et boursières (introduction en Bourse, fusions, prises de participation).
- contrôler l'application des réglementations de ces opérations, plus particulièrement SICAV et Fonds communs.
- assurer la vie juridique des sociétés.

Une expérience de 3 ans environ d'opérations similaires acquise dans un établissement bancaire ou dans un cabinet de Conseil Juridique est exigée.

Une formation juridique DEA ou DESS fiscalité/Droit des Affaires est demandée.

Envoyer candidature avec CV. prétentions et photo sous réf. GV 952 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CONCOURS DE CHERCHEURS

Le CNRS recrute au titre de 1985 et 1986

25 directeurs de recherche 1re classe
306 directeurs de recherche 2e classe
80 chargés de recherche 1re classe
336 chargés de recherche 2e classe

Les personnes intéressées doivent se procurer les formulaires de candidat. au : 15, quai Anatole-France, Paris-7e, Bureau des chercheurs, avant le 16 janvier 1986.

Date limite de dépôt des candidatures : 17 janvier 1986.

R S C I

Réalisations Services et Conseils en Informatique

Société d'ingénierie en informatique industrielle et scientifique, équipée d'un important centre de calcul, nous recherchons dans le cadre de notre expansion et de nouveaux projets :

INGENIEURS D'ETUDES

De formation grandes écoles, vous avez une première expérience d'au moins un an dans le domaine industriel.
Sous la responsabilité de la Direction, vous serez *chargés de l'implantation de techniques nouvelles :* (atelier logiciel, ADA, système experts, PROLOG...).
La connaissance d'un ou plusieurs des environnements : 68000, VAX, DATA GENERAL/MV, UNIX, C, PASCAL sera considérée comme un atout supplémentaire.

INGENIEURS SYSTEME

Ayant une bonne *expérience des matériels :* VAX (et/ou) DATA GENERAL/MV, vous aurez la responsabilité de plateformes comprenant des matériels VAX, DATA GENERAL/MV, APOLLO, IBM.

INGENIEURS LOGICIEL

Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :
- calculateurs : VAX, DATA GENERAL/MV, APOLLO 68000, MITRA, SOLAR.
- langages : C, *PASCAL, FORTRAN, LTR3, LTR.*

Intégrés à des équipes dynamiques vous participerez à la conception et à la réalisation de *grands projets industriels.*

CHEF DE GROUPE QUALITE

De formation supérieure, vous avez une solide expérience en informatique industrielle (conduite de projet) et une très bonne connaissance du domaine méthodologie.
Dans le cadre de très importants projets logiciels, vous serez chargé de la négociation avec le client utilisateur, des rapports avec les sociétés sous traitantes, ainsi que de l'encadrement des chefs de projets.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à : R.S.C.I. 537, rue Hélène Boucher Z.I. Centre 78530 BUC.

Membre de SYNTEC-Informatique

VALMINS CONSEIL

FNMF

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche pour son
SECTEUR MEDICO-SOCIAL

ATTACHE DE DIRECTION

H/F

Maîtrise de Droit - Esprit de synthèse - Capacités de rédaction.
Connaissances du secteur sanitaire appréciées.
Petite expérience professionnelle indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo (restituée) et prét. à FNMF - Division des Relations Sociales, 56 à 60, rue Nationale 75649 PARIS Cedex 13.

CONTESSE

Entreprise de Travail Temporaire
située à Paris, recherche son

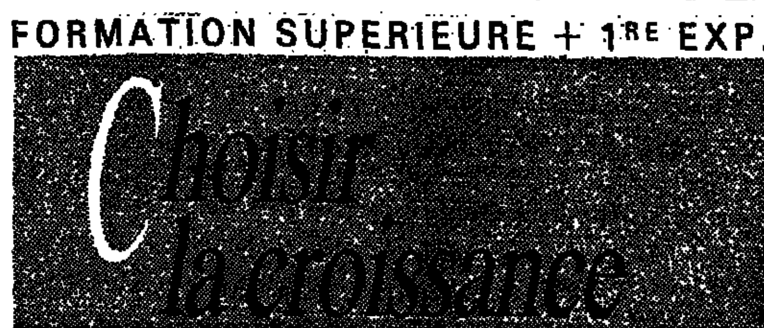
responsable (H/F)

Un Cadre qui a la mentalité de patron
avec la volonté d'animer et diriger une P.M.E.
Il a une âme de vendeur.
L'expérience du travail temporaire sera appréciée
La rémunération de départ sera constituée d'un fixe + intéressement + voiture + frais

Adresser CV + lettre manuscrite à notre conseil
P. Robert, 1 Rue Gœthe - 75016 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

FORMATION SUPÉRIEURE + 1RE EXP.



C'est, pour vous, saisir l'opportunité de rejoindre le n° 1 français de la *restauration collective, qui vous propose de larges responsabilités* en tant que **CHEF DE SECTEUR.**

Vous assurerez :
- le suivi commercial de vos contrats,
- l'élaboration et la tenue des budgets,
- l'animation du personnel,
- le suivi qualitatif de nos prestations.

Manager, conseiller, gérer, telle sera votre mission.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, vous souhaitez prouver ou confirmer, après une première expérience, vos qualités de Manager.

Notre Groupe, en forte croissance et de dimension internationale, saura vous offrir des opportunités d'évolution de carrière, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, *s/réf.* LM/350/CDE, à **SODEXHO** - Service Recrutement - B.P. 36 - 78391 BOIS-D'ARCY Cedex.



MEDIA PA

La société scientifique d'hygiène alimentaire, reconnue d'utilité publique dans le domaine nutritionnel et agro-alimentaire tant auprès des pouvoirs publics, des centres de recherche que des entreprises, recherche son

Responsable Administratif et Financier

Vous aurez en charge, pour nos 3 structures :
- la coordination de la comptabilité (IBM 36) et la gestion financière,
- la gestion du personnel,
- la gestion administrative de l'association

Titulaire du DECS ou d'une formation équivalente ou très bon autodidacte âgé de 40 ans environ, vos compétences professionnelles, votre fiabilité ainsi que vos capacités d'animateur seront retenues.
Poste basé à proximité de **LONGJUMEAU**

Notre Consultant, Catherine LASRY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. CL1312 (CV, lettre man., photo et rémunération actuelle) au :
CNPG Conseil, 105 av. Victor Hugo - 75116 Paris.

CNPG CONSEIL

Psychographologue Confirmée

Mi-Temps

Nous sommes une équipe de cinq consultants seniors, spécialisés dans le conseil aux entreprises pour la recherche, le choix, l'intégration d'ingénieurs, cadres, dirigeants réalisateurs, la gestion des ressources humaines.

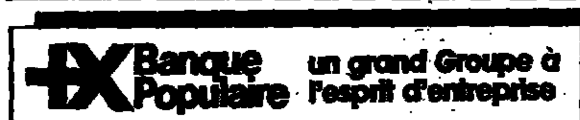
Dans le cadre de notre fort développement, nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe une *PSYCHOGRAPHOLOGUE CONFIRMEE.*

De double formation approfondie psychologie plus graphologie (G.G.C.F.) vous avez impérativement au moins deux ans d'expérience de la graphologie *appliquée à la sélection professionnelle et si possible la pratique* des examens de personnalité.

Vous prendrez progressivement en charge des tris, des analyses courtes *ou approfondies, des bilans individuels. Vous participerez activement* au fonctionnement du cabinet.

François CORNEVIN traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire, sous référence 15 6902 M, à :

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72



LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
Organe Central de 38 banques régionales et de 29.000 collaborateurs *recherche pour son* **Département «Communication -Groupe».**

Un journaliste interne.

Il aura pour mission d'assurer la collecte d'informations, de les mettre en forme suivant les différents supports et de prendre peu à peu en charge le poste de **Rédacteur en Chef** d'une publication interne du groupe.
Il possédera une formation supérieure et une première expérience de 2/3 ans dans la communication (écrite, de préférence).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence J.I. à François MARSAL - Chambre *Syndicale des Banques Populaires* - 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

une énergie nouvelle en France

Directeur artistique

4 MISSIONS ESSENTIELLES :
- Définir et développer une politique originale de création et de diffusion.
- *Assurer des programmations communes* avec l'EIC.
- Collaborer étroitement avec le Centre Georges Pompidou.
- Prospecter de nouveaux talents et assurer le rayonnement international de l'Institut

4 QUALITES INDISPENSABLES :
- De parfaites connaissances musicales professionnelles.
- Une longue pratique du milieu musical.
- Une riche expérience d'organisateur de manifestations.
- *Un esprit curieux, novateur, prospectif.*

Organisation et Publicité



Adresser lettre manuscrite et C.V. à l'IRCAM
Bertrand Périsson - 31 rue Saint-Merri
75004 PARIS

Nous sommes une société française de rang international spécialisée dans du petit matériel électromécanique de haute technicité destiné aux industries de *pointe : informatique, électronique, aéronautique et armement.*

Nous recherchons pour notre **Service Export**

UN JEUNE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

De formation électronique, électromécanique ou électrotechnique.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

Écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 02351 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

---

Groupe industriel et commercial Français du secteur biens de consommation à forte implantation internationale recherche pour son Siège

Responsable du Service Juridique

basé à Paris

Vos responsabilités :
- gérer le personnel siège et services généraux
- gérer les assurances du groupe
- tenir les assemblées
- conseiller les directeurs de filiales françaises et étrangères sur le plan juridique
- superviser l'ensemble des contrats.

Vous avez un DESS de droit privé, droit des affaires une licence en droit complétée par Sciences Po, 3 à 5 ans d'expérience juridique *acquise en cabinet ou en entreprise et vous* parlez couramment anglais.

Vos atouts pour réussir : diplomatie, faculté d'adaptation, rapidité de réaction.

Envoyer CV + photo à ***CFTE***
37 C3, avenue Fr. Roosevelt 75008 PARIS
Discrétion assurée, réponse garantie.

GRENOBLE
SOCIÉTÉ INGÉNIERIE INFORMATIQUE INNOVATRICE

- Informatique temps réel et industriel.
- Mini et micro.
- Logiciel et matériel.

recherche

- **INGÉNIEUR COMMERCIAL**
  haut niveau technique.
  Déplacements fréquents en vue de prendre poste direction.
- **INGÉNIEURS CONFIRMÉS**
  – Expérience télécom.
  – Connaissance R.S.X. 11 M.
  – Connaissance Solar + *déplacements étranger.*
- **INGÉNIEURS DÉBUTANTS.**

Pour tous ces postes il est demandé un niveau d'ingénieur grande école : X, ESE, Télécom, Centrale, ENSIMAG, ENSERG, ENSET.

Ecrire avec c.v. et prét. à : LE MONDE PUBLICITÉ *n° 314 510 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.*



situé à RUEIL MALMAISON (92), *recrute pour* sa Direction de Recherche Géophysique et *Instrumentation*

INGENIEUR GRANDES ECOLES
(Normale Sup, X, Mines, Télécom, Centrale...)

Débutant ou quelques années d'expérience, une compétence dans les techniques les plus modernes du traitement du signal et/ou dans le domaine de la propagation des ondes acoustiques serait appréciée.
Dans l'avenir, il sera demandé au candidat d'encadrer une équipe de recherche de haut niveau.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 21041 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, *75040 Paris cedex 01, qui transmettra.*

CONTESSE

Radio France internationale

recrute pour ses émissions en langue serbo-croate

JEUNES JOURNALISTES DIPLOMÉS

PARFAITEMENT BILINGUES

Outre une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France et des pays de *l'Est*, l'activité implique des horaires de travail de nuit et la pratique de la dactylographie, une expérience radio serait appréciée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Disponibilité immédiate.

Adresser c.v. et prétentions au service du Personnel de R.F.I., B.P. 9 516, 75762 Paris Cedex 16.

Responsable du personnel

Techniques de pointe - Société de taille humaine (350 personnes), nous sommes la filiale d'un des plus puissants groupes français. Nous recherchons notre responsable du personnel. Rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction (recrutement, formation, communication, suivi des carrières, *relations sociales...) et gérera une population* composée essentiellement d'ingénieurs et de techniciens. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, *Droit, Sciences Humaines...), âgé d'au moins 28 ans et ayant déjà* acquis une expérience significative du monde industriel et de la gestion des ressources humaines. Au-delà des compétences «techniques», il possédera les qualités relationnelles indispensables pour maintenir et développer la qualité de notre climat social. La rémunération proposée sera motivante et les perspectives d'évolution de carrière garanties par notre groupe d'appartenance. Poste situé en proche banlieue ouest de Paris. Les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le *nom des sociétés* auxquelles elles *ne doivent pas être* communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5857M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche, pour reconcevoir l'ensemble de son

SYSTÈME D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

et construire un outil avancé :

CHEFS DE PROJET

Leur mission, au sein d'une équipe jeune de la DIRECTION FINANCIÈRE du groupe :
- Animer la formalisation détaillée des nouvelles méthodes financières, comptables et de gestion ;
- Etablir les cahiers des charges des systèmes informatiques ;
- Assurer le succès du démarrage de chaque projet.

LEUR PROFIL :
- Grande école commerciale ou d'ingénieurs, complétée d'un DECS ou équivalent ;
- Expérience d'au moins trois ans, acquise en entreprise ou cabinet, dans un poste opérationnel *ou de conduite de projets, en gestion, comptabilité, consolidation ou trésorerie ;*
- Créativité, dynamisme et capacité d'animation, rigueur et esprit de synthèse, aptitude à évoluer ultérieurement vers des postes de responsabilité.

Adresser c.v., lettre manuscrite et photo sous le n° 22 118 de LA PUBLICITÉ FRANÇAISE, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS. qui transmettra. Discrétion assurée.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

recherche

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

pour sa Direction du Personnel

Intégré à une équipe de cadres, il participera aux projets en cours avant de prendre en charge la responsabilité de projets devant *déboucher sur une refonte intégrale du système de gestion et* d'administration du personnel. (7 000 personnes à gérer).

Le candidat intervenant de la conception aux suivis de la *réalisation* et de la mise en place, devra :
- être de formation supérieure (BAC + 4 minimum) de préférence en *informatique de gestion (MIAGE,...),*
- avoir une expérience de 2 à 3 ans de réalisation informatique, si possible sur bases de données (IBM-DL1),
- *connaître de préférence la méthode MERISE.*

Nous vous remercions d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et *rémunération souhaitée sous réf.* 20820 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

---

comelog — comelog — comelog

COMELOG S.A. au capital de 2.200.000 F
180 personnes - 45 millions de F. de C.A., poursuit son développement dans la région parisienne et souhaite embaucher, un

CHEF D'AGENCE

Il devra :
- VENDRE du Service en Informatique
- *MANAGER des Equipes d'Ingénieurs*
- GÉRER un Centre de profits.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, il a les aptitudes *et les motivations pour développer de façon importante* une activité de service de qualité.

Ecrire à : COMELOG - Mr PERQUIER - 7, rue Louis David - 75116 PARIS.

comelog — comelog — comelog

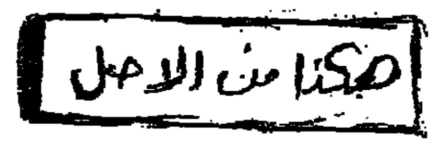
BANQUE INTERNATIONALE
PARIS 8me

recherche pour sa Direction Financière

COLLABORATEUR Classe V ou VI
H/F

connaissant les marchés et produits financiers ainsi que leur fiscalité. Des connaissances plus particulières sur le marché obligataire fran*çais, primaire ou secondaire, seraient appréciées.*
L'allemand et/ou l'anglais parlé est souhaité mais pas indispensable.

Adresser C.V. sous référence 587 à CEPIAD, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. *Monsieur A. Dannenberger vous garantit la discrétion.*



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Développement électronique grand public

Société leader sur son marché Equipements de loisirs (Banlieu Nord Est) souhaite renforcer son potentiel Recherche et développement en intégrant un INGENIEUR B.E. *(Electronique appliquée) chargé d'améliorer les produits existants et de concevoir de nouveaux produits en liaison étroite avec le Marketing et la Production.*

Le candidat retenu devra posséder une première expérience réussie dans une fonction similaire si possible dans des applications proches de notre Métier (électroménager, *audio vidéo, micro-informatique...*).

Envoyer votre dossier complet (CV + photo + prétentions) sous réf. 1416 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.

APCOREM



Jean-Claude Maurice S.A.



12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

JAGENBERG

Filiale d'un groupe allemand très important en France, nous commercialisons des machines destinées à la fabrication et à la transformation du *papier et du carton. Nous recherchons un*

Ingénieur Commercial

Top Niveau — **Bilingue Allemand**

Vous avez : ● une formation d'ingénieur ; ● 35 à 45 ans environ ; ● une expérience professionnelle réussie dans l'industrie papetière ; ● des talents de négociateur à haut niveau.

Nous vous proposons de vendre des machines de haut de gamme et de très forte valeur unitaire (à des interlocuteurs de haut niveau après avoir réalisé les études techniques préalables. Votre lieu de travail sera **Asnières (92)** et de fréquents déplacements seront à prévoir au siège *de notre groupe en Allemagne). Votre rémunération et vos possibilités* d'évolution seront fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo (retournée), rémunération actuelle et souhaitée) s/réf. AB 05/12 à Catherine LASRY, **CNPG Conseil** 105 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

CNPG CONSEIL — DESSEIN

Larges responsabilités dans un secteur de pointe

Jeune ingénieur

Electronique - automatismes - informatique industrielle

Réputée par la qualité et la maîtrise des procédés, déjà leader sur le marché des équipements robotisés très sophistiqués de fabrication de semi-conducteurs, notre société, filiale d'un groupe de 2 000 personnes (qui lui apporte l'appui de ses services de recherche), connait une croissance spectaculaire et un développement international.

Pour répondre aux évolutions rapides des besoins de nos clients de l'électronique, nous concevons et réalisons autour de notre process des installations sur mesure. Aussi nous recherchons un nouvel ingénieur qui aura des responsabilités étendues : analyse des cahiers de charge, conception, calculs, programmation, assistance à la réalisation, essais (en salle blanche), mise en route sur les sites...

Cette opportunité passionnante par son autonomie, l'intérêt des projets et les perspectives d'avenir s'adresse à un jeune ingénieur de moins de 30 ans maîtrisant impérativement l'anglais et ayant démontré au cours d'une première expérience ses potentialités créatives et son sens pratique sur le terrain. Notre équipe est jeune, soudée, accueillante.

Le poste est basé en Région Parisienne (banlieue sud) et nécessite de fréquents déplacements.

Adressez votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions), sous la référence 4156 à Jacques GUYON.

HAY *Managers* — 50, bd Gal-de-Gaulle, 59100 ROUBAIX, T. 20.73.71.70

UN CHEF DU PERSONNEL

Groupe international de services en fort développement, nous recherchons pour la Direction parisienne de l'une de nos filiales, un jeune Chef du Personnel.

Homme de contacts, en relations avec nos différentes hiérarchies opérationnelles, vous devez mettre en oeuvre pour l'ensemble de la fonction personnel une politique dynamique, notamment dans les domaines suivants :

- *gestion du personnel (recrutement, accueil, formation, appréciation).*
- *relations syndicales*
- *supervision de l'administration et de la paie.*

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3/5 ans d'expérience dans la fonction personnel, si possible dans le domaine des services.

Adressez votre candidature complète (avec prétentions) sous référence 4928 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

DESSEIN

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1er Etablissement Public de Recherche - 25 000 personnes - budget : 8 milliards de Francs

INGENIEUR ou UNIVERSITAIRE

option informatique de gestion
débutant ou 1re expérience

Vous participerez au développement de son informatique de gestion et serez d'abord affecté à la conception du nouveau système de gestion du personnel (réseau, base de données).

Vous contribuerez ensuite à la mise en place du Schéma Directeur.

Il vous sera donné la possibilité d'accéder à un corps de la fonction publique.

Adressez votre candidature (avec prét.) sous référence IUM à :
CNRS-SIG - 23, rue du Maroc - 75940 Paris Cedex 19

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Grande Ecole de gestion ou équivalent.
Débutant ou première expérience.
Connaissance micro-informatique appréciée.

Envoyer lettre, CV, photo et prétentions à C.C.I.P. - DPRS - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

Banlieue Paris-Ouest

RESPONSABLE TECHNIQUE

Notre Société développe ses activités dans l'électronique, le laser, etc. A la tête de l'équipe technique, vous assurerez l'étude, la mise en place et le suivi d'équipements de contrôle et marquage.

De formation supérieure électronique, vous avez une expérience équivalente de 5 ans, vous êtes mobile et pratiquez l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M5/1623A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

AGENT DE CHANGE
AUPRÈS DE LA BOURSE DE PARIS

recherche

ANALYSTE FINANCIER EXPÉRIMENTÉ (H./F.)

PROFIL :

- Parfaite maîtrise des états comptables ;
- De préférence, membre de la SFAF ;
- *Bonne connaissance des sociétés cotées en Bourse.*

MISSION :

- Etudes de sociétés françaises à destination de la clientèle institutionnelle française et étrangère, et des services commerciaux de la charge ;
- Visite des sociétés et comptes rendus.

Adresser c.v. et lettre manuscrite,
BERTRAND MICHEL, AGENT DE CHANGE
7, rue de la Bourse, 75002 PARIS.

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de france

recherche

Conseil en Droit des Sociétés

Formation Universitaire, bonnes connaissances en droit des affaires et comptabilité.

Préférence à candidat ayant expérience dans un *cabinet, une entreprise ou une banque.*

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 8861 M, à : FIDAL PARIS - 18 Bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Notre société élabore du matériel de haute qualité destiné aux secteurs industriels de pointe tels que électronique et aéronautique.

Nous recherchons pour la Région Parisienne

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation électronique, électrotechnique ou électromécanique.

Quelques déplacements en province de *courte durée sont à prévoir.*

Écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 02350 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

Pour faire face à son expansion

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche

candidats de formation supérieure, libres rapidement :

1. **EXPERT** *niveau manager cabinet international*
2. **RÉVISEURS** confirmés 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée)

Adresser C.V., photo et prétentions pour étude à :
Me NOUVEL, 9/13, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

Crédit Mutuel d'Ile de France

Responsables d'agence

Votre solide expérience dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine.

Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences.

Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité.

Homme de service et de conseil, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients.

Vous mettrez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale décentralisée et efficace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 1712, à la Direction des Relations Humaines et Sociales.

Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cédex 11.

L'esprit pionnier

média-system

FNMF

LA FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE
recherche

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ECONOMIQUE ET FINANCIER

possédant de bonnes connaissances comptables (DECS) et d'analyse financière afin de participer, au sein d'une équipe, à des analyses financières traditionnelles, à des missions d'*audit, à diverses études ou recherches sur le secteur.*

Ce futur collaborateur devra faire preuve d'esprit de méthode et d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation.

Une expérience dans les domaines précités serait appréciée.

Le poste est basé à PARIS mais des déplacements en province sont à prévoir.

Adresser CV détaillé, photo (restituée) et prét. à FNMF -
Division des Relations Sociales, 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

CONTESSE



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche

CONSULTANT INFORMATIQUE DE SERVICE H/F

(Infocentre, bureautique intégrée)

De formation supérieure (Ingénieur Ecole Supérieure de Commerce ou MIAGE), il aura si possible une première expérience d'un ou deux ans.

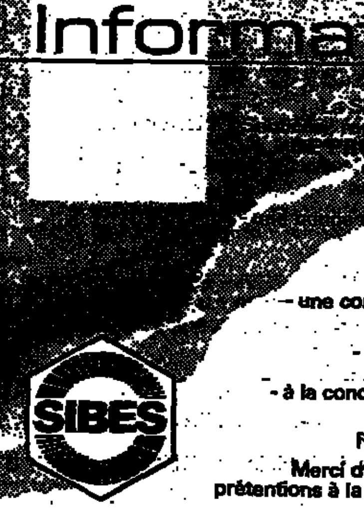
Le poste nécessite :

- une réelle aptitude à la communication et à la négociation
- un fort potentiel technique pour aborder les problèmes informatiques (de la conception à la réalisation).

Le candidat retenu aura à faire l'analyse des besoins (fonctionnels et organiques) des utilisateurs, la promotion des produits et la *mise en place des procédures informatiques.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 21050 à B.U.E. - Service du Recrutement 75017 PARIS Cedex 02.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 50 10 05



...bancaire d'Etudes et de ... banques, *recherche un* **CHEF ... INFORMATIQUE,** avec une bonne ...ce des problèmes de **RESEAUX.**

Votre profil :

...culture des systèmes informatiques et des *réseaux télématiques,*
- une démarche créative et pragmatique,
- un sens relationnel affirmé,
- une connaissance de la banque serait appréciée.

Votre mission : Vous participerez :
- *à l'étude et à la mise en place de réseaux* interbancaires actuellement en projet,
- à la conception et au fonctionnement des services communs aux membres de la Société.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la **SIBES** - 75, rue St-Lazare - 75009 PARIS.

MEDIA BA

BASF

Commercialise en France une gamme complète de matériels et de supports informatiques.

Pour seconder la Direction de cette activité, nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

Il devra mettre en place de nouveaux outils de gestion, suivre les budgets, assurer la coordination inter-services, et apporter pour les clients et les distributeurs des solutions de financement de ces matériels.

Ce poste conviendrait à un Assistant confirmé, de formation ESC, parlant anglais (l'allemand serait souhaitable) et connaissant bien le financement des biens d'équipement.

Merci d'écrire, sous référence 385/RSI, à la
COMPAGNIE FRANÇAISE BASF - 140, rue Jules-Guesde -
92303 LEVALLOIS-PERRET

MEDIA BA

CHARGE DE RECRUTEMENT
CADRES ET NON CADRES

Jeune diplômé d'Etudes Supérieures (Psycho, CELSA, ESC...) vous avez déjà une première expérience du recrutement en entreprise ou en cabinet.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune au sein de la Direction des Affaires Sociales d'une entreprise industrielle et commerciale de 5 000 personnes.

Vous serez basé à Paris.

Après quelques années dans la fonction, vos qualités de contact, d'adaptation et votre mobilité géographique seront des atouts déterminants pour une évolution de carrière intéressante au sein d'une organisation de 30 000 personnes.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions au CENOD 60, rue Caumartin, 75009 PARIS.

Société d'ingénierie informatique de 300 personnes recherche plusieurs

Ingénieurs informaticiens

pour travailler dans les domaines suivants :
• bases de données • génie logiciel • télécommunications • commutation téléphonique • simulation, logiciels embarqués.

Compétences recherchées :
MOTOROLA, INTEL, ZILOG,
DEC, HP, MITRA, SOLAR, MINI 6, SM 90, SPS 7, SPS 9.
IBM VM/CMS.
Assembleurs, PASCAL C, LTR.

Envoyer lettre, CV et prétentions à Marie-France BURQ
EUROSOFT S.A. 38, bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

EUROSOFT

Important organisme de garanties financières recherche pour son siège Paris-8e

UN ANALYSTE FINANCIER

Maîtrise de gestion finance, débutant ou ayant une première expérience. Il devra posséder de solides connaissances en comptabilité et analyse de bilans. Une ouverture aux problèmes juridiques est requise. Rattaché au service « Etudes et Analyses », il aura la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui sera confiée.

Adresser C.V. + photo, sous la réf. M 515 à notre conseil, Charles Raynaud Consultants, 17, quai de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-75-57-87.

URGENT PYC-ÉDITION recrute pour différentes revues

1. JOURNALISTE SPÉCIALISÉ (E)

(équipement agricole et IAA), pour rédaction, réécriture, mise en forme articles techniques, interviews, reportages, intéressé(e) par questions industrielles, capable suivre réalisation revue dans petite équipe en collaboration directe avec rédaction en chef (notions secrétariat rédaction). Réf. GR.

2. JOURNALISTE TECHNIQUE

à temps partiel (horaires souples), pour interviews, reportages, réécriture et mise en forme documents techniques (industries lourdes). Evolution possible à terme vers plein temps. Réf. TRT.

Ecrire lettre manus. détaillée + C.V. et prétentions sous réf. du poste à Pyc-Edition, 254, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

Société de Conseil, leader dans le domaine de l'immobilier et de l'urbanisme, recherche jeune

CHARGÉ D'ÉTUDES

De formation supérieure, économique ou commerciale, vous aurez, de préférence, une première expérience dans ce domaine. Un esprit créatif et ouvert, des qualités de contact et le sens de l'analyse vous permettront une progression rapide au sein d'une équipe performante.

Adresser C.V. + photo + prétentions au GRECAM, tour Maine-Montparnasse, 75755 PARIS Cedex 15.

PME recherche

RESPONSABLE COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Niveau DECS.
Envoyer C.V. et prét. à : Sté DIMAPE, 41, rue de Sèvres, 92100 Boulogne.

Métro Mairie d'Issy
Société de sous-traitance aéronautique (270 pers.) recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du contrôleur financier. Sa mission : responsabilité de la comptabilité analytique, établissement et suivi du budget, élaboration des tableaux de bord.
Le candidat possédera une formation maîtrise de gestion ESC ou équiv. Débutants à fort potentiel accepté.

Envoyer une lettre manuscrite avec photo et C.V. à CRMA 6, rue Marceau, 92133 Issy-les-Moulineaux Cedex.

RÉDACTEUR CONCEPTEUR V.P.C.

Société de vente par correspondance de matériel de bureau en forte expansion, située près de ROISSY, recherche pour compléter son équipe marketing/publicité un rédacteur-concepteur, à qui sera confiée la réalisation de textes pour nos catalogues et mailings.
Des qualités de persuasion, de rigueur et de précision seront nécessaires. Une expérience de la communication V.P.C. sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant votre rémunération actuelle à M. SIROT, Société J.P.G., B.P. 24, 95470 FOSSES.

Organisme agricole proximité PARIS recherche

UN CONSEILLER JURIDIQUE ET FISCAL

titulaire d'une maîtrise de droit privé ou équivalent. Expérience de quelques années en droit et fiscalité agricoles.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à l'adresse suivante : F.D.S.E.A.
MAISON DE L'AGRICULTURE
10, rue Dieudonné-Costes
28024 CHARTRES CEDEX.

TECHNICO-CIAL

30 ans minimum, expérience matériels de travaux publics et bâtiment ; relations avec clientèle, recherché par société prestation de services région Marne-la-Vallée. Adresser CV, photo et prét. s./réf. 10674 à P. Lichau SA, 10, rue de Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Entreprise BTP recherche pour chantier important Algérie logement en base-vie

CUISINIER RESPONSABLE ADMINISTRATIF

expérience Algérie indispensable.
Envoyer c.v. et prétentions au : nº M. 2 714 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Société d'expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

STAGIAIRES et COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Ecrire avec c.v. et prétentions SODIP (réf. GS) 60, rue du Rendez-vous, Paris-12e.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute

JOURNALISTES

pour son service POLITIQUE
Bonne connaissance des structures politiques, parlementaires et administratives demandée.
Ecrire sous le nº 6 841,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Si vous avez le goût des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre, effectuez un stage pour devenir l'un de nos CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)
Tél. pour r.-vs pour 78-92-93-95, Paris au 45-00-24-03, poste 40 et pour 91 et 94 au 46-60-52-52, poste 223.

Banque quartier Opéra service juridique recherche COLLABORATEUR(TRICE) ayant bonnes connaissances juridiques, comptabilité, opérations de banque et informatique. Pratique dactylo et télex obligatoires.
Langue portugaises souhaitée.
Age minimum 35 ans.
Adr. lettre manuscrite, c.v., photo et prét. à TD, 84, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

◈ abeille paix igard

Un des tout premiers groupes d'Assurances recherche pour son **Département Informatique**

un ingénieur diplômé grande école ou un actuaire

Sa mission comportera :
- La révision de l'ensemble des indicateurs d'activité et de rentabilité de l'entreprise par l'utilisation des techniques d'Infocentre (IC1)
- La présentation des chiffres à la Direction Générale.

Ce poste pourrait convenir à un candidat ayant acquis une première expérience ou un débutant après formation par l'entreprise.

Possibilités d'évolution dans le Groupe pour candidat de valeur.

Prière d'adresser lettre, CV + photo sous réf. IA à Mme IMBERT - ABEILLE PAIX - 52, rue de la Victoire 75009 PARIS.

JEUNE PASSIONNE par LA FONCTION PERSONNEL

A 30 ans, après une formation type DUT Gestion du Personnel ou Maîtrise en Droit ou Lettres, vous souhaitez valoriser l'expérience de 2/3 ans que vous avez acquise dans le domaine de la Formation, sous tous ses aspects.

Nous vous offrons aujourd'hui l'opportunité de prouver vos excellentes qualités relationnelles et votre goût du challenge en intégrant la Fonction Personnel d'une importante BANQUE située à MARNE-LA-VALLEE.

L'enrichissement et l'évolution de votre mission initiale (concevoir et suivre le plan de formation de nos collaborateurs et participer à leur recrutement) seront essentiellement fonction de l'implication dont vous ferez preuve et de votre potentiel.

Pour en savoir plus, appelez le 42.96.15.16, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h (précisez la réf. 386).

Vous pouvez également adresser votre candidature, s/réf. 386, à ALLO-CARRIERES, 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

16(1)42.96.15.16

MEDIA BA

Nous sommes la jeune filiale d'un très grand groupe français (400 sociétés consolidées). Notre société, gestionnaire de services, est de taille moyenne (200 personnes, 400 M de CA). Nous recherchons, pour assister notre Directeur Administratif, un

Chef Comptable
Basé à Paris

Animateur d'une équipe de 5 personnes, vous superviserez la comptabilité et serez responsable de l'établissement du bilan et des diverses déclarations fiscales, ainsi que de la gestion courante de notre trésorerie.
Vous participerez à la réorganisation de notre comptabilité, visant à assurer un meilleur suivi de nos budgets.

Cette offre s'adresse à un excellent professionnel de la comptabilité, âgé de 35 ans minimum. Nous recherchons un homme responsable, disponible, ouvert au dialogue et capable de motiver et de faire progresser son équipe. En un mot, un PATRON.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui etudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

BANQUE PRIVÉE
recherche un

ANALYSTE
spécialisé sur les marchés nord-américains

Il pourra lui être confiée la gestion d'OPCVM.
Expérience souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PLAIN CHAMPS, sous réf. 1405, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

Association 1901 de Solidarité avec les immigrés recherche

UN (E) COORDINATEUR (TRICE)

pédagogique 3/4 temps (salaire 6.118 F brut × 13) sachant travailler en équipe, disponible en partie soir/w.-e., ayant exp. vie ass. pour : conception/production, documents pédagogiques (frappe souhaitée), formations moniteurs bénévoles.

Envoyer C.V. à : Accueil et Promotion 61, r. Stephenson, 75018 Paris.

URGENT — ch. DÉB. JANVIER une pers. expér. pour :
- aller ch. Corinne (8 ans) et Florent (4 ans) à l'école ;
- faire trav. Corinne, donner les bains et faire dîner à mon domicile (Neuilly) de 16 h 30 à 19 h 30, cinq jours par semaine.

Tél. avant 15 h : 42-83-61-90 après 17 h : 47-22-01-19.

Société anglo-saxonne recherche

CHEF COMPTABLE H/F

connaissant « reporting » (rapport) anglo-saxon.
Libre rapidement de préf.
Adr. lettre manus., C.V., photo sous nº 314.520 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Banque quartier Opéra service juridique recherche COLLABORATEUR (TRICE) ayant bonnes connaissances juridiques, comptabilité, opérations de banque et informatique.
Pratique dactylo et télex obligatoires.
Langue portugaise souhaitée.
Age min. 35 ans.
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à TD, 84, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

Importante société de distribution

Recherche son

HOMME SYSTÈME

Sur IBM 4381 DOS/VSE CICS.
La rémunération sera établie en fonction du niveau d'expérience.

Tél. 46-55-12-14 ou 46-66-57-87.

Cherche pour élève préparant agrégation de Lettres PROF. D'ANGLAIS. Cours part.
Ecrire sous le nº 314.569 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Notre métier depuis plus de 30 ans : la création et l'installation de stands. Nous recherchons un :

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour prospecter, suivre et développer une importante clientèle. Vous avez une expérience réussie de la vente de produits « hauts de gamme » et, dans l'idéal, vous avez des connaissances de décoration. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 85/352 M à notre conseil : Klaus Schoenberger, 2, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

Filiale d'un Groupe important nous opérons dans le secteur du CONSEIL.
Pour participer au développement de nos ETUDES FINANCIERES nous recherchons des

Economistes Statisticiens

attestant d'une formation de haut niveau (ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC ou équivalent).

Deux postes sont à pourvoir.

Le poste d'Economiste confirmé requiert une expérience de plusieurs années dans les études économiques et financières.

Le poste d'Economiste sera pourvu par un titulaire d'un diplôme comptable ayant déjà prouvé son aptitude à mener des travaux d'analyse financière et d'études de marché.

Ecrire avec c.v. et photo sous référence MD5/1156 à AXIAL Publicité 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

FIDAL
fiduciaire juridique et fiscale de france
recherche pour seconder Secrétaire Général

Collaboratrice
Afin d'animer les relations extérieures de l'entreprise

La fonction comporte des tâches administratives (gestion de fichiers...) et des relations extérieures (contacts avec la clientèle et collaborateurs de l'Entreprise, organisation de l'action d'extériorisation, réceptions, séminaires, publications).

Une formation HEC J.F., CPSS ou DESS de relations publiques serait souhaitée.

Une expérience professionnelle de quelques années sera exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + prétentions, sous référence 8860 M, à : FIDAL PARIS - 18 Bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

---

la caisse centrale des mutuelles agricoles

recherche

contrôleur de gestion H/F

Dépendant du responsable en charge du contrôle de gestion, il participera à la création et au développement d'un système de contrôle de gestion en milieu informatisé.
Le candidat, d'environ 30 ans, de formation supérieure, aura une première expérience réussie dans l'implantation et/ou la mise en œuvre d'un contrôle de gestion performant. Dynamique, il devra posséder de réelles qualités personnelles et professionnelles.

gestionnaire comptable H/F

de formation D.U.T. Comptable et/ou de Gestion, ayant une première expérience en gestion comptable dans un milieu informatisé.
Ses qualités personnelles et son dynamisme seront des atouts importants pour le poste à pourvoir.
Envoyer lettre mansucrite, C.V., photo et prétentions à U.C.C.M.A. Service Recrutement - 8/10, rue d'Astorg - 75380 Paris Cedex 08

Organisation et Publicité

Ingénieur Commercial

- ◇ Jeune société en forte expansion, nous développons, importons et distribuons des logiciels et périphériques de haut de gamme pour Macintosh.
- ◇ Vous êtes jeune, vous avez déjà de l'expérience et vous aimez la vente. Nos clients sont des concessionnaires et vous saurez dialoguer avec eux. Vous aurez la responsabilité d'une de nos régions.
- ◇ Votre évolution sera à la mesure de vos capacités à développer nos ventes et à accompagner notre croissance rapide.
  Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements en province.
- ◇ Envoyer CV, photo et prétentions à Stéphane Landry.

◇ P·INGENIERIE
226, boulevard Raspail - 75014 Paris

---

secrétaires

Une

PUBLICATION

quotidienne de haut niveau

recherche une

secrétaire assistante

EXCELLENTE STÉNO-DACTYLO

Pour travailler dans une équipe restreinte, assurer la réalisation de la publication et la gestion des travaux de la Rédaction.
Excellente Sténo-Dactylo, bilingue anglais, ayant si possible une expérience de la Presse.
Horaires : 15 h à 24 h, 5 jours par semaine, du dimanche au jeudi.

Adresser dossier de candidature (C.V. + photo) sous réf. 3134 M — à préciser sur l'enveloppe — à DÉVELOPPEMENT, 10, rue de la Paix, 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

Recherchons

SECRÉTAIRE BILINGUE

FRANÇAIS/ALLEMAND

pour seconder dirigeant PME.
Lieu de travail : LONGJUMEAU.

Env. C.V. sous le nº 314.495 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Société d'Edition de mobilier et Accessoires de Décoration recherche libre de suite SECRÉTAIRE, bonne présentation, anglais courant.
Porte de Choisy.
Téléphoner au 46-58-18-18.

---

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 34-61-14-22.

formation professionnelle formation professionnelle

Marketing et gestion des achats

Formation permettant d'acquérir les outils de marketing et les techniques commerciales qui revalorisent l'exercice de la fonction achat-approvisionnement et transforme son organisation.

Stage à temps plein de 20 semaines (mi février-début juillet 1986).

Public concerné :
- études supérieures ou équivalent et expérience professionnelle
- Salariés en Plan de Formation ou Congé Individuel de Formation
- Demandeurs d'emploi (possibilité de rémunération d'Etat).

Informations et inscription : Stage M.A.G.D.A. - Sylvia DEMMER - Tél. 47.27.68.96

UNIVERSITE DE PARIS DAUPHINE - Département d'Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16

UNIVERSITÉ PARIS X - NANTERRE
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
stages de formation :

– ANALYSTE UNIX - 600 heures
LICENCE DE TECHNOLOGIE UNIVERSITAIRE
Janvier à Juin. Niveau Bac + 2.
Contenu, Système d'exploitation UNIX, PASCAL, LANGAGE C, APPELS SYSTÈME, BASE DE DONNÉES, réseau et relationnelle, atome et informix. (Poste 864).

– CADRE EXPORT
stage intensif - Janvier à Mars (Poste 858).

– CRÉATION D'ENTREPRISE
stage intensif - Janvier à Mars (Poste 777).

Renseignements et inscriptions,
Tél. 47.25.92.34 aux postes indiqués,
200, avenue de la République
92001 NANTERRE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
(1 A 4 SEMAINES)
9 H-13 H
SPÉCIAL INTENSIFS NOËL
16-23-30 DÉCEMBRE
– ANGLAIS COURANT
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

STAGE DE FORMATION MONITEUR AUTO-ÉCOLE
Ecr. A. Forget s.a., 20, av. de la Porte-de-La-Villette, 75019.

STAGE DE CRÉATION D'ENTREPRISES POUR CANDIDATS DES HAUTS-DE-SEINE
Fin déc. 85, mi-avril 86
3.000 F.
UCRA. 46-02-18-97 (9/13 h).

L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I

organise, dans le cadre de la formation continue, un stage d'Experts Juridiques, Économiques et en Sciences Politiques sur les Pays Ibériques.

FORMATION THÉORIQUE :
du 3 février au 4 juillet 1986
(à temps partiel).

STAGE PRATIQUE :
du 1er sept. au 31 oct. 1986
(à temps plein).

NIVEAU DE RECRUTEMENT :
maîtrise ou diplôme de 3e cycle en Droit, Economie, Gestion.

RENS. ET INSCRIPTIONS :
UNIVERS. DE BORDEAUX-I
SUNFOREP
73, avenue Roul,
33 405 TALENCE CEDEX.
TÉL. : 56-80-67-56
56-80-84-50, p. 388.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09 PARIS

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée *FRANCE CARRIÈRES (C 16)*. B.P. 402 - 09 PARIS.

traduction demande

Toutes traductions de turc. Leçons de turc et d'allemand. Téléphone : 43-25-95-82.

capitaux propositions commerciales

Raccords et joints pour *évacuation des eaux usées*

Fabricant allemand bien implanté et jouissant d'une expérience de plusieurs années, désireux d'introduire son produit de qualité sur le marché français cherche contact avec une organisation compétente pour l'importation et la distribution.

Les sociétés intéressées sont priées d'adresser leur candidature *sous n° 1.220 à :*
SOPIC, B.P. 31
67001 STRASBOURG.
Discrétion assurée.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

MAZDA 323 FFSDX
5 portes, bleu métallisé,
40 000 km, parfait état.
Px 28 000 F. T. 39-89-01-47.

L'immobilier

appartements ventes

6e arrdt

SAINT-PLACIDE
Bel imm. GD 3 P., plein de charme, 4e étage, clair. 1.550.000 F. 42-26-62-34.

7e arrdt

SAINT-DOMINIQUE, 76 m²
47-03-32-44.

MAISONNETTE-JARDIN.

INVALIDES 3 P.
refait neuf, asc. 47-03-32-31.

9e arrdt

Bel immeuble, p. de t., asc. *6 P., 185 m², chambre service,* 1 700 000 F — 48-78-97-52.

15e arrdt

EN CONSTRUCTION !
– 156 bis, R. CROIX-NIVERT
STUDIOS à part. 497.000 F
– 16, RUE D'ALLERAY
(près Vaugirard)
2 PIÈCES à part. 724.000 F
4 PIÈCES 1.316.000 F
(Prestations de qualité)
CECOGI SA 45-75-62-78.

BIR-HAKEIM
4 P. impecc., balcon, expo sud, immeuble récent, calme, 1 060 000 F. Vis. mardi 12 h à 18 h 30, 18, rue du Dr-Finlay.

17e arrdt

MAIRIE XVIIe
Dans immeuble rénové,
2 × 45 m² à refaire.
Possibilité duplex.
GARBI 45-67-22-68.

91 - Essonne

A VENDRE
Dans petite résidence agréable Montgeron, 15 minutes Paris, Gare de Lyon, appt 2 pièces, tt cft. Parfait pour investissement. Téléph. : 69-03-58-73.

94 Val-de-Marne

BD BOIS VINCENNES
RER 200 m. Très beau séjour,
4 chambres, 146 m².
DEMICHELI
48-73-50-22 — 48-73-47-71

BOISSY-SAINT-LÉGER
Bel appart. 5 pièces. 105 m². Cuisine équipée. Séjour double. 3 ch. s.-d.-b. + cab. de toil. 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5mn à pied RER. Toutes commodités.
550 000 F
dont 122 000 F CF à 7 %
Tél. 45-69-33-90 après 19 h.

appartements achats

ORPI
1re force de vente à PARIS
recherche tous appartements
RÉALISATION RAPIDE
ORPI — 45-66-00-75.

Recherche 1 à 3 P. Paris. Préfère rive gauche, avec ou sans travaux. Paie comptant chez notaire. 48-73-20-67, même le s.

locations non meublées offres

Région parisienne

STUDIOS-CUIS.
2, 3 pers., 1.200 F/sem., appt 2 pers, 2.000 F/semaine, vaisselle, linge, ménage fournis. *Prix au mois.* 62, rue Garibaldi, SAINT-MAUR. 48-83-23-42. Mo Le Parc de St-Maur.

locations non meublées demandes

Paris

Pour collaborateurs, cadres et *employés mutés* IMP. BANQUE FRANÇAISE rech. des appts ttes catégories 2 à 8 p. à Paris ou env. 45-04-04-45

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS rech.
en location ou à l'achat
APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de *sociétés multinationales.*
Tél. : 45-62-78-99

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., *loyer garanti.* (1) 48-89-89-66 - 42-83-57-02.

locations meublées offres

Paris

STUDIOS ET APPARTEMENTS 2-3-4 pers., 1200 F/sem., 62, rue Garibaldi. St-Maur. GANDOLFI. Tél. : 48-83-04-69.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux appts de std. 4 p. et plus.
45-26-18-95.

maisons de repos

Quels parents désireraient placer enfant ou adulte
HANDICAPÉ MENTAL
en pension dans petit home de famille, avec thérapie pédagogique *donnée par personnes spécialisées.*
Ursula BOCEK,
au Clos du Bois,
1083 Mézières (Suisse).

maisons individuelles

Vends dans hameau, à 3 km de BEAUGENCY
maison 2 niv., 160 m² + 70 m² salon, s. à mang., s. jeux, 90 m², 3 chbres, poss. mezzanine, 30 m², annexe 40 m² : 2 chbres, s. d'eau, terrain, 1.500 m² - Prix 1 M.
Ecrire sous le no 3.270.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Vds Angers 49, jard. mail, maison 200 m², 8 pièces, bains, conviendrait prof. lib., bon état, tout confort. 550.000 F. Téléphone : 46-61-95-17.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER
entre particuliers
maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
Tél. : 16 (1) 42-66-46-40.

Informations sur différents logements à louer, du studio au 6 P. de 2 000 F à 10 000 F. Également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni marchands de listes, mais une association sans but lucratif. Écrire à : APPEL 75, 7, rue Sainte-Anne. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

maisons de campagne

89 km Paris direct aut. Sud
NEMOURS ts comm. vd
AUTHENTIQUE MOULIN
av. ses 2 roues à aube et sa tour Flanquante dominant la Vallée du Loing.
S/TERRAIN 8 HA. salle de verdure traversé par rivière Bief en eau récept., séj., rustique cheminée, cuis., 5 chbres, bns, w.-c., dépendances. Px tot. 790.000 F, crédit poss.
Tél. : 38-92-72-32
et après 20 h : 38-96-22-29.

A VENDRE
DAMGAN bourg (Morbihan)
Libre
Maison comprenant r.-de-ch. : entrée, salle de séjour, salon (cheminée), salle de bains + 2 autres pièces ; à l'étage : w.-c., 5 chbres (3 petites, 2 grandes). Chauffage électrique par accumulation avec horloge + appentis à usage de cave + bâtiment annexe, le tout sur 624 m², 200 m de la plage.
450 000 F.
S'adr. Me Le Duigou & Proost. Téléphone : (16) 97-41-67-16.

Vends maison campagne (Allier), 14 kms de Moulins. Terrain clos 1000 m², EDF + eau, cheminée, pêche. A 3 h de Paris, tél. 69-04-13-66.

terrains

Terrain à bâtir viabilisé à La *Bastide (Haut-Var) 910 m²,* 120 000. Pas d'agence. T. 88-32-45-54 à Strasbourg (19 h).

domaines

Achète VASTE DOMAINE préférence Sologne ou région centre, *discrétion assurée.*
Ecrire Havas Orléans
no 204 219, B.P. 1519,
45005 Orléans Cedex.

propriétés

150 KM SUD PARIS
100 % DE CRÉDIT
PROPRIÉTÉ EN U, séjour rustique, cuisine, 4 chambres, salle de bains, chauff. + 2 grands corps bâtiment s/3 800 m², 520 000 F. THYRAULT, 89170 St-Fargeau (16) 86-74-08-12 ou (16) 38-31-48-74 ap. 20 h.

GOURNAY-SUR-MARNE
(93) TRÈS BELLE
PROPRIÉTÉ 1963 s/s-sol, tt cft + 230 m² habit., maison annexe, 2 P., w.-c., s/terrain 500 m²
INCROYABLE : 990.000 F
(Valeur réelle 1.400.000 F.)
*URGENT. Tél. IMMO-*SERVICE (1) 43-03-37-75.

VENDS A LOUDÉAC F 5
cause départ retraite
TRÈS BELLE MAISON
avec ardoises rustiques.
Terrain 5 500 m²
entouré de sapins.
Le tout en excellent état.

1 000 000 F. Prix justifié.
Tél. : (16) 96-28-08-95.

domaines

Achète VASTE DOMAINE *préférence Sologne ou région* Centre, discrétion assurée.
Ecrire Havas Orléans
no 204219 B.P. 1519,
45005 ORLÉANS CEDEX.

viagers

Libre logement 1 p. + cuis. Prévoir travaux. W.c. et douche possible 2e étage s./gde cour claire près Mo Charonne. Prix 59 000 cpt + 1 150 F hms 76 a. F. Cruz 42-66-19-00.

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20 ans expérience Entreprises industrielles et commerciales (Filiales de multinationales)

ÉTUDIE TOUTES PROPOSITIONS
(Mandat social accepté)

Ecrire sous le no 8.103
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

HEC DECS
J. H. 29 ans
entrepreneur généraliste
3 ans expérience gestion PME
cherche situation.
Disponibilité février.
Ecrire sous le no 3.357
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Manipulateur L.O.M.
cherche emploi 01-02-86.
Téléphone : 45-03-06-77.

H. 40 ans, DECS, CSJEF, exp. *fiduciaire (5 ans), resp.* juridique et fiscal (13 ans), sociétés cotées (distribution). Etudierai toutes propositions.
Ecrire sous le no 3.344
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JE PROPOSE :
– Homme 41 ans ;
– ESCAE allemand, anglais ;
– *expérience 11 ans encadrement réseau mandataires ;*
– *depuis 8 ans profess. lib.*
VOUS RECHERCHEZ :
– Cadre administr./ccial ;
– basé ville universitaire ou *préfecture.*
Ecr. réf. 11058 COMMUNICO 33075 BORDEAUX CEDEX.

H. 37 ans, 5 ans expérience gérance copro sur mat. IBM dans agence immobilière, cherche poste à resp.
Téléphone : 89-40-37-10.

40 ans, directeur S.A.V. photocomposition et traitement de textes, 15 ans d'expérience, *recherche place équivalente ou* responsable service entretien.
Téléphone : 43-74-47-94.

CADRE DIRECTION
40 ans, « ICG », bilingue anglais, 10 ans de gestion, organisation, contrôle budgétaire, centre de profits fab./conn. bien équipements France et export., C.A. 60 MF/50 personnes. Recherche : dir. commerciale, marketing ou D.G.A. (reprise à court terme P.M.E.).
Ecrire sous le no 6 842
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ATTACHÉE DE PRESSE
formation EFAP (promo 85) *dynamique, enthousiaste, sens* du contact, cherche poste en entreprise tous secteurs.
Tél. : 80-63-53-14.

H. 39 ans, DEUG droit privé, ch. stage dans étude huissier Paris ou région parisienne. Ecrire J.-M. Ferroni, 21, impasse Trulliot, 75011 Paris.

CONSULTANT MARKETING
ASIE DU SUD-EST/JAPON
Très introduit dans milieux d'affaires internat., énergie et biens de consommation. Cadre supérieur 45 ans, bilingue français, anglais, résident Asie/Pacifique depuis 1970, offre services CONSULTANT MARKETING large exp. cciale ventes-achats.
De passage à Paris :
déc. 85/janv. 86. Tél. pr R.-VS CENTRE D'AFFAIRES GEORGE-V 42-23-78-98 p. 4338/4229.

Bac C + BTS physique-chimie converti à l'informatique JH 28 ans, je débute comme
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Formation IAP : COBOL 74 + ASSEMBLEUR IBM 370 sur WANG US 85, USAM
Exp. ind. ASS. 6502 + labo physique. E. RAYNAUD, 4, allée des Roses, 91300 MASSY.

H. 54 ans ch. travx comptabilité et gestion. Libre 1 jour/semaine. Tél. : 46-33-79-29.

LE « FREE-LANCE »
EN SERVICE FINANCIER
Financiers, vous recherchez pour les « coups de feu » tels que clôture de fin d'année, budget, plan à cinq ans, consolidation reporting... une aide dynamique, efficace et immédiatement rentable, profitez de mon expérience : cadre 31 ans, ESC, 7 ans exp., DECS compta., anglais courant. Téléphoner au 39-52-30-67.

J.H. trilingue diplômé
ANGLAIS-JAPONAIS
expérience interprétariat, commerce internat (2 ans direction filiale à Tokyo) cherche poste motivant en rel. avec Japon.
Tél. : 45-08-82-29.

H. 42 ans, 20 ans expérience marketing ccial, dont 12 ans tourisme, ch. poste directeur ventes, dynamique, entraînant, motivé. Attend propositions.
Ecrire sous le no 8 117
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

PROF. DE GYMNASTIQUE CHERCHE EMPLOI DS CLUB. T. 43-07-16-16 (soirée).

Jeune Homme cherche emploi CONTROLEUR SURVEILLANT 2 a. exp. URGENT. Lib. *de suite.* Tél. : 60-63-99-14 ap. 18 h.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU

SALLE DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS.
SECRÉTARIAT-TÉLEX.
Téléphone : (1) 47-27-15-58.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Siège social à Paris
Bureau ou domiciliation
BUSINESS BURO
(1) 43-46-00-55.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés
et tous services 43-55-17-50

NEUILLY - MÉTRO
Loue directement 1 bureau ou + dans immeuble neuf.
Téléphone : 47-59-12-40.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

12e — 10e
Domiciliation de 100 F à 200 F
DÉMARCHES GRATUITES
(jusqu'au 31/12)
SDM — 47-70-54-66.

V/SIÈGE SOCIAL
TÉLEX-SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
AGECO 42-94-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., telex, location burx. Ttes démarches pour constitution de société.
ACTE 43-59-77-55



INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16-12-85 A 0 h G.M.T. | PRÉVISIONS POUR LE 17-12-85 DÉBUT DE MATINÉE

▼ Averse
/// Pluie
* Neige
≡ Brouillard
~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 décembre à 0 heure et le mardi 17 décembre à 24 heures.

Persistance de conditions anticycloniques sur la majeure partie du pays. Passage atténué de perturbations en bord de Manche.

Mardi : Temps gris et brumeux le matin. Ciel couvert sur les régions au nord de la Loire et dans le quart nord-est. Sur les autres régions, bancs de brume et de brouillards fréquents et souvent épais n'épargnant que les régions méditerranéennes où le mistral soufflera modérément.

Dans la journée sur la moitié nord, temps humide et nuageux avec de petites bruines sur la Bretagne et un ciel couvert le long des frontières du Nord-Est. Quelques éclaircies de la région parisienne à la Champagne et à l'Orléanais.

Sur la moitié sud après dissipation des brouillards, belles éclaircies, surtout dans le Sud-Est.

Températures de 7 à 8 degrés sur la moitié nord le matin, 11 à 12 degrés l'après-midi ; de 1 à 4 degrés le matin sur la moitié sud avec localement 6 à 7 degrés près de la Méditerranée dans l'après-midi 12 à 16 degrés.

Dans la vallée du Rhône persistance d'un mistral modéré.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 14 écembre, le second le minimum de la nuit du 14 décembre au 15 décembre) : Ajaccio, 16 et 1 degrés ; Biarritz, 15 et 2 ; Bordeaux, 10 et – 1 ; Bréhat, 11 et 9 ; Brest, 11 et 9 ; Cannes, 11 et 3 ; Cherbourg, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 5 et 3 ; Dijon, 7 et 3 ; Dinard, 11 et 8 ; Embrun, 11 et – 3 ; Grenoble-St-M.-H., (n.c.) et – 2 ; Grenoble-St-Geoirs, 2 et 1 ; La Rochelle, 7 et 4 ; Lille, 12 et 10 ; Limoges, 7 et 1 ; Lorient, 11 et 7 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille-Marignane, 12 et – 1 ; Nancy, 9 et 7 ; Nantes, 6 et 3 ; Nice-Aéroport, 15 et 6 ; Paris-Montsouris, (n.c.) : Paris-Orly, 10 et 5 ; Pau, 16 et 0 ; Perpignan, 16 et 15 ; Rennes, 10 et 6 ; Rouen, 11 et 3 ; Saint-Etienne, 6 et 4 ; Strasbourg, 8 et 7 ; Toulouse, 10 et – 2 ; Tours, 11 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 7 ; Genève, 6 et – 3 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 13 et 10 ; Madrid, 13 et (n.c.) ; Rome, 17 et 2 ; Stockholm, – 7 et – 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

NATIONAL LOTO N° 50

TIRAGE DU SAMEDI 14 DECEMBRE 1985

1 18 21 28 39 44 — 32 NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 18 DECEMBRE 1985 ET SAMEDI 21 DECEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	6	1 331 530,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	15	248 550,00 F
5 BONS N°s	872	13 435,00 F
4 BONS N°s	62 967	185,00 F
3 BONS N°s	1 396 534	12,00 F

BONUS DU SAMEDI 98 855

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 12,00 F X 2 = 24,00 F

N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE
UNE *SUPER CAGNOTTE* LE MERCREDI
UNE *SUPER CAGNOTTE* LE SAMEDI
LES 2 SUPER-CAGNOTTES DE NOËL !

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du samedi 14 décembre :

UNE LOI

● N° 85-1317 du 13 décembre 1985 modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle.

UN DÉCRET

● Du 12 décembre 1985 déclarant d'utilité publique la réalisation d'un complexe sportif et socio-éducatif sur un terrain sis à Paris (15e).

UNE SAISINE

● Du Conseil constitutionnel en date du 29 novembre 1985, présentée par plus de soixante sénateurs, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 85-198 DC (Communication audiovisuelle).

UNE DÉCISION

● N° 85-198 DC du 13 décembre 1985 (Communication audiovisuelle).

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 15 décembre :

UNE LOI

N° 85-1321 du 14 décembre 1985 modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse.

UN DÉCRET

N° 85-1327 du 10 décembre 1985 portant publication : 1°) de la convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles (telle qu'amendée par le protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946), signée à Genève le 26 juin 1936, du protocole de signature et de l'acte final du même jour ; 2°) de la déclaration faite par la République française le 19 février 1969 en application de l'article 44, alinéa 2, de la convention unique sur les stupéfiants du 30 mars 1961.

UN ARRÊTÉ

● Du 22 novembre 1985 modifiant l'arrêté du 13 avril 1959 relatif à la constitution de stocks de réserve par l'industrie pétrolière.

Alarme et sécurité pour les Parisiens

Un millier de Parisiens âgés et malades, habitant dans les 18e et 19e arrondissements, sont reliés depuis plusieurs mois à une centrale d'écoute qui peut leur envoyer de l'aide vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La centrale est prévenue sans qu'il soit nécessaire de composer son numéro de téléphone : une simple pression sur un bouton suffit à établir la communication. La centrale peut alors à son tour alerter les voisins, la famille, la police, un médecin ou les pompiers.

Ce système, baptisé « téléalarme Ville de Paris », semble avoir donné satisfaction. Il va donc être étendu à tous les arrondissements de la capitale. Peuvent en bénéficier gratuitement les plus de soixante-cinq ans titulaires de la carte émeraude, handicapés, malades graves, vivant seuls et habitant Paris depuis plus de trois ans. Tous renseignements leur seront donnés dans les mairies d'arrondissement, au bureau d'aide sociale. On estime que huit cent cinquante nouveaux postes de téléalarme seront installés d'ici à la fin de l'année et mille deux cents en 1986.

Les Parisiens qui ne remplissent pas les conditions prévues mais qui souhaitent bénéficier eux aussi de la téléalarme peuvent le faire en souscrivant un abonnement de 40 F par mois auprès de la SAGE, société privée à laquelle la municipalité a concédé la gestion de la centrale d'écoute (1). On pense que les clients de ce réseau payant ne dépasseront pas quelques milliers dans deux ou trois ans.

De leur côté, les commerçants qui se plaignent d'être fréquemment attaqués (horlogers, bijoutiers, joailliers, armuriers et pharmaciens notamment) ont désormais la possibilité de faire installer dans leur boutique un dispositif dit de télésécurité (*le Monde* du 16 juin 1985). En cas d'agression, la personne qui se trouve dans le magasin peut, par simple pression sur un bouton, appeler la centrale d'écoute en branchant aussitôt les micros qui ont été disposés dans le local et peut donc informer la police de ce qui se passe. Celle-ci intervient sur-le-champ, en connaissance de cause.

L'appareillage coûte environ 10 000 francs, et le commerçant paye un abonnement de 200 francs par mois. Environ cent boutiques devraient être ainsi protégées d'ici un an.

Une télésécurité simplifiée est également à la disposition du grand public. A condition de payer l'installation de l'appareillage (7 000 à 10 000 francs) et de prendre un abonnement de 60 francs par mois, n'importe quel Parisien peut être relié à la centrale d'écoute, faire surveiller son appartement pendant son absence par cette même centrale et provoquer éventuellement l'intervention d'un voisin ou du gardien de l'immeuble. La concession de ce service a également été confiée par la Ville à la SAGE.

(1) SAGE : 175, rue Blomet, 75015 Paris, tél. : 45-32-87-06.

PARIS EN VISITES

MARDI 17 DÉCEMBRE

« Le Petit Palais, son architecture, ses décors, ses collections d'art nouveau », 14 h 30, hall.

« Versailles : l'hôtel de la préfecture », 14 heures, grilles de la préfecture.

« Un parcours « policier » dans les ruelles et les passages du Vieux Paris », 15 heures, métro Sentier, sortie rue des Petits-Carreaux.

« Saint-Eustache et son quartier », 15 heures, côté rue du Jour (Paris et son histoire).

« L'Opéra », 14 heures, hall.

« La Sainte-Chapelle et le Palais de justice », 15 heures, entrée Sainte-Chapelle, cour du Palais (Approche de l'art).

« Les souterrains gothiques du collège des Bernardins », 15 heures, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (M. Ragueneau).

« L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'hôtel de Chimay », 14 h 30, 17, quai Malaquais (P.-Y. Jaslet).

« Les hôtels du quartier du Temple », 14 h 30, sortie métro Temple.

« Hôtels, églises et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels du faubourg Saint-Honoré et passages pittoresques », 14 h 30, métro Madeleine.

CONFÉRENCES

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, à 20 h 30 : « Les Mongols : Gengis Khan, Tamerlan et la Horde d'or ».

5, rue Largillière, 20 h 30, « Les fées, les elfes et les esprits de la nature ».

62, rue Madame, 19 h : « La Crète, les Cyclades et Mycènes ».

IFRI, 6, rue Ferrus, 17 h 30 : « L'Inde et l'URSS » (M. Nihal Singh), en anglais.

26, rue Bergère, 19 h 30 : « L'astrologie et la cabale » (J. Dubuis).

68, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris, 20 h 30, « table ronde » : « De Nuremberg à Barbie, les procès des grands criminels nazis » avec D. Desanti, J. Derogy, Me Klarsfeld, G. Konopnicki, Pr Ruzie, Me Skornicki, Me Zaoui, animée par Shlomo Malka. Tél. : 48-05-28-60.

Grand Hôtel, 2, rue Scribe, salle Berlioz, Bizet et Gounod, 17 h 30 : « La modernisation du secteur bancaire » (M. O. Pastré, conseiller auprès de la direction du Trésor).

GUIDES

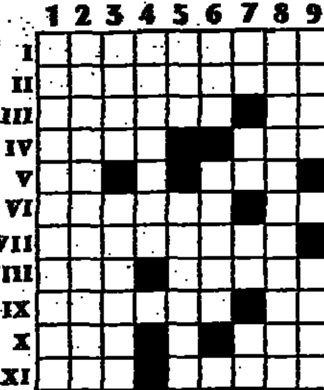
JUSTICE ADMINISTRATIVE. — Face à la justice administrative (tribunaux administratifs, Conseil d'Etat), le citoyen a des droits et des garanties. Encore faut-il qu'il en soit informé. Les Editions Neret viennent de publier un *Guide de la justice administrative*, dont l'auteur, M. Xavier Pretot, est conseiller de tribunal administratif. Cet ouvrage, rédigé dans un langage clair, accessible au profane, expose, dans une première partie, la procédure suivie devant les tribunaux administratifs et, dans une seconde partie, les différents recours contentieux. Il comporte en annexe une liste des juridictions administratives et adresses utiles et un index analytique.

★ Editions Neret, 23, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. : 48 24 70 79. 220 pages, 95 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4119





HORIZONTALEMENT

I. Incident de parcours. — II. Appareil à projections. — III. Etait beau comme un dieu. Symbole chimique. — IV. Est à la verticale ou met à l'horizontale. Pour un bon ou pour un mauvais coup. — V. Lac. Un homme d'armée. — VI. Bête de somme. Personnel. — VII. Présentation maintes fois représentée. — VIII. Fait relâche. Se prennent pour aller loin. — IX. Plongé dans le noir. Drame. — X. Refuse d'être chargé. Semblable. — XI. Font garder la ligne. Est souvent difficile à fendre.

VERTICALEMENT

1. Rumeur de grève. — 2. Donne accès au coffre. — 3. Cri des Bacchantes. Bien polis. — 4. Etat de grâce. — 5. C'est une manière d'agir. A perdu de nos jours son cheval de bataille. — 6. Personnel. Milieu très fermé. — 7. La suite est toujours royale. Forme de pouvoir. Possessif. N'a donc pas transpiré. — 8. Comme un acte non prémédité. — 9. Symbole de force. Plate comme une limande.

Solution du problème n° 4118

Horizontalement

I. Mégalomanes. Air. — II. Oniromancien. — III. N.-D. Etire. Eden. — IV. Tu. Sarcelle. — V. Ripe. Suie. Islam. — VI. Eté. Aide-mémoire. — VII. Canoë. Enoncée. — VIII. Reconnu. Non. Ans. — IX. Avare. Retraite. — X. Cédiez. Mite. — XI. Issue. Tirasse. — XII. Lt. Tue. Telson. — XIII. Elles. Esse. Iéna. — XIV. Tee. Pi. Tisse. NL. — XV. Escalier. Antée.

Verticalement

1. Montre-bracelet. — 2. Enduit. Eve. Lee. — 3. G.I. Peccadilles. — 4. Arête. Aoriste. — 5. Lot. Années. Spa. — 6. Omission. Zut ! Il. — 7. Maraudeur. Eue. — 8. Anerie. Et. Este. — 9. Nc. Cément. Sir. — 10. Eire. Enormités. — 11. Se. Limonaire. Sa. — 12. Nelson. Italien. — 13. Délicatesse. — 14. Ire. Arène. Sonne. — 15. Ranimées. Vénale.

GUY BROUTY.

SOLIDARITÉ

LE PARTAGE DE NOEL. — Pour beaucoup Noël est une fête de joie, de partage de cadeaux. Pour les personnes âgées et démunies, c'est un jour de tristesse et de solitude. Comme chaque année les Petits Frères des pauvres organisent de nombreuses actions (animations ou *réveillons*) pour les vieillards isolés, mais aussi pour les nouveaux pauvres. Vous pouvez les aider en adressant vos dons aux Petits Frères des pauvres, 64, avenue Parmentier, 75556 Paris Cedex 11, CCP 2463 98 E (ils sont déductibles dans la limite de 5 % du revenu imposable pour les personnes privées, de 1 % du chiffre d'affaires pour les entreprises).

TROISIÈME AGE

DESSINE-MOI UNE MAISON. — Après cent trente ans d'âge, « Ma Maison », établissement pour personnes âgées géré par les Petites Sœurs des Pauvres et sis boulevard Berthier, doit être rénové et en partie reconstruit. Les installations vétustes ne répondent plus aux besoins des résidents et ne sont plus conformes aux normes de sécurité. Fin 1984 déjà, une partie des bâtiments a été démolie et les pensionnaires dispersés dans les divers foyers des Petites Sœurs des Pauvres. Le projet de reconstruction partielle prévoit une cinquantaine de chambres individuelles (jumelées pour les couples) un foyer-logement de dix-huit studios pour les personnes valides. On peut faire des dons (déductibles dans la limite de 5 % de l'impôt sur le revenu). Les employeurs assujettis au versement du 1 % en contribution à l'effort de construction peuvent le destiner à la subvention du projet. Un reçu libératoire leur sera délivré.

★ « Ma Maison », 62, avenue de Breteuil, 75007 Paris, CCP 6487-37 E Paris.

Le Monde

ECONOMIE

Questions sur la stabilisation du dollar

Tout le monde souhaite une stabilisation du dollar, mais les méthodes pour y parvenir supposent le problème résolu.

EN écrivant son livre *le Dollar, histoire du système monétaire international depuis 1945* (1), Jean Denizet ne savait peut-être pas à quel point sa publication tomberait à point. L'adversaire acharné des changes flottants et du « monétarisme » qu'il n'a cessé d'être trouve dans l'actualité ambiante maintes occasions propres à fortifier ses convictions. Mieux encore : on assiste à une véritable déroute de ces deux idées-forces qui ont depuis une quinzaine d'années dominé le monde occidental, intellectuellement et pratiquement. Idée-force ne signifie pas idée forte.

Ces deux idées-forces-là se révèlent à l'usage pour ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être : bâties sur du sable, autrement dit sur des analyses fausses et de rapides analogies. Il ne se passe plus de semaines sans qu'une voix ne s'élève, officielle ou non, pour prendre ses distances avec elles, et dénoncer les incohérences qu'elles ont inspirées.

C'est le gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, qui déclare, à propos des statistiques de la masse monétaire, censées d'après les adeptes du Milton Friedman, être les meilleurs indicateurs et de l'inflation et de l'activité, *« les radars sont rouillés »*. C'est le *Wall Street Journal*, longtemps un des porte-parole les plus écoutés du monétarisme et du régime des changes flottants prônés par l'école dite de Chicago, qui rompt avec l'un et avec l'autre, la dernière de ses prises de position datant du jeudi 5 décembre, par la publication d'un éditorial particulièrement critique.

Particulièrement significative est la volte-face opérée par l'administration Reagan, qui ne voulait pas jusqu'à une date récente entendre parler d'interventions concertées des banques centrales pour influencer le cours des monnaies. Elle y est désormais favorable, du moins en principe, depuis la fameuse réunion des ministres des finances des Cinq (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon), le 22 septembre à New-York. On a appris depuis lors, à l'occasion d'une conférence organisée par deux parlementaires américains, Jack Kemps et Bill Bradley, que c'est le Congrès qui réclame une baisse suivie d'une stabilisation du dollar.

Une prétendue « clause d'exception »

Si le livre de Jean Denizet répond aux préoccupations du jour, il ne constitue pourtant, à proprement parler, ni une thèse, car l'auteur n'y démontre pas celle qu'il défend, ni un ouvrage d'histoire, car son récit, s'il apporte sur quelques points des précisions intéressantes (notamment concernant la négociation du rapprochement franco-américain entre 1973 et 1976), est incomplet sur plusieurs autres et parfois simplement allusif.

L'auteur croit, par exemple, que l'abandon des taux de change fixes au début des années 70 est le résultat d'un véritable *« complot flexibiliste »*, allant jusqu'à parler d'un *« chef d'orchestre invisible »*. Outre l'enjouement qu'on en tire grâce au talent de l'auteur, la lecture de ce livre court est vivement recommandable du fait des questions qu'il pose, pas toujours explicitement il est vrai.

Parmi celles-là, il en est une qui domine toutes les autres et qui, à n'en pas douter, se trouvera projetée à nouveau, au cours des prochains mois, au centre du débat. C'est simplifier, mais non pas déformer la pensée de Jean Denizet, que d'en faire le résumé suivant : si le monde avait compris dès 1947 ce que, lui, a compris, à savoir qu'un système de parités fixes est *« parfaitement viable »*, en l'absence d'un étalon monétaire, à condition que toutes les banques centrales concernées acceptent de jouer le jeu en participant à des interventions multilatérales.

Jean Denizet rappelle l'économie des accords de Bretton Woods (juillet 1944), qui ont jeté les fondements du système monétaire de l'après-guerre. Chaque pays avait le choix pour défendre la parité de sa monnaie entre, d'une part, ce que notre auteur appelle une *« règle générale »*, à savoir l'obligation d'intervenir sur le marché des changes (en vendant des devises étrangères quand la valeur de celles-ci tendait à s'élever de plus de 1 % au-dessus du pair, en les achetant quand elles risquaient de tomber de plus de 1 % au-dessous) et, d'autre part, ce qu'il qualifie de *« clause d'exception »*, consistant à rendre sa monnaie librement convertible en or à un prix fixe moyennant des marges de fluctuations du même ordre de grandeur que celles du marché des changes.

Les Etats-Unis choisirent le deuxième parti, en réalité le plus contraignant, car cela les obligeaient théoriquement à verser de l'or à toute banque centrale étrangère qui lui présenterait les dollars qu'elle avait achetés pour en empêcher la baisse. Que les Américains aient en réalité cherché par tous les moyens à limiter l'étendue de cette obligation (avant de s'y soustraire complètement le 15 août 1971) au lieu de faire en sorte, par une saine politique monétaire et budgétaire, que le dollar n'ait pas besoin d'être soutenu sur les marchés des changes – ce qui aurait du même coup supprimé toute demande de conversion en or – c'est une chose dont notre auteur ne se soucie guère.

De même, il ne s'interroge pas sur la signification profonde de la création du pool de l'or en 1961, qui consistait pour les banques centrales à stabiliser le prix du métal précieux sur le marché libre. C'est par une brève citation de M. Guido Carli (gouverneur de la banque d'Italie pendant les années 60) que le lecteur intéressé à ces choses apprend qu'il pourrait bien s'agir tout simplement d'une disposition assurant le fonctionnement de l'étalon-or par le seul moyen à travers lequel celui-ci puisse exister : la faculté donnée aux citoyens qui constatent une diminution de la valeur de la monnaie de l'échanger contre de l'or, demandes de conversion qui devraient, si les autorités font correctement leur métier, enclencher un processus stoppant la dégradation.

La vérité est que le monde a vécu sous un système proche de l'étalon-or à partir de 1959 (et encore plus à partir de 1961) jusqu'en mars 1968 (dissolution du pool de l'or). La grande question qui domine toutes les autres est la suivante : n'est-ce pas à cette circonstance qu'il convient en définitive d'imputer les remarquables succès qui ont caractérisé cette courte période (lancement du marché européen, libre échange, plein emploi, etc.).

L'exemple fallacieux du SME

Jean Denizet, en passant, rappelle que *« dans le langage financier de l'entre-deux-guerres la « suspension de la convertibilité » était l'euphémisme employé pour annoncer qu'une monnaie était désormais flottante »*. Le langage ne trahirait-il pas une profonde vérité, à savoir que les changes flottants sont le régime normal des monnaies « à cours forcé » (une expression qu'on n'emploie plus guère depuis que les hommes se sont persuadés qu'une monnaie-papier se suffit à elle-même) ? C'est un fait que le dollar est devenu flottant dès qu'il a cessé d'être convertible en or le 15 août 1971.

Il aurait pu en être autrement, répond Jean Denizet. Encore faudrait-il en apporter la preuve convaincante. Pour notre auteur, cette preuve existe bien. Elle est administrée tous les jours par l'existence du SME. Il ne nous en dira pas davantage. C'est donc à sa place que son lecteur s'interrogera. Il partira par exemple de la constatation suivante : très sagement, les créateurs du SME ont fait obligation aux pays membres de rembourser dans un bref délai les crédits qu'ils se consentent *mutuellement*.

Cela empêche l'accumulation de « balances » dont la constitution permettrait à tel pays du SME de s'endetter durablement vis-à-vis des autres et de voir par là même sa monnaie subrepticement devenir... monnaie de réserve. Cependant les coups de chien ne manquent pas sur la scène monétaire européenne où la plupart des interventions se font encore en... dollars. Dans sa constitution actuelle, le SME implique que le dollar joue le rôle de monnaie de réserve. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait qu'une première étape pour l'étalon-or soit franchie en Europe par le biais de l'ECU (déjà émis à concurrence de 80 % en contrepartie de réserves métalliques), une éventualité que Jean Denizet repousserait sans doute avec horreur.

Le moment pourrait bien approcher où des questions embarrassantes de ce genre risquent de se poser concrètement : si, pour pousser à la baisse du dollar, les Européens et les Japonais vendent sur les marchés les avoirs de leurs banques centrales respectives constitués en cette monnaie, on pourrait voir : 1) Les tendances déflationnistes s'accentuer dans ces pays, à cause de la diminution de leurs réserves inscrites à l'actif de leurs instituts d'émission ; 2) Les taux d'intérêt monter aux Etats-Unis, car la mobilisation effective des réserves en dollars des Européens et des Japonais ne peut se faire qu'à travers la vente, par ces derniers, des bons du trésor américains qu'ils détiennent (2).

A l'inverse, supposons que les Européens et les Japonais cherchent à s'opposer, par des achats massifs de dollars, à une chute précipitée de la monnaie américaine, comme cela s'était produit sous Carter – une expérience sur laquelle Jean Denizet préfère ne pas s'appesantir. Ce serait le plus sûr – et sans doute aujourd'hui le seul – moyen de relancer... l'inflation.

Le jeu des interventions en devises n'est pas innocent. On aurait aimé que Jean Denizet nous découvre aussi cet aspect des choses. Le plus probable est que le système préconisé par lui sera, après tant d'autres échecs, pris à son tour à l'essai dans les mois ou les années à venir. Raison de plus pour lire et discuter Denizet.

PAUL FABRA.

(1) Fayard, 259 p., 75 F.

(2) La vente des bons du Trésor tend à en abaisser le cours et par conséquent à faire monter le taux d'intérêt.

Les rebonds des Etats-Unis

Quand une région paraît s'assoupir, une autre prend la relève, comme maintenant la zone des Grands Lacs.

par HENRI MENDRAS (*)

JOHN NAISBITT a connu le très grand succès aux Etats-Unis en publiant, il y a trois ans, *Megatrends* (1), qui a été vendu à six millions d'exemplaires et qui, mal traduit en français *(les Dix Commandements de l'avenir)*, n'a guère retenu l'attention dans notre pays. Depuis vingt ans, il scrute l'évolution de la société américaine en analysant les informations publiées dans les journaux locaux et régionaux qui sont innombrables. Il a mis sur pied une grille d'analyse et une équipe, le Naisbitt Group.

A l'aide de ces outils, il ne publie pas un rapport sur l'année passée, un rapport social de la nation comme le fait chaque année l'équipe italienne du CENSIS, mais un *« futurible »* pour l'année prochaine *(The Year ahead 1986)*, car *« l'année 1986 s'annonce comme lourde de changements qui vont affecter les Américains (et tous les peuples du monde) dans leurs façons de vivre, de travailler et de gagner de l'argent »*.

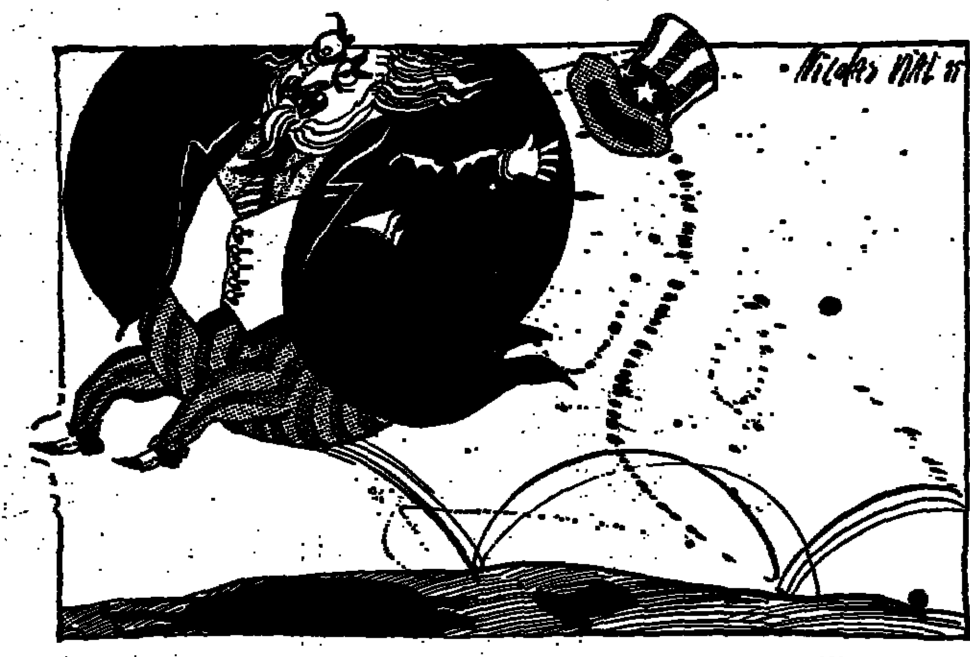
Le premier intérêt de ce livre est un reflet de l'extraordinaire dynamisme de l'économie et de la société américaine : c'est une véritable introduction à la renaissance reaganienne. Des observateurs nombreux, économistes mais aussi sociologues (2), diagnostiquaient le *« mal américain »* dont ce pays ne devait pas se relever. Ils hésitent encore à reconnaître la guérison du mal et le retour en force des Etats-Unis.

Dévotion

La *« guérison »* se perçoit par beaucoup de signes, dont le plus remarquable est sans doute fourni par un récent *« Gallup report »* sur la religion : les années 70 ont été marquées par une chute de tous les indices de pratique et de croyance. Or, en 1985, tous ces indices sont remontés à leur niveau antérieur : les Américains sont de nouveau les plus dévots des grands pays occidentaux.

Cependant, dans l'introduction de leur dernier livre, Jacques Lesourne et Michel Godet écrivent : *« La perte de puissance relative des Etats-Unis les contraint à choisir et à adopter une conception beaucoup plus étroite de leurs intérêts. C'est cette modification de stratégie, et non une quelconque résurgence de l'Amérique impériale, qui rend compte de l'influence sur le monde de l'Amérique reaganienne. En d'autres termes, les Etats-Unis ne sont plus assez puissants pour assurer la régulation du système mondial, mais ils le sont encore assez pour un rôle perturbateur et pour empêcher de s'instaurer d'autres règles du jeu (3). »* Réduire les Etats-Unis à un empêcheur de danser en rond paraît aujourd'hui discutable.

La crise de conscience qui a suivi la guerre du Vietnam est aujourd'hui bien terminée, et la foudroyante reprise économique frappe le visiteur même rapide.



NICOLAS VIAL

Ce pays, si grand et si divers, a d'extraordinaires capacités de rebondissement. Lorsqu'une région paraît s'assoupir, une autre prend la relève. Il y a cinq ans, les observateurs européens habitués de l'Est, traditionnel et raffiné, et fascinés par toutes les nouveautés californiennes n'avaient pas vu la renaissance du Sud, où ils ont moins l'habitude d'aller et moins d'informateurs.

Pour 1986, Naisbitt nous annonce la renaissance des Etats qui bordent les Grands Lacs : le Waterbelt. L'eau douce est une *ressource essentielle*, et les Grands Lacs en sont sans doute la réserve la plus importante du monde qu'il faut préserver et gérer. Chaque Etat évalue ses atouts, cherche son ouverture et mise gros pour se régénérer, notamment en aidant les petites et moyennes entreprises dans les secteurs d'avenir.

Le Japon comme allié

Ainsi, le Wisconsin a créé une « Authority » pour financer les petites entreprises qui rapportent et paient des impôts. En reconvertissant les compétences techniques de ses vieilles industries en déclin, le Michigan développe une « Automation Valley » de Detroit à Cincinnati, qui doit concurrencer la « route 128 », de Boston et la Silicon Valley. L'université du Michigan à Ann-Arbor est l'un des piliers de l'entreprise : elle *fournit son énorme potentiel* scientifique et technologique et attend en retour des financements. En 1982, la législature de l'Etat a voté une loi qui permet d'utiliser 5 % du fonds de retraite de ses fonctionnaires pour financer du capital-risque.

En dehors des Grands Lacs, Naisbitt propose aux investisseurs une douzaine d'autres « bassins » favorables pour démarrer une entreprise : Atlanta (Georgie), Mesa (Arizona), Minneapolis, Saint-Paul (Minnesota), San-Antonio (Texas), San-Diego (Californie), Tampa (Floride), Raleigh (Caroline-du-Nord), Loudon (Virginie), etc.

(Lire la suite page 37.)

(*) Directeur de recherches au CNRS.

(1) John Naisbitt, *les Dix Commandements de l'avenir : Megatrends*, Paris, Ed. Sand, 1984.

(2) Michel Crozier, *le Mal américain*, Paris, Fayard, 1980.

(3) Jacques Lesourne et Michel Godet, *la Fin des habitudes*, Paris, Seghers, 1985.

هكذا من الاصل

Les leçons du sauvetage de Chrysler

Sans l'intervention du gouvernement et du Congrès, la firme de Detroit était condamnée

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

EN 1979 et 1980, Chrysler était au bord de la faillite. Pendant ces deux années-là, le troisième constructeur automobile des Etats-Unis a perdu 3 milliards de dollars. Quatre ans plus tard, Chrysler est une entreprise florissante, qui a gagné plus de 2 milliards de dollars durant la seule année 1984. La façon dont Chrysler s'en est sorti est triplement intéressante.

Tout d'abord, l'histoire est passionnante, avec du tragique, du pathos, du suspense. C'est plus *fort, plus vrai, plus poignant* que du Sulitzer. Ce sauvetage ferait *un beau film, qui pourrait* même – compte tenu de l'intérêt nouveau du public pour l'économie – avoir du succès. Ensuite, cette histoire est particulièrement intéressante pour des Français.

En effet, Chrysler en 1980, c'est Renault en 1984. Les deux entreprises ont à peu près la même dimension (près de 100 000 employés), la même production, le même endettement – et les mêmes pertes. Il n'est pas facile de comparer les pertes des deux firmes, à la fois parce que les conventions comptables ne sont pas identiques dans les deux cas, et parce qu'il faut convertir des dollars 1980 en francs 1984, ce qui peut se faire de plusieurs façons.

Toutefois le déficit de 1,7 milliard de dollars de Chrysler en 1980 n'est pas très différent du trou de 14 milliards de francs de Renault en 1984. Peut-on trouver dans l'expérience de Chrysler les recettes qui permettront à Renault de gagner 15 milliards de francs dans quatre ans, en 1988 ?

Enfin, et surtout, comme le notent justement Reich et Donahue, les auteurs de la meilleure étude sur la renaissance de Chrysler (1), cette histoire en dit long *sur la façon dont fonctionne le* système politico-économique américain, *c'est-à-dire sur le capitalisme contemporain*. Tout *d'abord, l'histoire*. Elle peut être présentée comme un drame en cinq actes.

L'acte I se passe à Detroit, en 1978. On y voit Chrysler glisser vers le gouffre. Sous l'effet *combiné* des réglementations antipollution et pro-énergie, du déplacement de la demande vers les petits véhicules, de la concurrence japonaise, des salaires élevés, des erreurs de gestion, et de la malchance, la firme perd des parts de marché, et des millions de dollars par centaines.

Belle composition de Felix Rohatyn, dans un rôle de traître : le banquier démocrate de Lazard Frères, *appelé comme conseil*, essaie de prendre le pouvoir ; il *échoue ; on le verra bientôt aller* raconter à son ami Carter qu'il faut laisser tomber Chrysler. Entrée tonitruante de Iacocca, qui vient de se faire mettre à la porte de chez Ford. Chrysler liquide ses usines ; Peugeot achète en Europe, Volkswagen au Brésil, General Motors au Venezuela, et Mitsubishi en Australie. Mais cela ne suffit pas. Chrysler est-il condamné ?

A temps

A l'acte II, qui se passe en 1979, la scène se déplace à *Washington*. Chrysler a dû se résoudre à demander l'aide du gouvernement fédéral. Cette aide prendra la forme d'une garantie d'emprunt. Mais viendra-t-elle ? Et viendra-t-elle à temps ? Il ne suffit pas de gagner le président Carter (le maire noir de Detroit, Young, s'en charge), il faut aussi convaincre le Congrès. Et l'opinion publique. Beaucoup, en effet, sont ouvertement partisans de la faillite – qui menace de plus en plus. Cela va de Ralph Nader et de Gary Hart à gauche, jusqu'à Barry Goldwater et au *Wall Street Journal* à droite.

Les gens de Chrysler se démènent. Ils engagent le meilleur lobbyist de Washington, Tommy Boggs. Ils adressent à chaque parlementaire la liste des fournisseurs et concessionnaires de Chrysler dans sa circonscription, qui seraient touchés par la faillite. *Ils* multiplient les études sur le coût social et économique d'une *banqueroute – 600 000 chômeurs* de plus, dit-on. Dans une scène à *la Corneille, le président* de Chrysler, John Riccardo (qui *n'était là que depuis* dix-huit mois, et n'avait rien à se reprocher), accepte de jouer le rôle du bouc émissaire et remet sa démission.

Finalement, le Congrès vote la loi de garantie de prêt à Chrysler.

Mais attention ! la garantie est *conditionnelle* : le gouvernement est autorisé à garantir un emprunt de 1,5 milliard de dollars, mais seulement si les syndicats, les fournisseurs, les collectivités locales et surtout les banquiers acceptent de donner ou de prêter 2 milliards de dollars supplémentaires. Rien n'est joué. Le pire peut encore arriver.

L'acte III se passe en 1980, à Detroit et à New-York. Les ouvriers vont-ils accepter les concessions exigées par le Congrès ? Ils sont dirigés par Douglas Fraser, un grand syndicaliste aux vues larges. Surtout, ils n'ont guère *le* choix. Finalement, ils accepteront de voir leurs *salaires – élevés, il est vrai – augmenter* moins vite que ceux de *chez Ford et GM, et de voir* réduire leurs congés payés.

Les banquiers vont-ils accepter de prêter encore davantage à une *entreprise en laquelle ils ne* croient plus guère ? Cela sera *beaucoup plus difficile*. Chrysler a plus de cinq cents banquiers, dans des dizaines de pays ; le refus d'un seul rendra impossible la mise en œuvre de la garantie de prêt ; et beaucoup refusent ; il faut les convaincre un par un. Et le temps presse : Chrysler est pratiquement en état de cessation de paiement. A la fin, il n'y a plus que deux récalcitrants : la Deutsche Genossenschafbank de Francfort, et une petite banque de l'Arkansas. Le ministre des finances en personne téléphone au patron de cette banque pour exercer d'« amicales pressions ». Elle cède enfin.

Tout est prêt pour l'émission d'obligations garanties, qui doit avoir lieu le 24 juin 1980, à New-York. Le 23 au soir, un incendie éclate dans le bâtiment qui abrite tous les documents de l'affaire, Park Avenue. Les cadres de Chrysler et les juristes à 1 000 dollars par jour bousculent les pompiers, se précipitent dans les bureaux enfumés, emballent *les précieux documents, les transportent* en lieu sûr. Le lendemain, *Chrysler emprunte, avec la garantie* du gouvernement, 500 millions *de dollars. La faillite est évitée* – ou retardée. Chrysler a gagné une *bataille, mais la guerre n'est pas* terminée.

L'acte IV, qui se passe pendant la seconde moitié de l'année 1980, *à Detroit, est sombre. Reagan est* élu ; on sait qu'il croit aux dures lois du *marché*, et qu'il est prêt à laisser tomber Chrysler. Le marché automobile américain rétrécit, la part des constructeurs américains sur ce marché recule – au profit de la part des Japonais, – et la place de Chrysler recule plus encore : les ventes, la production et les profits s'effondrent. Chrysler licencie massivement : plus de quarante mille travailleurs. Chrysler vend son usine de tanks, qui était bénéficiaire. Chrysler gèle les salaires, c'est-à-dire les réduit en termes réels.

Chrysler emprunte de nouveau avec la garantie du gouvernement (300 millions, puis 400 millions). Chrysler transforme des créances en actions, ce qui réduit les intérêts et améliore le bilan. Chrysler sort un nouveau modèle, le modèle K. Rien n'y fait. Les pertes augmentent. Chrysler est à vendre. Peugeot pouvait acheter la firme pour une bouchée de pain. Mais personne ne veut d'une entreprise qui perd 1,7 milliard de dollars. La banqueroute continue de frapper à la porte.

Paradoxalement

Le dernier acte est celui de la résurrection. Les efforts d'économie, d'une part, d'investissement, d'autre part, commencent à porter leurs fruits. *Chrysler est aussi*, paradoxalement, aidé par deux mesures *prises* par *le* gouvernement de son ennemi Ronald Reagan. *Celui-ci, dans son train* de mesures fiscales, autorisa les *entreprises déficitaires – qui ne* bénéficient pas d'amortissements *accélérés* ou de crédit d'investissements, puisqu'elles n'ont pas de bénéfices imposables – à vendre (puis à louer immédiatement) leurs équipements à des firmes bénéficiaires qui peuvent profiter de ces réductions d'impôts. Chrysler fut en quelque sorte autorisé à vendre des allégements fiscaux.

En outre, Reagan invita poliment mais fermement les Japonais à « restreindre volontairement » leurs exportations de voitures aux Etats-Unis. Chrysler fut encore dans le rouge en 1981, mais fit un profit en 1982, un plus gros profit en 1983, et un profit record en 1984. En 1983, la firme émit des actions, et remboursa, par anticipation, et en fanfare, les 1 200 millions de dollars empruntés avec la garantie du gouvernement. En 1984, la firme servait de nouveau des dividendes à ses actionnaires, pour la première fois depuis 1978. Sur la période 1974-1984, la firme a gagné de l'argent.

Quelles leçons tirer pour Renault de ce roman ? La première est que tout peut arriver, et arrive, dans l'industrie automobile. Les ventes, et les recettes, des firmes automobiles fluctuent beaucoup, beaucoup plus que les coûts, qui sont largement des coûts fixes. La même firme peut gagner, puis perdre, puis de nouveau gagner énormément d'argent. Rien à voir avec l'industrie *sidérurgique ou la construction* navale, qui sont en quelque *sorte structurellement en déficit*.

Il ne faut pas se laisser impressionner par *les résultats d'une ou* de deux années seulement. Il faut voir large. Chrysler *n'est* d'ailleurs pas la seule firme automobile à avoir frôlé la faillite : British Leyland, Fiat, et même une firme japonaise, Toyo Kogyo, ont vécu la même histoire.

La deuxième leçon est qu'il ne faut pas sacrifier l'avenir au présent. Chrysler n'a jamais relâché son effort de recherche et d'investissement. Aux pires moments, lorsque la firme saignait de toutes parts, lorsque la confiance du public s'évanouissait, Chrysler dépensait des centaines de millions de dollars par mois pour mettre au point de nouveaux modèles, et construisait même de nouvelles usines.

La troisième est que la réduction des coûts est possible, et pénible. Les contribuables américains n'ont pas déboursé ni même prêté un dollar. *Mais les cadres, les travailleurs*, ont chèrement payé, en diminution de *salaires*, et *surtout* en licenciements. Les actionnaires, *les banquiers*, les *fournisseurs*, les collectivités locales aussi. *Ces sacrifices ont été réalisés* sous la menace de la faillite. *Sans cette terrible pression*, les réticences et les lenteurs auraient été insurmontables. Une telle pression et une telle mobilisation existent-elles en ce qui concerne Renault ?

Enfin, et surtout, le sauvetage de Chrysler éclaire le fonctionnement du système américain contemporain. Ce qui frappe d'abord, c'est l'incapacité des mécanismes capitalistes ordinaires à gérer cette crise. La Bourse et les banques ont été totalement incapables de la prévoir, et encore moins de la résoudre. Les banquiers, notamment, ont été lamentables. Avec les analystes financiers et les journalistes, ils ont tous parié sur l'incapacité de Chrysler à survivre. Ils se sont tous trompés. Sans l'intervention du gouvernement fédéral, leur erreur aurait été fatale, et serait devenue une vérité : ils auraient retiré leurs billes, et Chrysler aurait disparu.

Car ce sont bien des mécanismes politiques qui ont sauvé Chrysler. Sans l'intervention du gouvernement fédéral et du Congrès, la firme de Detroit était condamnée. Il est du reste à peu près certain qu'un gouvernement républicain n'aurait pas fait pour *Chrysler ce qu'a réalisé l'administration* démocrate du président Carter. *Les Français pensent* souvent que les Etats-Unis ont un secteur *privé* efficace et un secteur public inefficace : c'est le *contraire* qui s'est avéré dans l'affaire Chrysler.

Le président et ses ministres, cependant, n'ont pas empêché le *Congrès de jouer* un *rôle décisif*. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître à des Français, c'est à la Chambre et au Sénat qu'a été discuté, puis arrêté, le principe d'une intervention. C'est là encore qu'ont été négociées et décidées les modalités – complexes – de cette intervention.

L'Etat garantissait un emprunt, en prenant toutes sortes de garanties qui ne faisaient courir aucun risque au contribuable américain ; mais il exigeait des efforts de toutes les parties intéressées. Le gouvernement, sous la forme d'un comité présidé par le ministre des finances, était chargé de la mise en œuvre de cet accord, qui était une loi. Ce comité a joué un grand rôle, exigeant des informations et des décisions de la part de *la* firme, comme, par exemple, la liquidation de ses avions privés.

En silence

Le contraste avec les *interventions* publiques négociées par l'administration en France, dans le secteur de la sidérurgie, par exemple, est frappant : *ici ce sont* des technocrates qui donnent en *silence* l'argent *des contribuables* sans exiger des contreparties efficaces ; *là ce sont des élus qui* garantissent publiquement un *prêt en échange des sacrifices* qui sauveront l'entreprise.

Une grande entreprise apparaît ainsi comme une entité politique, *qui gère des droits et des obligations*, et il n'est pas surprenant *qu'elle ait dû être sauvée par des* politiciens. Cette intervention *directe du gouvernement fédéral* n'est ni la seule ni la première : *Washington* a déjà sauvé de la faillite la firme aéronautique de Lockeed, les chemins de fer Conrail et la ville de New-York.

Mais le sauvetage de Chrysler a été le plus spectaculaire et le *plus réussi. Il soulève plus de* questions qu'il n'apporte de *réponses sur l'avenir de nos* sociétés. Mais il montre que les *frontières* de l'économique *et* du politique, même et peut-être surtout aux Etats-Unis, sont moins tranchées que certains ne semblent le penser ou le désirer.

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

(1) Robert B. Reich et John D. Donahue, *New Deals, The Chrysler Revival and the American System*, Times Books, New-York, 1985, 359 p. ; voir aussi Iacocca, Lee, *Iacocca*, Robert Laffont, Paris, 1985, 380 p.

Les rebonds des Etats-Unis

(Suite de la page 35.)

Le deuxième facteur de dynamisme est l'alliance avec le Japon, ce que J. Naisbitt appelle USA-Japon Inc. Aujourd'hui, les Japonais sont majoritaires dans 522 entreprises, 150 n'existaient pas il y a trois ans et 350 sont *situées près des Grands Lacs*. En retour, de plus en plus d'entreprises américaines s'installent au Japon pour pénétrer le marché, le second du monde pour beaucoup de produits, mais aussi pour échanger leurs procédés techniques. Par exemple, un nouveau produit de Procter et Gamble a été mis au point à Cincinnati avec des éléments fournis par la branche japonaise et la branche européenne.

Les entreprises japonaises donnent de l'argent aux universités américaines pour des recherches dont on ne sait plus si les résultats seront japonais ou américains : sur les 297 entreprises liées au MIT, 45 sont japonaises. Les marchés se mondialisent et, pour pouvoir y jouer un rôle, il faut que les Etats-Unis s'allient avec un Japon qui sait exporter. 1986 marquera *le début de l'ouverture sur* le monde des industries fabriquant des produits de consommation qui, jusqu'ici, étaient prévus essentiellement pour le marché intérieur.

Sur le plan mondial, John Naisbitt voit que tous les pays évoluent vers un *gouvernement* au centre ; même l'Iran donne, pense-t-il, des signes de modération. Les communistes italiens guettent les votes *« au-delà des barrières de classe »*. En France, la volte-face idéologique a fait ranger les mythes révolutionnaires au placard. L'Espagne devient *réaliste*. La Grande-Bretagne se débat dans ses problèmes économiques. Seule l'Allemagne reste préoccupante tant sa situation et ses ambitions sont incertaines, comme en témoignent les Verts et les pacifistes.

Il est remarquable que, pour Naisbitt, l'Europe est intéressante à observer dans le domaine politique, mais n'est pas prise en compte dans l'analyse économique. La libre-entreprise triomphe partout à l'Ouest et commence timidement à poindre dans les pays socialistes, l'URSS et la Chine. L'Etat *protecteur est* remis en question. Tout cela conduit à un pronostic optimiste : *« L'avenir international est brillant..., les dettes des pays moins développés seront allégées..., les barrières commerciales seront levées..., l'interdépendance économique globale offre aux consommateurs des choix plus larges... »*

La *tendance* à la privatisation des services publics lui paraît devoir prendre une très grande ampleur : les transports, les pompiers et même les prisons seront de plus en plus gérés par des entreprises privées dont la gestion est plus économe que celle des municipalités ou des Etats. *« Privatization saves money. »* Et le mouvement s'étend au monde entier, comme le *savent* bien les Parisiens.

La privatisation s'étendra aussi au système de santé, qui va évoluer simultanément dans deux directions : d'une part de grandes entreprises de soins, d'autre part la médicalisation à domicile par les malades eux-mêmes. Sur ce dernier point, le souci de se sentir en forme se répand et offre un marché qui va des magasins de produits alimentaires naturels aux *méthodes de diagnostic et de traitement* (*« doc in the box »*) à domicile relayé par des dispensaires de quartier ; *surgicenters, emergency care centers.*

Le phénomène surprenant est le développement de grandes chaînes privées d'hôpitaux qui rachètent petit à petit des hôpitaux municipaux ou d'Etat profitant de la crise qui a diminué considérablement la clientèle. Un hôpital sur cinq est aujourd'hui possédé ou géré par une grande firme, et le mouvement s'accélère. American Health Care Systems gère 233 hôpitaux réunissant *45 000 lits dans* 21 Etats. L'introduction du profit dans le service médical entraîne la baisse des prix. Knock a fait école. Mais les clients sont-ils bien soignés ?

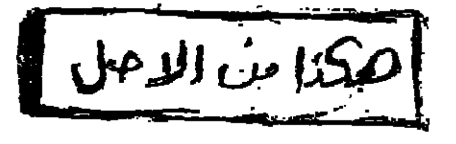
Les femmes demandées

Quelques autres tendances sont mises en relief par J. Naisbitt qui sont aussi d'actualité en Europe. En premier lieu, le travail féminin va bouleverser les rapports de travail : les femmes vont être de plus en plus demandées, j'allais écrire « courtisées ». Il est vrai qu'aux *Etats-Unis le chômage a baissé*, puisque 15 millions d'emplois ont été créés, alors que 2 millions étaient supprimés en Europe. D'autres tendances sont moins inattendues : l'utilisation du laser, la construction de maisons « intelligentes » (qui vous parlent quand vous entrez...), la réorganisation *du commerce de détail et de* l'activité des professions libérales.

L'équipe réunie par Jacques Lesourne et Michel Godet donne une vision géopolitique assez proche de celle de J. Naisbitt, mais des conclusions beaucoup moins optimistes. Pour sa part, Bernard Cazes est *« au chevet de l'Etat protecteur »*. Klauss Grewlich s'interroge sur la puissance et la fragilité de l'Allemagne, et Jean-François Noiville sur les multiples visages du Pacifique, qu'il ne voit *pas uniquement dominé par* USA-Japon INC. Jacques Robin attend des biotechnologies (qui ne sont pas mentionnées par Naisbitt) des progrès inattendus.

Les « nœuds de l'interdépendance » ne paraissent pas aux yeux de cette équipe devoir réduire les contrastes du « Kaléidoscope international » (titres des deux premières parties) aussi nettement que l'annonce Naisbitt. *Décidément* ces Européens sont bien timorés comparés à l'Américain, qui se veut sans doute trop délibérément optimiste.

HENRI MENDRAS.



La chronique de Paul Fabra

Parlons français, Rue de Rivoli

A première vue, on ne devrait que se réjouir d'apprendre que la commission de terminologie, que préside au ministère de l'économie et des finances le directeur des monnaies et médailles (actuellement M. Jacques Carpet), reprend ses délibérations. La constante dérive à laquelle on assiste, navré mais quasiment impuissant, de la langue tant parlée qu'écrite, à cause notamment (mais pas seulement, il s'en faut de beaucoup) de l'abus des anglicismes, ne rend-elle pas souhaitable une reprise en main chaque fois que cela est possible ? On concentrera aujourd'hui l'attention sur quelques aspects de l'œuvre accomplie depuis plus de quatorze ans dans le domaine particulier du vocabulaire économique et financier par la commission de la rue de Rivoli, créée par arrêté en date du 16 juin 1971.

Ses travaux ont débouché sur l'établissement d'une liste d'un peu moins de deux cent cinquante termes (correspondant à deux cent quarante-quatre entrées) qui a été publiée dans *les Notes bleues* (1) de la semaine du 14 au 20 février 1983. A quelques exceptions près, il s'agit de mots, nouveaux ou anciens, proposés ou théoriquement imposés, selon le cas, comme équivalents d'expressions anglaises. C'est un autre arrêté ministériel pris par Valéry Giscard d'Estaing le 29 mars 1973 qui a rendu obligatoire dans les documents officiels l'emploi de plusieurs de ces termes qui sont actuellement au nombre de vingt-quatre (*Journal officiel* du 4 janvier 1974). Ils ont été repris, avec la mention AM, dans la liste dont il vient d'être question. Si ce souci de classification est une preuve supplémentaire du sérieux avec lequel le ministère de l'économie et des finances a entrepris la défense de la langue française, il n'est pas sûr, au vu des premiers résultats, qu'il ait jusqu'à ce jour beaucoup contribué à son illustration.

Je me contenterai ici de quelques exemples. Il n'est pas douteux qu'un examen plus approfondi en révélerait d'autres, tout aussi troublants. Certains sont particulièrement inquiétants car ils témoignent, chez leurs auteurs, sinon d'une perte, à tout le moins d'un affaiblissement du sens de la langue. Pourquoi proposer comme traduction à *hot money* (l'argent qui brûle les doigts et qu'on déplace d'un emploi à l'autre, en quête de la plus forte rémunération) « capitaux fébriles » ? Si l'on parle communément de la fièvre des marchés, les amateurs de métaphores hardies hésiteraient à écrire : pour stopper la hausse des tomates fébriles, le ministère de l'agriculture a autorisé des importations supplémentaires en provenance du Maroc ! Pourquoi imposer par arrêté ministériel (AM) l'adoption du terme anglais « activation » dans le sens de « *mise en œuvre d'une procédure organisée à l'avance* » (a-t-on jamais vu, soit dit en passant, une procédure dont les formalités et le déroulement seraient laissés à la discrétion de ceux qui y ont recours ?). C'est ainsi que les rédacteurs de la rue de Rivoli, et avec eux les journalistes peu exigeants, ont désormais le droit (en réalité l'obligation) d'écrire, comme le font sans sourciller les membres de la commission de terminologie dans *les Notes bleues* : « *l'activation des droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire* ». Un lecteur non prévenu comprendrait déjà un peu mieux si on lui parlait de l'émission de droits de tirages spéciaux par le FMI.

Sous prétexte de francisation, on en arrive à imiter l'orthographe des cancres. La commission propose sans rire qu'on écrive fuel « fioul », une suggestion qui a été retenue par les rédacteurs des communiqués de presse de la rue de Rivoli. Passons sur le ridicule « Agétac » proposé, d'après les initiales d'« accord général sur les tarifs douaniers et le commerce », pour remplacer GATT. Cette malheureuse initiative n'a trouvé aucun écho, car d'instinct – l'instinct est bien le meilleur mais fragile allié de la langue dans cette affaire – les usagers l'ont rejeté. C'est peine perdue que de chercher à proscrire tout apport étranger. Ce n'est pas non plus un objectif souhaitable.

Il arrive aussi que la commission pêche par ignorance ou, ce qui a le même résultat, par refus d'accueillir des expressions traditionnelles pour peu qu'elles soient un peu compliquées, comme si un petit nombre de fonctionnaires pouvaient, pour éviter des maux de tête à leurs concitoyens, arbitrairement faire le tri dans le vocabulaire dont nous disposons par héritage, et comme si la langue française n'avait plus droit à la « sophistication » (un mot que, pour leur part, ils n'emploient plus que dans ce sens, venu de... l'anglais). C'est ainsi que, s'interrogeant sur la façon de traduire « fixing », ils proposent « cotation », ce qui est bon, mais en l'occurrence insuffisant car, techniquement, la manière dont est fixé à Londres deux fois par jour le cours de l'or et de quelques autres produits correspond à ce que les professionnels appellent chez nous une « cotation par opposition ».

LE summum de la fausse simplicité est sans doute atteint par la laborieuse traduction de « swap », une opération que les membres de la commission commencent par définir de la façon suivante : « troc portant sur des monnaies différentes et effectué entre banques... », ce qui est à la fois maladroit et redondant car, premièrement, un troc est un échange sans monnaie et, deuxièmement, à supposer qu'on accepte la façon de s'exprimer de nos experts ès terminologies, on voit mal comment l'échange pourrait porter sur des monnaies semblables. Forts de leur explication, les experts ont fait avaliser, par décret ministériel s'il vous plaît, leur amphigourique traduction : « crédit croisé », qui semble effacer toute distinction entre prêteur et emprunteur. Il se fait que, dans le vocabulaire français traditionnel que seules la Banque de France et quelques banques... suisses semblent encore connaître, le mot « report » ait plusieurs significations dont l'une, qui correspond à « swap », est la combinaison d'une opération au comptant et d'une opération à terme (une autre est la plus-value d'une devise à terme par rapport au cours du comptant : dans ce dernier cas, report s'oppose à déport).

Autre exemple plus banal : la commission répugne inexplicablement au terme consacré de « sous-produits » pour lui préférer l'expression de « produits fatals » afin de désigner « les produits utilisables ou non, liés inévitablement à la production d'un bien déterminé ».

UNE des caractéristiques de l'anglais que le français possède beaucoup moins est qu'il offre des expressions toutes faites pour pratiquement chaque situation et chaque phénomène particuliers. C'est à la fois une commodité, un signe de richesse, mais aussi, si l'on n'y prend garde, une facilité. En français, cela passe généralement assez mal, si bien qu'il convient d'éviter autant que possible une traduction stéréotypée. Cela n'empêche pas la commission, dans sa sollicitude technocratique, de proposer des équivalents pour des expressions métaphoriques qu'il appartient au traducteur, selon les exigences du contexte, de rendre par des expressions variées. C'est ainsi qu'elle voudrait nous voir employer systématiquement l'expression « coups d'accordéon » pour traduire « stop and go » et le mot « noyau » chaque fois que les Anglo-Américains se réfèrent au « *hardcore* » dans une négociation menée au sein de l'Agétac (voir plus haut).

La vérité est que ce ne sont pas les crocheteurs de Port-au-Foin qui sont responsables de l'introduction en France d'innombrables anglicismes, dont certains sont bien venus mais la plupart parasitaires. Les passeurs de mots sans droit de dictionnaire, c'est précisément l'élite des inspecteurs des finances et des énarques qui les adoptent sans discrimination alors qu'ils pourraient d'eux-mêmes en trouver, trois fois sur quatre, la traduction appropriée s'ils en avaient le goût. Les documents officiels les plus solennels dont ils sont les auteurs sont rédigés dans une langue de plus en plus pauvre et fautive, où « générer » se substitue à « créer », « produire », « engendrer », « provoquer », où « initier » est systématiquement employé dans le sens anglais de « to initiate » (commencer, être la cause de...), où le mot « environnement » est utilisé si souvent qu'on se demande comment on pouvait s'exprimer dans notre langue avant l'adoption récente de ce néologisme (traditionnellement, environnement a un sens actif : l'environnement de Sedan par les troupes allemandes), où le dollar « s'apprécie » alors que, en bon français, ce dernier verbe n'est pas symétrique de « se déprécier », etc.

Selon une habitude bien française, on a chargé les responsables de la tâche de remédier aux dégâts qu'ils causent. Cela aurait pu en l'occurrence avoir des avantages si les membres de la commission l'avaient entreprise avec un minimum d'humilité qui aurait pu, par exemple, les conduire à consulter attentivement les documents des années 20 et 30, écrits dans un français impeccable et riches de mots et de concepts proches de la réalité d'aujourd'hui. C'est Roland Barthes qui disait : « *Il n'y a pas de crise de la langue. Il y a une crise de l'amour de la langue.* »

(1) *Les Notes bleues*, du ministère de l'économie et des finances, reproduisent les principales informations diffusées par la rue de Rivoli. On peut se les procurer sur place au CEDEB, 182, rue Saint-Honoré, Paris, ou par correspondance, 192, rue Saint-Honoré, 75056 Paris RP. Abonnement : 280 F par an ; 6 F plus envoi par numéro.

A travers les revues françaises

La France est un « pays intermédiaire »

LE thème général de l'annuaire 1985 de la *Revue d'économie politique* est « La France dans la hiérarchie économique internationale ». Brigitte Desaigues retrace un siècle d'histoire économique en analysant l'« *évolution de la position internationale de la France* » (1). Jusqu'en 1871, la France est la deuxième puissance commerciale et financière de monde, derrière l'Angleterre. A la veille du premier conflit, elle a régressé en quatrième position ; elle n'assure plus que 7,6 % du commerce mondial, derrière l'Angleterre (17,6 %), l'Allemagne (12,5 %) et les Etats-Unis (7,6 %).

Au début des années 20, nous commerçons de plus en plus avec nos colonies et de moins en moins avec nos anciens partenaires, ce qui traduit peut-être une baisse de notre compétitivité sur les marchés extérieurs. En 1938, la France passe au cinquième rang du commerce mondial, le Canada l'ayant devancée ; elle a également perdu sa position financière dans la tourmente de la crise de 1929.

Après la seconde guerre mondiale, la France s'ouvre très largement sur l'extérieur, connaît une croissance sans précédent et redevient la quatrième puissance exportatrice du monde. Mais comment se situe-t-elle maintenant dans la hiérarchie internationale ?

François Vellas explique pourquoi la France n'est pas un pays leader mais comment elle répond à l'« *hypothèse du pays intermédiaire* » (2). Cette hypothèse résulte d'une nouvelle approche de la division internationale qui oppose au sein des pays industrialisés les pays leaders et les pays intermédiaires, puis au sein des pays en développement les nouveaux pays industriels, les pays relais et les pays moins avancés.

Les pays industrialisés leaders ont un avantage mondial absolu dans leurs conditions de production ; en outre ils exportent des biens à forte intensité de travail qualifié et de progrès technique. Les pays industrialisés intermédiaires présentent la particularité suivante : dans leurs relations avec les pays leaders, leurs importations incorporent plus de travail qualifié et de technologie que leurs exportations ; au contraire dans leurs relations avec les autres pays, industrialisés ou en voie de développement, leurs exportations incorporent plus de travail qualifié et de technologie que leurs importations.

C'est la situation de la France. Notre commerce international est déficitaire en travail qualifié avec les Etats-Unis, la RFA et le Japon, excédentaire avec l'URSS et, naturellement, avec les pays en voie de développement. Cependant, notre commerce présente quelques contre-exemples comme la construction aéronautique et spatiale ou l'industrie pharmaceutique où nous sommes leaders.

Handicaps structurels

Malgré ces contre-exemples, la spécialisation internationale de la France semble moins voulue que subie, car nous sommes pris entre deux feux ; les pays leaders d'un côté, les nouveaux pays industrialisés et les pays de l'Est de l'autre, pour certains secteurs au moins.

L'article de Gérard Lafay, « Spécialisation française : des handicaps structurels », permet d'apporter quelques compléments (3). L'auteur calcule en effet les gains et les pertes sur les marchés extérieurs ; il s'agit de comparer les flux d'exportations pendant une période à ceux que l'on aurait constatés si les parts de marché avaient été conservées.

Entre 1973 et 1979, les gains de l'industrie française ont équilibré ses pertes ; nous avons gagné des marchés pour nos exportations destinées aux autres pays développés, au Moyen-Orient et à l'Amérique latine, et perdu des marchés en Europe occidentale surtout, en Afrique et en Asie. Pendant cette période, la RFA et les Etats-Unis enregistraient des pertes nettes. Pendant la période 1979-1983, la France a perdu du terrain sur toutes les destinations, sauf l'Amérique latine.

L'auteur calcule un indice de polarisation des échanges : il s'agit du rapport du solde commercial de chaque catégorie de produits à la valeur du commerce extérieur. Les échanges extérieurs de la France sont relativement peu polarisés, depuis fort longtemps : sur les cinq pôles que l'on peut trouver, trois relèvent de l'agro-alimentaire, les céréales en particulier, et deux de l'industrie, l'aéronautique tenant une place de choix. Au Japon, au contraire, les pôles de compétitivité relèvent tous de l'industrie manufacturière ; il en est de même en RFA, mais à un niveau très inférieur.

La recherche-développement

L'auteur calcule enfin un indicateur de l'adaptation d'une économie à la demande mondiale. Les Etats-Unis sont de loin les plus adaptés ; la position des Britanniques se dégrade depuis le milieu des années 70. Contrairement à des idées reçues, la position de la France est très proche de celle de la RFA ; malheureusement, ces deux pays sont les moins bien adaptés à la demande mondiale depuis presque dix ans.

Le commerce extérieur est déficitaire en travail qualifié avec les Etats-Unis, le Japon et la RFA

par DANIEL VITRY (*)

Dans la *Revue économique*, Luç Soete et Pari Patel se sont livrés à une comparaison internationale de « *la recherche-développement, les importations de technologie et la croissance économique* » (4). Cet article fait partie d'un ensemble d'une dizaine d'articles qui constituent un numéro spécial de cette revue consacré à « L'économie de la recherche-développement ». Bien que le vocabulaire ne soit pas d'une grande précision, on considère en général que la recherche-développement fait suite à la recherche fondamentale et a pour objet d'en valoriser les résultats. La recherche fondamentale est largement mais non totalement financée sur fonds publics, ce qui n'est pas le cas de la recherche-développement. Traditionnellement on n'écrit jamais recherche-développement en toutes lettres, mais simplement : RD.

L'article de Soete et Patel a pour objet de préciser les relations entre les investissements en RD et la croissance économique. Tous les pays ne dépensent pas autant pour leur RD. Le taux de croissance annuel moyen de ces dépenses entre 1963 et 1981 a été de 2,2 % aux Etats-Unis, de 9,9 % au Japon, de 6,6 % en France, de 7 % en RFA et seulement de 1 % au Royaume-Uni. Tous les pays n'ont pas réagi de la même façon au premier choc pétrolier. Le taux de croissance des dépenses de RD s'est réduit avec la crise de 1973 au Japon, en France et en RFA, alors qu'il s'est accéléré aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Les auteurs cherchent à estimer un stock de « capital technologique » ; celui-ci résulte de l'accumulation des investissements en RD, compte tenu d'un processus de dépréciation de ce type de capital estimé à 15 % l'an. Les auteurs tiennent compte de ce qu'une partie de la RD peut être évitée en achetant de la technologie étrangère, quitte à payer une redevance.

Les calculs montrent qu'une variation de 1 % de ce stock de capital technologique se traduit par une variation de la production nationale de 0,3 % au Japon et presque autant en RFA, de 0,13 % en France, de 0,08 % aux Etats-Unis et seulement de 0,04 % en Grande-Bretagne. Par ailleurs, les auteurs estiment la part du ralentissement du taux de croissance de la productivité, que l'on constate partout depuis dix ans, imputable à la baisse des dépenses de RD. Cette part serait très faible aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, mais d'environ 50 % en RFA et au Japon ; elle serait proche de 100 % dans le cas de la France.

L'étude sur données individuelles publiée par Jacques Mairesse et Philippe Cunéo dans le même numéro, « Recherche-développement et performances des entreprises », va tempérer la vigueur des conclusions précédentes (5). Les auteurs s'intéressent à la rentabilité des investissements en RD en analysant un échantillon d'entreprises de la chimie, parachimie et pharmacie, construction mécanique, électrique et électronique, sur la période 1974-1979. Ces secteurs font la moitié des dépenses de RD et occupent le tiers des chercheurs. Dans l'échantillon, certaines de ces entreprises font de la RD, mais d'autres n'en font pas.

Il apparaît que les entreprises qui font beaucoup de recherche emploient en général deux fois plus de monde que les autres. La valeur ajoutée par tête y est sensiblement plus élevée (14 %), et elles sont plus capitalistiques que celles qui ne font pas ou font peu de RD. Cependant les ventes par personnes employées ne sont pas plus importantes dans une catégorie d'entreprises que dans une autre.

De façon générale, toutes les analyses qui distinguent le capital physique et le capital recherche donnent des résultats nettement plus précis, plus robustes en termes statistiques, que celles qui ne font pas cette distinction. Cela confirme l'importance du capital recherche pour expliquer des différences entre les entreprises. La rentabilité du capital recherche semble identique à la rentabilité du capital physique ; cela veut dire que les deux types de capitaux contribuent autant à la rentabilité de l'entreprise. Les dépenses de RD sont donc rentables.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

(1) Brigitte Desaigues : « Le rang de la France a-t-il changé (1860-1970) ? Evolution de la position internationale de la France ». *Revue d'économie politique*, n° 5, 1985.

(2) François Vellas : « Les critères de la hiérarchie économique internationale et l'hypothèse du pays intermédiaire ». Mêmes références.

(3) Gérard Lafay : « Spécialisation française : des handicaps structurels ». Mêmes références.

(4) Luc Soete et Pari Patel : « Recherche-développement, importations de technologie et croissance économique : une tentative de comparaison internationale ». *Revue économique*, n° 5, 1985.

(5) Jacques Mairesse et Philippe Cunéo : « Recherche-développement et performances des entreprises : une étude économétrique sur données individuelles ». Mêmes références.

L'investissement crée-t-il des emplois ?

DANS la revue *Economie et statistique*, Hervé Passeron et Paul Zagamé montrent la nécessité et les conséquences d'investissements plus performants, dans leur article « Modernisation industrielle et politique macroéconomique : le cas de l'automobile ». La question importante est naturellement celle de la liaison entre les investissements et l'emploi : *l'investissement supprime-t-il ou crée-t-il des emplois ?*

Les « Perspectives à l'horizon 1990 » de l'INSEE, publiées en octobre 1985, forment un scénario de référence : de 1983 à 1988, la production automobile devrait augmenter comme le produit intérieur brut de 2 % par an en moyenne. Pour sa part, la productivité dans l'industrie automobile devrait augmenter de 5 % par an ; les effectifs employés devraient alors baisser de 440 000 à 380 000 personnes.

Les auteurs veulent tester l'incidence d'une amélioration plus grande de la productivité et d'une gestion plus rigoureuse de la main-d'œuvre, c'est-à-dire d'une adaptation des effectifs employés au niveau souhaitable en six mois au lieu de vingt-deux actuellement. Les auteurs supposent d'abord qu'aucun comportement n'est changé. Si la productivité augmentait de deux points de plus que prévu dans les « Perspectives », les effectifs nécessaires pour la production prévue baisseraient de 35 000 personnes de plus.

Mais la baisse des charges salariales qui en résulterait permettrait de baisser les prix de 1,6 % et d'améliorer la compétitivité, ce qui relancerait la demande et aurait un effet favorable sur l'emploi et sur le solde extérieur de la branche. En définitive, l'effet net sur l'emploi ne serait plus qu'une baisse supplémentaire de 27 000 (au total 87 000 suppressions d'emplois, au lieu des 60 000 prévues dans les « Perspectives »).

Si les entreprises changeaient de comportement et profitaient de la baisse des coûts salariaux pour réduire les prix au maximum, sans améliorer leurs marges comme actuellement, l'augmentation supplémentaire de productivité conduirait à une baisse des prix de 2,6 %, et, tous les effets en retour s'étant produits, l'emploi ne baisserait que de 20 800 personnes de plus que dans les « Perspectives ».

Que se passerait-il si les investissements réalisés étaient plus efficaces que ceux prévus ? La productivité du capital en serait grandement accrue. Les auteurs calculent qu'en 1988 la production pourrait augmenter de 7,3 milliards de francs ; ils supposent, avec un optimisme qu'ils reconnaissent, que cette augmentation de la production se traduira, franc pour franc, par une augmentation des exportations. Une fois la simulation faite, l'effet total sur l'emploi se réduit à 16 000 suppressions d'emplois de plus que dans les « Perspectives », et le solde extérieur s'améliore de 8,2 milliards de plus en 1988.

Les auteurs se demandent ce qui se passerait si l'on réinjectait cette amélioration du solde extérieur pour faire une relance de l'économie. Si la relance se fait par le biais des dépenses publiques, ils estiment que l'emploi global augmenterait de 50 000 unités par rapport aux « Perspectives », ramenant ainsi le niveau de l'emploi prévu pour 1988 à la situation de 1983.

D. V.

économie

REPÈRES

Dollar : 7,7115 F

Le dollar est légèrement remonté, *lundi 16 décembre à Paris, où*, sur un marché calme à l'approche des fêtes de fin d'année, il s'échangeait à 7,7115 F contre 7,6960 F à la veille du week-end. Le franc français, toujours en tête dans le système monétaire européen, faisait preuve de fermeté à l'égard du deutschemark à 3,057 F, *tandis que le franc belge restait faible, à 14,978* FF pour 100 FB.

SNCF : la CGT garde la tête

La CGT demeure majoritaire aux élections des délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu à la SNCF, même si elle recule légèrement. Sur 256 526 inscrits, il y a eu 82,53 % de votants et 78,43 % de suffrages exprimés. La CGT a obtenu 46,82 % (soit – 1,85 point par rapport aux précédentes élections de décembre 1983 et d'octobre 1984 pour le collège maîtrise et cadres) devant la CFDT 26,28 % (+ 1,03 point), la FMC (cadres autonomes) 9,85 % (+ 0,32), FO 6,44 % (– 0,40), la CFTC 5,04 % (– 0,41), la FGAAC 3,2 % (+ 0,68), les 2,36 % restants se partageant entre la CGC et les « divers ». *Lors des récentes élections aux comités* d'établissement de la SNCF le 10 octobre dernier, la CGT avait obtenu 45,81 % des suffrages, soit, là aussi, une légère baisse.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,7040	7,7070	+ 55	+ 70	+ 105	+ 135	+ 370	+ 470
$ can.	5,5333	5,5394	– 20	– 1	– 44	– 10	– 56	+ 35
Yen (100)	3,8035	3,8069	+ 22	+ 35	+ 57	+ 78	+ 321	+ 380
DM	3,0547	3,0571	+ 113	+ 125	+ 207	+ 226	+ 610	+ 663
Florin	2,7108	2,7128	+ 72	+ 81	+ 133	+ 148	+ 396	+ 442
F.B. (100)	14,9752	14,9869	– 24	+ 63	– 29	+ 102	+ 209	+ 563
F.S.	3,6529	3,6561	+ 146	+ 162	+ 268	+ 291	+ 822	+ 880
L (1 000)	4,4765	4,4808	– 470	– 385	– 657	– 565	– 1519	– 1368
£	11,0706	11,0827	– 283	– 239	– 528	– 454	– 1404	– 1224

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 7/8	8
DM	4 1/4	4 1/2	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16
Florin	5 5/8	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	7 5/8	8 5/8	8 9/16	8 11/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8
F.S.	1	2	4 7/16	4 9/16	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8
L (1 000)	14	19	18 1/2	20 3/4	16 1/2	18	15 1/2	16 1/2
£	11 1/4	11 1/2	11 5/8	11 3/4	11 5/8	11 3/4	11 5/8	11 3/4
F. franç.	9	9 1/4	11	11 1/2	11 1/2	11 3/4	11 7/8	12 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en *fin de matinée par une grande banque de la place.*

FINANCES

Les industriels dans la course du capital-risque

Un colloque organisé du 12 au 14 décembre à Sofia-Antipolis sur le financement initial et le capital-risque a permis de constater le retard de la France mais aussi de mesurer les multiples initiatives prises dans ce domaine.

De notre envoyé spécial

Sofia-Antipolis (Nice). – Le 12 décembre dernier, la société de capital-risque Elysée-Investissement a fait officiellement son entrée au second marché de la Bourse de Paris. Dans un mois environ, elle sera suivie, sur la même enceinte, par Sofinnova, l'ancêtre des sociétés financières d'investissements en France, puisque cette société de capital-risque a été créée en 1972.

Si ces deux opérations donnent en quelque sorte leur titre de noblesse à cette activité importée des Etats-Unis, où elle a vu le jour après la seconde guerre mondiale (comme en Grande-Bretagne, pratiquement à la même époque), elles confirment surtout l'internationalisation croissante de ces sociétés à capital multiple, spécialisées dans les prises de risques à travers un choix d'entreprises en voie de création, ou en phase de développement. La forte croissance de ces sociétés doit permettre à l'investisseur de réaliser une importante plus-value.

Axée sur les entreprises non cotées, Elysée-Investissement, qui détient en portefeuille une importante participation dans la société Maintenance-Informatique-Service (MIS), possède un capital détenu en grande partie par la société britannique Elysee-Investments.

De même, Sofinnova, qui investit en France depuis de longues années, a tiré l'essentiel de ses bénéfices d'une *filiale américaine* au portefeuille bien garni.

Cette nécessité de détecter à temps l'entreprise innovatrice, généralement de haute technologie, susceptible de devenir une *success story*, oblige à balayer les continents, et le *venture capital*, comme l'appellent les Anglo-Saxons, s'est rapidement propagé à l'Europe et à d'autres pays tels le Japon ou Israël.

Le fossé n'est pourtant pas près d'être comblé entre la vieille Europe et les Etats-Unis, qui bénéficient encore d'une avance considérable. A la fin de l'année dernière, les investissements en capital-risque représentaient *19 milliards d'ECU* (1 ECU = 6,80 F environ) et à peine 1,7 milliard d'ECU pour la CEE (hors Grande-Bretagne), dont 163 millions d'ECU seulement pour la France.

Ce décalage s'explique, outre la particularité des Etats-Unis de receler un énorme réservoir de capitaux et d'entreprises, par la faible rentabilité offerte par ce type de sociétés en Europe, devait expliquer M. Jacques-Henri David, directeur financier du groupe Saint-Gobain. *« La seule façon de surmonter ces problèmes est de donner aux sociétés financées par le capital-risque une dimension européenne. Ainsi assurées de débouchés plus larges, elles pourront obtenir des résultats comparables à ceux de leurs concurrents nord-américains. »*

Mettant à profit le colloque sur le financement initial et le capital-risque, organisé à Sofia-Antipolis du 12 au 14 décembre par Technopol-Service, en collaboration avec le Crédit lyonnais et *la Vie française*, M. David devait annoncer la création d'Euroventures-France.

Il s'agit d'une émanation d'Euroventures BV, un fonds de droit hollandais créé en janvier 1985, à l'initiative de douze membres de la « table ronde » des industriels européens, pour mener à bien des opérations de *venture capital* sur le marché européen.

Succédant à trois fonds qui ont déjà vu le jour en Italie, au Benelux et en Scandinavie, le fonds satellite français, dont le capital atteindra 100 millions de francs, réunira outre Euroventures et la BNP, la Compagnie financière de Suez, le Crédit national, le GAN, Lafarge-Coppée, Publicis et Saint-Gobain.

Faire coïncider les intérêts de l'industrie et de la finance, c'est également le but que vise la Compagnie générale d'électricité, qui a activement participé en mars 1985 à la création d'une structure comparable, SV Eurofund. Couplée à un fonds américain (Summit Ventures), qui dispose d'une force de frappe de près de 100 millions de dollars, cette entité, dotée pour sa part de 60 millions de dollars d'argent frais, regroupe trois industriels (CGE, Matra, Thomson-CSF), des groupes bancaires (Crédit lyonnais, Société générale, BNP, CCF et American Express), et les investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, le GAN, les AGF et l'UAP).

100 000 entreprises nouvelles

Si les entreprises industrielles s'intéressent au capital-risque, c'est entre autres raisons, parce qu'elles trouvent dans ses structures *« des occasions uniques de prendre des contacts avec de nombreuses jeunes entreprises dynamiques à un coût raisonnable »*. Les accords éventuels conclus entre deux sociétés peuvent permettre à la petite entreprise de vendre ses produits sur le marché de la grande entreprise, et à cette dernière d'utiliser le créneau, détenu par la petite, pour vendre ses propres productions et développer ensemble de nouvelles productions mieux adaptées aux besoins, explique M. Laurent Citti, directeur du développement de la CGE.

Si l'argent ne manque pas, ce sont les bons dossiers qui font défaut.

Pour susciter la demande et répondre aux besoins des entreprises lors de leur phase de démarrage, M. Jean de Flassieux, président du Crédit lyonnais, a annoncé à Sofia-Antipolis la naissance d'une société spécifique, Innolion, dotée d'un capital de 35 millions de francs, et regroupant des grandes banques, des institutionnels, mais aussi des représentants des milieux scientifiques.

Un moyen supplémentaire d'encourager la création des 100 000 entreprises nouvelles escomptées pour l'ensemble de cette année, si l'on en croit M. Bérégovoy, qui extrapole ce chiffre à partir de données officielles fournies pour les neuf premiers mois par le crédit d'équipement des PME : 79 000 entreprises nouvelles créées contre 66 000 pour les trois premiers trimestres de l'année précédente.

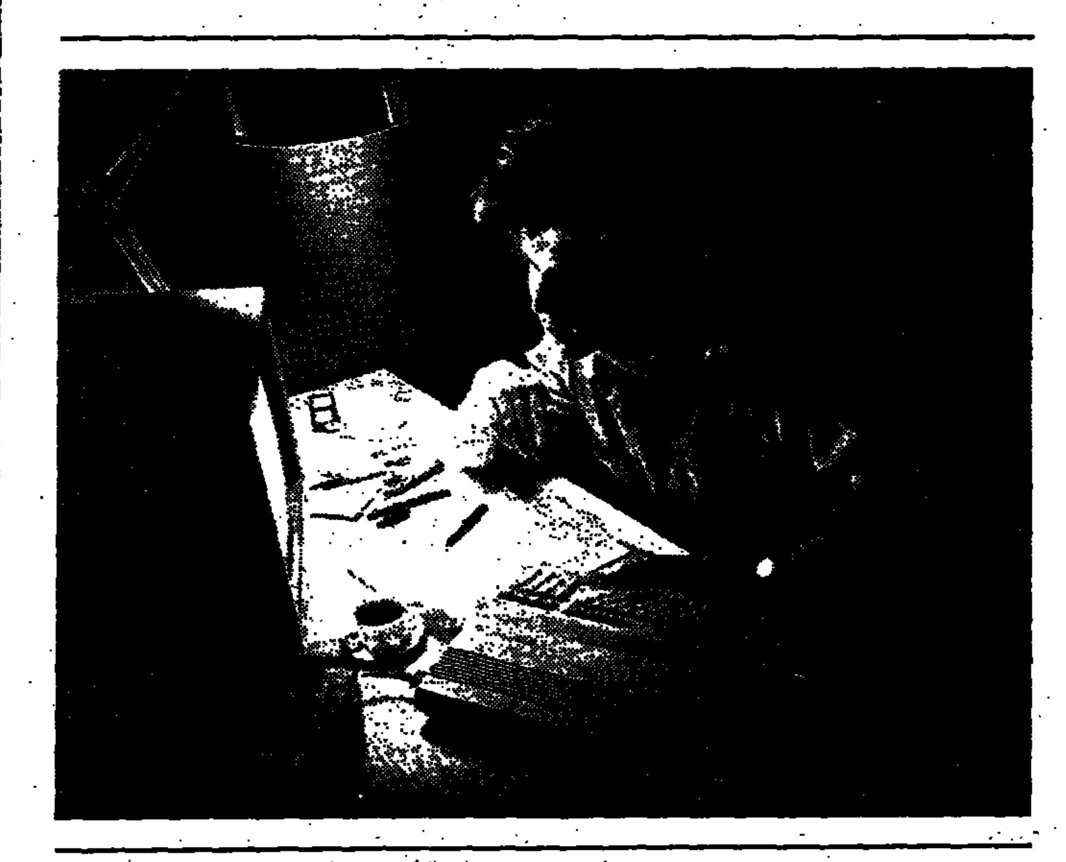
« Le gouvernement socialiste a réconcilié la France avec ses entreprises », a déclaré le ministre de l'économie et des finances, en clôturant ce colloque.

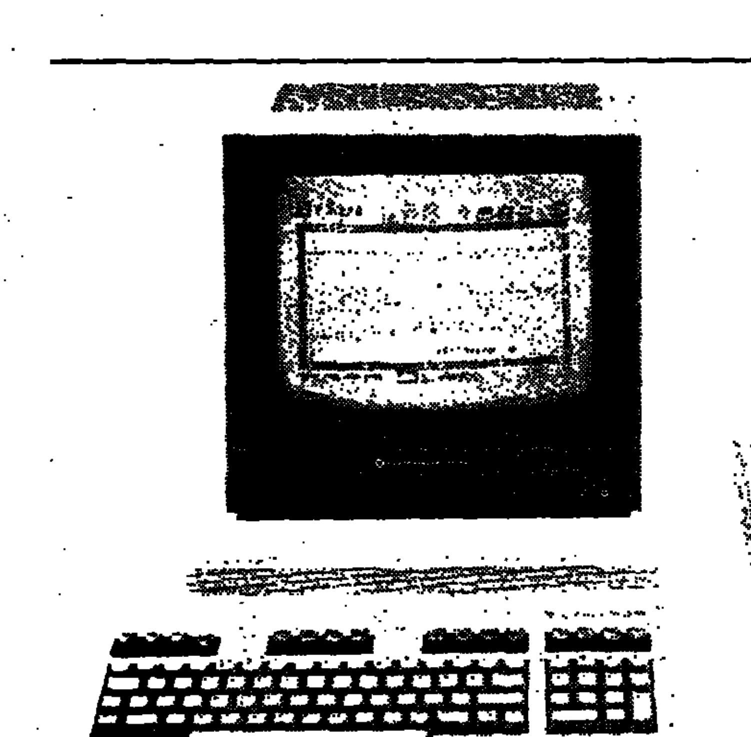
Et d'ajouter : *« Grâce à la mise en place d'un cadre simple et incitatif, conforté par des mesures spécifiques, les sociétés de capital-risque, qui ont réalisé plus de 5 milliards de francs d'investissements en 1985, contre à peine 1 millard l'année précédente, auront réussi à rendre ce type d'investissement suffisamment instructif pour l'épargne. »*

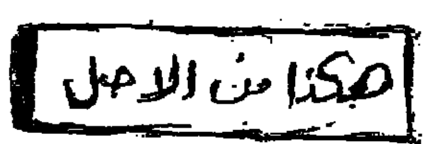
SERGE MARTI.

● **Une association propose de consacrer 1 % du revenu imposable aux chômeurs.** – L'association Solidarité-Emploi, qui regroupe des partenaires de l'économie sociale, a proposé le mercredi 4 décembre la création d'un fonds spécial pour aider des chômeurs à créer des emplois d'utilité sociale. Ce fonds serait alimenté par des contributions représentant 1 % du revenu imposable. D'ici la fin de 1986, Solidarité-Emploi espère toucher cinq mille souscripteurs et réunir, au bout d'un an, près de 3,6 millions de francs.

★ Solidarité-Emploi, 32, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : 43-41-57-05.







FINANCES

AUX ASSISES NATIONALES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Trois mesures pour renforcer la révision comptable légale au sein des PME

Forts des résultats d'une enquête effectuée récemment en Grande-Bretagne sur l'utilité du contrôle légal des comptes pour conforter les tiers participant au capital de petites et moyennes entreprises, les commissaires aux comptes français, qui tenaient leurs assises annuelles le 13 décembre, en présence du garde des sceaux, M. Robert Badinter, ont décidé de renforcer et d'affiner leur travail au sein des PME.

Cent vingt mille petites et moyennes entreprises sont concernées en France par le contrôle légal effectué par les commissaires aux comptes. Mais la taille des PME, l'attitude de leurs dirigeants et l'argent disponible ne permettent pas toujours aux entreprises de disposer de structures lourdes pour mettre en place des outils précis de gestion et de révision comptables.

Pour pallier cet état de fait, les commissaires aux comptes, « auditeurs légaux », emploieront désormais des techniques de contrôle plus strictes : contrôle physique des inventaires (le commissaire est présent lors de l'inventaire), confirmation directe des comptes, en consultant en amont les fournisseurs et en aval les clients de l'entreprise.

D'autre part, experts comptables et commissaires aux comptes cesseront de jouer « au chat et à la souris ». L'assistance comptable des uns équivaut souvent à une révision contractuelle proche d'une révision légale des comptes des autres. Les deux professions, étroitement liées (certains auditeurs ont d'ailleurs la double casquette d'expert et de commissaire), coordonneront, voire fusionneront leurs missions sur le terrain.

Enfin, le coût d'intervention des commissaires aux comptes a nettement progressé en juillet dernier (1). Or la profession a exprimé le souci de ne pas perturber les entreprises par une aggravation des charges de révision légale.

Elle propose donc de mettre en œuvre progressivement l'application du décret : *« Il ne s'agit pas de tout casser »*, a expliqué M. René Ricol, président de la Compagnie des commissaires aux comptes. *« Il s'agit d'accroître progressivement la sécurité des comptes en travaillant d'une manière plus rigoureuse et systématique, sans pour cela grever abruptement le budget des entreprises. »*

Par souci d'économie et pour « ne pas réinventer la roue », la solution réside peut-être, là encore, dans une meilleure coordination entre experts comptables et commissaires aux comptes.

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Un décret a relevé les tarifs de révision légale exercée par les commissaires aux comptes. Cette réactualisation n'avait pas été effectuée depuis quinze ans.

ENTREPRISES

Alcatel-Thomson
970 emplois supprimés, 1 100 menacés

Selon la direction d'Alcatel-Thomson, les mesures de restructuration industrielle (annoncées lors des comités centraux d'entreprise des 10 et 11 octobre) conduisent à la suppression de 970 emplois, chiffre auquel *« pourraient s'ajouter quelque 1 100 emplois résultant du refus par certains salariés des tranferts de postes qui leur seraient proposés »*. Les CCE du mois d'octobre avaient prévu le transfert de 2 275 personnes, transferts que les syndicats avaient dénoncés, les considérant comme des *« licenciements déguisés »*. On sera tenté de voir dans la menace planant sur 1 100 emplois supplémentaires un avertissement à l'adresse des pouvoirs publics afin qu'ils facilitent l'aboutissement de l'accord CGE-ATT.

Un navire pour la SNCF construit à Dunkerque

Le président de la SNCF, M. Philippe Essig, et M. Jacques Dollois, président des chantiers navals Normed, ont signé, le jeudi 12 décembre, un protocole d'accord pour la construction à Dunkerque d'un navire assurant la liaison de Dunkerque à Douvres. Il transportera des wagons et des camions et sera livré fin août 1987. Le coût de la commande est de 224 millions de francs.

Fonds d'industrialisation de la Lorraine : 100 millions de francs de plus en 1986

Le Fonds d'industrialisation de la Lorraine (FIL), créé en 1984 et doté de 500 millions de francs, sera doté de 100 millions supplémentaires en 1986. Le programme « productique » sera reconduit l'an prochain à hauteur de 32 millions. Ces deux décisions ont été annoncées, le vendredi 13 décembre, par Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, à l'occasion de l'inauguration de l'Ecole supérieure d'électricité (Sup-Elec) sur le technopôle Metz 2000. — (*Corresp.*)

Union Carbide rejette l'offre d'achat de GAF Corp.

La société américaine de produits chimiques, Union Carbide, a rejeté, le 15 décembre, l'offre d'achat de GAF Corporation pour 4,13 milliards de dollars (environ 31,8 milliards de francs), au prix de 68 dollars l'action, et son président, M. Warren Anderson, a annoncé que sa société entendait racheter 35 % de ses propres actions, à 85 dollars l'une. GAF possède déjà 8,9 % d'Union Carbide. Rappelons qu'Union Carbide, trente-cinquième société industrielle des Etats-Unis, annonce une perte de 371 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1985 et doit faire face à des procès à la suite de la catastrophe de Bhopal (Inde).

AFFAIRES

Brutus au CNPF

(Suite de la première page.)

Il enrage d'autant de se retrouver assez isolé au moment où il faudrait, dit-il, que chacun prenne ses responsabilités et fasse preuve de courage.

M. Giral n'y va pas par quatre chemins et affirme qu'à l'aube d'une année qui s'annonce difficile, le CNPF a besoin à sa tête d'un homme fiable et solide ; un dirigeant qui ne dise pas blanc un jour, noir le lendemain. Pour le président de la Fédération des travaux publics, qui ne cache pas ses sympathies pour l'opposition, et notamment pour le RPR, outre une répugnance à travailler en équipe et à tenir compte des avis de ses vice-présidents ou des trente-cinq barons qui constituent le conseil exécutif, M. Gattaz, durant son règne, a excessivement privilégié les contacts avec les pouvoirs publics établis et négligé les rapports avec les ténors de l'opposition. Il a corrigé le tir il y a quelques semaines, mais cette hâte a quelque chose de suspect.

« L'actuel président du CNPF manifeste un esprit impérialiste pour régenter à sa guise toute la confédération, comme s'il dirigeait sa propre entreprise », renchérit M. René Bernasconi, président de la Confédération des PME, organisation rivale du CNPF, qui siège au conseil exécutif en tant que président de la chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile. *« Il a mis des hommes à lui aux postes-clés. Or, pas plus que la CGPME ne m'appartient, le CNPF n'appartient à M. Gattaz. »*

Sachant que le patronat n'aime pas les affrontements publics parce qu'ils font le jeu de ses adversaires, M. Gattaz se réfugie dans le silence et laisse les *« trublions »* endosser le risque d'avoir à répondre un jour d'une crise provoquée pour des raisons de pure tactique politique, voire politicienne. Le patron du CNPF a fait adresser par son secrétaire général, aux membres du conseil exécutif les photocopies d'articles de presse où M. Giral apparaît comme le fauteur de troubles.

Les collaborateurs de M. Gattaz expliquent qu'au cours des dernières semaines le président du CNPF a noué des contacts approfondis avec tous les chefs de l'opposition, et notamment, à trois reprises, avec le maire de Paris. La tradition constante du CNPF veut, d'ailleurs, que le numéro un de l'organisation ait des relations fréquentes avec le pouvoir en place puisque ce sont l'Elysée, Matignon et les ministres qui orientent la politique économique.

On admettra que la tâche de M. Gattaz depuis 1981 a été, de ce point de vue, plus délicate que celle de son prédécesseur, M. Ceyrac, et qu'il peut se prévaloir d'avoir à la longue gagné à la cause des entreprises un pouvoir socialiste à l'origine peu enclin à les flatter. *« Le CNPF eût été moins efficace s'il avait joué un double jeu, allant officiellement à l'Elysée ou à Matignon le matin et rencontrant dans l'ombre l'opposition le soir »*, ajoute-t-on avenue Pierre-Ier-de-Serbie.

Les libertés

L'assemblée générale, qui sera précédée ce lundi d'une réunion, qu'on prévoit tendue, du conseil exécutif si M. Gattaz demande un vote de confiance, devrait en tout état de cause dresser un bilan d'une « législature du patronat » depuis quatre ans et tracer les perspectives de l'après-mars 1986. Il est peu probable — ce serait déroger à une tradition écornée, il est vrai, entre les deux tours de 1981 — que le CNPF exprime ce que devrait être à ses yeux le bon choix. D'autant que les programmes de l'opposition, pour autant qu'on les connaisse, s'édulcorent au fil des jours.

Mais neutralité ne signifie *« ni que le CNPF se taiera ni qu'il se terrera »*, explique-t-on au siège de l'organisation patronale. Les libertés (des prix, des changes, des licenciements), la reconstitution de l'épargne des sociétés, le recul d'un Etat omnipotent qui infantilise les entreprises, la suppression des subventions compensée par les allégements de charges, constituent plus que jamais les *credo* unanimement partagés par les membres du CNPF.

Comme le danger du maintien d'une gauche doctrinaire au pouvoir s'éloigne, les appétits se réveillent et les querelles d'hommes s'exacerbent. Quoi de plus normal, au demeurant, dans une confédération d'entreprises très diverses ?

Derrière cette répétition des couturières, un homme observe la scène dans l'ombre. Pensant que son heure n'est peut-être pas très éloignée l'autre Yvon — Chotard celui-là, premier vice-président — voudra-t-il prendre une revanche anticipée ? Aux commandes depuis quatre ans, le couple de compromis Gattaz-Chotard n'a jamais fonctionné à la perfection. Les cicatrices ouvertes à l'heure de la succession de M. Ceyrac, que briguaient les deux hommes, ne sont pas complètement refermées. Elles se rouvrent, d'autant que — laisse entendre M. Giral — les qualités que n'a pas M. Gattaz, précisément M. Chotard, respecté de tous et solide, les possède. Le CNPF n'est pas Rome, mais le souvenir de Brutus flotte encore.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

● **La rencontre CNPF-CGC : peu de résultats, selon M. Marchelli.** — A sa sortie de la rencontre entre le CNPF et la CGC, le vendredi 13 décembre, M. Paul Marchelli a indiqué : *« Je n'ai rien de très positif à déclarer. »* Déplorant que *« le CNPF se présente avec un profil bas »* avant les élections législatives, le président de la CGC a affirmé qu'il s'était heurté à un triple refus : sur l'entrée du personnel d'encadrement dans les conseils d'administration, sur une nouvelle politique salariale et sur une négociation pour la flexibilité. Selon M. Marchelli, le patronat attend *« de faire le constat public de l'impossibilité de négocier dans les branches professionnelles »*, après l'adoption du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, pour ensuite répondre positivement à la demande de négociations nationales et interprofessionnelles.

SOCIAL

L'ÉTAT RISQUE DE PAYER AVEC RETARD 10 MILLIARDS DE FRANCS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'Etat reste mauvais payeur. A la fin de cette année, la réserve de trésorerie du régime général de Sécurité sociale devrait atteindre le niveau record de 23 milliards de francs. Un succès plus significatif que l'excédent de gestion de 5 milliards de francs sur l'exercice, dû davantage à des décalages de versement (2 milliards de francs sur les allocations familiales, près de 3 milliards de francs sur les dotations des hôpitaux) qu'aux économies décidées avant l'été et aux meilleures rentrées de cotisations enregistrées en cours d'année.

Mais il est hautement probable que, comme en 1984, l'Etat, empêtré dans des difficultés de règlement budgétaire, sera encore défaillant et que, comme l'an dernier, 10 milliards de francs seront versés avec plusieurs semaines de retard, si ce n'est plusieurs mois. Ce qui ramènerait le « solde significatif » de trésorerie en fin d'année à un niveau nettement plus modeste.

Le ministre de l'économie se flatte, à juste titre, d'avoir rétabli l'équilibre du régime général en 1983-1984. Il a plaidé pour qu'on ne décide pas de plan de financement pour l'an prochain. On peut être surpris de le voir priver à nouveau le régime général d'une partie de sa trésorerie...

G. H.

● **Colloque sur la protection sociale complémentaire.** — La revue *Droit social* organise le 31 janvier prochain à Paris un colloque sur l'entreprise et la protection sociale complémentaire, avec Mme Suzanne Silland, coauteur du rapport Gisserot sur ce sujet, MM. Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales, Gérard Lyon-Caen et Jean Schmidt, professeurs à l'université Paris-I, Laurent Aynès, professeur à l'université de Tours, Bernard Teyssié, professeur à l'université Montpellier-I, et Jacques Barthélémy, conseil juridique en droit social.

★ *Droit social*, 3, rue Soufflot, 75005 Paris ; renseignements : 43-25-15-25 ou 43-29-21-40, GS16121102 postes 445 et 538.

EN BOURSE

Terraillon : Bernard Tapie au second marché de Lyon

Numéro un français de pesage domestique (pèse-personnes et balances de ménage), avec 75 % du marché national, Terraillon devait faire son entrée, le mardi 17 décembre, sur le second marché de Lyon, sous la forme de 64 000 actions proposées au public à un prix minimum de 205 F par titre, représentant 16,67 % du capital de la société. Le solde restant détenu par le groupe Bernard Tapie.

Au-delà du show médiatique qui accompagne invariablement toute manifestation publique de celui qu'on a baptisé « le SAMU des entreprises en difficulté », cette opération, conduite par le Crédit lyonnais, sa filiale la Société de banque occidentale (SBOC), et la charge d'agents de change lyonnais Giraudet, constitue indiscutablement une consécration.

Née en 1942, l'entreprise Terraillon d'Annemasse (Haute-Savoie) a connu d'emblée le succès grâce à ses pèse-personnes et balances de ménage, dont elle produisait 2 millions d'unités en 1979.

Pourtant, faute d'avoir su adapter à temps son outil industriel et d'avoir su résister à la concurrence étrangère, notamment celle de l'allemand Krups, numéro un ouest-européen, Terraillon a sombré dans le rouge à partir de 1980 et déposé son bilan en juin 1981, avec un passif évalué alors par le repreneur, Bernard Tapie, à 70 millions de francs.

Un plan de redressement drastique est aussitôt appliqué, avec au bout le succès que l'on sait. L'association américaine Weight-Watchers, qui compte 25 millions d'adhérents dans le monde entier confrontés à un problème de poids (dont 5 millions en Europe), a commandé, par exemple, plus de 100 000 balances à Terraillon et l'exportation représente près de 30 % du chiffre d'affaires de la société. Cette dernière a retrouvé des effectifs (près de 450 personnes actuellement) supérieurs au nombre de salariés comptabilisé au moment du dépôt de bilan. Et elle a réalisé au cours de l'exercice 1984-1985 un chiffre d'affaires consolidé de 176 millions de francs (contre 150 millions précédemment). Celui-ci devrait atteindre 222 millions pour l'année civile 1986.

Dans le même temps, le bénéfice net après impôts, passé de 7,5 millions à 8,8 millions de francs d'une année à l'autre, devrait atteindre 10,5 millions de francs en 1986.

Ce qui représente, sur ces bases, un prix d'offre de neuf fois le bénéfice net arrêté au 31 août dernier, et sept fois et demi celui de 1986.

De l'avis des spécialistes, l'élément moteur du développement de Terraillon reste la Société de conception et d'application d'instruments de mesures électroniques (SCAIME), qui fabrique les fameux capteurs de force.

Cette filiale, qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 40 millions de francs, essentiellement avec Testut (autre société de pesage du groupe Bernard Tapie), aura commercialisé 30 000 capteurs en 1985. Une production destinée ultérieurement à d'autres secteurs. Par exemple, ceux de l'aéronautique et de l'électroménager.

Cette présentation publique a aussi permis à Bernard Tapie de confirmer la prochaine cession à des intérêts anglo-saxons de 20 % du capital de La vie claire. En attendant peut-être d'autres cessions dans ses activités de prêt-à-porter, puisque seuls semblent l'intéresser à présent les piles (Saft, Wonder), le pesage (Terraillon, Testut) et le sport (Look, Adams, Geze).

S. M.

SOCIAL

UNE ÉTUDE SUR LE CLIMAT PSYCHOLOGIQUE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Une certaine « sinistrose »

« Le climat psychologique dans la fonction publique est très nettement teinté de sinistrose. » Telle est une des conclusions d'une *« étude qualitative »* menée par la Sofres, à la demande du secrétariat d'État à la fonction publique, entre le 29 avril et le 20 mai 1985 sur le climat psychologique dans la fonction publique (*le Monde* daté 4-5 août). Seuls quarante-six agents, dont une moitié de femmes, entre vingt-cinq ans et soixante-quatre ans et représentant la diversité des personnels – à l'exception de la haute fonction publique, des militaires et des enseignants – ont fait l'objet d'entretiens individuels approfondis, soit d'investigations collectives par des réunions de groupes de huit à dix personnes, ce qui limite l'ampleur de l'étude. Mais le caractère très poussé de l'investigation permet de dégager des tendances très significatives sur ce qui apparaît bien comme un malaise.

L'étude indique d'emblée que la notion de service public est actuellement l'objet d'un *« remaniement »* en profondeur dans la pensée des fonctionnaires. N'est-il pas symbolique que, lors des entretiens menés par la Sofres, l'État soit perçu comme *le grand absent*, jamais évoqué, par exemple, comme le garant de l'intérêt général et considéré souvent négativement dans sa fonction répressive ? La puissance publique, note l'étude, semble être réduite à quelques acteurs *« lointains »*, comme le gouvernement, les cabinets ministériels ou les « énarques »... Le débat sur le plus ou moins d'État ne fait pas partie des préoccupations des fonctionnaires interrogés, qui ont tendance à ne voir l'avenir du service public que comme un enjeu de luttes politiciennes.

« Refuge pour laissés-pour-compte » ?

Autre évolution, l'administration est d'abord perçue comme un prestataire de services, et les fonctionnaires ont tendance à prendre le parti du public contre l'administration. On assiste même à une certaine *« mythification du privé »*.

Certains fonctionnaires affirment que, dans le privé, ils pourraient faire une carrière plus brillante. *A contrario*, ils refusent de reconnaître la *« différence »* entre la fonction publique et le secteur privé, évoquant l'identité des conditions de travail, les surcharges de travail, voire les réductions d'effectif... En même temps, l'étude fait apparaître une réfutation *du statut de « privilégié »*, en le dissociant de la sécurité de l'emploi, notion sur la pérennité de laquelle on entretient le doute.

Pour nombre de fonctionnaires, le privilège, ce n'est pas la sécurité de l'emploi mais... la *« liberté »* (les agents de catégorie A n'ayant pas à subir la *« dureté de la compétition »*, ceux des autres catégories se félicitant de leur liberté d'expression face à la hiérarchie).

La question de la promotion et de la carrière a rencontré *« un véritable discours de plainte, qui s'accompagne d'une forte revendication de reconnaissance »*. La sélectivité jugée croissante des concours d'entrée n'a pas entraîné de remise en cause de l'image selon laquelle l'administration est *« un refuge pour les laissés-pour-compte, les petits de la société ou bien encore ceux qui manquent de formation de base »*.

Le discours est également critique, à travers cette étude, sur la promotion. Les concours internes sont jugés inaccessibles (difficulté croissante des épreuves et inflation du nombre de candidats), et certains les jugent d'autant plus injustes qu'ils ont le sentiment que *« seuls ceux qui ne s'investissent pas dans leur travail ont le loisir de préparer un concours »*. Quant à la promotion par l'ancienneté, elle est lente et au demeurant de faible amplitude. Alors que la notation des fonctionnaires est critiquée pour son *« caractère infantilisant »*, la promotion au choix apparaît comme symbolique d'un certain arbitraire. Quant à l'*« impératif de la mobilité »*, y compris géographique, il est jugé différemment suivant les catégories : pour les agents qui sont en A et une petite partie de ceux qui sont classés en B, c'est un problème d'arbitrage *« par rapport à une ambition »*, mais pour les catégories C et D, c'est vécu comme une *« véritable dépossession de soi »*. L'idée du *« pion »* que l'on déplace.

Les espoirs de l'informatique

Ainsi l'étude souligne que *« l'intégration de l'image négative du fonctionnaire se retrouve chez tous les interviewés. Elle donne une tonalité dépressive à l'ensemble du corpus »*. Cela a pour conséquences un refus d'une identité collective et *« la nécessité de mettre en place des stratégies individuelles visant à la reconstruction de l'image de soi et non de celle du fonctionnaire »*.

Paradoxalement pourtant, au moment où M. Le Garrec fait de la modernisation de l'administration une de ses priorités, l'informatique ne suscite pas que des craintes. Elle entretient également des espoirs : *« Les interviewés, dans leur ensemble, accueillent favorablement l'informatique. Elle est le signe de la modernité. Certains, et plus fréquemment chez les catégories C et D, la créditent d'un pouvoir véritablement régénérateur. »*

L'informatique est ainsi désir, car elle est perçue comme *« un attribut du privé »*, et permet de *« jouer avec les idées de rendement et surtout d'insécurité d'emploi. Elle favorise aussi l'amalgame avec le secteur privé »*. Un effet quasi magique... Certes, elle peut avoir des retombées négatives pour l'emploi, mais, selon l'étude, *« on doute que l'évolution soit rapide. On mentionne la pauvreté du secteur public et l'inertie de sa structure. L'idée dominante est que, en fait, tout continuera comme par le passé »*. Paradoxe du paradoxe.

MICHEL NOBLECOURT.

« LA PETITE ENTREPRISE »

« Donner une chance à tous »

En créant La petite entreprise en 1983, le Secours Catholique a quitté le terrain de l'assistance pour celui de l'insertion sociale par le travail. Installée au 28 de la rue Moran (75011 Paris), elle a ouvert divers ateliers : travaux de table (conditionnement de parfums, de cosmétiques, de boulons, etc.), mécanique.

L'association a mis au point une formule spécifique. Ni atelier protégé ni entreprise intermédiaire (structure créée pour les jeunes), elle accueille des personnes de tous âges qui sont venues s'échouer dans ses centres d'hébergement. Handicapés familiaux, sociaux et professionnels, ils ont été rejetés en marge du monde du travail sans espoir d'y entrer ou d'y retourner. Son objectif ? *« Leur donner le tonus nécessaire afin qu'ils cherchent du travail. »*

Forte de 500 000 F d'avances (versés par le Secours catholique) La petite entreprise s'est organisée. Quatre personnes et un directeur ont été embauchés pour encadrer dix stagiaires (ils seront bientôt quinze) et vingt bénévoles dont deux psychologues et plusieurs cadres préretraités mettent leurs compétences à la disposition de l'organisme : agents commerciaux, comptables, experts juridiques.

L'association se veut néanmoins une véritable entreprise : les salaires sont payés à l'heure sur la base du SMIC mais ils sont proportionnels aux rendements. Elle cherche activement ses marchés propres.

Dix-huit mois d'expérience ont amené La petite entreprise à faire preuve de réalisme : *« Je ne prépare pas les jeunes au CAP »*, affirme Maurice, moniteur en mécanique. Car tant de handicaps amènent à la passivité : *« Il faut toujours être derrière eux, répéter dix fois la même chose. »* Mais les stagiaires affirment à leur façon leur dignité de salarié : *« Quand on leur donne un conseil, ils répondent qu'ils savent déjà. »* La première expérience de formation tentée avec un organisme spécialisé dans un public en mal d'insertion a été un échec, elle était *« trop ambitieuse »*. *« Les jeunes ont des difficultés mais même les plus démunis ont toujours plus de dynamisme que les adultes marginalisés depuis leur enfance »*, constate M. Jean Anquetil, directeur de l'entreprise. On va désormais enseigner aux salariés à remplir un formulaire administratif, une quittance de loyer, à utiliser le métro. L'heure de formation, facultative, aura lieu après les heures de travail et sera payée.

Les responsables de La petite entreprise estiment que de telles formules sont appelées à se développer : *« Les grandes entreprises fabriquent des exclus : des salariés qu'elles mettent sur la touche et qu'elles laissent s'enferrer durant des années*, affirme M. Etienne Vignon, préretraité. *Les nouvelles technologies vont encore accentuer ce phénomène. Il faudra trouver une solution pour les milliers de salariés adultes au cours des années à venir. »*

Ce salarié vietnamien qui est là en attendant que ses efforts *« pour apprendre le français »* portent leurs fruits. Cette jeune fille, chômeuse de longue durée en dépit de ses vingt ans, *« accepterait n'importe quel travail s'il n'est pas trop dur »*, mais sur quarante stagiaires accueillis depuis la création de l'entreprise une dizaine seulement ont trouvé du travail. La petite entreprise sait qu'elle aura toujours un déficit structurel et a fait appel aux pouvoirs publics, car, ainsi que l'affirme M. Anquetil, *« nous sommes là pour témoigner que la société offre une chance à tous »*.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

Cofincau - Compagnie Française de caution. Société anonyme au capital de 20 895 700 F, dont le siège social est à Paris (8e), 11, rue Portalis, caution des activités « Conseil Juridique » de :

Monsieur Roger GERNOT
7, rue de la Paix
92300 ISSY-LES-MOULINEAUX

informe le public qu'elle dénonce la garantie donnée à M. GERNOT.

Cette garantie cessera le 31 décembre 1985.

La garantie reste acquise aux créances, s'il en existe, nées antérieurement à l'expiration de ce délai à condition d'être produite par les créanciers dans les trois mois à compter de la présence publication, au siège social de Cofincau CFC.

STEMI

Il est rappelé qu'il a été décidé la distribution d'un acompte sur dividende de 15 F net par action, donnant droit à un avoir fiscal de 7,5 F, au titre de l'exercice 1985.

Cet acompte sera mis en paiement le 27 décembre 1985.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

SICOMI Société Immobilière pour le Commerce et l'Industrie

47, rue de Monceau 75008 Paris - Tél.: 45 61 20 20

L'expansion d'Immobanque en quelques chiffres

en millions de F. H.T.	1982	1983	1984	10 mois 1985
Engagements de l'exercice	137	206	598*	258
Engagements bruts cumulés en fin d'exercice	1 335	1 518	2 107	2 368
dont Crédit-Bail	1 128	1 311	1 496	1 757
Location simple	207	207	611	611

* dont opérations de fusion et d'apports : 345

	Année	Montant
Recettes locatives (en milliers de F. H.T.)	1982	212 272
	1983	241 168
	1984	302 023
Bénéfice net (en milliers de F. H.T.)	1982	51 645
	1983	62 683
	1984	74 183
Dividende unitaire (en francs)	1982	35,00
	1983	39,00
	1984	42,30 (1)

(1) dont avoir fiscal de F0,30

EMPRUNTS OBLIGATAIRES DÉCEMBRE 1985

Pour assurer son développement, Immobanque vient d'émettre deux emprunts d'un montant global de F200 millions, l'un à taux fixe de F150 millions (taux de rendement actuariel brut 11,50 %), l'autre à taux variable de F50 millions (intérêt T.A.M. +0,25 %).

B.A.L.O. du 2.12.1985
Visa C.O.B. N° 85-391 du 27.11.1985

LA VOLONTE D'UNE DYNAMIQUE DE L'IMMOBILIER.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Pour développer et diversifier ses activités dans le domaine des prêts immobiliers, le Crédit Foncier de France vous propose de souscrire à son augmentation de capital en numéraire. Les souscriptions sont reçues du 16 décembre 1985 au 15 janvier 1986 inclus.

Souscription à titre irréductible uniquement
- UNE action pour CINQ anciennes
- Émission de 973.260 actions de 200 F nominal
- Prix d'émission : 600 F
- Jouissance : 1er janvier 1986

Distribution de 1.167.912 actions gratuites de 200 F nominal

L'augmentation de capital en numéraire sera suivie d'une distribution gratuite à raison de :
- UNE action nouvelle pour CINQ anciennes.

y compris les actions souscrites en numéraire.
- Jouissance : 1er janvier 1986.

Une note d'information (visa C.O.B. n° 85-365) du 26 novembre 1985 est tenue, sans frais, à la disposition du public au Crédit Foncier de France et auprès des Etablissements chargés du placement. Balo du 9 décembre 1985.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

Delrieu, Dupont & Ass. – Finances

Cet emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement

Décembre 1985



UNILEVER FRANCE

FRF 250.000.000

Emprunt obligataire 10 3/8 % 1985-1992

Garantie inconditionnelle de

UNILEVER N.V. et UNILEVER PLC

Prix d'émission 100 %

Banque Nationale de Paris	**Morgan Guaranty Ltd**
Algemene Bank Nederland N.V.	Bankers Trust International Limited
Crédit Commercial de France	Crédit Lyonnais
Credit Suisse First Boston Limited	Deutsche Bank Capital Markets Limited
EBC Amro Bank Limited	Goldman Sachs International Corp.
Kredietbank International Group	La Compagnie Financière
Lazard Frères et Cie	Société Générale
Swiss Bank Corporation International Limited	S.G. Warburg & Co. Ltd.



Donnez des oreilles à la terre.

EMPRUNT À TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Montant : 700 millions de francs.
Prix d'émission : 98,84 % soit 4.942 F par titre.
Taux d'intérêt : 95 % du T.M.O.
(Moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés).
Taux minimum : 6,5 %.
Amortissement en totalité à la fin de la 11e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT (à compter du 7e anniversaire contre versement d'une prime telle que définie dans la note d'information).

EMPRUNT À TAUX FIXE

Montant : 1,3 milliard de francs.
Durée : 9 ans.
Prix d'émission : 95,68 % soit 4.784 F par titre réglé en deux versements : 2.392 F le 30 décembre 1985 et 2.392 F le 30 juin 1986.
Taux nominal : 10,10 %.
Taux actuariel brut : 10,90 %.
Amortissement en totalité à la fin de la 9e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT (à compter du 6e anniversaire contre majoration des intérêts versés telle que définie dans la note d'information).

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

CNT Caisse Nationale des Télécommunications.

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

Visa COB n° 85/393 du 28 novembre 1985. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 décembre

À nouveau très soutenu

La semaine a bien commencé à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont encore pris un peu plus de 0,7 % en moyenne.

Aucune fièvre, toutefois, n'a été notée, malgré la très forte avance de Wall Street à la veille du week-end précédent. L'ampleur de cette avance, très rapide depuis plusieurs semaines a même calmé un peu les enthousiasmes sur la place de Paris, où les opérateurs craignent un éventuel retour de flamme (à New-York bien entendu).

Car, sur notre place, les acheteurs étrangers sont toujours présents, de sorte que les acheteurs français, notamment les grands investisseurs institutionnels, qui ont d'importantes disponibilités à replacer. Le résultat est que la cote a encore progressé, mais bien sagement, consolidant ses gains précédents.

C'est ainsi que Michelin est resté inchangé, que Peugeot a cédé quelques points après l'échange de plus de 500 000 titres vendredi (dont un bloc de 400 000 pièces).

En revanche, Schneider, dont la cotation a été un instant réservée, a gagné 7 %. Moët-Hennessy a encore battu ses records à près de 2 400 F, de même que la Lyonnaise des Eaux à plus de 1 000 F.

Vive avance, également, des valeurs sur lesquelles courent des rumeurs d'OPA : Nord-Est (+ 5,5 %) Luchaire.

Quelques baisses : Aussedat-Rey, Maison Phénix, Immobilière Monceau. La Compagnie du Midi, qui s'apprête à lancer une offre sur la Providence SA est restée pratiquement stable.

Quant aux pétroles, ils remontent lentement après leur sévère recul de la semaine dernière.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 300 F à 79 300 F et le napoléon 1 F à 522 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	6 déc.	13 déc.
Valeurs franç. à revenu variable	135,1	137
Valeurs industrielles	122,8	123,9
Valeurs étrangères	96,6	98,4
Pétrole-Énergie	103,4	93,8
Chimie	133,7	137,6
Métallurgie, mécanique	142,4	146,4
Électricité, électronique	145	145,7
Bâtiment et matériaux	154,3	157,8
Ind. de consommation non alimentaire	115,5	117,1
Agro-alimentaire	105	107,7
Distribution	142,8	147,8
Transports, loisirs, services	131,2	132,7
Assurances	210,2	210,6
Crédit banque	151,8	164,5
Sicomi	120,2	120
Immobilier et foncier	137,8	139,2
Investissement et portefeuille	191	197,4
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	104,7	104,5
Emprunts d'État	103,6	103,4
Emprunts garantis et assimilés	106,3	105
Sociétés	104,7	104,7
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	2 110,2	2 138,9
Valeurs étrangères	3 062,2	3 109,4
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	304,5	308,7
Valeurs étrangères	412,9	420,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	115	114,8
Emprunt d'État	113,9	113,8
Emprunts garantis et assimilés	115,4	115
Sociétés	118,3	116,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	247,8	250,3
Produits de base	186,3	177,9
Construction	192,5	196,7
Biens d'équipement	242,9	247
Biens de consom. durables	265,6	271,6
Biens de consom. non durables	304	305,8
Biens de consom. alimentaires	259,8	265,4
Services	219,8	224,1
Sociétés financières	370,7	378,5
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	249,9	260,9
Valeurs industrielles	230,1	230,6
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	210,7	211

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SCHLUMBERGER. – La société a décidé d'imputer sur les résultats du quatrième trimestre 1985 une somme de 485 millions de dollars, soit 1,62 dollar par action. Cette dépréciation porte sur la filiale Fairchild semi-conducteurs et représente, pour l'essentiel, l'amortissement immédiat *« des actifs intangibles »* (pour 250 millions de dollars), plus deux provisions pour cession d'actifs et regroupement de diverses installations. *M. Michel Vailland*, président-directeur général, a déclaré que ces mesures devraient *« assainir la situation financière de cette filiale, dotée d'une nouvelle direction « dynamique »*.

Par ailleurs, la société Schlumberger envisage de racheter jusqu'à 25 millions de ses propres actions, soit environ 8 % du capital, les rachats étant échelonnés sur une période de deux ans.

RCA-GENERAL ELECTRIC : A LA *RECHERCHE DES INITIÉS*. – *Les* autorités de la Bourse de New-York ont décidé de déclencher une enquête pour savoir si des opérations d'initiés ont eu lieu la semaine précédente avant l'annonce de l'offre de rachat de RCA par General Electric portant sur un montant de 6,2 milliards de dollars (*le Monde* du 14 décembre). Les actions de RCA avaient, en effet, progressé de plus de 10 dollars, mercredi dernier, pour clôturer à 63,50 dollars après avoir gagné auparavant 6 dollars lundi et mardi. Or les responsables de ces deux firmes ont annoncé le 12 décembre seulement leur intention de fusionner. Le jour même, le cours de l'action RCA baissait à 59,60 dollars par action, ce que les spécialistes financiers ont interprété comme le signe de prises de bénéfices. Interrogé sur cette affaire, un porte-parole de la commission boursière américaine s'est contenté d'indiquer que cet organisme *« n'ignorait rien sur les transactions qui ont eu lieu »*. La SEC (Security and Exchange Commission), rappelle-t-on, avait annoncé le mois dernier son intention de surveiller de plus près toutes les rumeurs entourant les tentatives de prises de contrôle qui sont légion actuellement sur le marché boursier américain.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	12 déc.	13 déc.
Valeurs françaises	133,2	
Valeurs étrangères	97,3	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	12 déc.	13 déc.
Indice général	248,9	250,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 décembre .... 9 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 déc.	16 déc.
1 dollar (en yens)	202,50	202,38

BOURSE DE PARIS – Comptant – 16 DÉCEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 633
5 %	....	4 370
3 % amort. 45-54	....	1 134
Emp. 7 % 1973	....	..
Emp. 8,80 % 77	....	6 015
9,80 % 78/93	....	4 242
8,80 % 78/86	....	0 121
10,80 % 79/94	....	3 077
13,25 % 80/90	....	7 151
13,80 % 80/87	....	2 344
13,80 % 81/89	....	12 704
16,75 % 81/87	....	4 497
16,20 % 82/90	....	15 002
16 % juin 82	....	8 373
E.D.F. 7,8 % 61	148 50	13 844
E.D.F. 14,5 % 80-82	107 80	7 222
Ch. France 3 %	185 10	..
CNB Bques janv. 82	....	5 126
CNB Paribas	....	5 126
CNB Suez	....	5 126
CNI janv. 82	....	5 126

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	165	160
A.G.F. (St Cent.)	4265	4436
Amrep	17 20	20 20 d
André Roudière	268 30	....
Applic. Hydraul.	406	401
Arbel	73	75
Artois	1638	1573
Astorg	258	255
Avenir Publicité	1102	1100
Bain C. Monaco	670	669
Banque Hypoth. Eur.	383	388
B.G.I.	338	339
Blanzy-Ouest	445	477
B.N.P. Intercontin.	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	
Forges Strasbourg	353	....	
Foninter	1120	1080	c
Fougerolle	86 10	86 10	
France I.A.R.D.	320	320	
France (La)	3162	3289	d
From. Paul Renard	670	690	
GAN	6100	6350	
Gaumont	676	703	d
Gaz et Eaux	1800	1810	
Gerty S.A.	413	415	
Gér. Arm. Hold.	156 50	162 50	
Gévelot	370	384 80	
Gr. Fin. Constr.	335 50	338	
Gds Moul. Paris	430	436	
Groupe Victoire	2160	2246	d
G. Transp. Ind.	198	205	
H.G.P.	17730	17760	
Hydroc. St-Denis	112	....	
Immindo S.A.	376	390	d
Imminvest	252	254	
Immobail	436	444	
Immobanque	710	700	
Immob. Marseille	5450	5450	
Immofice	470	460	
Invest. (Sté Cent.)	1401	1410	
Jaeger	232	232	
Lafitte-Bail	435	437	
Lambert Frères	74 70	72	
La Brosse-Dupont	401	403	
Lille-Bonnières	532	553	d
Locabail Immob.	736	735	
Loca-Expansion	316	....	
Locafinancière	416	432	
Locatel	328	....	
Lordex (Ny)	148 50	....	
Louvre	1615	....	
Machines Bull	48 30	50 50	
Magasins Uniprix	172	171	
Magnant S.A.	107	112	
Maritimes Part.	247	240	
M. H.	84	87 40	
Métal Déployé	370	380	
Mors	152 20	165 10	

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; • : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

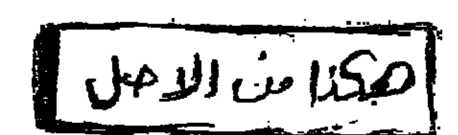
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1460	4,5 % 1973	1457 50	1490	1485	+ 1 88
4718	C.N.E. 3 %	4250	4245	4245	– 0 11
947	B.N.P.	1033	....	....	....
1004	C.C.F.	1050	....	....	....
1525	Électricité T.P.	1590	....	....	....
1067	Renault T.P.	1080	....	....	....
1670	Rhône-Poul. T.P.	1645	....	....	....
1142	St-Gobain T.P.	1186	....	....	....
1158	Thomson T.P.	1195	....	....	....
295	Accor	299	300	298	– 0 33
840	Agence Havas	930	....	....	....
590	Air Liquide	635	641	641	+ 0 94
795	Als. Superm.	805	....	....	....
156	A.L.S.P.I.	193 50	199	199	+ 2 84
400	Alsthom-Atl.	388	405	405	+ 4 38
825	Arjom. Prioux	1030	1030	1030	....
51	Aussedat-Rey	80	79	76	– 5
1120	Aux. Entrepr.	1148	1101	1135	– 1 13
1150	Av. Dass.-Br.	1215	1265	1260	+ 3 70
370	Bail-Equipem.	372	376	376	+ 1 07
810	Bail-Investiss.	845	880	880	+ 4 14
800	Cie Bancaire	818	808	807	– 1 34
300	Bazar H.-V.	395	395	395	....
280	Béghin-Say	295 10	288	286	– 3 08
270	Berger	275	274	274	– 0 36
500	Bic	489	495	495	+ 1 22
795	B.I.S.	726	730	730	+ 0 55
1550	Biscuit (Géné.)	1510	....	....	....
1650	Bongrain S.A.	1560	1580	1580	....
830	Bouygues	860	876	873	+ 1 51
2400	B.S.N.	2535	2539	2530	– 0 19
730	Carnaud	708	708	708	....
2680	Carrefour	2895	2903	2914	+ 0 65
1160	Casino	1140	1182	1182	+ 3 68
1010	Casino A.D.P.	1018	....	....	....
730	Cedis	745	740	740	– 0 67
770	Cetelem	878	879	879	+ 0 11
1200	C.F.A.O.	1378	1389	1389	+ 0 79
215	C.F.D.E.	242	248	247	+ 2 06
795	C.G.I.P.	840	849	848	+ 0 95
745	Chargeurs S.A.	735	739	735	....
58	Chiers-Châtil.	64	....	....	....
385	Ciments franç.	405	410	410	+ 1 23
1440	C.I.T. Alcatel	1444	1444	1444	....
485	Club Méditerr.	466 50	465	463	– 0 75
145	Codetel	156	152 10	152 10	– 2 50
295	Cofimeg	310	313	313	+ 0 96
315	Coles	312	320	319	+ 2 24
185	Compt. Entrepr.	183 50	184 90	181	– 1 36
360	Compt. Mod.	357	350	350 50	– 1 82
915	Créd. Foncier	960	889	885	– 0 78
305	Crédit F. Imm.	347	341	341	– 1 72
750	Crédit Nat.	765	770	770	+ 0 65
220	Crouzet	260 50	260	260	– 0 19
2100	Damart-Servip	1930	1880	1880	– 2 59
1910	Darty	1880	1890	1890	+ 0 53
205	Dév. Rég. P.d.C	215	219	219	+ 1 86
290	D.M.C.	307	309	311	+ 1 30
1220	Docks France	1375	1388	1388	+ 0 94
843	Dumez	843	870	870	+ 3 20
780	Eaux (Gén.)	804	810	810	+ 0 74
1650	Ecco	1669	1650	1650	– 1 13

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/12	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 696	7 711	7 450	7 980
ECU	6 712	6 705	....	....
Allemagne (100 DM)	306 050	305 750	296	311
Belgique (100 F)	14 975	14 997	14 450	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	272	271 400	263	278
Danemark (100 krd)	84 390	84 280	79	87
Norvège (100 k)	100 370	100 260	96	102
Grande-Bretagne (£ 1)	11 118	11 087	10 600	11 200
Grèce (100 drachmes)	5 135	5 128	3 800	5 100
Italie (1 000 lires)	4 484	4 483	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	366 550	365 480	354 500	371 500
Suède (100 krs)	100 185	100 020	95 500	101 500
Autriche (100 sch)	43 520	43 520	42 460	44 400
Espagne (100 pes.)	4 939	4 931	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 804	4 800	4 300	5 200
Canada ($ can 1)	5 543	5 539	5 350	5 750
Japon (100 yens)	3 808	3 808	3 680	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/12
Or fin (kilo en barre)	78800	79000
Or fin (en lingot)	79000	79300
Pièce française (20 fr)	521	522
Pièce française (10 fr)	451	.....
Pièce suisse (20 fr)	501	500
Pièce latine (20 fr)	478	473
Souverain	605	602
Pièce de 20 dollars	3520	3545
Pièce de 10 dollars	2010	2090
Pièce de 5 dollars	1435	.....
Pièce de 50 pesos	2980	3005
Pièce de 10 florins	490	498
Or Londres	317 50	318 25
Or Zurich	318 50	318 50
Or Hongkong	317 60	318 85
Argent Londres	6 15	.....



Le Monde

Washington offre de se porter « garant » d'un « règlement global » en Afghanistan

A la veille de la reprise, ce lundi 16 décembre, de négociations indirectes, à Genève, entre le Pakistan et l'Afghanistan, les Etats-Unis ont fait savoir à l'ONU, qui parraine ces discussions, qu'ils étaient prêts à se porter *« garants »* d'un *« règlement global et équilibré »* du conflit afghan, incluant le retrait des troupes soviétiques. L'offre américaine, qui a fait l'objet d'une lettre du département d'Etat au secrétaire général des Nations unies la semaine dernière, propose l'arrêt de l'aide de Washington à la résistance, en échange du rapatriement du corps expéditionnaire soviétique.

A Genève, pour la troisième fois, M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, reprend, ce lundi, la navette entre des délégations pakistanaise et afghane conduites par les ministres des affaires étrangères d'Islamabad et de Kaboul. La précédente session, en août, avait buté sur la question du retrait des troupes soviétiques stationnées en Afghanistan.

Entre-temps, sur le terrain, la résistance a affirmé avoir détruit deux avions soviétiques, un chasseur et un appareil de transport, sur un aéroport de Kandahar. Le mess de officiers soviétiques aurait également été atteint par les roquettes lancées par la résistance, et quinze pilotes soviétiques auraient été tués. Au Parwan, province située au nord de Kaboul, trois chefs locaux de la résistance ont été condamnés à mort, a rapporté, de son côté, Radio-Kaboul. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Le sommet des pays francophones aura lieu du 17 au 19 février à Paris

Le sommet des pays francophones – ou, pour reprendre la terminologie officielle, des pays *« ayant en commun l'usage du français »* – se tiendra du 17 au 19 février à Paris.

Y sont invités les représentants africains des pays membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT, trente-cinq membres en tout) – y compris le Burkina et le Cameroun, qui n'étaient pas représentés au sommet franco-africain des jeudi 12 et vendredi 13 décembre, – plus la Belgique, le Canada et deux de ses provinces, le Québec et le Nouveau-Brunswick, ainsi que la Dominique, Haïti, le Liban, le Laos, le Luxembourg, Sainte-Lucie, Monaco, le Vanuatu et le Vietnam. Madagascar y participera peut-être aussi en tant qu'observateur, indique-t-on au Quai d'Orsay.

La Suisse, qui avait été pressentie pour se joindre au sommet des francophones, a décliné l'invitation. Le département fédéral des affaires étrangères de Berne a fait valoir que *« la majorité des Suisses sont alémaniques »*.

Le Canada sera représenté par son ministre des relations extérieures, Mme Monique Vézina, et le Québec par son ministre des relations internationales, M. Gil Rémillard, qui vient d'être nommé par le nouveau premier ministre, M. Robert Bourassa. La province du Nouveau-Brunswick, qui compte un tiers de francophones, sera également représentée, mais sa délégation pourrait être fusionnée avec celle du Canada.

NOUVELLES BRÈVES

● *Prochaine visite de M. Mitterrand en Indonésie.* – Longtemps reportée, la visite officielle du chef de l'Etat français en Indonésie aura lieu en 1986, *« peut-être même avant mars »*, a déclaré à Djakarta M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, qui a effectué, la semaine dernière, une visite de cinq jours dans ce pays. M. François Mitterrand a rencontré le président Suharto, le 14 novembre à Rome, lors de la 23e conférence de la FAO. – *(AFP.)*

● *Un indépendantiste catalan tué à Barcelone par une explosion.* – Un indépendantiste catalan a été tué lors d'une explosion survenue dans une cabine téléphonique à Barcelone dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 décembre annonce-t-on de source policière.

Il s'agit de Joaquin Sanchez Nunez, vingt et un ans, militant de l'organisation indépendantiste Terra Lliure (Terre libre), indique la même source.

L'explosion a eu lieu quelques instants après que la police eut désamorcé un autre engin près d'un commissariat de Barcelone, qui avait été déposé par cette organisation. – *(AFP.)*

● *M. Rau candidat à la chancellerie en RFA.* – M Johannes Rau, ministre président du Land de Rhénanie-Westphalie, a été officiellement désigné dimanche 15 décembre comme candidat chancelier social-démocrate par le comité directeur du SPD, réuni à Dusseldorf. Il affrontera l'actuel chancelier, M. Helmut Kohl, lors des prochaines élections législatives prévues pour le début de l'année 1987. – *(AFP.)*

● *Un nouveau président de l'Akali Dal au Pendjab.* – Surjit Singh Barnala, premier ministre de l'Etat du Pendjab, a été élu dimanche 15 décembre à l'unanimité président de l'Akali Dal lors d'un congrès réuni à Amritsar, la ville sainte des Sikhs, a annoncé l'agence indienne de presse PTI. M. Barnala succède à Harchand Singh Longowal, assassiné en juillet. – *(AFP.)*

● *Fermeture du Musée des plans-reliefs aux Invalides.* – Au moment où l'annonce de déménagement hâtif des fameux « plans-reliefs », abrités sous les toits des Invalides, suscite l'inquiétude et l'indignation de nombreuses associations, on apprend que la décision a été prise de fermer le Musée des plans-reliefs, ce lundi matin 16 décembre.

Le numéro du « Monde » daté 15-16 décembre 1985 a été tiré à 410 631 exemplaires

A B C D F G H

L'Amérique latine reste très tiède à l'égard du plan Baker

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international sont de nouveau mobilisés en faveur des propositions du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, pour limiter les difficultés nées du surendettement de quinze pays dont dix latino-américains. Dans un communiqué conjoint, les deux organisations ont souligné, le dimanche 15 décembre, l'importance du soutien apporté par une majorité « écrasante » de banques créancières au plan Baker.

Un soutien plus théorique que pratique, même si des banques représentant 90 % des créances sur les pays lourdement endettés jugent *« constructive et positive »* l'approche du secrétaire au Trésor. Les principaux intéressés en semblent persuadés, qui se réunissent à compter de ce lundi à Montevideo, dans le cadre du « groupe de Carthagène ».

....

Ce groupe, qui réunit onze pays latino-américains autour du problème lancinant de la dette de la région – estimée à 370 milliards de dollars – tentera de dépasser ce qui est considéré comme un pas politique dans la bonne direction mais en aucun cas comme une solution suffisante. Les ministres des finances et des affaires étrangères se garderont de rejeter le plan Baker à leur réunion de Montevideo.

Mais ils souligneront, comme l'a fait à la veille de cette rencontre le ministre des finances de l'Uruguay, M. Enrique Iglesias, les conséquences de la faiblesse des cours des matières premières vitales pour les recettes à l'exportation de l'Amérique latine, ainsi que le protectionnisme des pays industrialisés et des taux d'intérêt toujours élevés.

Une façon de rappeler aux Etats-Unis les limites de la contrepartie du plan Baker, une politique d'ajustement des pays endettés fondée sur une promotion du secteur privé, l'abolition des restrictions au commerce extérieur ou l'ouverture aux investissements étrangers.

Le groupe de Carthagène, sans déclencher les hostilités, se penchera sur les multiples idées existant actuellement sur la façon d'alléger le poids de la dette : capitalisation d'une part des intérêts, amélioration des conditions des nouveaux prêts commerciaux, accroissement des facilités financières ouvertes par le FMI aux pays confrontés à une chute de leurs recettes à l'exportation, voire aux méfaits de taux d'intérêt élevés, extension à l'Amérique centrale du plan Baker.

● *Pologne : revers commerciaux avec l'Ouest.* – La veille du départ pour la France d'une mission chargée de faire le point de la situation financière de la Pologne, en marge du Club de Paris, le gouvernement polonais a annoncé durant le week-end de nouveaux revers commerciaux avec l'Ouest. Au cours des onze premiers mois de 1985, les importations de produits occidentaux ont progressé de 10,5 % en volume alors que les exportations baissaient de 3,5 %, laissant place à un maigre excédent de 931 millions de dollars, nettement inférieur aux prévisions. Un argument que les représentants de Varsovie ne manqueront pas d'utiliser pour appeler leurs créanciers de l'Ouest à concrétiser rapidement leurs promesses de crédits afin de permettre à la Pologne d'honorer des échéances évaluées à 1,4 milliard de dollars pour la période novembre-janvier, auprès des banques comme des gouvernements occidentaux.





Sur le vif

Papa Noël

– Mimi, non, mon Mitterrand, hier à dîner ? Il était à croquer. Gai, drôle, ravi, simple, décontracté... L'euphorie ! Au premier éclat de rire, on s'est regardés. On s'est dit : mais qu'est-ce qui se passe ? Il a un coup dans le nez. On lui a refilé une ligne de coke pendant la séance de maquillage, ma parole. Ça fait des années qu'on le fréquente. On ne l'avait jamais vu aussi familier, aussi détendu. Effacés, disparus, ses grands airs, son côté coulé dans le bronze de la postérité, hautain, fier, distant, satisfait. Changement à vue.

Moi, j'ai été complètement retournée. C'est vrai qu'il est sympa, chaleureux, plein d'humour, tolérant. Comment ils ont deviné tout ça les Français sondés à l'occasion de cette émission ? Avant ça ne se voyait pas. Alors que là ! Lui si chatouilleux, il se tirebouchonnait sous les chatouilles d'un Mourousi déchaîné. Et je te coupe, et je t'interromps, et je te remets à ta place : vous l'avez déjà dit... Pas de monologue, je vous en prie... Vous décollez pas tellement dans les sondages, hein... ! Vexé ? Offusqué ? Froissé ? Mortifié ? A aucun moment.

A la fête, on était. On en redemandait. On espérait qu'il jouerait les prolongations. Et quand il nous a quittés, on n'avait qu'une envie, c'est qu'il revienne.

Et qu'il reste. Après 1986. Et même après 1988. Franchement, qui n'aurait pas envie de cohabiter avec un homme aussi généreux, aussi compétent, aussi gentil. Pas susceptible pour deux sous. Rien du Père fouettard, il l'a dit. Et devant le jeune surdoué de quatorze ans, un vrai papa gâteau, soufflé, ébloui. Bien sûr qu'il va l'aider à créer sa propre entreprise, ce petit. Passez me voir à l'Elysée, on va arranger ça.

Papa gâteau et papa Noël. Il nous a promis une petite surprise. Pas promis-promis. Mais pas exclu. Vous allez voir, on ne sera pas déçus. Elles vont être chouettes nos étrennes. Et Rocard, qui débarque avec ses gros sabots ce matin dans *Newsweek* Elle est foutue, la gauche, elle n'a pas une chance. En mars, ça va être la débandade. Je n'en serais pas si sûre à sa place. Il n'a pas dit son dernier mot, le président. D'ailleurs on a déjà rendez-vous. Le soir de la Saint-Sylvestre, il va nous présenter ses vœux. Je me demande sur quel ton. Là comme il est parti, il va casser la vitre et nous taper sur le ventre. Pourvu qu'il ne fasse pas un bide.

CLAUDE SARRAUTE.

Le groupe Martini et la cave chinoise de Changli créent une société commune

Le groupe Martini et la cave vinicole de Changli, en Chine, commune du Hebei, en bordure de la mer de Bohai, ont l'intention de constituer une société mixte pour produire et commercialiser 500 000 bouteilles de vin d'ici deux ans. L'accord définitif devra être signé en mai prochain. L'investissement global serait de 5 millions de dollars. La cave de Changli produit actuellement 200 000 bouteilles de vin rouge, blanc et rosé, dont la qualité et la quantité seront améliorées au terme de cet accord. Il est prévu également de produire chaque année, dès 1986, 100 000 bouteilles de vin champagnisé et, d'ici deux ans, 300 000 bouteilles de Martini. Ces produits seront destinés au marché chinois et à l'exportation.

Ainsi la Chine confirme-t-elle son intérêt pour l'industrie vinicole, qui se développe avec l'apport technologique et financier de sociétés françaises, hier Remy Martin, aujourd'hui Martini, en attendant Pernod-Ricard.

D'autre part, à la suite de notre enquête sur le vin chinois (*le Monde* du 12 novembre), M. Boubals, professeur de viticulture à l'école nationale supérieure agronomique de Montpellier, au retour d'un voyage d'étude en Chine, estimait à 40 000 hectares la superficie du vignoble chinois. La faiblesse de ce chiffre, explique-t-il, provient des conditions climatiques généralement très défavorables à la vigne. *« Dans l'est et le sud du pays, il faut arriver à faire comprendre aux Chinois que la vigne ne peut donner de bons produits que lorsqu'elle est plantée sur les collines. Les vignobles de plaine chinois auront bien du mal à produire des vins de qualité honnête. Il faut, en outre,* poursuit le professeur Boubals, *pour que la viticulture chinoise puisse se développer, que l'on attribue directement aux paysans la responsabilité de l'entretien de parties de vigne avec intéressement aux résultats, comme cela a commencé en divers endroits. »*

M. Boubals a précisément observé que cette méthode était employée avec bonheur dans le vignoble de Changli, avec un paiement des raisins selon la qualité. Le groupe Martini aurait-il fait le bon choix ?

J. G.

PRÉAVIS DE GRÈVE DES CONTROLEURS AÉRIENS POUR LE 20 DÉCEMBRE

Les syndicats de contrôleurs du trafic aérien SNCTA, FO, CFDT, CGT, CFTC et CGC ont déposé auprès du secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, un préavis de grève pour la journée du vendredi 20 décembre. Ils demandent l'ouverture de négociations avec les pouvoirs publics, notamment pour que les primes soient prises en compte dans le calcul des pensions de retraite, revendication que le gouvernement n'est pas disposé à satisfaire. En revanche les pouvoirs publics, qui ont mis en place trois groupes de travail avec les contrôleurs aériens, sont prêts à étudier un régime de retraites complémentaires.

Si les contrôleurs maintiennent leur grève, le trafic sera gravement perturbé le 20 décembre, jour du début des vacances scolaires de Noël.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)

LUNDI 16 DÉCEMBRE,
Allô « le Monde »
47-20-52-97
présentée par FRANÇOIS KOCH
La Coupe du monde de football et les chances de la France
avec JEAN-JACQUES BOZONNET

MARDI 17 DÉCEMBRE
« le Monde » reçoit
JEAN-DENIS BREDIN
auteur du rapport sur les télévisions privées
avec PHILIPPE BOUCHER